

### IE MONDE SEPTEMBRE 1977 -SEPTEMBRE 1977 diplomatique Espagne : 70 Dec

■ N° 282 - 24° année 🛎

LA CONDITION **TRAVAILLEURS** 

(Pages 9 is 13.)

### Nazisme?-

Publication mensuelle

5, me des Italians, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

CI EULE une bonne dose de mauvaise foi un d'aveuglament peut expliques Seule une bonne dose de mauvaise foi un d'aveuglament peut expliquer les passions soulevées par la prétendne évasion d'Herbert Kappler et par la complaisance d'une certaine presse allemande. Comment omblier que, très vite uprès l'effoedrement du Reich, d'autres préoccupations ont invité à jeter un voile plus nu moins pudique sur des crimes qui n'aut pas été explés? La « guerre froide » désignait un adversaire principal contre lequel, sans se montrer très regardant, on mobilisait toutes les énergies. Aucun pays d'Europe occidentale e'u conduit l'éparation avec la rigueur nécessaire et, ou nom des libertés démocratiques, chacun tolère anjourd'hui des publications qui exaltent les grands thèmes du paxisme — chavyinisme, racisme, cuite de la force — pendant que, diffusé à des centaines de milliers d'examplaires, le moindre reman d'espionnage foit l'apalogie des méthodes unguère utilisées par la Gestapo et aujourd'hui largement répandues dans la monde.

Troix décannies montrent que les dreits de l'homme et la dreit tout court

Trois décennies montrent que les dreits de l'homme et la droit tout court ont frop souvent été ullègrement que les dreits de l'homme et la droit tout court ont frop souvent été ullègrement socrifiés à l'égoisme national et à le volonté de puissance économique. Ce que le nazisme uvait foit en Europe, les guerres coloniales et le soutien libéralement accordé unx dictatures l'out, sons des formes diverses, pratiqué à l'échelle de monde.

I L importerait peu, dire-t-on, que l'Allemagne de l'Ouest accueillit et proté-geât Herbert Kappler si elle s'investissait dans ces paradis de la démocratie que sont le Zaïre ou le Brésil... De même, il importerait peu que le Freece n'eût pas jugé ses tortionnaires d'Algérie si elle s'avait vendu oucune urme à l'Afrique du Sud et exposé chez Pinochet le meilleur de sa production indus-trielle... Mais comment séparer l'indulgence à l'égard d'individus coupables de monstrueux assassinats et la complicité uvec des régimes qui font de ssinat un principa de gouvernement?

Ces deux manières de violer les ples élémentaires notions de justice et d'équité procédent en fait d'une seule et même perversion : la liberté et les droits de la personne sont subordonnés à des colouis politiques et économiques aui, à l'évidence, n'ont rien à voir uvec l'idéal dont ou se réclame. L'Allemagne, qui protège Kappier ao nom du principa do non-extradition des nationaux, viole bien d'autres règles de droit en épuront son administration sous pretexte de securité nationale. Mieux, elle a proposé, dans la projet de Convention europeenne contre le terrorisme, d'assouplir les formeilles d'extra-dition afin de récupérer ceux de ses ressortissants qui, ayant commis des attentats en territoire ullemend, chercheraient refuge dans un pays voisin. Les criminels de guerre qui ont accompli leurs exploits dans ces mêmes pays, à Oradour ou nux fosses Ardentines, pouvent, eux, mourir dans leur lit.

AlS il u'y a pas de « criminels de guerre ». Il y a des criminels de droit commun nuxquels la mystique de l'obéissance inconditionnelle oux ordres recus offre une confortable converture morale. Il y n des gouvernements respectables qui équilibrent leur balance commerciale en exportant vers des pays à l'obsolutisme. Il y o l'occoutumence à l'injustice et l'indifférence à l'égard d'un racisme toujours virulent. Il y a la légéreté intellectuelle qui permet de justifier n'importe quoi : « conscient que le combat pour la démo-cratie commençoit à l'intérieur du parti (...), écrivait un commentateur après le congrès de parti socialiste, je me suis résigné à préférer l'outorité de l'homme irremplaçable ou mauvois usage que faisalent ses odversalres de leur liberté ».

Contemplez donc la faale de ceux qui font au aut fait mauvals usage de leur Rherté: les résistants italiens massacrès par Kappler, bien sûr, mais nussi tous les dissidents de l'Est et de l'Ouest, et les Noirs de Soweto, et les travaillous immigrés insuffisamment dociles qu'il faut bien renvoyer chez eux, et les Palestiniens qui ont le front de revendiquer une patrie, et les victimes de la DINA dont Pinochet nous dit qu'il l'a dissoute, et les desperados tarturés et assassinés à Buenos-Aires un à Montevideo, et puis, dans combien de pays africoins, ces songlants jouets humains livrés à la brutulité de services de sécurité conseilles par des experts françois on allemands.

Que reclament-ils? Qu'ils se tiennent donc tranquilles, qu'ils occeptent le désordre établi et aul régime n'auro besoin de faire appel aux émales d'Herbert Kappler...

### LA CRISE DU POUVOIR EN AFRIQUE DU SUD

Dans sa fragilité, le plan américano-britannique de règlement en Rhodèsie a le mérite de préciser le dessein politique de l'Occident en Afrique australe. Ni racisme, ni révolution : le jeu consiste à assurer une relève du pouvoir qui tienne compte des aspirations des provincies et des companies de la companie de la comp des populations africaines sans mettre en danger ni le « modèle » de développement, ni les puissants inté-rêts économiques établis (voir page 15).

Même nécessité à long terme en Afrique du Sud, mais la puissance de ce pays impose des variantes. A la conférence de Lagos le mois dernier, M. Andrew Young, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, a fait savoir qu'il n'était pas question de lui imposer des sanctions économiques. Depuis 1976, les Etats-Unis sont les premiers fournisseurs de l'économie sudafricaine et leurs investissements y sont estimés main-tenant à 1 milliard 600 millions de dollars. Le gouvernement Carter préfère donc agir avec le concours des quelques trois cents sociétés américaines implantées

là-bas pour combattre d'abord les pratiques raciales et les inégalités dans le monde du travail. Pour le moment, la politique de développement séparé n'est pas praiment mise en question.

En realité, en Afrique australe comme ailleurs, les classes moyennes blanches et les milieux d'affaires locaux sont invités à s'incliner devant la progression des sociétés multinationales. Ce qui à Prétoria, pose des problèmes au parti nationaliste, dépositaire du e pouvoir blanc », qui noit s'effriter sa clientèle traditionnelle désormais menacée de perdre ses priviléges tandis que les luttes des Africains se radicalisent.

Dans ce climat de changement, seuls demeurent intacts, en fin de compte, l'arsenal de répression juridique et policière et le formidable appareil militaire. Si les dirigeants nationalistes sud-africains doivent ceder aux pressions de Washington, leur marge de manœuvre pour se maintenir au pouvoir apparaît de plus en plus réduite.

### Entre la dictature et la révolution

Pour conjurer les forces mon-tantes de la révolte nolre, l'Afrique du Sud cédera-t-elle à la tentation dictatoriale? La question est à nouveau posée depuis que, le 10 juillet, le Sunday Times lui a consacré un article intitulé : « Nats eks one-man-rule » (I) :

e Le Parti nationaliste discute, à ses échelons les plus élevés, un plan pour donner à M. John Vorster [l'actuel premier ministrel les pleins pouvoirs qui lui permettraient de surmonter les qui lui permettraient de surmonter les résistances du Parlement. Dans certains milieux, on discute d'une suspension du Parlement afin que le premier ministre puisse disposer de tous les pouvoirs... Selon un ministre, qui déstre garder l'anonymat, l'Afrique du Sud étant en « état de guerre n, le présent système n'est pas capable de faire face à la crise, ni de prendre les mesures radicales qui s'imposent. Ce plan, secrètement discuté depuis long-temps, a le soutien de la fraction a éclairée » [Verligte] des nationalistes a cclairée » [Verligte] des nationalistes qui estime que c'est le seul moyen de persuader M. Vorsier d'entreprendre des changements radicaux en faveur

Par CLAUDE MEILLASSOUX \*

des aspirations noires sans précipiter des aspirations noires sans precipiter une scission de la fraction droitière [Verkrampte]... Le plan, boptisé « option de Gaulle », emprunte son nom et sa méthode ou général de Gaulle, qui prit le pouvoir en France comme sauveur, de la droite et qui, dans les mois suivants, utilisa ses pleins pouroirs nour Péraser. ». voirs pour l'écraser. »

Certes, s'il s'agissalt de surmonter les oppositions racistes pour sortir de la présente crise, les pleins pouvoirs, même accordés à un ultra-conservateur comme M. John Vorster, pourraient apparaître positifs, Cependant, l'issue d'une telle opération dépend de la crise de structure que traverse actuellement le capitalisme sud-africain.

Les transformations des conditions
d'exploitation du travail en Afrique
du Sud et les changements intervenus
dans la nature du capital se combinent
pour modifier les rapports de production et les alliances entre les différentes fractions du capitalisme. Pour
celui-ci, la couleur de la peau a désormais moins d'importance que les rapports de classe. Cette évolution, qui
suscite déjà de sérieux conflits au
sein de la classe dominante et remet
en cause l'actuel mode de représentation démocratique, doit cependant tion démocratique, dolt cependant s'accompagner, en raison des risques qu'elle comporte, de mesures de protection capables de contenir une éventuelle ouverture à gauche.

### Un mode d'exploitation périmé

L l'impossibilité, désormais patente, de continuer à fonder le développement économique sur un mode d'exploitation qui remonte aux origines de la colonisation. On sait que, sous l'effet conjugué de l'expropriation des paysans africains par les fermiers hiancs et de l'exploitation minière, les paysans furent refoulés dans des zones vite transformées en réserves de maind'œuvre. L'exploitation de cette maind'œuvre captive était fondée sur une particularité, source de profit suppléparticularité, source de profit supplé-mentaire, dont le principe fut décou-vert très tôt par les théoriciens de la colonisation britannique : « Les réser-tes sont utilisées comme a omortisves sont utilisées comme a omortis-seurs » en ce sens qu'elles sotisfont les besoins des chômeurs, des malades, des vieux, sons aucune chorge pour l'Etat (...). Il n'y a d'outre alternative qu'une main-d'œurre permonente, installée dons les villes, outour des mines et des usines, et complètement séparée de la terre; mais une telle main-d'œuvre ourait besoin de salaires

Maitre de recherche su C.N.R.S. Cet article a été rédigé au terme d'un récent séjour d'un mois en République aud-africaine à l'invitation de l'université du

T E premier élément de crise est plus élevés, de logements adéquats, tions et d'assurances sociales. » (Lors Halley. An African Survey, Oxford University Press, 1933.) (Lire la suite poge 15.)

Lire pages 16 et 17 :

Une nouvelle de Seydou Badian:

### (1) « Le parti nationaliste recherche les pleins pouvoirs. » Le Sunday Times est l'édition du dimanche du Rand naily Mail, le quotidien de Johannesburg ayant le plus fort tirage. Les limites de l'accord conclu avec les États-Unis

### PANAMA N'EST PAS SEULEMENT

L'eccord conciu le 16 août entre Panama et les Etats-Unis sur l'avenir du canal n'atténuera aucunement la dependance de ce petit pays. Nun pas parce que la passation des pouvoirs s'effectuers progressivement, jusqu'en l'an 2000, laissant de toute façon à Washington un droit d'intervention militaire. Mais parce que la zone do canal n'est que l'une des quatre - enclaves > qui font de Panama une veritable colonie des Etats-Unis. Les trois autres « enclaves », è caractère commercial et financier, se renforcent afin de maintenir fermement Panama en

Pour balayer les oppositions qui se manifestent au Congrès contre l'accord sur la zone du canal, l'administration Carter ne pourra pas, bien entendu, utiliser publique-ment les arguments de fait que développe l'article ci-dessous. Mais ces arguments sont tellement farts que, discrètement présentés eux sénateurs les plus récalcitrants, ils viendront à bout de tautes les résistances. On pourra alors célébrer sans réserves le libéralisme du président Carter et les vertus de la conciliation...

a Pour la plupart des gens, Panama est un canal. Pour les banquiers, c'est un centre finan-cier extérieur. Mais, pour les Panaméens, c'est un pays. (The Banker, octobre 1975.)

M considérant le canal comme le problème central de Panama, on courrait le risque d'en faire un mythe, un véritable écran de fumée empêchant toute analyse plus profonde du pays et de son rôle. Car. en fin de compte, le canai n'est qu'une sointion technique choisie parmi d'autres pour utiliser la position géographique de Panama dans une période précise, celle de l'expansion du capitalisme monopoliste américain. La saturation physique et le vieillissement technique du canal coincident avec le début d'une nouvelle étape du capitalisme mondial : celle de l'internationalisation de la production avec les firmes multinationales (début des années 60) et de l'internationalisation des capitaux avec l'incorporation du capital périphérique dans le circuit des compagnies financières transpationales (début des années 70). Dans cette phase, le contrôle de l'excédent produit par le passage des marchandises à travers l'istème est moins important que le contrôle de leur

### Par XABIER GOROSTIAGA \*

financement et de leur commercialisation. De telle sorte que si Panama
récupérait son canal, s'il en contrôlait
le fonctionnement et les recettes, la
structure de dépendance et de domination du pays persisterait. Même si
l'administration do canal passe entiérement aux mains de Panama. les
Et at st-Unis exigeront d'intervenir
dans se défense, non seulement pour
des raisons stratégiques mais aussi
parce que la présence americaine dans
l'isthme est la principale garantie des
importantes opérations financières qui
se déroulent à Panama.
Depuis l'époque coloniale, Panama

se déroulent à Panama.

Depuis l'époque coloniale, Panama a joué le rôle d'une plate-forme de passage au service des métropoles, principalement l'Espagne, puis les Etats-Unis, A Panama, l'excédent économique a été historiquement accumulé non pas dans les secteurs productifs (agriculture, mines, industrie), mais dans le secteur des services internationaux (commerce, etc.). Ce système a été mis en place par le moyen des enclaves économiques, que l'on

Professeur d'économie à l'université

peut définir comme des unités de production ou de services sous contrôle direct de l'étranger, dotées d'un statut légal différent de celui des antres activités économiques natio-nales, et dont les bénéfices sont trans-férés aux métropoles

férés aux métropoles. La vie du pays est, en fait, soumise au fonctionnement de quatre enclaves : la zone du canal, la Bananera (ex-United Fruit Company), la zone libre de Colon et le Centre financier international.

national.

La zone du canal est une enclave de type colonial classique, dans laquelle l'étrant er assure le pouvoir politique. économique et militaire; son poids économique est important pulsqu'elle assure environ 30 % de la production intérieure brute et, offrant vingt mille emplois à des Panaméens, constitue la principale source de travail du pays (1).

pays (1).

Le Bananera est une enclave agricole traditionnelle, principal producteur pour l'exportation et troisième
source de travail avec les douze mille
emplois qu'elle offre aux Panamens. (Lire la suite page 7.)

(1) Pour la zone du canal, cf. le Monde diplomatique de rears et avril 1973, juillet et octobre 1974, janvier et octobre 1975, septembre et octobre 1976.



### La politique «trilatérale» de M. Zbigniew Brzezinski

### UN GRAND DESSEIN CONSERVATEUR POUR L'AMÉRIQUE

Par JEAN-PIERRE COT

Un député socialiste français analyse les conceptions du principal conseiller du président James Carter

lerre Cot a rédigé la préjace au recueil de textes de M. Zbigniew Brzezinski qui sera prochainement publié aux éditions de l'Herne sous le titre Illu-sions dens l'équilibre des On trouvera ici les principaux passages de cette préface, qui met en lumière les différences entre les conceptions de MM. Kissinger et Brzezinski et qui

Député socialiste, mem-

bre de la commission des

professeur de droit, Jean-

esquisse la réaction du parti socialiste devant un projet destiné, selon la formule de Jean-Pierre Cot, à « rendre plus acceptable l'impérialisme (américain) et à faciliter par là même son développement ».

XON ne connaissait guâre Klasinger avant de l'eppeler auprès de lui, aur les L'influence de Kissinger, inexis-tante ou presque au départ, s'est développée par le tonction jusqu'à evanir predominante. Au contreire, Brzezinski e été, en quelque aorte, le tuteur de Jimmy Carter. Il e nationaux à l'encien gouverneur de Géorgie et, depuis, n'e cassé de le conseiller, élaborant ainsi evec lui ca qui alleit devenir le politique étrangère du président Carter.

Le cadre de cel apprantissage : la Commission trilatérale (1). L'inslitution, créée per le banquier Brzezinski, regroupe des élites dirigeantes de l'Amérique, de l'Europe et du Japon, hommes d'atleires, ministree ou penseura.

Une triple critique

du mythe

mondial

de l'équilibre

e tissé un réseau de relations per sonnelles entre les acteurs principaux du champ politique et économique. La dessein avoué est sans contaste conservateur : maintenir la position prééminente de l'Occident capitaltete et industrielisé dans le monde. Mais la ligne de défense est établie evec souplesse, abandonnant l'accessoire

Feut-il eller plus loin et y voir un complot du capitalisme occidental ? La force évidente d'une pereille institution est aufficante pour gu'on n'y cherche pas, de Trilatérale a forgé sans conteste l'unité de vues de l'edministration eméricalne en matière étrangère. MM. Carter, Mondele, Vence, Blumenthal at Young (2) on taiselent partie, avec quelques eutres, assis-tant régulièrement à des réunions d'analyse sur l'étel des relations Internationales. Il en est eoril une équipe, soudée per une perspective commune et largement inspirée par les conceptions de Brzezinski (...).

C'est une Amérique consciante du pouvoir des idées qui a fait appel suc-cessivement à deux immigrés de la première génération pour leur confier sa Internetionale. Le parallélisme s'arrête là. Tout oppose, pour le reele, le petit just allemand d'origine modeste à l'aristocrete catholique polonels. Les réctions, les ambillons, le mode de relsonnement, ne sont pas les mêmes. La Reelpolitik de Kissinger reale à la base un pragmetisme têtu, illustré de percées lulgurantes et de coups d'audace. L'esprit de système est plus marqué chez

Brzezinski, doni le démerche intellectuelle rappelle la grande tradition t une considérable ecuplesse tactique à une intransigeance lotale sur les principes. Les hommes ne s'opposent pas seulement par leur style, mais par leur conception même de l'ection politique dans le monde. sance même, s'ajoulant l'Europe

Le différend se noue eutour de la notion d'équilibre. On connaît l'Importance du concept pour Kissinger. L'homme qui a consacré sa thèse à Metternich reste un nostalgique du congrès de Vienne. Un équilibre des pulssances ecigneusement tempéré et respectant la diversité des systèmes politiques peul assurer le paix dens le monde pour cinquante ens. Or Kissinger voll apparaitre un monde multipolaire qui succède eu monde bipolaire de l'équilibre de le terreur. Aux Etats-Unis et à l'Union soviélique, paralysés per leur puis-

occidentale, la Chine et le Jepon. Cette etructure pentagonale, coordonnée par des conférences internationales, doit être etabilisée par le sagesse des hommes d'Etat. Brzezinski dénonce avec vivecité

l'illusion de l'équilibre. L'ére de Vienne reposait sur trole données principales. En premier lieu, la multipolerité était réelle. Les diverees pulssances composant l'équilibre européen (France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Russie) éteient d'une importance comparable et se surveillaient Jelousemant, sanctionnant par un renversement d'alliances tout développement excessit du pouvoir de l'une d'antre elles. système muttipolaira comprenait donc un mécanisma stabillesleur incorpore dans le jeu diplo-

En second lieu, le congrès de Vienne réunissait une élite auro-

industrielles de France.

53°FOIRE

associés à la C.E.E.

nationales n'étaient pas occusées comme aujourd'hul. On traversalt l'Europe avac une carta de visile. Une eristocratie, multinetionale per les ellances metrimoniales, occuet dirigeait les affaires des Etats. Surtout, cette élile était soudée par une idéotogia commune. La restauration de la monerchie en France étouffail pour quelques lustres le mouvement des Idées. Per-delà la diversité politique, le projet de société ne différali guère de Peris à Berlin, ou de Londres à Saint-Pétersbourg. Une langue diptometique unique, le français, symbolisait l'eccord protond sur les

En trolsième lieu, l'Europe du congrès de Vienne vivail dans la etabilité sociale. La eccusse de 1789 etténuée par le temps, la bourgeoisis industrials et finan-cière prenait ses positions avec une sage lenieur. Sans être immobile, la société se transformell da manière imperceptible, laissant eu système de t'équitibre auropéen le temps de Iralter les problèmes l'un

Or le prétendu équilibre des ennées 70 repose eur des bases profondément différentes de celui du congrès de Vienne. La bipolarità domine la monde. Meme el les Deux Super-Grands sont entravés dans l'exercice de leur puissence par l'équilibre de la terreur, ils sont seuls en mesure d'exercer effectivement une pression polilique, économique et militaira. Leur pouvoir est hors de proportion evec celui de tout eutre Etst. Les évenements de ces demiéres années ont eu demeurant plutôt eccru leur evantage.

Ouani au consensus idéologique, il a été pulvérisé. La lutte idéologique ne cesse pas é cause de la paralysie stratégique. Entre capita-lisme industrialisé, bloc soviétique et tiers-monde, le batalile des idées teit rage. Et encore s'egit-il d'un euphémisme, car cette bataille Idéologique e'est plus d'une fole prolongée en guerre économique ou en attrontementa militeires. Guerra Iroide, guerres civiles, querres de libération nationale on tracasse tout consensus dens les années passées, au point que l'on a pu parier de - guerre civile mondiale -. Les valeura tacitement assumées qui fondaient l'équilibre de Vienne el limitalent l'ampieur de l'affrontement se sont effon-

Entin, le monde chenge vite de nos joure. Les progrès lachnolas bouleversements sociaux, l'internetionalisation de problèmes tels que celui de la pollution, poser constamment au système international des interrogetions nouvelles que celui-ct ne peut plus prendre en charge. L'analogie a v e o le dix-neuvlême

siècle devient stors dramatique-Les critiques que Brzezinski adresse à Klasinger ne sont pas l'erreur d'analyse conduit à l'erreur politique. En voulant Imiter Mettemich, t'encien secrétaire d'Etat n'a pas su élaborer une politique étrangère adaptée au

monde modeme. La professeur Les priorités : nations industrialisées

tiers-monde

détente

est possible de summonter le grande crise. Après le seconde guerre

Maia, é partir das années 50, l'Amérique e'est progressivement elléné le reste du monde. Au moment où l'aspiration é l'égalité devenalt de plus en plus torte parmi les pays du tiere-monde, les Etats-Unis se sont crispés dans une ettitude conservatrice, contraira à toute leur

Iredition. Brzezinski e das mots irès dura pour les W.A.S.P. (White Anglo-Saxon Projestants), cetle élite protestante anglo-saxonne symbolisée par les noms de Dean Acheson at John Foster Dulles, qui n'e pas su comprendra le changement et a cherché evec errogance à imposer aes valeure eu reste du

La querre du Vietnam a sonné le plas de cette élite. La falilite de la politique étrangère américaine, détaillée dens le livre de Hel-berstam The Best and the Brighfest, a été celle de la tradition que ethnique de l'élaboration de le politique étrangère américaine, Brzezinski constate que l'avène ment de R. Nixon n'a pas - entrainé l'apparition d'une étite nouvalle eussi homogène. (...) Le groupe juit - bien représenté par des hommes de talant dans plusieurs postes ciée de l'administration - était sans doute le mieux piecé pour euccéder au WASP : pourtant, la situation se caractérisait d'abord et evant tout par sa liuidhé et son hétérogénélté ». L'absence d'un groupe dominant eyant une philosophie politique globale e eu comme résultat une ligne politique iroidement réaliste. En effet, le consensus sur tequei reposalt la politique étrangère américaine e'est effondré. L'adresse d'Henry Kissinger a mesque quelque temps cette réalité ndementale, qui conduit à un réflexe de repli et d'Isplationnisme.

L'Amérique est aujourd'het une citadella essiégés. Les Etata-Unie prennent chaque revendication de leurs alliés ou du tiers-monde

Cuniversité Columbia nota avac sévérité son ancien collègue an Vietnam, mais lul ettribuent un D sur le Jepon (- détérioration prodes considérations personnalles =) ou sur les relations économiques Internationales (= aucun lae-dership efficace, ni personnel ni

Quelle politique étrangère pour t'Amé-rique, se damende elors Brzazinski ? Sa réflexion sur « L'Amérique dans un monde hostile - est au cœur du problème. Le modèle américain a franchi trole fois l'Ocean pour porter l'espoir dans le monde. En 1776, ta Déclaration d'Indé-pendance e sonné l'heure da le liberté et inspiré les grands soulèvements révodespotisme. Pour eul vant l'évocation. Brzazinski donne du New Deal une Image

mondiela, l'Amérique a de nouveeu raillé le camp de la liberté autour da la bannière étoilée.

pour une agrassion nouvelle, provoquée par la jalousie du faible é l'égerd du nenti, Les déborde-ments d'une majorité vociférante aux Nadons unles, les votes polltiques inacceptables de l'UNESCO ou de l'Organisation internationale du travell détournent l'opinion publique américaine des institutions

> Le capitalleme dans un seul peys i L'anelogie evec le repli soviédoue dans la citadelle russe s'impose. Brzezinski voit l'Amésee responsabilités mondiales, absorbée par ses problèmes Internes. Les sondages d'opinion traduisent le mouvement. En nombre croissant, les Américains refueent l'aventure extérieure et mar-quent leur défience è l'Organisation internationale. Accablés par le tardesu mondial, désenchantés par le déroute vietnamienne et le Watergale, its expirent à le paix Pour Brzazinski, le retrait américain serait une cetastrophe. Faute

internetionales. La tentation du

de leadership, le monde occidentel sombrareit dans le chaos. La crise de société, devenue internationale, ébranierait le soildité des alliances el remettran en cause le progrès des échanges économiques Internationaux. Par ses conséquences démultipliées dans ricain entraîneralt le désordre mondiet. Croire, dens ces conditions, que le bastion americain pourrait rester intect est une illu-

L'opinion publique américaine y est d'ailleurs prête. Les condages ent des éléments de réconfort Les Américains sont fevorables à un renforcement des souhaitent une vigoureuse action en faveur des droits de l'homme. tle conçoivent la nécessité d'une coopération internationale en des domaines où la cadre national est trop étriqué alora que la péril est grand : famine, infielton, pénurie

d'énergie. L'Amérique peut et doit assumer ses responsabilités. Il ne e'agit pes de dicter sa volonté au reste n'est plus concevable aujourd'hui. Le leadership américain dolt e'exercer dans le respect du pluraliame mondial.

Ce systèma internetional plure-Ce systèma internetional plure-liste, on doit le construire avec patience. « Architecture plutôt qu'ecrobatie », la formule résume t'attitude de Brzezinski tace à la tâche qui ettend les Etats-Unic. Une diplometie brillante n'est pas à le hauteur du problème. Il faut mener une action de fond sur les tionale, efin de rendra le système epte à répondre aux problèmes du monde.

الانتوارا فيتحارب والمسادات

Hardan - Imys au nor

in the journal of the same of

Afrique por

Dane cette perspective, trois priorités e'imposent à la politique étrangère américaine. La pramière On retrouve ici un thème cons-Industrialisée qui partagent les mêmes valeurs at se retrouvent dans le même allianca. En traitent evec condescendenca l'Europa et le Japon, Kissingar e encouregé dona atlandques et pacifiques. Le choix da Moscou et de Pékin e suscité, par contrecoup, des germes de neutralisme chez les Brzezinski propose d'Institudon-naliser la Commission trilatèrele encourageant l'Europe à s'exprimer d'one seule volx, à égelité avec l'Amérique et le Japon. On volt les conséquences de cette analyse : soutien résolu da la construction européenne, élergisent de l'O.C.D.E. el rentorcement de son rôle.

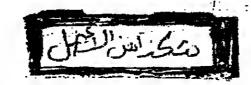
La seconde priorité concerna les relations Nord-Sud. Le tiersmonde menace d'exploser. L'edministration Kisainger s'en est rendu compte sur le tard et e rique, chien de garde des régimes dictatorieux et corrompue, pard tlers-monda. Le conservatisme pelitique, doublé da l'égoisme economidne' vie benneut weuer

L'Angole a servi de révélateur, Une diplomatle américalna Incapable a ouvert une brèche dane lequelle les Soviétiques ee sont précipités. Il faut éviter de telles erreura à l'avenir et laisser à d'eutres la police de l'ordre éta-

(1) NDLR : cf. l'article (1) NDLR.: cf. l'article de Diana Johnstone, « Une stratégie trilatérale », dans le Monde déplo-matique de novembre 1976. (2) Raspac tivement président, vice-président, secrétaire d'Etat, secrétaire au Trésor, ambassadeur aux Nations unies.







pour rétablir te situation des Etats-Unis dans le continent afrimotndre complaisance à l'égerd de la Rhodésie ou de l'Afriqua du Sud. On comprend mieux dans cette perspective la latitude dont jouit et dont abuse peut-être adeur Andrew Young. La violence de ses propos n'est que la traduction imagée de la ferneté de le politique nouvelle. Au dameurant, le vice-président Mondale ne dit pas autre chose, blen

Enlin, la détente. Trolaième priorité, priorité tout de même. Il ne s'agit pas de cheusser les bottes de l'administration précédente et de reprendre tel quel le dialogue entre Klasinger et Brejnev, mels l'exigence de dialogue entre les Etats-Unis et l'Union soviétique s'impose pour des reieons évidentes, it y ve de la survie du monde. Aussi faut-il chercher Inlassablement é modérer l'am-pleur du conflit militaire et idéo-

Un obstacle

maieur :

la logique

de l'impérialisme

fragile, complexe. Il faut, de part et d'autre, dégeler progressivement la situation et obtanir une modification des comportements externes, mela aussi internes. Dans cette perspective, Brzezinski salue le développement du polycantrisma dans le mouvement communiste International et suit avec attention

Le dessein de Brzezinski est eingulièrement ambitieux. Il s'agit de rétablir dans toute sa puissance l'hégémonie américaine, atteinte par le Vietnam et le Wetergete, don qui a carectérisé l'élifs dirigeants.

Etats-Unle s'impose au reste du monde. Mais l'influence américaine ne s'errête pas là. Elle se feit sentir dans tous les domeines ; valeurs, normes sociales, etyles de vie dans le monde entier sont profondément pénétrés par le modèle eméricein.

Il faut redonner conflance eu peuple américain el relever le défi Idéologique de l'Union eoviétique, Nixon et Klesinger, retranchés dans leur Realpolitik, ont abandonné le terrain idéologique é l'U.R.S.S. Laissant le modèle communiste déployer sa séduction, lis se sont cantonnés dans le transaction commerciale et militaire. Erreur historique i L'Amérique

doil redevenir le modèle de l'Occident. Elle ne doit pas avoir honte da ses valeure, mais les proclamer. Elle dolt opposer au monde communiste une autre conception du monde, é base de liberté, mais aussi de pluralisme el donc da respect du partenaire

Cette ambition politique repose sur une formidable conflance en sol, L'Amàrique triomphente relève prête à assumer les charges du lesderehip avec les contraintes que cela comporte. El d'abord vis-a-vis de soi-même. Les Etats-Linis doivent pratiquer la vertu qu'lla proposent en example aux autres. Comment prêcher l'égalité des races en Afrique et tolérer le discrimination chez sol? Comment affirmer le principe de le libre circulation des hommes et des idées alors qu'on interdit l'entrée du territoire américain aux membres d'un parti communiste? Il laul remettre de l'ordre à l'Intétieur pour pouvoir le proposer à

Pouriant, les contradictions principales que porte cette politique des Etats-Unis. Jimmy Carter moraliser la vie potitique américaine, poursuivre la croisade pour les droite civiques ou libéraliser l'attribution des visas aux touristes étrangers. En revanche, le dessein extérieur ainsi attirmé

Ainsi la politique des droits de

logique entre les Deux Grands. tion de maintenir une force de dissuesion puissante et de donner au concept de détente un carac-(« comprehensive and reciprocal »). La détente ne peut pas se limiter aux problèmes militaires. Ella ne des partenatres es permettant une diplomatie audacleuse dans le tiers-monde ou mêma le monde occidental, mele protestant contre toute intervention, déclarée aussitôt inedmissible, da l'autre dans

et prudence les évolutions an coure à l'intérieur du bloc sovié-

L'hégémonie eméricaine, c'est d'abord L'Amérique (...) rayonne par la eclence et les mœurs eutani que par

> crire au principe? Il e'agit da prendre à la lettre les proclamations internationales, de transformer en Instruments d'ection ces déclarations qui restaient creuses. feute d'epplication, et paraissaient

l'hommage que le vice rend à la vertu. Le président Carier entend défendre les droits de l'homme pertout et mettre sa politique étrangére au servica du respect de le condition humaine, Mais l'application d'une telle politique soulève des difficultés sans nombre, L'Argentine sotticile un prêt du Fonds monétaire international ? La dèlégation américeine e'y oppose et souligne la violation flegrante des 11 bartés élémentaires à Buenos-Aires. C'est aussitôt une levée de boucliers dans les miaméricains : en s'aliénant les sympathles argentines, les Etats-Unis encouragent la subversion dans le continent américatn et mettent en péril les positions commerciales américaines. La demande de prêt est reformulée quelques jours plus tard, en insistant sur l'importance du subside pour améliorer le condition des paysans argentins; elle est ecceptée... En apparence, la morele est sauve. Meis que ste-t-il dans ce cas de le poll-

Alnei, de même, pour conception trilatérale de la politique emèricaine encourage la constitution d'une Europe forte, cabilités et de participer pleine-

tique des droits de l'homme?

une Europe forte ne se concolt pas eane une certaine autono économique, technologique, milin'est qu'un prolongement du conti-nent amàricain, elle ne peu a'exprimer da manière indépen-dante et peut, tout au plus, aspirer à des responsabilités « régio-nales ». L'Amérique est-alle prête é tirer les conséquences de ce principe en metière d'Indépendance technologique ou de négo-ciations douenières ? Va-t-elle briqui sont en passe de mettre le continent européen en coupe régiée ? Et, sinon, que restera-t-li d'une Europe forte dont l'acquie par le désordre monétaire interna-

Car l'impérialisme économique a ses tols. On ne e'y soustrait pas ei facilement. La recherche d'un taux de profit plus attirant et de marchés nouveaux conduit Inéluotablement les géants économiques de l'Amérique à la colonisation économique de l'Europe. Le gouvernament eméricain peut tenter d'etténuer le phénomène pour éviter les soubresauts les plus redoutables, il peut chercher à rendre plus ecceptable cet impé-rialisme et facilitar par la même son développement. Mels il y a une chose qu'il ne peut pas faire : e'y opposer l'Ce serait nier le base de sa propre puissanca et teire éclater la principale contradiction du capitalisme mondtet.

L'idéologie trilatérale se révèle tetive réformiste infelligente pour mlaux asseoir l'hégémonie amérimouvement naturel de l'impériailsme, elle est minée par des contradictions que le crole insurmontables. Au demeurant, la bonna foi da Jimmy Certer, de Brzezinski et de leure colleboreteurs n'est pas en cause. Ils croieni sincérement é la nécessité de construire un nouveeu systéme

Le socialisme

dans la liberté

et la force

des idées

rêts légitimes de chacun et qui ne serait soumis à aucune tentation, d'où qu'elle vienne. La credo pluraliste dans l'ordre international un accent de sincérité incontes table. Me i s || est tellement contreire à l'intèrêt évident du capitalisme qu'on peut douter de es capacilà è triompher du barrage économique. La levée de boucliers des multinationales contre la politique des droits de l'homme n'est qu'un evant-goût des épreuves qui ettendant Brzezinski. Le protes pouvalt écrire en toute liberté; je doute qu'il pulsse egir da même

Comment a-I-on recu en France les idées de Brzezinski ou, plutôt, le choc de Jimmy Carter ? Plutôt mei i Après avoir méconnu dans un premier temps la cohérence du dessein, l'edministration frençaise esmble aujourd'hui séduite par la nouvelle mélopée, sans foutefole comprendre. Il est vrai que Carter el Brzezinski soni eux antipodes de la diplomatia gaulliste, dont l'espril marque encore notre administration. Si MM. Jobert st Kissinger s'opposaient avec éclat, c'est perce qu'ils se trouvalent naturellement sur le même terrain, celui de le Realpolitik

edversaires. A le pression interne

d'une droite dépitée el délogée

de l'apparell d'Elal s'ajouteront

breuses. Celles que feroni peser

les forces du capital, atteintes par

la victoire de le gauche. Celles que

feront peser les Etats qui crein-

dront la vertu de l'exemple d'un

socialisme pluraliste et démocra-

une portée internationale considé.

tique. Cer. à n'en pas douter,

ement sere hielorique et eura

M. Jobert n'est plus eux affaires, répondra-t-on. Cele ne change rien au lond. Le réalleme de notre diplomatie s'est altéré - l'allais écrire commercialisé - eu fil des ans. Il n'est remplecé par aucun dessein nouveau. Du cynisme du générel, M. Valéry Giscard d'Estaing e retenu l'égoieme, abandonnant le grandeur el l'Indépendence. La démonstration est trop connue pour qua je la reprenne lci. Notre politique étrangère n'e pas pour eufant gagné en moralité. Nous continuons à mener en

Afrique des Intrigues dignes de Jacques Foccart. Les meilleurs clients de notre industrie d'armement sont choisis, felt expres, parmi les régimes réprouvés par le communauté internationale. El lorsque l'on presse le gouvernemeni l'exception de souvereineté Interne pour s'interdire toute ingé-

de le gauche qui renonce eu frileusement dens l'étenderd de l'indépendance nationels et rêver

est angegée dans l'Europe, qu'on la veuille ou non. Notre économie est étroitement imbriquée evec celle da nos partenaires. Les échanges commerciaux al finan-ciere commandani la prospérité de le plupart des secteure de notre production at, en particulier, ceux que domine une technologie Dans ces conditions, le repli serall lolle. Le restriction ou l'interruption des échanges internationaux mettrell en péril les progrès de noire économie. Ce n'est

pes à dire qu'il feut se soumettre à te loi du marché internationat. accepter sans mot dire le division Internationale du travail telle qu'ella se presente eujourd'hul, evec ses fandances impérialistes inéluctables. La France de le gauche unie devra desserrer cas contrainles. Son poids économique, sa capad'Innovalion dans la recherfondamentale el appliquée, eon agriculture développée, sa plece eur le merché européen lui donnent les éléments d'une négoune erreur. On comprend le cialion evec ses parieneires. Alors logique de la démerche, L'union de le geuche au pouvoir sere trai-

MULTINATIONALES

PLANTIL

Dens ces conditions, le souci

redoublé de l'indépendance natio-

nale e'explique par la volonté de

protéger l'axpérienca socieliste.

Une défense nucléaire toue azimuts, des barrières douanières

élevées, un strict contrôle des

mouvements de capitaux doivant

préserver talousement la construo-

L'anelyse fait bon marché de

l'état présent des forces produc-

trices dans te monde. La France

lion de la France socieliste.

que le présent gouvernement va au-devant dan désirs du cepitalisme international, una autre politique industrielle peul accroître notre autonomie de décision e donc notre liberté d'allures el notre poids dens les effeires Intervoir avec eudece une stretégie offensive qui sera é l'opposé de la lentation de repli.

L'offensive ne peut el na dolt pea se limiter aux reletions éconos'étendre au combet idéologique

depuis 1789, a été de a'eppuyer sur le l'orce des idées pour développer le reyonnement de le France. L'epport de noire langue, pie de notre droit, la clarté d'autres termes. la refus d'une Realpolitik rédulsant les reletions Internationeles à un repport de forces était une constente de notre ambilton pour le Frence, mele aussi une claire perception de ses intérêls. Le petit bout de paninsule dens lequel nous somme l'eune de la politiqua de pula

Au demeurent, une lella politique offensive rejoint ('inspiration permanente du socialisme. Si l'internationelisme e connu des débolres dens la passé, l'idée qui la sous-tand reste d'ectualité. La solidarité des trevalilleurs par-delé les trontières procède d'un élan généreux, mais eussi de le nàces-aité, Stnon, comment apponer de réponse au défi des multinatio-neles ? Ou envisager de résoudre les problèmes posés par la divi-sion intarnellonale du trevell ? La dimension infamationels du socielisme a'impose à nous.

Brzezinski, reppelant la révolution eméricalne, souligne le force des idées dans le monde. En 1776, l'Amàriqua devient terre de liberté pour les hommes de tous les continents. Deux aiàcles plus tard, il lu' demande da brandir à nouveeu le l'ambeau célèbre.

Mals, l'Amérique, c'est aussi une formation économico-sociale, dominée par le loglqus implaceble de l'impérisisme. La rechercha du profit maximum per les sociétés multinationeles smaricaines élouffe le libertà, au Chill comme eu Viatnam. La défense des droits de l'homma esi confredite, chaque jour, par le comportement des grendes compagnies qui, telles leure devancières, metiant à eac le pays où alles s'installent.

Le socialisme dans la liberié ne connaît pas cette confrediction. La France de le gauche unia devra salsir la chance historique qui s offre é alle : incamer un nouvel

JEAN-PIERRE COT.

#### **ECOLE FRANÇAISE** D'HOTESSES

Photesses

Pour deveoir hôtesse ou pour acréder aux professions du tourisme, sdressez-vous à une école spécialisée qui prépars aux carrières : accueil, tourisme, sgroces de voyages, compagnies aérieoces, aéroports, croisières, coogrés, relations publiques, etc. Cours de 
uo ou deux souées, sulvaot le 
niveau - Formatioo eo prise 
oirecte sur les réalités professionnelles - Travaux prétiques et 
stages pendant la scolarité - Préparatioo aux diplômes professionnels de langues des Chambres de commerce étrangères et

(Enseignement prive) tt bis, rue de Milan, 75009 PARIS (Gare St-Lazare) Tél. : 526-78-88

Le premier mensuel panafricain d'information diffusé dans 25 pays au nord et au sud du Sahara

Une équipe de journalistes de notoriété africaine et internationale rassemblée par Paul Bernetel

Une ambition: Faire connaître l'Afrique pour mieux la comprendre

> En vente 7 F chez tous les marchands de journaux

### SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE

La Société africaine de réassurance (AFRICA-RE), organisation internationale intergouvernementale, dont le siège administratif est à LAGOS (Nigéria) désire recevoir les candidatures d'africains qualifiés pour les postes ci-après :

1) CADRES DE REASSURANCES (nour les diverses branches de réassu-

2) COMPTABLES 3) JURISTES

5) TRADUCTEURS

9) OPERATEURS TELEX

8) SECRETAIRES

La Société est un organisme bilingue dont les langues de travail sont l'anglais et le français. La préférence sera donc accordée aux candidats bilingues, et en second lieu à ceux qui en plus de l'anglais ou du français auront au moins une connaissance de l'autre

langue suffisante pour exercer leur activité. Les traitements sont compétitifs à l'échelon international et le personnel de la Société bénéficiera de plus d'avantages accessoires. Le traitement initial sera déterminé en fonction des qualifications et de l'expérience appropriée.

Les offres de service, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être présentées le plus tôt possible à :

M. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE B. P. 1387 ABIDJAN (Côte-d'Ivoire)

Les candidats choisis devront se présenter pour une entrevue en août ou septembre à la date qui leur sera fixée.

### PROGRÈS ET LIMITES DE LA RÉFORME LINGUISTIQUE AU CANADA

Les problèmes linguistiques tiendront une place importante dans les élections qui se dérouleront au Canada dans quelques semaines. Ils seront

cussi evoques lors des entretiens qu'aura prochainement à Paris M. René
Levesque, premier ministre du Onèbec.

Entrée eu vigueur en septembre 1969, lz = loi sur les langues officielles =
du Canada proclame l'égalité de statut de l'anglais et du français dans les
institutions fédérales. En pratique, cele signifie que les contribuables ont le droit d'obtenir, de leur goovernement, des services dans la langue officielle de leur choix et que l'administration fédérale doit offrir à ses employes la possibilité — là où les circonstances s'y prétent — de travailler dans l'une ou l'autre langue. Le Parlement créaît, en même temps, le poste de commissaire aux langues officielles — geure d'=ombudsman linguistique>, — chargé de veiller à l'application de le loi par les cinq cent mille fonctionnaires qu'emploient les cent quatre-vingts ministères et organismes de l'Etat canadien. Le premier titulaire du poste. M. Keith Spicer — qui e quitté sas fonctions le 31 juillet. — nous livre, dans l'article qui suit, un bilan des efforts du gouvernement fédéral dans le domeine des langues officielles et ses premières réactions face aux initiatives prises par le gouvernement de M. Hené Lèvesque co vue de faire du français la langue officielle du Québec.

L ES Chinois de l'Antiquité sou-de vivre des « temps intéressants ». Nombre de Canadiens se seraient peut-être volontiers passés de voir accompli, l'an dernier, dans leur pays, un voen si raffiné. Jusqu'alors, en effet, la réforme linguistique cana-dienne s'était déroulée dans un climat nettement plus sobre, climat teinté nettement plus sobre, climat teinté d'espoir, de fatalisme ou, à tout le moins, d'une hystèrie élègamment

Il n'y avait certes pas de quol pa-voiser, mais les efforts — parfois désespérément maladroits, presque toudésespérément maladroits, presque toujours trop lents — du gouvernement
fédéral avaient permis, an fil des
années, de faire disparaître nombre
d'injustices d'ordre linguistique dont
avaient à souffrir les Canadiens
d'expression française dans leurs rapports avec le gouvernement, que ce
soit à titre d'administrés ou d'employés de ce dernier.

ployés de ce dernier.

Malheureusement, la « crise aérienne » de l'an dernier a failli tout compromettre. La question — qui reste toujours sans réponse à l'heure où ces lignes sont ecrites — était de savoir jusqu'à quel point une deuxième langue, le français, pouvait être utilisée en plus de l'angiais dans les communications entre centres de contrôle et aéronefs dans l'espace aérien du Québec. Ce qui semblait n'être au départ, qu'un débat d'ordre technique à vite dégénére en une bataille rangée entre spécialistes francophones et anglophones. Des deux côtés, mais surtout du côté anglophone, contrôleurs aériens, plotes et autres gens du métier perangiophone, controleus acreiis, pr-lotes et autres gens du métier per-daient le sens de leurs responsabilités, et même parfois leur souci de la sécurité, pour entamer une escalade verbale à coup de slogans, de menaces de grève — qui se sont bruta-lement matérialisées à la veille des Jeux olympiques — et d'insultes. Il ue falt aucun donte que cette crise a ébranié le pays, qu'elle a provoque une forte polarisation entre les deux groupes linguistiques (des spectateurs d'un match de hockey disputé à To-ronto allant jusqu'à huer les annonces faites en français) et qu'elle a laissé des plaies qui mettront longtemps à

des plaies qui mettront longtemps à se cleatriser.

Parell déchaînement des passions, si peu propice à la clarté du ingement, eut surprendre. Nous pouvons peut-être en trouver l'explication c'hez Alexis de Tocqueville. C'et anteur race, si peu in et si souvent cité, a mis en évidence une curieuse contradiction: placé, par rapport à un autre peuple, dans une situation d'inégalité absolue, le peuple défavorisé, tant que son horizon reste obscurci, se résigne. Politiquement, c'est le calme plat. Mais il suffit que son horizon s'éclaircisse, que l'inégalité s'amenuise, pour qu'il supporte de plus en plus mal ce qui subsiste

d'injustice. Loin de satisfaire ses aspirations, le simple cheminement vers l'équité l'irrite, et sa sensibilité, exacerbée par la prise de conscience politique, prend ombrage du moindre vestige, ou semblant de domination.

S'il fut un temps où l'évocation de l'équité linguistique, limitée à la chaleur des causeries de la veillée, pe tronblait que peu la digestion de nos « Canayens » et de nos « Anglais », en revanche, à présent que le verbe se fait chair et que la réforme progresse, s'accroche, bouscule même, des deux côtés la colère monte, Les francophones (jusqu'à certains d'entre eux qui se déclarent insoucieux) brûlent de voir le mouvement s'accèlérer. Les anglophones, eux, se crispent du fait même de l'événement, Mals l'important, le véritable gage d'espoir, n'est-ce pas précisément que, les uns comme les antres, prouvent au moins, et enfin, qu'ils preunent la réforme au sérieux?

Certes, le tumulte, qui, hier encore rebeies it trop fréquement, notre

au sérieux?

Certes, le tumulte, qui, hier encore rabaissait trop fréquemment notre débat national an niveau d'un échange de slogans, a étouifé les échos d'une marche assurée vers l'égalité linguistique. Les échecs qu'a enregistres la réforme et le gaspillage auquel elle a donné lieu n'ont pas manqué d'être étalés an grand jour. Le hien, comme aurait dit La Foutaine, sonveut nous l'oublions; le mal, si infime solt-il, rarement.

Certes encore, on pourrait soutenir

rarement.

Certes encore, on pourrait soutenir à bon droit que, dans de trop nombreux cas, les efforts déployés par le gouvernement pour mettre en œuvre la loi linguistique du Parlement ont abouti à des erreurs ou se sont embourbés dans la gabegie administrative. Ces revers, il a fallu les payer au prix fort, souvent en argent, toujours en espoir et en bonne volonté perdus.

perdus.

Il u'empêche que, dans l'ensemble, les persévérantes initiatives d'Ottawa se sont concrétisées par d'honnètes réussites. Ce ne furent pas toujours des réussites éclatantes, à saluer des reussités échatantes, à saiter triomphalement : elles n'en ont pas moins débouché sur des acquis indé-niables, fondamentaux pour la dignité des deux collectivités linguistiques du Des l'abord, on peut dire que le point de vue a changé dn tout au tout. Malgré de trop nombreuses violations, les pouvoirs publics pèsent désormais de tout leur poids en faveur dn droit de chaque citoyen à être servi par les institutions fédérales dans la langue de son choix. Votei huit ans, ce qui était normal, c'était l'onbli de ce droit. Aujourd'hui, les péchés les plus véniels font les manchettes. A lui seul, ce revirement témoigne de l'efficacité de la loi sur les langues officielles. Ensuite, et cette fois-ci encore à

de la loi sur les langues officielles. Ensuite, et cette fois-ci encore à de flagrantes exceptions près, entre autres constituées par des faits recemment condamnés chez Air Canada, les agents fédéraux, par dizaines de milliers, ont été mis en situation de travailler dans la langue de leur choix. Presque toutes les recommandations formulées dans les rapports de mon bureau en faveur de l'égalité de statut du français comme langue de

#### Par KEITH SPICER

travail à Ottawa et de son adoption comme langue normale de travail dans les bureaux régionaux du Québec ont

comme langue normale de travail dans les bureaux régionaux du Québec ont été exècutées ou sont en voie de l'être, trop lentement sans doute, mais résolument. Parfois, dans le cas par exemple des directives, de la terminologie et des techniques élaborées en consultation pour favoriser l'utilisation pratique du français au Québec, l'action entreprise par les instances fédérales a précédé de plusieurs années les efforts du gouvernement québècols lui-même.

Dans un domaine voisin, celui du nombre des francophones dans la fonction publique fédérale, les progrès constates sout encore plus frappants. En 1971, les perspectives offertes aux anglophones unilingues étaient dix fois supérieures à celles qui l'êtalent aux francophones unilingues; en 1975, cette relation s'établissait à six contre un, soit, en un lustre, un gain de 67 % fort impressionnant, hormis peut-être aux yeux des plus doctrinaires des sceptiques. En ontre, depuis 1975, les francophones, qui comptent pour 27 % de la population du pays, ont obtenu, avec « presque » un fonctionnaire sur quatre, à peu près leur « juste » part des emplois fédéraux, même si l'on trouve encore comparativement trop peu de cadres parmi eux. Mais, là aussi, les progrès sont encourageants : entre 1971 et 1976, leur part est passée de 16 % à 26 % dans la catégorie administrative et du service extérieur (diplomatie, commerce international, aide au tiers-monde); de 7 % à 18 % dans la catégorie scientifique et au tiers-monde); de 7 % à 18 % dans la catégorie technique; de 11 % à 20 % dans la catégorie scientifique et professionnelle; dans celle de la direction, enfin, les résultats correspondants sont de 17 % en 1973 et de 20 % en 1976. Si, au vn de ces chiffres, on ne peut guère dire que les « Français » ont délogé les « Anglais », Il faut bien reconnaître que c'en est fini dn « règime colonial ».

### Le rôle du Québec et de la France

A l'extérieur de l'administration, trois faits nouveaux laissent présager une exploitation plus rationnelle des chances linguistiques offertes aux Canadiens. Le premier, c'est la résurgence des collectivités francophones hors Quèbec, chez lesquelles, grace notamment à un concours féderal d'importance primordiale (dont dizaines d'années d'un taux d'assimi-lation alarmant, un espoir sèrieux de voir la situation se redresser. Le deuxlème, c'est l'expansion de la chaîne française de Radio-Canada qui, de l'Atlantique en Pacifique, met au service de cette renaissance quatre-vingt-douze stations de télévision et cent trente-sept stations de radio-diffusion, dont les émissions permet-tent, par ailleurs, aux générations montantes de Canadiens auglophones d'accèder à la legeme et à la continue. ral d'importance primordiale (dont m. Gérard Pelletier, notre actuel ambassadeur à Paris, s'était falt, alors qu'il était ministre, l'ardent promo-teur) se manifeste enfin, après des d'accèder à la langue et à la culture de leurs compatriotes. Le troisième, c'est le succès enregistré, grâce aux 600 millions de dollars de credits fédè-raux dégagés à cet effet, par les pro-

grammes d'enseignement de la langue seconde aux jeunes et par la scolàri-sation en français des minorités

seconde aux jeunes et par la scolarisation en français des minorités francophones.

Maigré la forte baisse accusée par les inscriptions aux cours de français comme seconde langue dans les établissements secondaires anglais (tandance que le mouvement de retour aux disciplines de base viendra probablement renverser, du moins faut-il l'espérer, à court terme), les insuriptions des petits angiophones de l'élémentaire dans les classes de françait ont grimpé pendant les sept dernières années de 40 %, ce qui porte à près d'un million l'effectif scolaire touché. Ne peut-on voir dans cette progression la preuve qu'an Canada anglais les parents « nouvelle vague a considèrent davantage le français comme une langue qu'il vaut la peine, dans le contexte national, de mieux faire connaître à leurs enfants? Toujours est-il que cette manifestation d'interêt, jointe à la demande formulée en vue de l'intensification d'échanges culturels proplees à l'ouverture des jeunes esprits, a trouvé un écho chez tous les partis politiques et s'est traduite, dans le dernier discours du Trône, par un engagement clair et net.

Tout compte fait, le bilan du bilinguisme au Canada est loin d'être négatif. Mieux même, à condition de ne pas se laisser obnubller, pour juger des progrès de la réforme, par l'opinion de quelques centaines de pilotes. d'« alguilleurs du ciel » et de fanatiques du bockey mai embonchés, on devrait trouver le dossier impressionnant.

Certains se demandent si ces efforts de la condition de quelques centaines de pilotes.

Certains se demandent si ces efforts certains se demandent si ces enors ne risquent pas d'être compromis par les mesures législatives que le gouver-nement du Québec compte prendre en vue de faire du français la principale langue des communications dans la seule province à majorité franco-phone du Canada. Le projet de loi nº 1 — appelé Charte de la langue française an Québec, — qui est actuellement à l'étude devant une commission parlementaire de l'Assemblée nationale, a effectivement suscité quelques vives inquiétudes, surtout — et c'est bien compréhensible — parmi la minorité anglaise de la province.

Pourtant, je pense qu'il serait difficile de ne pas souscrire aux objectifs fondamentaux de la Charte. Tout en défendant l'égalité des deux langues dans les institutions fédérales, on doit toujours se rappeler que la vitalité du français partout au Canada reposera, à la longue, sur le dynamisme voire la saine prédominance, du français an Québec. Ces propos, qui pouvaient passer peur hérétiques et farfelus il y a six ou sept ans, sont devenus extrêmement banals aujourd'hui, et même les épigones les plus nostalgiques et les plus obstinés du « speak white » (pariez blanc, c'est-à-dire anglais) semblent les accepter stolquement.

dire anglais) semblent les accepter stolquement.

Cependant, au-delà de l'immense sympathie avec laquelle on doit accueillir les efforts du Québec en vue de donner an français l'élan qui lui permettra d'occuper la place normale qui lui revient, il faut se demander si les moyens prévus pour atteindre un objectif nécessaire ne sont pas excessifs (pensons, par exemple, à l'impossibilité dans laquelle se trouveraient les ressortissants des autres provinces qui s'établiraient au Québec d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise) et si le juridisme chicanier, presque étouffant parfois, de certaines parties dn projet de loi ne risquent pas de rebuter des segments importants de la population angioquébécoise et de décourager les Canadiens anglais qui seraient éventuellement tentés par l'hypothèse — avancée par le parti québécois de M. Lévesque — de l'association qu'un Québec, une fois indépendant, proposerait au reste du Canada.

#### La connaissance d'une seconde langue mondiale

CE sont évidemment les Canadiens eux-mêmes qui vont régler — bien ou mal — leurs propres problèmes linguistiques. Il u'en reste pas moins que la France est en mesure de jouer dans ce débat un rôle de premier plan qui coinciderait parfaitement avec ses intérêts,

Mettant au rancart les ambiguïtés protocolaires qui ont parfois donné aux relations entre nos deux pays l'apparence d'une joyeuse mais stérile partie de cache-cache, la France pourrait adopter, ou intensifier, visiere levée, une politique de collaboration culturelle en trois points : le renforcer sainement la sécurité culturelle des franune politique de collaboration culturelle en trois points : le renforcer sainement la sécurité culturelle des francophones du Québec ; 2º participer à
la renaissance des francophones hors
Québec (la prochaine Biennale de la
langue française, qui aura lieu à
Moncton dn 17 au 31 août, devrait donner l'occasion à la France de faire
sentir, en pleine terre d'Acadia, son
indispensable présence) ; 3º enfin,
épauler les jeunes parents dn Canada
anglais qui désirent offrir à leurs
enfants la chance d'apprendre le francals et d'accèder ainsi à la connais-

enfants la chance d'apprendre le fran-cais et d'accèder ainsi à la connais-sance d'une seconde langue mondiale. Ce troisième voiet d'une stratégie culturelle possible offre, je crois, à la France un terrain d'action extrême-ment intèressant qui lui permettrait de favoriser, sur l'ensemble du conti-nent nord-américain anglophone, le développement de la langue française et, par conséquent, une meilleure comprèhension des idées, des intérets et des aspirations de la France. A cet effet, le congrès de fondation de l'association nationale des Canadian Parents for French, formée pour ame-Parents for French, formée pour amè-llorer radicalement l'enseignement du français aux jeunes Canadiens de langue anglaise, qui se tiendra en octobre prochain à Ottawa, offre à

la France un tremplin idéal pour paris France in trempin loss pour par-ticiper utilement à cet effort en se basant sur les dizaines de millers de parents angiophones qui, dans setze villes de nos dix provinces, ont inscrit leurs enfants en « immersion p française.

Depuis huit ans, le gouvernement de Canada cherche à construire labo-rieusement, mais avec audace et ima-gination, un Etat bilingue dont les institutions respectent les droits des citoyens francophones et angiophones. Cet Etat est, en Amérique du Nord, l'allié naturel de la France et des autres pays où le francais est parié. pays où le français est parlé. Dans le débat vigoureux des pro-chaines années sur l'avenir du franchaines années sur l'avenir du fran-cais an Nouveau Monde, la grande majorité des Canadiens, tant anglo-phones que francophones, devront se rappeler la valeur des liens culturels, économiques et politiques qui unissent notre pays à la francophonie. Et nos amis francophones d'Europe, sans oublier ceux d'Afrique, trouveront lucide d'exprimer leur solidarité avec nous à la pleine dimension de leurs véritables intérêts : celle qu'avalent définie les premiers explorateurs fran-cais d'un Canada s'étendant de l'Atlantique au Pacifique.

● LE TROISIEME COLLOQUE INTERNATIONAL D'ECONOMIE PE-TROLIERE aura lleu à l'université Laval, à Québec, dn 3 au 5 novembre 1977. Il portera aur le sujet suivant : Ressources energétiques et coopéra-tion internationale ». La rencontre est organisée par le Groupe de recherche en économie de l'énergie (GREEN) avec, notamment, le concours des autorités québécoises et de l'Institut français du pétrole.

WERIQUE LA

### FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

62, route de Chêne, 1208 GENEVE (Suisse). Tél: 022/36-71-30.

1297 FOUNEX (Voud) (Suisse). Tél.: 022/76-17-76.

BACCALAUREAT INTERNATIONAL Maturité fédérale suisse. - Boccalouréat trançais. Internat et externat pour filles et garçons. Sports d'été et d'hiver.



### UNE AFFAIRE EXCEPTIONNELLE

sement d'argent peur un groupe tinancier internoticeal ou poor hobitation de très hout standing

A VENDRE

### CHATEAU HISTORIQUE DU XIII' SIÈCLE

aménagé en hôtel-restaurant 3 étoiles NN
dans an parc de 3 Ha ovec rivière
octuellement en exploitation — en oleine nature — bei environnement. Bel appartement de direction et dépendances pour jardinier. (40 km de Paris par autoroute - Sortie é 1 km.)

Ecrire à A.C.P.E.

55, uv. Joinville, 94130 NOGENT-SUR-MARNE, qui transmettra.

### LA SÉLECTION HEBDOMADAIRE du Monde

Pour vos parents et amis résidant outre-mer et à l'étranger



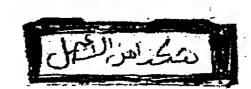
### JUILLET-AOUT Nº 45

- Le Congrès de Nantes : le débat Chevenement-Rocard
- B. Trentin:
- « Vers une mutation syndicale? »

Priz do cuméro : 18 F n vente dans (es riosques on ac 13, bd Saiot-Martin, Paris (3°) Tél. : 587.76.42

ABONNEMENTS : Frace at pays de l'ex-Communauté française (sauf Algérie) 100 F Stranger 120 F Etranger (per svion) 150 F

C.O.P \$4.275.30 J - LA BOURCE



### L'AMÉRIQUE LATINE FACE A LA POLITIQUE DE M. CARTER

### Les régimes militaires tentés par des ravalements de façades

A nouvelle affitude de l'administration Carter envers l'Amérique latine favorisera-t-elle à la longue une certaine démocratisation de la vie publique dans le sous-continent? En tout cas, depuis que les militaires ont pris les leviers de commande dans la plupart des pays de l'hémisphère, on ne peut qu'être frappé de les entendre parler subitement d'un éventuel retour à la démogratie.

Même le général Pinochet, qui affirmait encore îl y a quel ques mois que de nombreuses années s'écouleraient avant qu'il n'y ait des élections au Chili a cru bon de présenter en juillet dernier un plan de retour progressif aux institutions civiles. Mais à peine dévoilait-il son projet qu'il en traçait aussitôt les limites. Pour le chef da la junte, la réintroduction du suffrage recoulaire direct na davrait pas avant hier avant hoit aus. D'idpopulaire direct ne devrait pas avoir lieu avant huit ans. D'ici à 1980, il espère achever l'actuelle étape dite de « redressement », qui devrait aussi coîncider avec un allégement des difficultés économiques. Viendrait ensuite une phase de « transition », et ce n'est qu'à pertir de 1985 que pourrait commencer une période de « consolidation », appelée à parachever la transmission du

Cependant, les forces armées se réserveraient constitution-nellement un droit de regard sur le fonctionnement de la vie institutionnelle et, comme l'a encore fait remarquer le général Pinochet, ce plan ue pourra être applique que « si le pays se maintient dans l'état satisfaisant qui est le sien aujourd'hui ». Dans cette conception très particulière de la démocratie, il n'y aura guére de place pour les partis politiques, dont les activités ont été interdites après le coup d'Etat de 1973.

En Bolivie, le général Banser, qui a franchi le 21 août le cap des six ans de pouvoir, a réaffirmé qu'il envisageait d'appeler les électeurs aux urnes, mais pas avant 1980. S'il parle d'un retour aux normes constitutionnelles, l'homme fort de la Bolivia se garde capendant de préciser ses véritables intentions. Mais, à des personnalités polítiques qui l'invitaient à rétablir les libertés civiques. Il a clairement fait savoir qu'il n'était pas question de revenir - aux jeux traditionnels des partis ». Dens ces conditions, on ne s'étonnera guère que d'aucuns le soup-connent à Lu Pas de vouloir organiser des élections pour briguer lui-même la présidence et « légitimer » ainsi son pouvoit.

Empêtres dans de sérieuses difficultés économiques, les militaires péruviens semblent s'être résignés, de leur côté, à passer la main. Alors que la virage à droite du régime se précisait, une amnistie avait déjá été décrétéa pour les dirigeants des partis traditionnels. Dans un discours prononce le 28 juillet, à l'occasion du cent cinquante-sociame anniversaire de l'indépeudanca nationale, le général Morales Bermudez a annoncé des élections générales pour 1980. La première étape vers un retour des civils au pouvoir sera l'élection, pais la convocation d'une Assemblée constituante, vraisemblablement dans le second semestre de 1978. Les militaires entendent cependant garder le contrôle des opérations, Ainsi, le chef de l'Etat a indiqué que la nouvelle Constitution devra « assurer la continuité du processus révolutionnaire, la conciliation des transformations struc-turelles avec les libertés et les garanties démocratiques, c'est-à-dire l'instauration d'une démocratie sociale ».

L'annonce de ce plan d'institutionnalisation a sans doute été pracipitée par les tiraillements que provoque au sein des forces armées l'aggravation constante de la situation économique. Divisés sur les mesures à prendre pour sortir de l'impasse, les militaires se heurisut aussi à un mécontentement populaire

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

croissant. La grève générale qui a paralysé le Pérou le 13 juillet a constitué pour eux un sérieux avertissement. Pouriant, les principaux syndicais et la ganche en général se montrent plutôt réservés à l'égard d'un processus tout à l'avantage des intérêts

En Equateur aussi, les syndicats et la gauche craignent un retour aux joutes politiques stériles du passé. C'est cependant à Quito que les militaires se sont jusqu'ici le plus avancés pour céder la place aux civils. D'ailleurs, en déposant le li janvier 1976 le général Rodriguer Lara, le triumvirat qui lui a succédé s'était formellement engagé à se retirer dans un délai da deux ans. D'après le processus en cours, les Equatoriens devraient se pro-noncer catte année encore sur une nouvelle Constitution. Ensuite, ils seront appelés à élire la Parlement et un nouvean président de la République, qui pourrait prendre ses fonctions dans la courant de l'année prochaine.

Cependant, des incertitudes planent encore sur l'avenir politiqua de l'Equateur, L'attrait du pouvoir n'a pes entièrement disparu au sein des forces armées, et l'on prête à deux membres de la junte, le vice-amiral Poveda Burbano et le général Duran Arcentales, des ambitions personnelles. Des surprises ne sont donc pas à exclure à Onito car, si la triumvirat répète à l'envi qu'il entand tenir ses promesses, des frictions ont déjà éclata avec les représentants des partis politiques.

#### Les apparences et la réalité

A U Brésil, les velléités de libéralisation attribuées an général Geisel sont restées sans lendemain. Chaque fois que l'actuel président a entrouvert les vannes, il a ensuite fait marche arrière. Ainsi, pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des militaires en 1984, il était prévu que les gouverueurs et une partie des sénateurs seraient élus en 1978 au suffrage universel. Sans doute instruit par les récents succès du M.D.B., la seule opposition tolérée. le gouvernement a profité en avril dernier de la suspension provisoire du Congrès pour revenir sur cette décision. Pourtant, l'opposition s'étend dans le pays. Non seulement les travailleurs et les intellectuals contestent le régime, mais sa politique suscite des critiques da la part da l'Eglise at des milieux d'affaires, et jusqu'au sein des forces armées. La signe le plus révélateur en a été l'initiative prise par des colonels mécontenis de former un « Mouvemant militaire démocratique constitutionnel ». Dans un manifeste publié le 21 avril, îls réclamaient notamment la libra élection d'une Assamblée consti-

En Argentine, la général Videla avait suscité quelques espoirs au début de l'année en promettant d'entamer le dialogue avec les civils pour préparer une éventuelle relève. Mais le ministra de l'intérieur a coupé court à tonte spéculation en affirmant qu'une telle initiative était prematurés dans les circonstances actuelles. Dans les conlisses, deux tendances semblant néanmoins affronter an sein des forces armées sur l'avenir institutionnel du pays. Les ultras ferzient valoir que la « remise en ordre » prendrait encore plusieurs années. Une autre tendance, proche du général Lanusse, ancien président de la République, sonhaiterait mettre en place le plus rapidament possible un gonver-

nement associant militaires et civils modérés. Cette perspective s'inscrirait dans la tactique adoptée ces derniers mois par l'Union civique radicale, qui se manifeste de temps à autre malgré l'interdiction de toute ectivité politique, Mais, comme en témoigne la poursuite de la répression. les « durs » continuent pour l'instant de tenir le hant du pavé à Bnenos-Aires.

En Uruguay, le nature du régime ne différe guére de celle de ses deux grands voisins. Mais un petit pays est généralement plus sensible à certaines pressions extérieures. Les autorités de Montevideo ont sans doute vouln montrer leur bonne volonte en annonçant le 9 août, soit une semaine avant la visite de M. Terence Todman, sous-secrétaire d'Etat aux affaires interaméricaines, leur intention d'organiser des élections générales en novembre 1981. Mis en place par les militaires il y a una année, la président Aparicio Mendez n'a fait que reprendre, comma l'indique le communiqué official, una » proposition » des commandants en chef des forces armées. Les militaires ont aussi fait savoir que seuls les deux partis traditionnels, « hla et « colorado », seront autorisés à participer aux prochaines élections. Cela revient donc à exclura da la consultation les partis socialiste, communiste et démocrate-chrétien, qui evaient réuni en 1971 prés de 20 % des suffrages aous l'étiquette com-mune du « Front élargi ». De plus, les partis hlanco et colorado commun à la présidence. Leur tâche sera d'autant moins aisée que la plupart des hommes politiques uruguayeus ont été dêchus

Messagère da la politique de son mari, Mme Rosalynn Carter avait vivement encouragă ses înterlocuteurs, lors de sa récente tournée dans le sous-continent, à parsévérer dans la voie de l'institutionnalization. Ces « bons conseils « ont été réitèrés par les divers émissaires de la Maison Blanche qui se sont succèdé au cours des dernières samaines dans plusieurs pays d'Amérique latine. Les Etats-Unis ne manquent d'ailleurs pes de moyens de pression pour infléchir la politique de laurs partenaires au sud du rio Grande. Ainsi, à la veille da l'arrivae de M. Todman è Santiego, la junte militaire chilienna a décide de dissoudre la DINA, sa police secrète qui incarnait tonte la brutalité du régime, Mais alle a été aussitôt remplacée par un Centre national d'information, dont on voit mal comment il pourrait jouer un rôle différant. A en juger par l'attituda conciliante de M. Todman envers ses bôtes, il est egalemant apparu que Washington avait mis une sourdine à sa campagne en faveur des droits de l'homme. D'ailleurs, aussi bien à Santiago qu'à Buenos-Aires, le aoussecretaire d'Etat américain e ostensiblement refusé da prétar attention aux requêtes des parents de personnes portées disparues.

Si les militaires latino-américains sa montrent particulièrement susceptibles quand on les accuse da violer les droits da l'homma, ils se gardent bien de critiquer ouvertement les prises de position du président Cartar en faveur du rétablissement da la dámocratie. Dans ce domaine, ils n'hésitant pas eux-mêmes à feindre de se mattre au goût du jour, Certes, la momant semble venu da modifier us serait-ce que les apparences de régimes par trop discrédités. Mais la plupart des projets annoncés sont encore tellement vagues qu'ils na parviennent même pas à donner le change. Pour l'heure, tout ce remne-ménage ressamble davantage à une tentative de ravalement de façades qu'à una véritable volonté d'ouvertura.

(1) Le Monde diplomatique, juillet 1977.

### Quatre ans de dictature en Uruguay

deux orticles à l'Uruguoy. L'ordre et le colme règnent dans ce pays... Mais l'information ne pourra jamois se réduire aux événements qui retiennent en moment l'ottention do public. L'Uruguay est en pleine octualité, précisément parce qu'il ne s'y passe rien de remarquable. Si la politique da président Carter en faveur des

démocratique, ossez peo peuplé, présentant relativement peu d'in-térêt pour les grandes sociétés économiques ao financières qui veillent à la prospérité de l'Empire. Les deux orticles qui suivent guay. L'en est signé par en joernoliste et écrivain canoa (page 6). L'ootre, dont on observera le tan meseré, émane d'ene personnalité uruguayenne qel, poer des raisons de sécerité, doit garder

droits de l'homme en Amérique latine peut se tradaire en actes

d'one partée significative, c'est justement dons ce poys de trudition

### UN TEST POUR LA CAMPAGNE EN FAVEUR DES DROITS DE L'HOMME

URUGUAY était jadis l'exemple mèrre de la démocratie pour ses voisins d'Amérique latine. L'arbitraire du régime, la barbarie de ses mœurs politiques, le recours systématique à la torture, le placent aujourd'hui aux edtés du Chilli de Pinochet (1). Le rapporteur d'une commission du Congrès des Etais-Unis a dressé un tableau synthétique de ce qu'est devenu le pays depuis le comp d'Etat militaire du 27 juin 1973 : c La Constitution a été violée. Le Parlement est dissous. Tous las journaux el moyens audiovisuels sont absolument censurés. Le mouvement syndical, qui était puissant, a été détruit et la plupart de ses dirigeants sont en prison, en exil ou morts. Plusieurs partis politiques et journaux ont été déclarés hors la loi et leurs activités interdites. L'enseignement primaire et secondaire comme l'Université jont Tobjet d'une intervention des militaires : des projesseurs et des enseignants ont été chassès de leur poste pour leurs idées et leurs convictions. Des tonnes de livres — sans métaphore, — de journaux et de périodiques ont été détruites, et les œuvres de plusieurs artistes et écrivaires interdites. Tout le monde peut être emprisonné n'importe quand, pour n'importe quelle ruison, et maintenu indéfiniment au secret. De sorte que l'Uruguay détient le record mondial du nombre de prisonniers politiques par rapport à la population. Des ceotaines de prisonniers ont subi des tortures psychologiques et physiques qui, en plusieurs cas, ont entruiné la mort ou des lésions permanentes. Tout cela dans un pays qui, il y a quelques années encore, était une des sociétés les plus ouvertes, les plus libérales et les pus démocratiques du monde (2). » An Chili aussi, une dictature millitaire a pu a'établir malgré des traditions libérales; pourquoi s'étonner d'un phénomène anslogue eu Uruguay? En fait, la genèse des deux coups d'Etat révèle des différences non négligeables.

Au Chili, un gouvernement de gauche proclamant son intention d'établir le socialisme affrontait les classes noyennes apeurées, l'oligarchie et l'impérialisme. L'importance des intérêts mis en cause et le poids de l'idéologie conservatrice laissaient prévoir le coup d'État. Ce qui surprit, ce fut la trahison de Pinochet.

fut la trahison de Pinochet.

L'Uruguay, au contraire, était administré de longue date par un gouvernement de droite. Suivant aveuglément la politique étrangère des Etais-Unis, orientant son économie conformément aux directives manchestériennes du Fonds monétaire international, il ne posait aucun problème à l'impérialisme dans les relations internationales. A l'intérieur, la menace que les Tupamaros faisaient peser sur le règime disparut fin 1972, quand l'armée prit la direction des opérations anti-

(1) Les organismes les plus divers ont dénoncé la situation en Uruguay. Des Pariements : le Congrès des Etats-Unia, dès avant l'artivée de M. Carter; le Sénat du Venezuela, à l'umanimité. Des organisations internationales: Bureau internationale (Genève). Des organisations religieuses: Conseil occuménique des Eglises; commission française Justice et Paix; Comité catholique contre la faim et poor le développement; « Prèrès du monde » : CIMADE. Des groupes de juristes catholiques: Association internationale des intietes démocrates (Bruxelles): Commission internationale des juristes (Genève): Fédération internationale des droits de l'enseignement, du travail, etc. La liste n'en est pas exhaustive. Anmesty International, qui a jegé nécessaire de démoner spécialement la situation de l'Uruguay dans ses publications, afitume que vingt-cinq personnes par l'armée ou la police entre 1873 et 1975. Cf. aussi les articles parus dans la presse internationale: The Guardion, The New York Times, le Monde, démocent le régime militaire.

(2) Dr Martin Weinstein, Subcommittee of International Organisations. House of Representstives, 27 juillet 1976.

guérilla. Les élections de 1971 confirmalent la stabilité politique des institutions : le Front élargi (Frente amplio), regroupement des forces de gauche, de la démocratie chrétienne et de groupes libéraux-progressistes, n'y obtint que 20 % des voix.

Dans ces conditions le golpe de 1973, passage brutal d'une solide tradition libérale à un néo-fascisme sans nuance, appelle une analyse et une explication.

Au dix-neuvième siècle, l'immigration d'origine européenne peuplait ce territoire grand comme le tiers de la France. En 1900, l'Uruguay compte un million d'habitants; en 1930, la population a doublé. Si le climat tempéré exclut la culture des produits tropicaux, les prairies naturelles permettent l'élevage de hult millions de bovins et de dix à quinze millions de moutons. Déjà, avant l'exploitation des ressources du sous-sol et l'ouverture

de l'agriculture au marché exté-rieur, l'économie uruguayenne repo-sait sur les cuirs, la viande et la laine. Les guerres, grandes consom-matrices de ces produits, ont maintenu les cours et garanti la prospérité du pays. De conflit en conflit, de Crimée en Corée, les éleveurs urugueyens pureut ainsi réaliser d'importants profits.

(Lire la suite page 6.)





(Suite de la page 5.) L'industrie légère s'implanta au cours des deux guerres mondiales sous l'impulsion d'une bourgeoisle ouverte et progressiste. Autochtone ou renouet progressiste. Autochtone ou renouvelée par l'immigration, cette bourgeoiste, imprégnée d'une pensée anticiéricale, positiviste, anarchiste et romantique, donne à l'Uruguay son caractère particulier dès le début du vingtlème siècle. Le divorce sur seule demande de la femme est acquis en 1913, la gratuité de l'enseignement secondaire et supérieur en 1916. Plonnier de l'Amérique en la matière, l'Uruguay se dote d'une législation du travail se dote d'une législation du travail en 1914, et de lois sur la retraite en

Garants de la paix sociale, cette prospérité économique et le réformisme des dirigeants ont aussi des conséquences culturelles et politiques. Le pourcentage d'illettrès restait le plus faible d'Amérique latine et le taux de scolarisation le plus élevé jusqu'en 1961 (début de l'alphabétisation de masse à Cubai. Des élections tion de masse à Cuba!. Des élections aux résultats jamais contestés, le respect de l'alternance, un pouvoir exécutif exercé par un conseil, assurent alors une etabilité constitutionnelle comparable à celle des pays européens (3)

européens (3). En 1955 apparaissent les premiers symptômes d'une transformation atruc-turelle de l'économie. Réagissant au nouveau rapport de force entre capi-talisme et socialisme, l'industrie et le gouvernement des Etats-Unis accengouvernement des Etats-Unis accen-tuent leur pression sur les économies dépendantes de la périphèrie. Instru-ment de cette politique, le F.M.I. exige des gouvernements du tlers-monde qu'ils suppriment les barrières protec-tionnistes, ouvrent leur marché aux importations, éliminent les différences du taux de change; pour des pays à la technique encore balbutiante, au marché intérieur réduit. l'application marché intérieur réduit, l'application de ces mesures interdisalt tont espoir de bâtir un jour une industrie natio-

L'Uruguay resista quelque temps au F.M.I. mais l'importance des emprunts consentis pour soutenir une économie de moins en moins capable de sup-porter les charges de l'enseignement et de la sécurité sociale l'amenait finalement, en 1959, à appliquer ses recommandations. Il s'ensuivit une grave crise économique et sociale : les industries nationales qui ne sup-portent pas le choc de la concurrence portent pas le choc de la concurrence étrangère disparaissent peu à peu. Le chôroage chronique qui en découle entraine une réduction générale du pouvoir d'achat, donc du marché intérieur, ce qui accèlère, par effet de retour, la fermeture des usines. L'inflation s'installe. Le cours du dollar américain grirrpe de 2 pesos uruguayens en 1950, à 11 en 1960, 75 en 1966, 250 en 1971.

Devant la crise les deux grands partis traditionnels réagissent par des demi-mesures qui visent à ménager les syndicats et maintenir la paix sociale, tout en appliquant les directives du F.M.I. (4). Cette relative modération prend fin eo 1967, lorsque l'ancien boxeur Jorge Pacheco Areco, vice-président, accède au pouvoir à la suite de la disparition du président élu (5). Durant les quatre années de son mandat, les représentants de la banque, de l'industrie et de l'oligarchie foncière, installés aux postes-clès dans les ministères, déterminent et conduiles ministères, déterminent et condui-sent une politique conforme à leurs

Intérêts. Afin de réprimer l'agitation sociale qui répond à cette orientation nettement plus à droite de l'économie, le président Areco impose une sorte d'état de siège permanent dont le film de Costa-Gayras a su admirable-

film de Costa-Gavras a su admiraole-ment dénoncer les excès.

Les élections de nuvembre 1971, dernières consultations libres de l'Uru-guay, se déroulent dans ce clirrat de répression. Chef d'un des clans du parti « colorado », Bordaberry l'em-porte de peu, avec l'appul du prési-dent sortant, sur son adversaire « blanco ». L'électorat, qui s'est massi-vement proponcé en faveur des deux vement prononce en faveur des deux grands partis (80 % des voix), exprime sa volonté de maintenir le statu quo économique et social d'obtenir tout au plus quelques réformes libérales. Les 20 % d'électeurs du Front élargi manifestent le désir d'un changement plus radical: leur programme, très modère en raison de la diversité des courants rassemblés, restait pourtant bien en deca de propositions socia-

listes.

Le résultat des élections assurait donc la continuité du régime sur deux points essentiels : le maintien de l'oligarchie aux leviers de commande, la permanence de l'amitié avec les Étais-Unis. L'écrasement de la guérilla donnait par ailleurs à l'armée un polds politique nouveau et important. Quant à l'opposition, si la gauche marxiste contrôlait, l'unique centrale syndicale, il était hors de question qu'elle déclenchât un mou-

#### La régression économique

Le régime de dictature militaire a bientôt viré au fascisme moderne. Si on définit le fascisme par le caractère ditra-répressif de l'appareil d'Etat, il est rare de trouver un pays où la barbarle soit plus systématiquement utilisée comme moyen de gouvernement qu'en Uruguay. Aucune expression politique, nes même de expression politique, nes même de expression politique, pas roème de parti unique : c'est l'armée qui en tient lieu. La liberté de la presse a disparu avec la majeure partie des quotidiens. Certes, aucun des quatre journaux qui subsistent n'est «offi-ciel», mais tous publient les commu-niqués du gouvernement et assurent la diffusion de brochures de propa-gande insérée gratuitement dans leurs

pages.

Des officiers en civil, utilisant le matériel de détection le plus sophistique, procédent la nuit aux arrestations. Les interrogatoires accompagnés de tortures sont pratiqués dans l'ensemble des casernes par tous les officiers : ainsi en avait dècide la junte qui y tronvait le double avantage de renforcer la cohèsion complice de l'armée et de prendre une assu-rance sur l'avenir. C'est depuis long-temps devenu une routine par laquelle temps devenu une routine par laquelle seule se renforce le consensus de la terreur. On ne décrira pas lci les méthodes utilisées, d'ailleurs sans cesse renouvelées; qu'il suffise de citer Amnesty International; « Le nombre total de prisonniers politiques en Uruguay a été astimé à six mille en janvier 1976. A cette date, avec un prisonnier pour quatre cent cinquante habitants, l'Uruguay dvait le pourcentage le plus élecé de prisonniers politiques dans le monde » (7).

Le faseisme correspond aussi à un projet d'économie politique; maintenir le système capitaliste menacé. A vement révolutionnaire de masse. On peut alors s'interroger sur les motiva-tions du coup d'Etat militaire du

27 juin 1973.
L'ollgarchie, de la assurée du pou-voir, n'avait nul besoin d'une inter-vention de l'armée, même favorable à ses intérets. Les Etats-Unis, qui influençaient largement la politique du cabinet civil n'y avaient pas non plus intérêt, bien que la CLA continuat d'entretenir des groupes terroristes et de financer des campagnes droitières dans la presse et à la têlévision (f). Sans qu'on puisse totalement les exclure ces explications traditionnelles ne semblent donc pas de mise lci.

ne semblent donc pas de mise lel.

En revanche, la faïblesse d'un Parlement qui avait accepté d'entériner les mesures anticonstitutionnelles réclamées par l'armée ne pouvait qu'encourager dans leurs desseins les putchistes éventuels. Force politique reconnee, l'armée, iasue des classes moyennes, se trouvait par ailleurs, du fait de la crise, dans une situation économique difficile. A l'éternelle fus-tification idéologique des putches « sauvons le pays »), les militaires uruguayens ont donc substitué l'argument beaucoup plus terre-à-terre : « Sauvons-nous nous-mêmes. « Défendre certes, les situations acquises de l'impérialisme et des grands propriétaires, mais plus encore s'assurer du ponvoir pour augmenter la solde et distribuer postes et privilèges, voilà ce qui pousse les militaires au coup d'Etat.

ce niveau d'analyse, les contradictions apparaissent, qu'on pent tenter d'éclairer. La principale découle de la dépendance de l'économie uruguayenne à l'égard de l'empire américain : l'impuissance de la junte à élaborer un protet économique articula antol'impuissance de la junte à élaborer un projet économique nationel, autocentre. L'armée sert bien de rempart à l'ordre économique établi; mais celui-ci est avant tont la conséquence d'un rapport de force international, il est imposé de l'estérieur. Falsant porter le polds de la crise aux travailleurs, une économie excentrée de ce true ne permet nes pour autent. ce type ne permet pas pour autant la formation d'une bourgeoisie nationale espable de développer une indus-trie indépendante.

Ce schéma, valable pour toutes les armées au pouvoir en Amérique latine, résulte de l'alilance à l'échelle du continent entre les Etats-Unis et l'oligarchie foncière; il explique l'impossibilité où sont les militaires de constituer un parti politique en s'appuyant sur des classes moyennes ou sur une bourgeoise dont les intérêts. sur une bourgeoisie dont les interêts sont contraires à ceux de l'impéria-lisme. Telle intervention du représenlisme. Telle intervention du représentant de l'armée au consell de la Bacque centrale donce une assez bonne idée du discours ldéologique qui recouvre ces réalités : « Entre nos objectifs, la priorité absolue est donnée au bonheur de la nation uruguayenne, moyennant la stabilité des prix et de l'approvisionnement, la sécurité du travail, et des salaires calqués sur la réalité nationale, toutes circonstances donnant lieu à des circonstances donnant lieu à des troubles sociaux étant ainsi écartées.

La politique énergétique du précédent régime a été en revanche pour-suivie avec les mêmes effets néfastes aux intérêts nationaux. Sans res-

sources pétrolières, le pays doit comp-ter sur l'hydro-électricité dont un plan d'aménagement à long terme arait été approuvé par le Parlement. Sous la pression de l'Argentine de Peron, les militaires ont abandonné le barrage prévu de Palmar pour celui de Salto-Grande, à la frontière des deux pays. deux pays.

L'ancien et important secteur public et nationalisé à été bradé aux capitaux privés, souvent étrangers, dans tous les domaines où li était rentable (6). En plus de cette tendance à la privatisation, le bitan de la politique économique de la junte peut être tenté à partir des quatre indicateurs que sont : l'imflation, la dette extérieure, le taux de change et l'émigration. Eu égand à la continuité de cette caltique quant et auxet la continuité de cette politique avant et après le coup d'Etat, c'est à 1968 qu'il faut remonter pour juger des résultats actuels.

a) L'INFLATION. — D'après la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Arrérique latine), le taux d'inflation pour l'ensembla de l'Amérique latine a atteint en 1974 la moyenne de 41,5 %; en Uruguay, il était de 197,2 %. En 1975, l'inflation atteignait 60,9 % pour l'ensemble du continent et 66,8 % en Uruguay.

b) LA DETTE EXTERIEURE. — D'après la Banque mondiale, l'en-semble des pays latino-américains ont semble des pays latino-américains ont vu leur dette extérieure augmenter de 36,1 % entre 1973 et 1974. Si on ne tient pas compte des pays exportateurs de pétrole, dont la dette a diminué en raison du quadruplement des prir décléé par l'OPEP, cette augmentation a été en moyenne de 29 %. Dans le même temps, la dette de l'Uruguay passalt de 435 à 605 millions de dollars, solt 33,4 % d'augmentation. En 1975, elle atteignait i 115 millions de dollars (9).

D'après Business Week du 12 juin 1976, l'Uruguay appartient au groupe de huit pays dont la situation financière est jugée grave par le département du Trêsor des Etats-Unis et qui risquent de se trouver en état de cessation de paiement.

cessation de paiement.

c) LE TAUX DE CHANGE. — Jusqu'en 1871, le dollar américain valait 250 pesos. A la fin de 1971, malgré la dissimulation de l'augmentation pour des raisons électorales, le cours du dollar est grimpé à 370 pesos. An moment du coup d'Etat il attelgnalt 877 pesos. En octobre 1976 il valait 3820 pesos. Aujourd'hui (mai 1977) il vaut 4400 pesos.

d) L'EMAIGRATION. — Elle a débuté en 1968 pour des raisons économiques auxquelles se sont hientôt ajoutées les motivations d'ordre politique. L'émigration s'est d'abord dirigée vers les pays voisins : Argentine

tique. L'émigration s'est d'abord diri-gée vers les pays voisins : Argentine et Brésil, puis vers l'Australie, le Canada, le Venezuela et l'Espagne, où vivent des millièrs d'Uruguayens. Au-jourd'hui, elle touche des pays aussi divers que l'Angola, l'Algèrie, la Tur-quie, la Suède, le Danemark, l'Europe de l'Est, la France, le Mexique, les Etats-Unis, l'Angleterre... Au reconsement de 1963, l'Uruguay

Au recensement de 1963, l'Uruguay comptait 2595 510 habitants. L'extrapolation de ce chiffre sur la base du taux de croissance annuel de 12%— le plus faible d'Amérique latine — donnerait une population de 3880 900 habitants en 1975. An lieu de quoi, en mars de cette année-là on n'a recensé que 2783 964 Uruguayens, soit

un « manque » approximatif de 300 000 habitants, 12 % de la population, partis à l'étranger. Comme si la France avait perdn 6,5 millions d'habitants. En ontre, l'émigration est le fait d'une population active composée en majeure partie de jeunes, de techniciens, d'ouvriers qualifiés et d'enseignants : « Un pays se vide de sa substance » (10). substance 2 (10).

Laboratoire progressiste de l'Amèrique latine du vingtième siècle, l'Uruguay vit aujourd'hui retranché dans un de ces replis de l'histoire où règnent la terreur et le fascisme.

Devant l'accumulation des échecs fecteurs autres économiques, peut-on envisager un prochain bouleversement politique?

prochain bouleversement politique?

Le mouvement populaire, c'està-dire les partis de gauche, les syndicats et les Tupamaros, e peu de
chances de renverser le régime. Les
Tupamaros ont été anéantis. Si quelques-uns se sont évadés, l'expérience
semble les avoir convaincus que la
lutte armée doit, pour aboutir, s'intégrer à un mouvement de masse. Les
syndicats sont interdits; mais il a été
impossible aux militaires d'organiser
des syndicats s'jaunes. Preuve de
l'existence d'une résistance larvée qui
s'exprimait déjà dans la grève générale de trois semaines avec occupation
d'usines, immédiate et exceptionnelle
réplique du mouvement ouvrier au
coup d'Etat.

Certes, l'alliance entre une fraction

coup d'Etat.

Certes, l'alliance entre une fraction de l'armée et des groupes sociaux privilégiés mais brimés dans leur revenn et frustrés de l'accès au pouvoir permettrait peut-être un retour vers les casernes et la reprise d'une vie démocratique. La politique des droits de l'homme inaugurée par le président Jarres Carter pourraft d'antre part influer sur l'évolution des événements.

En fait, les deux questions sont liées dans la mesure où aucun chan-gement de régime n'est envisageable sans l'appul des Etats-Unis. Et ceux-ci disposent pour faire pression sur l'Uruguay, de moyens antrement efficaces qu'une intervention diplomatique comme celle qu'ils ont faite à la tri-hune de la commission des droits de l'homme à Genève.

(3) Le phénomène a été étudié par plusieurs universitaires étrangers ; R. H. Firzgibbon. Druguay, Portrait of a Democracy. Butgers Univ. Press. 1854; G. Pendie. Uruguay, Oxford Univ. Press. 1852; A. Gulles. l'Uruguay, pays heureur. N.E.L., 1852; G. Lindhal, Uruguay, the New Path, Stockholm. 1952; etc. (4) Les partis Blanco et Colorado, que eules des mances distinguent dans le conservatisme. sitemaient su pouvoir dans une sorte de bipartisme à la colombiente. bienne.
(5) Conséquence politique de la crise, le conseil exécutif avait été délaissé en

(5) Conséquence politique de la crise, le conseil exécutif avait été délaissé en 1967 au profit du système présidentiel.

(8) Phillip Agee, Instite the Company, CIA Diary, Penguin, 1975.

(7) L'Espagne d'après France comptait deux cent soixante-dix prisonniers politiques pour treute-huit millons d'habitants.

(8) Les assurances st l'électricité étaient, par sxempla, nationalisées depuis 1912; les cimants et les raffineries depuis 1931. La listo n'est pas exnanative.

(9) Carlos Quijano, c'Militarismo suriano e, dans Proceso ou 6 novembre 1976. Merique.

(10) Ci. l'article de Jean-Maro Veroon, dans le Monde diplomatique de septembre 1974. Voir aussi « Gilerre totale contra les élites en Amérique latine », par Hugo Neira; dans le numéro de jau-vier 1977.

### UN PETIT PAYS DANS LE « MARCHÉ COMMUN DE LA MORT »

E gouvemement uruguaven annonce qu'il lera construire un nouveau complexe pénilentlaire dans la région de Santiego-Vasquez. La prélectura de police da Canelones reçolt des tonds pour la création d'una nouvelle prison dans son dapartement. En Uruguay. on inaugure une prison per mois. C'est ce que les économistes appellant un - plan de dévaloppemant -.

On transforme en prisons les casemes les commissariats da polica, les baleaux abandonnés, les vieux wagons de chemin de tar et méma la maison de cheque citoven. Il y a plus de prisonniers poli liques que de prisonniers da droit commun. L'Uruguay possède la plus lorta proportion de prisonnlars politiques du monde, sans compter las prisonniers ou dehors, ceux qui sont de l'autre côté des barreaux. Le quart de la population, un million de personnes, vit an exil; presque toutes calles qui sont restées sont bannies à l'intériaur même des tron-

Le 27 juin 1973, le pays s'est révaillé avec un coup d'Etat. La Perlement, les partis politiques, les syndicats, furent liquidés, alnsi que tout la reste. Trois mols plus tard, des élections aurent liau à l'Université. Les candidats de la dictature obtinrent 2,5 % des voix. En conséquança, la dictature amprisonna pratiquement tout la monde at remit l'Université aux candidats qui aveien: oblenu 25 % des suffrages.

Ce coup d'Etat n'a fait que para-chever une situation de leit. En réalité, devenu ce que las mèdecias nomment un - membre tantòme -, celui que t'on - sent - ancore après l'amputation. Déjà, au début de 1973, l'Uruguay produisait plus da violence qua oa vianoe ou da laine ; 'l emprisonnait, torturait, tuai! ou exilait las jeunes. Las queues pour obtenir un passeport taisaient plusieurs loie le tour du pâté de maisons, les bateaux levaient l'ancre remplis da Jeunes gens qui tuyaient la prison, la fosse communa ou la faim. Cela talsai: délè longtemps que le pays vendait de la chair humaine, bras au rabais, à l'étranger : et le système s'était montré impuissant à engen-

Par EDUARDO GALEANO \* drer autre chose que des prisonnlars ou

des cadavres, des asplons ou des policiers, des mendients ou des exilés. Le pouvoir a'était militarisé. Au début, pour combattre les guérilleros. Après, pour combattre les étudients, les millients ouvriers, les hommes politiques de gaucha, les journelistes de l'opposition. Puis pour combattre n'importa qu'L

A partir de Juin, les choses devinrent plus claires. Comme dans tout la cône sud de l'Amériqua latine, ont prie le pouvoir caux qui assassinent les gens et les pays. Seul indice en augmentation constante, les dépenses affectées é la répression — armée at polica — atteignirent 52 % du budget national. Tout le reste décroit depuis 1960, : le produit intérieur brut per capita, le taux de scolatité primaire, le nombre de médecins pour mille habitants, la consommation journalière da protéines, les investissements productifs, etc.

Selon les chiffres officials, 12 % de la population active de l'Uruguay est su chômaga. Et il faut tenir compte de ayant quitté le pays et de la curleuse méthoda oa la direction des statistiques, qui considère comme ayant un emploi toute parsonne travaillant plus da

Etre jeuna est un délit : penser est un peche ; manger est un miracle.

La dictature uruguayenne hait les jeunes, Pour le système, l'émigration massiva est un soulagement : alle rafache les tensions internes. Le pays perd ainsi cino cents lamilles maliresses da la terre el de tout le reste sont, elles, saines et

Ceux qui ne s'en vont pas pour des raisons politiques partent parce que la laim les poursuit. L'Uruguay a les indices de croissance démographique les plus bas de l'Amérique latina. Il naît peu

Journaliste et écrivais uruguagen; ancien directeur de la revue Crisis, auteur de Las renus abiories de America Lotina et de la Changon que nous chantons, para aux éditions Albin Michel.

d'Urugusyene; et, sur ce peu, besucoup émigrent. Pour ceux qui croient que les problèmes de l'Amérique latine proviennent d'un surplue d'enfants, l'Uruquay est un excellent exempla du contraire : dane ce pays vide, eux vastes prairies fartiles et bien irriguées, i' y e trop da monde, Accusation contre l'impuis d'un systèma productit. Non seulement on refuse un emploi eux nouvelles générations qui arrivent sur la marché du travall, mais en plus on arrache leur travall à ceux qui en avaient. La marginaon a natt a marginal et on a devient marginal. Il y a des Uruguayens jusqu'à Hawai. L'ordre règne : les militaires ger-dant les prisons et les vieux les climetières. Le sort du pays est fivré à la tréquence des pluies et aux amoure des

taureaux au printemps. Les habitants de le prairie vont à Montevideo frapper inutilement aux portes des ualnes couvertes de toiles d'araignées. Le recensement de 1951 fait état da trois cent cinquante milla travalileurs ruraux en Uruguay. Ouinze ane plus tard, il n'en indiqua plus que cent quatre-vingt-dix mille... La natura a été ganéreuse et les hommes criminale. La letifundio a rasé les plaines lertiles at bien irriguees. Comment expilquer qu'un peye grend

comme les deux tiers de la France na puisse aubvanir aux besoins de moins de trois millions da parsonnes qui aurvivent sur son soi? La grande - estan-cia - est anti-économique pour le pays mais très lucrative pour ses propriétaires. La richesse des uns condamne les

### La solidarité est un délit

BRULE par les ecides d'un systèma usé et esns avenir, l'Uruguay se désin-tègre. Le demier projet officiel de réforme agraire data da 1965. Il pesait sept kilos et deml. C'est tout ce qu'on

L'industrie, paretysée par la faible développement du marché intérieur, trompe les espoirs de travail des « rétugiés - qua les maîtres de la tarre expul-sent continuellement. Le pays, qui dépend de la viande et de la laine, possédait una excellento équipa d'agronomes qui

mettalt au point, à l'Université, une nouvella technologia appliquée sux besolna netionaux. Subversils... On les a dénon-cés et poursulvis. Aujourd'hui, lie sont dispersés aux quetre coins du monde.

La dénonciation des crimes d'une dictature ne ee limite pas à la liete des gens assassinés et disparus. N'est-ca pes un crima — un crime programme, planifié, répété — que d'annihilar chez un homma es capacité da croire et de créer ? En Uruguay, la solidarité est un délit. Il y e des hommes qui sont en

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

LIBRAIRIE DELAMAIN 155, rue Saint-Honoré. 75001 PARIS.

Sur simple demande, envoi gratult de notra bulletin « les Livres du mois ».

Près de GRASSE Très belle propriété l Ha et demi Mas 1780, très bon état, piscine, maison gardien, très beau sous-bois, parc fleuri avec nombreux arbres, essences variées, Calme absolu, vue superbe. Prix: 2 300 000 F

Ecrire : Mex PETIT, c les Pommes de Pins », 06 GRASSE-LES ASPRES

**S.O.S CULTURE!** livres et disques français RESIDENTS A L'ETRANGER

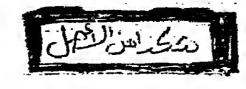
ouvrez un compte par une provision de 150F minimum ou l'équivalent en devises l'ous commanderes lures et disques auponibles. lls vous partiendront dans les meilleure délais. un moinde cout (détare de 6.5% sur les livres remise de 10% sur les disques et casselles) Envois en recommandé. Pas de frais de dossier pour

toute commande supérieure à 100F (sinon 4,50F)

Frais reels de port (orlina ou surjece à rotre chois).

inter-livres

38,40 avenue des gobelins, paris xIII. tel. 535.08-46



- marine designation of

THE PERSON NAMED AND PARTY OF THE PE

The state of the s The state of the s

And the service has

Total Committee Committee



orison pour evoir organisé des collectes eu profit des families d'autres prison-niers. La régime invite à l'égoisme et à la méfiance. Sans une goutte de sang, sans même une larme, on eccomplif le massacre quotidlen de ce que chacun porte en lul de mailleur. Victoire de la machine : les gens ont peur de parier et de se regarder. Que parsonne ne rencontre personne. Un Liruguayen sur trente a pour fonction de surveiller, de pour-eulvre et de punir les autres. Pour gar-der son amploi, h est indispensable de posséder le certificat da - tol démocratique » délivré per la police. On exige des étudiants qu'ile dénoncent leurs camarades, on exhorte les entants é dénoncer leurs professeurs. Les citations de José Artigas, héros national, sur le réforme agraire ou sur la liberté sont Interdites dans les écoles (Artigee e été l'auteur de la première réforme egreira en Amérique, un elècle avant Zapata au Mexique). Il y e quelque temps, un enfant demande à se mère qu'ella le conduise de nouveau à l'hôpital parce qu'il voulait » dénaître ». Le gérant dit à son employé, qui était son ami : » Jai du te dénoncer. ils ont demandé des listes, il talleit donner un nom. Pardonne-moi si tu peux. »

La dictature est l'habitude de l'infamie. Elle dresse les hommes pour qu'ila ecceptent l'horreur comme on accepte le

En Uruguay, il y e des douanes pour les mots, des cimetières de mots, des crematoires de mots. On e brûlé les livres, purification par le feu, dans les coure des casemes, dans les prieons, dans les centres d'enseignement. Quel-quefois, le sens capitaliste des affaires est plus puissant que les rituels de l'Inquieition : 20 tonnes de livres de la maleon d'éditions Puebles Unides ent été transportées par camion, en cinq fois, jusqu'à

l'entrepries de papiers IPUSA, é capitaux eméricains, et remises eur le merché sous torme de feuilles ou de serviettes. Les prisonniers n'ont pas le droit de subversives (philosophie, histoire, littéra-ture, eclences socieles, science poli-tique). On e retiré des librairies Vent rouge, de Raymond Chandler, et le Rouge et le Noir, de Stendhel. Au coure de perquieitione, des livres eur la - cubisme - ont été confisqués ; motif : propagande castriste... Un enseignen peut êtra destitué pour evoir lu ou dit une phrase douteuse; tout professeur arrêté, ne fût-ce que pour une heure, ou par erreur, pard son emploi. Les citoyens eu coure d'une cérémonte publique, le strophe de l'hymne national qui dit - Tyrana, tremblez - sont passibles de condemnation pour - atteinte au moral des forces armées - ; de dix-huh mois

nouvelle ou écrit eur un mur » Vive la liberté l » ou pour evoir distribué un eurvit à la tortura, le plus grende partie de sa vie en prison. S'il n'y survil pee, le certificat de décès mentionnera une te dans le vide eu cours d'une teniative d'évasion, ou un suicide par pandelson, ou une mortelle crise d'asthme. Il n'y eura pas d'eutopsie.

é six ans de prison. Pour evoir publié une

Plus de cing mille torturés, Ces dernières années, querante mille personnes eont passées par les prisons et les casemes. Les chiffres équivalents pour la France seralant de cent mille torturés et de huit cent mille détenus. On torture d'abord pour obtanir des informations. Ensuite pour se venger de chaque action de la résistance, et aussi pour punir, lors d'un anniversaire quelconque. On torture pour détruire le morel de ceux qui luttent et remonter celui des centurions.

#### Liberté pour les affaires...

C'EST ce qu'e dénoncé le sénaleur Zeimer Michelini devant le Tribunei Russel, à Rome, eu printempa 1974. Michelini e déclaré que ca serait une erreur de considérer la torture comme un cas clinique ou une aberration morele; blen qu'elle le soit eussi. La torture, a dh Michelini, - est une ectivité planifiée... le moella épinière d'un plan d'ebandon de la nation ». Prophète de se propre tragédie, Michelini témoignait « en tant que représentant de ceux qui ne peuvent venir parce qu'ils ont disparu de la auriace da le terre, assassinés par la régime ». A le fin de la même année, cinq jeunes Uruguayens, faits prisonniers en Argentine, ont été retrouvée criblés de balles é 60 kilométres de Montevideo. Le - Marché commun de le mort -

e'était mie an marche. Pula vint le lour de Micheimi : trole balles dans le dos. Combien d'exilés urugueyens, chiliene, boliviens, ont-lie eubl le même sort à Buenos-Aires ? Le général Prats, le générad Torres, Hector Gutlerrez Ruiz... La police uruguayenne ne s'en cache pas. L'ambassadeur urugueyen devant le com-mission des droits de l'homme e déclaré, é Genève : » Quent aux liens entre l'Argentine et l'Uruguay, naturellement qu'ils existent; nous an sommes flers : l'histoire et le culture nous unissent. » Le sénateur eméricain Frank Church

e défini l'Uruguzy comme - le plue grande chambre de toriure da l'Amérique letine » et a déclaré que » même le Chill e été dépassé par la l'érocité da la répression

Le président Carter e relusé un visa d'entrée aux Etats-Unie eu nouvel attaché militaire de l'embassade de l'Urugusy, ainsi qu'eu colonel qui elleit représen le pays devant le Conseil Inter-américain de délense. La porte leur a été termée pour - avoir participé à des tortures -. Peu après, le gouvernement uruguayen Interdisali la diffueion du discours du représentant américain é l'O.E.A., prononcé lors d'une réunion de cet organisme é Monlevideo. C'après le gouvernement urugueyen, le délégué des Etats-Unis, M. Robert White, eurait lancé « une ettaque voilée mais directe contre te paya .. Qu'evelt donc dil M. White? Ces peroles egressives, des mots sub-versife : « La culture ne peut enrichir le pas ceriains droits : le droit de réunion, la liberié d'expression, le protection contre les détentions erbitrelres et les

Les militeires eu pouvoir en Uruguey, et qui soni eujourd'hui un ecendele pour les Etats-Unis, ont été de bons élèves des cours du Pentagone dans le zone du canal de Paname. Là, ils apprirent les techniques de répression et l'art de gouverner ; c'est evec des armes et des conseillers eméricaine que se mit en marche l'engrenege du crime et de le torlure. La dictature a détruit les syndicats et les paris polliques, termé les journeux et les revues, interdit les livres el les chansone au nom d'une » Idéologia de la sécurité nationale » ce qui, en langage clair, signifie « Idéologie de la sécutité des investissements étrangers ». Uberté pour les effairae, liberté pour les prix, ilberté pour les échenges : on jette les gens en prison pour que les affaires

Enfin, lorsque le gouvernement des Etats-Unie eupprime l'aide militaire et

économique é la dicieture urugueyenne, il précisa qu'il contribuerait à eoutenir les crédits de le Banque mondiele et de le Banque interaméricaine de développement. Le jour même où M. Certer fil conneître sa sanction, le Banque mondiale, que contrôlent les Elets-Unie, annonçait un nouveau crédit de 30 millions de dollers é l'Uruguay, qui venait e'ejouler eux 55 millions de dollars déjé octroyés en 1976. L'Uruguay est, aprée le Chili, le pays lalino-eméricain qui a reçu le plus de crédits du Fonde monétaire internationel. Le F.M.I. est le principer créditeur du peys. El le crédileur com-mande. Le F.M.I., qui n'e été élu per général, détermine la politique économique que l'Uruguey applique. Pour restreindra la consommation populeire, abattra le coût de la mein-d'œuvre et etimuler les exportetions, il faut liquider le mouvement ouvrier. Cette politique économique implique le crime et le misère — ce que les techniciens nomment » un coût social élevé -. Le salaire d'une joumée de travell permet eujourd'hul à un ouvrier d'echeter deux fole moins de pain et de lait et é peine le moiflé de viande qu'en 1968. Le ministra de l'économie, qui applique striclement le trailement du F.M.I., étalt horriflé par les tortures, ca qui ne l'a pas empéché de servir le dic- L'inégalité dans le distribution de la rante est ce qui permet d'épargner. »

publiques sont, dens un paye comme l'Uruguey, incompatibles avec les iniérêts dominants, qu'ile soieni inlemes ou extemes. Les bonnes intentions du président Carter n'absolvant pas le système qu'il dirige : on fell de vous un para-lytique puis on vous offre le leuteuil é

EDUARDO GALFANO

### PANAMA N'EST PAS SEULEMENT UN CANAL

(Suite de la première page.)

Mais, en outre, Panama est devenn un paradis fiscal et une plate-forme de services pour les opérations des grandes firmes transnationales, Cette situation est due à sa position géogra-phique qui fait du pays une voie de phique qui fait du pays une voie de passage du commerce mondial, à son système monétaire où le doilar est la véritable monnaie, à son système légal territorial qui ne couvre pas les opérations effectuées au-delà des frontières par des firmes établies dans le pays, et suntout à la sécurité que garantit le contrôle militaire de l'isthme par les États-Unis, Les firmes transnationales utilisent Panama comme pivot dans un triangle comcomme pivot dans un trinegle com-mercial pour les transferts de prix. pour les e subsides croisés » et pour les e paper companies » dont cin-quante mille environ sont installées dans le pays. Une « paper company » est une compagnie enregistrée dans un pays donné, uniquement pour des raisons légales, fiscales et de coûts.

Les pavillons de complaisance de la flotte panameenne representent sans doute l'aspect le plus apparent du genre de services transnationaux que peut rendre un pays ainsi organisé. Mais ce n'est pas le seul.

Par exemple, une firme transnationale vend à sa a paper company » de Panama un produit au prix de l dollar l'unité; la « paper company » l'exporte à son tour, au prix de 2 dollars l'unité, accumulant à Panama un excédent de 1 dollar. Le gouvernement de Panama ne prêlève aucun impôt sur les ré-exportations, ni sur les bénéfices realisés à l'extérieur des frontières, ni sur les gains de capital restés sur place. La maisonmère s'approprie les bénéfices accumulés à Panama et; en outre, elle fait des économies d'impôts sur l'exportation, sur les bénéfices réalisés dans son propre pays, sur les gains de capital si ceux-ci sont placés dans une banque du même pays. Tout cela est protégé par le secret rigoureur qui couvre l'ensemble des opérations.

à la considérable création de liquidités internationales con me les eurodollars, les pétrodollars, les « latindollars ». En 1960, on ne comptait que huit banques américaines opérant su niveau international, avec cent trente et une succursales : en 1975, leur nombre

stteignait cent vingt-cinq, avec sept cent trente-deux succursales. A partir du Bank Holding Act de 1970, conçu pour faciliter l'expansion des banques commerciales, on observe. des banques commerciales, on observe, dans plusieurs régions du tiers-monde, un « boom » bancaire qui correspond an développement transnational des banques américaines, mais aussi au développement parallèle des banques européennes et des banques japonaises, accompagnant l'expansion de leurs clients, les firmes transnationales de leurs pays respectifs. Les centres financiers de Singapour et de Hongkong en Asie, de Beyrouth an Proche-Orient, des Bahamas, de Panama et de Grand-Caiman dans les Caraibes, Grand-Calman dans les Caralbes, représentent des extensions financières

des centres traditionnels de Londres et de New-York et, sur une moindre échelle, des centres de Zurich, de Paris, de Francfort et de Tokyo.

A Panama, la iol bancaire de juillet 1970 institutionnalise le système et fournit les garanties légales qui rendent possible le « boom » de la décen-nie en cours. En 1960, on ne comptait à Pansima que cinq banques, dont les dépôts totalisaient moins de 200 mil-lions de dollars; en 1968, les dépôts atteignent déjà 341 millions de dollars, puis 6 milliards en 1974 et 11 milliards

en 1976... En 1968, 80 % des dépôts étaient En 1968, 80 % des dépôts étaient d'origine locale et 86 % des prêts allaient à des clients panamèens. En 1970, la plupart des dépôts étaient déjà étrangers (65 %), mais les crédits continuaient, pour la plupart, à être attribués à des activités locales (63 %). Mais, depuis 1971, les dépôts, aussi blen que les crédits consentis, sont au nom d'étrangers. Les sept principales banques (Bank of Ame-

rica, First of Chicago, Banco do Brasil, Swiss Bank, Trade Deve-lopment Bank, Deutsche Bank, First National City Banki contrôlent 80 % environ des dépôts et des crédits alloués. En 1976, le Centre financier de Panama réunissait soixante-quatorze banques internationales, et d'autres services financiers (assurances, compagnies d'investissement, etc.) se développent également an service des compagnies qui opèrent dans la zone libre de Colon.

En 1976, avec un million sept cent mille habitants et une production intérieure brute de 2.2 milliards de dollars seulement, Panama servait de plate-forme à un centre financier torze banques internationales, et d'au-

plate-forme à un centre financier dont les chiffres cl-dessous mesurent l'importance : — 11 milliards de dollars de dépôts

étrangers ;
— Soixante-quatorze banques internationales avec plus de deux cents agences dans ce petit pays; (Lire la suite page 8.)

Zone libre et centre financier

A INSI, après la zone du canal et la Bananera, une autre enclave, celle-el de type commercial, est consti-tuée par la « zone libre de Colon ». deuxième source de travail avec les quinze mille emplois qu'elle offre aux Panaméens. Cette zone libre fut éta-bile an début des années 50, sous le patronage du département américain du commerce. Plate-forme d'exportation, d'emmagasinage et d'assemblage au service des firmes multinationales du monde entier, elle multinationales du monde entier, elle est, à prèsent, la deuxième zone libre an monde après Hongkong, avec six cents firmes enregistrées et près de 1 milliards de dollars d'affaires par an. Sur une étendne minuscule (34 hectares), elle réalise un chiffre d'affaires représentant près du double de la totalité des échanges commer-

claux entre les cinq pays membres du Marché commun centraméricain. A cette structure très diversifiée s'ajoute une quatrième enclave, le Centre financier international. Les années 60 ont vu la grande expansion années 60 ont vu la grande expansion des firmes muitinationales, américaines en particulier, vers les pays moins développés, et plus spécialement vers l'Amérique latine, qui a reçu 75 % des investissements des firmes américaines dans le tiers-monde. Au cours des années 70 se développe un phénomène complémentaire : l'expansion des hourses transportingales sion des banques transnationales, l'Amérique latine accueillant encore la plupart de celles qui s'établissent dans le tiers-monde. Ce mouvement est, notamment, lié à la crise de la balance américaine des paiements, qui freine les exportations de capitaux, et

### - «UN PEUPLE, UN CANAL» -

Un film de Jean-Louis Berdot

S EUL pays eu monde tranché en deux par une présence coloniale étrangère, Paname (ait aujourd'hui (depuis le venua eu pouvoir du général Omar Torrijos) de la récupération de le zone du canal un objectif politique prioritaire. Cette détermination provoque une accélération des réformes structurelles et sociales, mais aussi une certaine tension dans le zona contrôlée par les Eteta-Unis.

Jean-Louis Berdot e voulu expilquer les particularités du « progressisme » des militairas pariameens ainsi que l'incongruité de la estuation dens ce territoire du canal où les Nord-Américains entretiennent douze bases stratégiques (pour une suparticie de 1 432 tilomètres carrés). Les eéquences tournées dans ces bases. au cours d'exercices d'antraînement d'unités de l'infantaria de marina américaine. terrifiect par leur brutalité. Dans cette zone se trouve également le célèbre - Ecole des Amériques -, centre d'instruction antiguérille, creuset de tous les putschismes, où viannent se lormer aux méthodes nord-américaines les officiars de presque toutes les ermées d'Amérique latine.

Le gouvernement panaméen oppose é ce lait colonial une révolution tranquille dont le film présente les aspects les plus marquants : réforme agraire, récupération des grandes propriétés abandonnées, aide à le production bananière, création de syndicats libres... Les images nous révèlent l'Immanse popularité du général Torrijos, dont les discours, assez meledroits pourtant, sont de véritables événements de la vie publique, semblables é caux que execitent, é La Havane, les ellocutions de Fidel Castro.

Les intellectuela, les artistes, aouttennent majoritairement cette politique de » dignification nationale ». J.-L. Berdo: s'entretient notamment avec les cinéastes du très actit Grupo Experimentel de Cine Universitario, dont le directeur, M. Padro Rivere, commente quelques-uns des illme militants réalieés peur dénoncer l'impudence de l'occupant nord-américain. Il constate, devant des images d'agression, de violence, la nécessité, pour l'Amérique latine, d'un cloéma anti-impérialiste dont ce tâm de Jean-Louis Berdot voudrait être, en Europe, une efficace illustration.

\* Pour des projections-débets : Un Peuple, un Ganal, réalisation : J.-L. Berdot, 15 millimètres, couleur, cinquante minures. - Diffusion : Jean-Louis Berdot, 15, bd Saint-Germain. 75006 Paris. T4L: 329-31-19.

(Publicité)

### Déclaration conjointe des quatre organisations politiques

A l'occasion de la traisième rencontre des Parlements européens et latino-américains qui s'est achevée à Mexica le 27 juillet 1977, une condomnation législative du despotisme de la dictature uruguayenne a été pronancée. Des dirigeants politiques uruguayens : le sénateur Enrique Erro, le sénateur Enrique Rodriguez, du Parti Communiste uruguayen, le député José Diaz, dirigeant socialiste en exil, et le dirigeant du Parti pour la Victoire du Peuple, Huga Cares, ant fait, au cours d'un grand meeting de solidarité réalisé au théàtre Gorostiza de Mexica, un appel public à la plus large unité des farces opposées à la dictature.

Ces quatre dirigeants représentent d'amples secteurs politiques arganisés et d'impartantes farces sociales qui luttent pour vaincre la dictature et en finir avec le terrorisme d'Etat de type fasciste. Ils se sant réunis à Mexica conjaintement avec un groupe de personnalités uruguayennes indépendantes, et symbolisont l'esprit unanime du peuple uruguayen qui rejette le régime tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en interprétant le sentiment unitaire actuel, ils'ant décidé à l'unanimité:

1) D'appeler à la plus large unité de toutes les forces qui souhaitent la défaite de la dictature féroce qui apprime le peuple uruguayen;

2) De promouvair d'un commun accard et de façon unitoire des actions de lutte destinées à abtenir la liberté de taus les prisanniers politiques, la cessation de tautes les tortures et de taut traitement cruel et dégrodant, la remise au haut cammissariat des Nations unies des nambreux réfugiés politiques déportés illégalement, l'information immédiate de l'opinion publique sur le sort des opposants disparus et enlevés, l'annulation de toute proscription politique et le total respect des libertés démocratiques et syndicales;

3) De multiplier inlassablement les efforts destinés à consolider et à développer l'unité du peuple uruguayen, conscient de l'existence d'autres farmes politiques importantes opposées à la dictature ;

4) De reconnaître la qualité et le développement de la salidarité internationale qui a efficacement contribué au discrédit de la dictature, taut en appelant à poursuivre et accentuer cette lutte afin d'isoler politiquement et écanamiquement le régime ;

5) D'engager avec énergie et assiduité les efforts de toutes les farces palitiques réunies autour de la création d'un Front antidictatorial pour en finir définitivement avec cette tyrannie qui sauille la potrie uruguayenne.

Mexico, is 30 julilet 1977.

c/o ACTION TRICONTINENTALE, 46, rue de Vaugirard, 75015 PARIS.

(Suite de la page 7.)

— 1900 millions de dollars de cré-dits intérieurs, alors que le budget annuel de l'Etat est de 400 millions - Plus de 500 millions de dollars

d'investissements bancaires nets;
— 80 % des opérations du Centre
financier sont internationales;
— 90 % des dépôts sont étrangers; - 75 % des banques sont étran-

geres : N'ayant ni banque centrale, ni monnaie nationale, Panama est entièrement soumis à l'activité du Centre financier international.

financier international.

Ce système a eu pour conséquences d'augmenter le taux d'inflation. d'accroître la dette extérieure, de favoriser une redistribution règressive du revenu national. En outre, 70 % du total des crédits sont allés aux activités commerciales et de services de Panama, au détriment des secteurs productifs: l'agriculture et l'industrie ne recolvent respectivement que 8 % et 7 % du crédit bancaire.

Comment s'étanner que à la suite

Comment s'étonner que, à la suite des quelques lignes citées en exergue de cet article, la revue The Bonker ait pu écrire :

de cet article, la revue The Bonker ait pu écrire:

« La présence, sur le sol de Panama, de ses un million sept eent mille habitant o des conséquences fâcheuses pour les grands pays et pour les grands pays et pour les grandes banques. (...) Ponama pourrait oller beaucoup plus loin dans l'exploitation des ovantages de sa position géographique s'il pouvait développer la zone du canal uu service de sa propre économie. A Panama, la pluport des hommes d'affaires étrangers sont arrivés à la conclusion que le canal est une impasse, sur la base du raisonnement suivant : l'uvenir de Panama dépend de son fonctionnement en tout que centre de services de l'hémisphère occidental; or la confiance serait ébranlée si les Américains venaient à être chassés de la zone du conal ou si Panama décidait zone du conal ou si Panama décidait de battre sa propre monnaie... Le gou-vernement proteste bruyamment en

public mais, en réalité, il veut parvenir à un accord ovée les Etais-Unis. L'étonnant essor de Panama, en tant que centre financier au cours des chiq dernières années, oblige à croire que c'est dans astre direction que se trouve son avenir. Il n'y o pas o Ponama de contrôle des charges du course des c'est dans cette direction que se trouve son avenir. Il n'y o pas o Ponama de contrôle des changes. Aucune tare n'y est imposée sur les bénéfices provenant de l'étranger ou retirés d'opérations financières. La vraie moname du pays est te dollar. En réalité, Panama est un prolongement du système bancaire des Étais-Unis, uvec tous les avantages de ce système, mais sons subir aucune des contraintes réglementaires qu'il comports (sur le territoire des Etais-Unis). Mais l'économie panaméenne est loin d'être normale. Sur le plan financier, elle est, o plusièurs points de vue, une extension du système bancaire des Etais-Unis... Son déficit en compte courant (200 à 300 millons de dollars par an) peut être considéré comme une conséquence nécessoire du crédit bancaire accordé à Panama. Si les banques commerciales acceptent de prêter I milliard de dollars ou plus à des institutions publiques au privées dans la République, il doit bien y avoir un déficit quelque part dans les comptes. Les comptes doivent être équilibrée. Renversant l'image clas-

sique, on peut dire que les banques créditent le déficit (2). » Les opérations financières sont à es operations internationales :
en 1975, le montant des crédits destinés à l'étranger atteignait 6 900 millions de dollars (les Etats-Unia, avec
2 militards de dollars, l'Amérique du
Sud, avec aussi 2 milliards, l'Amérique
contrale aussi 2 milliards, l'Amérique Sud, avec aussi 2 milliards, l'Amerique centrale, avec pius de 500 millions, sont les régions dont a'occupe le pius le centre financier de Panama). A cela viennent s'ajouter les cinquante mille « paper companies » enregistrées à Panama, les six cents sociétés internationales qui opèrent dans la zone libre de Colon, la flotte commerciale hattant pavillon panaméen (la troisième du monde), le nouveau centre de réassurances dont la création vient d'être autorisée, la Latin American Rediscount Bank (organisme créé pour financer les exportations latino-américaines) et, éventuellement, une Banque centrale de l'Amérique latine que le SELA (5yatème économique latino-américain) envisage de créer.

De le tableau d'ensemble, se dégage une conclusion : Panama est devenu un canal financier et commercial dans un système plus complexe et, plus publis une cellis que est des server.

un système plus complexe et plus subtil que celui qui est desservi par le vieux canal à écluses (3).

#### Recyclage et refuge

L E Centre financier de Panama per-met d'assurer la transnationali-sation du capital et de la production sation du capital et de la production le recyclage des capitaux flottants provenant des économies latino-américaines les plus dynamiques, — une commercialisation rapide et efficace avec le concours des services de réassurances et du pavillon de complaisance — la spéculation internationale sur les devises et sur les titres, — l'accnell des capitaux qui fuient des crises politico-économiques et chercrises politico-économiques et cher-chent un refuge, — un mécanisme d'évasion fiscale pour les capitaux d'antres pays, — l'expansion des firmes transnationales sur le continent, expansion financée avec de l'argent untenu sur les marchés locaux, — la création d'un double marché financier, les réglementations bancaires en vigueur dans les centres financiers traditionnels u'étant pas appliquées dans les centres financiers périphériques, favorisés par des normes plus libérales, des impôts moins élevés et des coûts de fonctionnement plus réduits. reduits.

Principale puissance économique de Panama, le Centre financier interna-

tional a, à court terme, affaibli la puissance des entreprises privées na-tionales et a miné le pouvoir de négo-ciation du secteur public, qui est dans le pays son client le plus important et le , lus endetté; avec la crise éco-nomique, il a restreint les crédits, aggravant ainsi la récession et affai-blissant de l'intéreur le groupergement aggravent ainsi la récession et affai-blissant de l'intérieur le gouvernament au moment le plus critique des négo-clations avec les Etats-Unis sur l'ave-nir de la zone du canal. A moyen terme (une dizaine d'années), le Cen-tre financier réussira à imposer au pays un système de contrôles finan-ciers qui rendra superflue l'interven-tion directe des Etats-Unis dans la gestion du canal et permettra ainsi à Washington de le restituer formelle-ment à Panama. A plus long terme, les bases militaires américaines elles-memes pourraient être démantelées aussifit que la sécurité, la garantie de fenctionnement et le contrôle de la plaie-forme économique, panamérane auront été assurés par les moyens financiers, plus difficiles à détecter que tout moyen de contrôle direct.

Alors l'enclave coloniale classique aura vécu, mais peu de choses auront réellement changé. Dans la phase d'internationalisation de la production et du capital, le Centre financier international continuers d'assurer les fonctions qu'assurait la zone du canal an début du siècle, pendant la phase de capitalisme monopoliste.

Les quatre enclaves de Panama sont à la base d'un projet giobal qui envisage l'avenir du pays jusqu'à la fin de ce siècle. Le sort des antres projets (culvre, pècheries, tourisme, industries agricoles, etc.) dépend entièrement d'elles. Ces quatre enclaves contrôlent environ 70 % de l'activité économique totsie, et 30 % des exportations et des sources de devises. Installèes dans les secteurs les plus dynamiques, elles soumettent la bourgeoisie nationale aux intérâts internationaux; plus encore, elles créent un « prolétariat enclavé » et divisent les travailleurs, réduisant ainsi leur Les quatre enclaves de Panama sont

pouvoir de négociation et de lutte face à la bourgeoisie nationale et interna-

tionale:

— Le prolétariat des compagnies bananières fort et combatif, se trouve à Chiriqui et à Bocas-del-Toro, coupé du reste de la classe ouvrière;

— Les travailleurs de la zone du canal sout contrôlés par les syndicats nord-américains, et leurs salaires privilégiés les isolent du reste du prolétariat.

tariat;

— Dans la zone libre de Colon, comme dans toute zone libre, les syndicats sont presque incristants et ne possèdent que très pen de llens avec le reste du pays, en raison même de la structure de production et du structure de production et du servicture de la servic

régime légal proprès 2 ce genre d'institutions;
— Le Centre financier ne permet
pas à ses employés de former un ayndicat, malgré les fortes pressions qui
s'exercent dans ce sens depuis trois
ans parmi le personnel des banques.
Cette structure d'enclaves falt
ubstacle à toute perspective de solution nationale qui serait choisée par
le peuple panaméen, à tout projet de
développement social, économique et
politique du pays.

YARIFE GOROSTIAGA.

regime légal propres à ce genre d'ins-

XABIER GOROSTIAGA.

(2) Robin Pringle, c Banking in the Land of Balboa >, dans The Banker, octobre 1975. Cf. ausel c Offshore Financial Centres >, qui réunit din-huit exposés présentés lors ûn séminaire organisé aur ce sujet par The Financial Times et The Banker, à Nassau, en novembre 1975.

The Banker, a Nessau, en novembre 1975.

(3) Le fondateur de la Banque d'Angleterre, l'Eccesis William Paterson, avait utilà presenti, en 1680, le rôle de Panama comme plate-forme de services : « Le commerce augmentera le commerce, et l'argent engendrera l'argent, et les hommes d'affaires n'auront plus besoin de travail pour leurs mains, mais plutôt de mains pour leur travail. Ainsi cette porte des mers, cette clef de l'univers, avec un peu d'administration raisonnable, fera de ses propriétaires les dominateurs des deux Océans et les arbitres du commerce mondiel. » (Cité par The Banker, octobre 1975, page 1186.)

# progres les obstacles

white he shopping

in the second

And Margaret

topics for goldings.

and the second of the

A STATE OF THE STA

1865 204 The state of the s

\*\*\* \*\*\* Frent 300 

18 14 4

DULLOUIS O

- .2425c\* /cc

### Rivalités territoriales entre le Chili, le Pérou et la Bolivie

### BRUITS DE BOTTES DANS LA ZONE D'ARICA

d'illusions au sujet du respect de notre neutraité et de noire souverameté quand il y o en jeu d'autres intérêts qui travaillent dans l'ombre. Le danger d'une cuerre s'insinue, nous menace. Cette déclaration du général Raul Alvarez, commandant en chef de l'armée bolivienne, le 30 décembre dernier, confirmait si besoin eu était que le climat n'est pas à la détente dans la région andine. Et les achats massifs d'armements auxquels se livreut différents pays de la zune (Chill, Pérou, Equateur) coutribuent à donnér l'impression que des bruits de bottes sont perceptibles tout autour des frontières. tout autour des frontières.

Un conflit pour un arpent de eable ? Un conflit pour un arpent de eable? La cause immédiate de la tension paralt bien ténue : le destin de la zone d'Arica, le port le plus septentions: du Chili, près de la frontière péruvienne, au cœur d'une minee bande de terre désertique qui s'étire entre l'océan Pacifique et les premiers contreforts des Andes. Mais, à travers le propière d'Arica et de la gorte de contreiorts des Andes. Mais, à travers le problème d'Arica et de la sortle de la Bollvie sur la mer, c'est la question des relations entre le Pérou et le Chili et, en filigrane, l'évolution des rapports de forces sur le continent qui se trouvent sur le tapis.

Il s'agit d'un vieux litige, qui remonte à près d'un slècle, à l'époque où les riches gisements de guano de la côte pacifique attiraient les convoltises des pacifique attiraient les convoltises des compagnies européennes, habituées à en découdre par régimes latino-américains interposés. En 1879, les

troupes chillennes défaisalent celles de la Bolivie et du Pérou coalisées. Le premier des deux alliés y perdait, au profit du Chili, ses provinces du littoral, le second la région d'Arica. Un référendum devait par la suite déterminer le statut définitif de la zone. Il u'eut finalement jamais lieu. Au début de ce siècle on divisa la région en deux : la portion comprise autour de la ville de Tacna retourna au Pérou, dont elle constitue aujour-d'hui le département le plus méridional. La partie d'Arica resta au Chili, moyennant l'octrol de quelques servitroupes chillennes défaisaient celles moyennant l'octrol de quelques servi-tudes dans la zone au profit du Perou. Un traité, en 1929, scella définitive-ment le sort de la région. Un protocole complémentaire, ajouté à la demande complementaire, ajouté à la demande du Chill, précisa qu'une éventuelle cession du territoire à un pays tiers dans la région de Tacna ou d'Arica requerrait un « accord préciable » entre Lima et Santiago. Le « pays tiers », de toute évidence, ne pouvait être que la Bolivie. La solution apparente du conflit contenait, en germe, un nonveau tities.

rente du conflit contenait, en germe, un nonveau ittige.

C'est que la question d'Arica continuait à susciter les passions. A Lima les sentiments irrédentistes vis-à-vis des « provinces perdues du sud », sorte d'Alsace - Lorraine de l'armée péruvienne restaient vivaces. A La Pazon songeait à retrouver on accès à l'océan Pacifique à travers le territoire chillen. Diverses négociations avaient été menées entre les deux pays, nutamment dans les années 50, sans jamals aboutir au moindre résultat concret.

Ils savent que la construction d'un port au nord d'Arica est techniquement difficile, sinon à un coût exerbitant. Dans ces conditions, le but de Santiago, se demandent-ils, u'est-il pas de faire bonne figure sur le plan international tout en se débarrassant de l'affaire sur le dos du goovernement péruvien? Car ce dernier ne peut dire oul à la proposition chilienne sans reconnaître ainsi définitivement la perte d'Arica, alors que l'irrédentisme

perte d'Arica, alons que l'irrédentisme reste vicace au sein de larges seziours militaires. Mais il ne peut dire uon sans contribuer pour autant à l'ins-tauration d'un axe Chili-Bolivis-Brésil,

idéologiquement homogène, aux accents

Par THIERRY MALINIAK

anti-péruviens, perspective que la diplomatte de Lima a toujours, précisément, eherché à éviter.

Le règime chillen est conscient de ce dilemme: il fait pression sur le gouvernement de Lima pour que ce dernier se sente obligé de répondre simplement par oui ou par nou à sa proposition. Les Péruviens, de leur côté, cherchent à étendre leur marge de manœuvre: ils demandeux, et obtiennent, l'ouverture de négociations bilatérales avec le Chill. Elles se déroulent dans le courant de 1976. Entre-tenrs, en Bolivie, les dissensions augmentent face à la proposition ehilienne. Partisan de son acceptation, le président Banzer ubtient de Santiago quelques concessions secondaires mais se heure à l'opposition croissante de vastes secteurs civils et militaires, qui s'insurgent contre l'idée d'une compensation territorials en acceptation de repende d'une compensation territorials en militaires, qui s'insurgent contre l'ides d'une compensation territoriale en échange d'un corridor considéré à La Paz comme une «réparation historique». Le général Banzer, qui affirme qu'il est illusoire d'espèrer des conditions plus favorables, décide d'aller de l'avant. En novembra dernier, il fait savoir an Chilli qu'il a déterminé les zones qu'il est prêt à lui octroyer à titre de compensation territoriale, au sud do pays, dans le département au sud do pays, dans le département de Potosi. Trois ministres de son gouvernement, tous militaires, présen-tent leur démission, aggravant l'insta-bilité politique à La Paz.

C'est à ce moment que les Péruviens font connaître leur répunse. Le 18 novembre ils remettent aux Chiliens une contre-proposition ; oui au corrider, rrais à coudition qu'il débouche sur une sone de «souverninsté partagés» entre les trois pays, qui se prolongerait jusqu'à l'entrée d'àrica. Le Pércu ne dit pas non, et les susceptibilités des militaires «durs» ont été prises en compte. La balle, cette fois, se trouve dans le camp chilien. Mais comment le général

ment le général Pinochet pourra-t-li faire accepter par ses officiers l'idée d'une souveraineté péruvienne, mê me partielle, aux portes d'Arica? De plus, en ue mentionnant pas le problème de la compensation terri-torisie, le Pérou renforce du même coup, en Bolivie, la position de ceux qui y sont opposés, et qui rejettent ponr autant la proposition

Le Pérou, cette fols, a marqué des points. Les Chiliens en ont conscience et, une semaine pins tard, répondent par tard, repondent par un communiqué aux termes cassants : « Lu proposition (du Peron) s'immisce dans des matières relevant de l'exclo-sive souveraineté nationale (du Chili) s, affirme le texte ajoutant que le gouvernement « rejuse de la considérer ». Lima réplique quelques hen res plus tard, affirmant qu' « il est difficile de comprendre et

qu' a l' est difficile
de comprendre et
d'admettre que la
réponse n'ali pas éti ucceplée, sans
qu'il y ait eu dialogue préalable ».
L'impasse est totale Alin de la débloquer, le président Banzer, le 24 décembre, cédant à des pressions internes
croissantes, de man de an Chili de
renoncer à toute compensation territoriale, et an Pérou d'abandonner
l'idée d'une sone de « souveruineté
parlagée » mais, contrairement, à
l'attente, il ne demande pss l'ouverture de négociations entre les trois
pays : aucune initiative concrète n'est
proposée pour sortir de la dangereuse
impasse.

dans les derniers mois de la presi-dence du général Velasco, paraissait dans une peu enviable situation D'autant pius que l'Argentine, déchinée par ses problèmes internes, n'était pas en mesure de faire contrepolds à l'influence du Brésil. Le virage pollitque enregistre ces derniers mois à Lima pouvait certes modifier la situation. Mais est-il suffisant aux yeux des Etais-Unis? Ceux-ci réclamaient l'établissement de



crègles du jeu s précises en matière économique et, sur le plan international, un a refroidissement des relations du Pérou avec les pays socialistes. Le 23 novembre dernier, le Neu York Times publiait un article an ton violent antipéruvien, critiquant l'acnat par Lima de trente-six avions soviétiques, et conseillant au futur président Carter de s'occuper « en priorité » du problème de la course aux armements dans la région andine. C'était rappeler que, aux Elais-Unis, nombreux sont ceux qui volent toujours sans la moindre sympathie les militaires péruviens.

C'est que, à travers le Pérou et le Chili, de ux blocs s'affrontent en Amérique latine. D'un côté le «cône sud», où le Brésil a acquis un poids prépondérant, et qui a opté pour un système économique de libéralisme à outrance, et un alignement diplomatique sur le département d'Etat. De l'autre côté, le Pacte andin qui, avec la sortie du Chili, pourrait avoir gagné en homogénéité politique ce qu'il a perdu en potentiel économique, cherche un second souffle, sous l'impulsion de Pérou et du Venesuels. Il incarne, dans une certaine mesure, une politique économique plus protectionpolitique économique plus protection-niste et une diplomatie sensiblement plus autonome vis-à-vis de Washing-ton, même si les élans nationalistes des débuts des années 70 ne semblent plus de mise dans la région.

Arica, aux confins du Chili, du Perou et de la Bolivie, apparaît comme le principal point de contact — et de friction — entre ces deux blocs. N'est-il pas significatif que le président péruvien ait effectué en décembre un voyage dans plusieurs pays du Pacte andin, ta ud is que le Chili envoyait des observateurs à la réunion de l'« Organisation des pays du bassin de la Le Plata » à Brasilia ?

### Marchandage triangulaire

L A décision du président Hugo Ban-zer de lancer une campagne tous azimuts pour que la Bolivie récupère une sortie sur la mer allait précipiter le cours des événements. S'agissait-il réellement d'obtenir cet accès maritime dont l'absence, indubitablement, reprédont l'absence, indubitablement, repré-sente une hypothèque économique pour le pays? S'agissait-il de faciliter la solution de problèmes d'ordre interne eu canalisant les énergies vers un grand dessein nationals? Toujours est-il que le général Banzer soulevalt la questiun dans tous les forums internationaux, et faisait pression sur le Chili afin qu'il prenne en considé-ration la revendication bolivienne. En février 1975, les présidents Pino-

En février 1975, les présidents Pinochet et Banzer se rencontrent à Charana, à la frontière entre les deux pays. Le second accepte de rétablir les relations diplomatiques avec Santiago, rompues par La Paz treize ans plus tôt, pour un problème de détournement de cours d'eau. En soût 1975, le général Banzer transmet au Chill une proposition concrète : il demande l'octrol d'un « corridor » sous souveraineté boilvienne dans la région d'Arica permettant un accès à l'océan Pacifique, a la sel que la concession Pacifique, al n s l que la concession d'une enciave plus au sud, près du port d'Antofagasta.

Les généraux chiliens sont perpieres. Accepter la requête bolivienne, c'est s'exposer peut-être, sur le plan interne. à un violent «choc en retour» de la part des secteurs militaires irréducti-bles, pour qui le sort d'Arica est défi-nitivement scellé Comment, d'ailleurs, leur faire accepter l'idée d'une cession de territoire? Mais, à l'inverse, accéder à la demande de Le Paz pourrait apparaitre comme un « geste » permet-tant de rompre queique peu le relatif isolement diplomatique du régime. Et puis, Santiago dolt compter avec les pressions du Brésil. Assuré d'un controle politiqua étroit sur le gouvernement bolivien, Brasilia ne cherchet-il pas en feit à assurer sa propre
sortie sur le Pacifique à travers celle
de La Paz? Sur le plan de la géopolitique une préoccupation constante
des généraux brésiliens, c'est une
manière de faire irruption au bean
milieu du Pacte andin. Sur le plan
économique, c'est s'assurer une nouveile voie d'accès aux marchés
d'Extrème-Orient : le Brésil finauce
d'ailleurs actuellement, en 'erritoire
bolivien, les études qui permettront la
construction du dernier tronçon manquant du chemin de fer qui reliera
directement Sao-Paulo à Arica. La
première rencontre entre les généraux
Banzer et Pinochet ue s'étalt-elle pas
réalisée grâce aux bons offices des
Brésiliens, lorsque les deux chefs d'Etat
s'étalent rendus à Brasilia en 1974?

Le Chill, en décembre 1975, faisait

Le Chill, en décembre 1975, faisait donc une contre-proposition à la Bolivie. Il accepte l'idée d'un corridor qui devrait être démilitarisé, an nord d'Arica, à condition qu'il ne s'étende pas jusqu'à la ville elle-même. Mais il demande à La Paz une compensation territoriale, égale à la superficie de la zone cédée et des eaux territoriales adjacentes. Le texte chillen ne fait pas allusion à l'enclave demandée par la Bolivie, dans la région d'Antofagasta. Puis Santiago consulte le Pérou. Les généraux péruviens, en effet, avaient fait savoir qu'ils entendalent bien être consultés, eu vertu dalent bien ètre consultés, eu vertu du traité de 1929, et que toute décision prise sans leur participation pourrait constituer un « casus belli ». Dans les premlers jours d'août 1975, déjà, l'affaire avait failli dégénérer en un conflit ouvert entre le Chill et le Pérmi Pėrou

Mais, consultés, les dirigeants peru-viens se retrouvent face au même dilemme que leurs homologues chiliens.

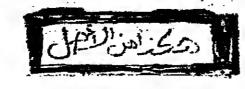
Washington et les nationalismes

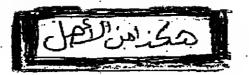
TANDIS que la situation menace à ainsi de pourrir, la tension entre le Pèron et le Chili, depuis la minorembre, est allée croissant. Elle se reflète dans la presse, étroitement contrôlée par le gouvernement dans les deux pays. Les journaux, qui s'étalent pendant des mois abstenus de toui commentaire critique, se sont lancés dans une vive camparne de de toni commentaire critique, se sont lancés dans une vive campagne de ton polémique, chacun rejetant sur la partie adverse la responsabilité de l'impasse. Plusieurs déclarations officielles soulignent, des deux côtés, le c ban état » des relations entre les deux pays, mais avec une insistance insolité qui attire l'attention des moins prévenues tandés que les sensis d'avec préveues, tandis que les achats d'ar-mements se multiplient.

La tension n'est-elle que le fruit du choc de deux nationalismes opposés, dans une région dominée par les régunes militaires ? Si les considéraregimes initalités y le consciona-tions cocardières ont joué leur rôle, elles ne sont pas les seules. Ce u'est qu'à partir de l'arrivée an pouvoir de la junte chillenne, en septembre 1973, que les relations entre le Pérou et le Chill, très bonnes a l'époque d'Allende, se détériorèrent réellement. L'hostilité entre deux régimes militaires incarnant des modéles politiques aux antipodes fun de l'antre paraissait slors évidente. Et les campagnes de la presse chilienne contre le Pérou, accusé à tort et à travers de dévenir une « base soviétique » dans la région, n'étalent pas faites pour détendre l'atmosphère.

n'étaient pas faites pour détendre l'atmosphère.

De plus, le probleme des relations avec le Chill ne permettait-il pas aux Etais-Unis, dont l'influence politique à Santiago n'est plus à soutigner, de faire pression sur les militaires peruviens, coupubles de donner aux autres a r m ées du continent le «mauvais exemple» du nationalisme? Empétré dans le problème de la sortie sur la mer, à sa frontière sud, et dans un contentieux territorial, à sa frontière nord, swec l'Equateur qui récla me depuis 1942 une portion de l'Amazone péruvienne, confrontée, à sa frontière orientale, à la «concurrence théologique» du modèle militaire du Brésil, gique > du modèle militaire du Brèsil, avec qui les relations u'étaient pas des meilleures, le régime péruvien,







# Les progrès

Au cours du seul mois d'août, deux travailleurs immigrés ont été assassinés en France. Simples faits divers? Il faut alors admettre que ceux-ci sont toujours les révélateurs d'un climat social et humain, lui-même produit à la fois de préjugés et du système qui, à des fins économiques, aménage les relations entre les hommes.

Les autorités ne l'ignorent pas, et c'est pourquoi, dès la formation de son premier gouvernement (8 juin 1974), le président de la République, fidèle

aux promesses qu'il avait faites durant sa campagne électorale, nommait un secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés. Le 9 octobre de la même année et après le coup d'arrêt donné à l'immigration en juillet, - le conseil des ministres approuvait un plan de vingt-cinq mesures destinées à améliorer « les conditions de vie et de travail des immigrés sur tous

Le plan gouvernemental s'est proposé trois objectifs principaux : assurer lo formation professionnelle des travailleurs immigrés, développer la scolarisation de leurs enfants, sauvegarder les liens culturels avec le pays d'origine.

On ne pourrait que se féliciter de ces intentions si la réalité quotidienne, qui hésite à s'y conformer, ne poussoit à s'interroger sur leur signification exacte.

Le rapport du VIII Plan ne prévoit, en effet, aucun dégagement de crédits supplémentoires pour financer les mesures annoncées, le nombre des expulsions augmente (trois mille cent soixante-quinze en 1975, quatre mille trois cent quatre-vingt-six en 1976), la violence raciste continue de faire des victimes, des travailleurs sont licenciés après deux heures de débrayage, les associations culturelles que fondent des immigrés se voient interdites en vertu du décret-loi antinazi de 1939.

Séquelles d'attitudes mal résorbées? On vaudrait l'espérer. Mais on peut craindre aussi que la politique d'immigration ne cherche à mieux encadrer et contrôler des étrangers qui, comme les conflits sociaux de ces dernières années le démontrent. n'acceptent plus d'être surexploités sans réagir.

«Un révélateur de notre capacité à bâtir une société juste et tolérante >

NTRE 1955 et 1975, le nombre des étrangers installés en France triple presque et s'élève de 1 500 000 à près de 4 200 000 personnes. Le problème de l'immigration prend donc forme tout au long de la période euphorique de l'expansion, qui masque son ampleur

La prise de conscience de cette nouvelle réalité, de l'importance du déli qu'elle pose à notre vie sociale, est tardive. En 1974, lors de la campagne pour les élections présiden-tielles, M. Vaiery Giscard d'Estaing accorde une grande place à ce thème. Elu, il nomme an sein du gouvernement un secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés. Le 9 octobre 1974, les premiers éléments d'une politique d'ensemble sont mis

Cette approche, qui vise à dépas-ser les mesures ponctuelles, fait de la condition des immigrés l'une des pièces du projet global de réforme du président de la République. Le dn president de la Republique. Le 27 février 1975, lors de la visite des quartiers de Marseille où sont concentrés les immigrés, il déclare : « Ces travailleurs immigrés, faisant partie de notre communauté produc-tive nationale, doivent avoir dans la société française, que je m'efforce d'organiser, une place qui soit à la fois digne, humaine et équitable. »

Trois données - économique, diplomatique et psychologique posent une approche nouvelle du

An point de vue économique, le choix d'un nouvean type de crois-sance, plus équilibre et plus juste, impliquant la revalorisation du travail manuel, condamne la recours massif à une main-dœuvre étrangère sous-rayée et, en général, dépourvue de qualification. D'une part, les travailleurs nationaux sont appelés à revenir progressivement vers des emplois qu'ils avaient aban-donnés aux immigrès. D'autre part, neuf sur dix de ces derniers étant des ouvriers, la revalorisation du travail manuel favorise leur forma-

L'ère de l'immigration facile, anarchique, appartient an passé. La décision de suspension prise le 3 juillet 1974 par le gouvernement

desision de superison place de signification de superison place de la juillet 1974 par le gouvernement français marque bien cette rupture. Dans le domaine diplomatique, les pays d'émigration se montrent de plus en plus préoccupés du sort fait à leurs ressortissants en France, et leur opinion publique, par sa sensibilité souvent très vive sur ces difficultés, donne une importance politique à ce problème. Ne serait-ce que dans la perspective de la réinsertion d'une partie des immigrés, une concertation entre pays d'émigration et pays d'accueil constitue aujourd'hul l'un des fondements de toute politique authentique de l'Immigration.

Au point de vue psychologique, les Français restent mal à l'aise en face de la question des immigrés. Soit lis préfèrent l'ignorer, soit ils se

réfugient dans les idées reçues et accusent de toutes sortes d'abus les étrangers. De leur côté, ceux-ci, conscients de n'être pas pleinement acceptés, souffrent d'un sentiment d'insécurité, tout en considérant néanmoins notre pays comme une seconde patrie.

sité d'une prise de conscience politique. Le problème des immigres, qui conditionne notre avenir pour de nombreuses années, constitue un remarquable révélateur de notre capacité à bâtir une société réellement juste et tolérante.

La perception du problème des immigrés a été longtemps déformée. Et la nouvelle politique mise en œuvre cherche avant tout à être exacte et sincère.

Tout d'abord le problème des immigrés, au lieu d'être abordé dans sa spécificité, a été mis en avant dans des buts qui en fait mécon-naissaient la réalité de l'immigration. Les extrémismes ont fait de l'immigré soit la cause de tous nos maux, soit le prophète de la révo-lution. Ces discours, ces images, gênent la reconnaissance de ce qu'est l'immigré.

Celui-ci se définit par sa situa-tion, c'est-à-dire son appartenance à deux pays; il vient en France pour travailler et gagner sa vie et ne demande qu'à avoir une exis-tence décente et tranquille. La prise en compte de ces évidences, le respect de la liberté, notamment culturelle, de l'immigré constituent le préalable de toute action authentique dans sa direction.

Une autre déformation est plus grave : trop sonvent, les immigrés sont perçus comme une masse indif-férenciée, résignée, soumise à sa

### **QUELQUES CHIFFRES**

- e Les travailleurs immigrés repré-7,7 % de la population totale (même pourcentage qu'eu 1931) : — 8,5 % de la population
- 10 % occupent un emploi qualifié.
  • 75 % sont manœuvres ou O.S.
- Sur 100 salariés étrangers, 92 sout
- ouvriers.

   Leur salaire uet mensuel est de 18 % inférieur à celui des
- Le « rapatriement » de 250 000 travailleurs étrangers ne donne-rait du travail qu'à 80 000 Fran-
- cais.

   Les immigrés assurent dans la proportion de 30 % la croissance démographique. Les enfants d'immigrés repré-sentent dans l'enseignement \$ % des effectifs du premier degré,

### Par PAUL DIJOUD \*

misère et à son isolement comme à de nouvelles fatalités, Or les immi-grés forment un ensemble divers et subissent une profonde évolution. Cette complexité apparaît dans la

mposition humaine de cette population : aux deux millions de travailleurs s'ajoutent près d'un million de femmes et un million d'enfants et d'adolescents. Près de neuf cent mille familles ayant une mère ou un père étranger vivent en France. Ces ordres de grandeur rappellent qu'il existe désormals chez les immigres l'aspiration à une vie sociale

L A multiplicité, la variété des si-A multiplicité, la variette des si-tuations concrètes, exigent à la fois la prudence et l'imagination, le goût des expériences et la réflexion dans une perspective à long terme. Car tout enseigne que les efforts entrepris porteront leurs fruits peu à peu, et à la condition d'être poursulvis sur une longue période.

Trois questions dominent l'avenir : le retour de certains immigrés dans leur pays ; la place des enfants d'immigrés dans la société française et, enfin, notre propre capacité à assumer cette réalité nouvelle.

Tant en raison des difficultés d'emploi que connaît la France que pour le développement des pays d'émigration, le retour chez eux de certains immigrés peut et doit être organisé.

Ce retour ne peut qu'être librement décidé par l'immigré lui-même. Une politique de contrainte ne conduirait qu'à encourager la clandestinité et à faire naître dans la population étrangère nne extrême inquiétude. inquiétude.

Le ratour suppose en outre, la concertation et la coopération entre le pays d'accuell et le pays de retour, car il réclame une minutieuse pro paration. L'immigré doit avoir é mis en mesure de preserver des liens en particulier culturels, avec sa terre natale : l'Office national pour la promotion culturelle des immigrés a été institué pour orga-niser des échanges et des contacts dans ce sens.

Enfin le ratour doit se traduire par une réinsertion et implique pour celui qui revient la certitude d'obtecein du revent la certifice d'onie-nir un logement et un emplot. Ainsi doivent sans cesse se rejoindre, s'harmoniser, le projet personnel de l'immigré et les objectifs de déve-lement

Il y a là l'occasion d'une nouvelle de dialogue entre pays riches

Secrétaire d'Etat à le jeunesse et aux sports, ancien secrétaire d'Etat aux travailleurs inmigrés dans le premier gouvernement constitué par M. Raymond Barre.

La complexité de l'immigration se manifeste également dans la pré-sence de plusieurs nationalités et cultures : les Européens du Sud — Italieus, Espagnols et Portugais sont environ deux millions; les Maghrébins 1500 000, les Africains noirs 80 000.

Enfin, la complexité se confirme dans la répartition géographique des immigrés. La cohabitation avec les Français se révèle heureuse lorsque s'établissent une communication une certaine chaleur dans la vie quotidienne. Mais souvent les concentrations de population créent des quartiers dans lesquels l'immigré réinvente les couleurs de sa terre d'origine, mais se trouve en marge de la communauté française.

### Trois fonctions fondamentales

Intérêts et devoirs du pays d'accueil

et pays pauvres, d'une réflexion sur Porientation des investissements en fonction des mouvements des hommes — mutations qui ne prendront forme que dans un climat de configue de la configue de l confiance réciproque

Les enfants d'immigrés, qui sont près d'un million en France, posent des questions douloureuses : à quelle culture appartiennent-lia? Quelle est leur identité ? Où ont-ils une chance d'être pleinement ac-cueillis? Leur déracinement est brutal et entraîne souvent l'échec guance.

Pour ces enfants, la liberté est un apprentissage dur, presque impos-sible : il leur faut à la fois apprendre tout ce dont ils ont besoin pour vivre en France et demeurer llés à la culture de leurs parents. Ces enfants, par l'école, par la télévision, sont, qu'on le veuille ou non, francais; et pourtant, ils sont attires vers cette patrie où, en général, ils ne sont jamais allés, et sur laquelle ils ont parfois reporté tous leurs

La société française doit donner La societé française doit donner un rôle à ces enfants, car ils refuseront d'être laissés de côté. Les abandonner ne ferait que remettre à nos propres enfants le soin de résoudre ce problème, que la démographie rendra plus pesant chaque ennée Il faut inventer et dévelopmen année. Il faut inventer et développer les formules permettant aux jeunes immigrés et aux jeunes Français de vivre en commun spontanément, aussi bien dans le travail que dans les loisirs et le sport.

Tout dépend, en dernière analyse, de nous-mêmes, de notre apti-tinde à admettre que ce problème fait partie de nous-mêmes. Cette ouverture suppose sans doute une révolution de la vie quotidienne, une remise en cause d'une indifférence qui est trop aisément acceptée comme un phénomène irréversible, inéluctable.

Dans ce domaine, l'action n'est efficace que si elle est décentralisée. Ainsi, les programmes d'action à moyen terme en faveur des immigrés associent l'Etat et les collectivités

De multiples changements peu-vent être apportés, qu'il s'agisse des contacts de l'immigré avec l'admi-nistration, de l'organisation de fêtes rapprochant les communautés ou de stages touchant certains personnels spécialisés. Il y a là tont un champ de la vie sociale à explorer et à aménager.

Le phénomène de l'immigration dans les sociétés occidentales peut conduire à des modifications essen-

Tout d'abord, l'immigration contraint ces sociétés à reexaminer la vision qu'elles ont d'elles-mêmes la vision qu'elles ont d'elles-mèmes et à s'interroger sur l'application qu'elles font de leurs idéaux de justice. Il est clair que la présence des immigrés n'a rien de temporaire. Au contraire, la très grande majorité d'entre eux ne conçoivent leur destin que dans nos sociétés. Et notre respect de la liberté nous contraint à leur apporter une réponse positive.

En outre, dans la vie internationale. l'immigration doit contribuer à la naissance de nouveaux rapports à la naissance de nouveaux rapports entre le monde développé et le monde en voie de développement. La formation des hommes comme instrument de coopération, le déve-loppement des échanges culturels dans un but de compréhension des différences, constituent des voies de rapprochement parmi d'autres.

Nos préjugés veulent que l'homme n'ait qu'une civilisation, qu'une culture. L'immigration nous apprend que, dans certaines situations, ce même homme ne peut être hil-même et évoluer que s'il s'appuie sur deux ou plusieurs cultures. Pent-être ce fait contient-il les germes d'un nouvel humanisme, plus concret, plus chaleureux...

### Lire page 10 à 13 :

P. 10-11. — Farmation profesozimuts? André Jeonson. ---Quel ovenir pour les teunes immigrés? Gilles Verbunt. — Logique du capitalisme et promotion humaine : le double longoge, André Legouy.

P. 12-13. - Pour guérir les migrants, soigner la migration, Dr Robert de Mantvallan. — Les abjectifs de l'Office de promation culturelle, Stephone Hessel.

— Insecurité et racisme de crise, Albert Levy.

#### Subventions insuffisantes tracasseries administratives et contrôle politique

### Formation professionnelle ou encadrement tous azimuts?

OUR nous, travailleurs étren-gera, noua disons que l'elpha-bétisation en trançais et dans notre langue et la formation professionnelle na forment qu'un tout, qui est le droit à l'éducation. Or en Francs, seules quatre-vingt mille places existent pour l'aiphabétieation, quelques milliers paur la formation professionnelle, alors que nous sommes plus d'un million à revendiquer cette tormation.

Cette citation est extraite de la - Pretrevaillaurs immigrés aur l'alphabétisation, le tormetion professionnelle et l'expression culturelle », signée le 12 janvier 1975 par onze organiaetione

« Il laut daubler les effectils de travalileurs immigrée concemés par les trois ene ., proclamait le secrétaire d'Etet eux immigrés le 11 lévrier 1975. stfirmeit : - D'ici moins de dix ans, l'alphabétication au cans strict devra avoir disperu au aein de le papulation étrangère - ; enfin. M. Diloud précisalt, le 11 avril 1976, que son abjectif élait de doubler chaque année l'effort entrepris, et cela à partir de 1976. Aulourd'hul, M. Dijoud a cédé le place à M. Stoleru, qui effirme altuer son action dans le ligne de son prédèces-

Admirable aimilitude de lengage antre gouvernement et Immigrès i Meie où en est-on en 1977 ? D'ebord, il convient de souligner que ce n'est pas dane une Instance officielle que les immigrée ont pu tenir les propos que nous avons rapportés : les immigrés, an effet, sont obsenta de tous les lleux où se décida

Ensuite, en ce qui concerne les ràsilsations, nous sommes très inin des angegements officiels. En 1975 : soixante-douze mille sing cents pieces en alphabétisation; en 1976 : quatrevingt-cinq milia (chiffres donnés par M. Dijoud à le commission pertementaime). Comment, à ce rythme, espérer un doublement en trola ans? Mille cinq cents réalisations de • tormetion en vue du retour • étalent annoncées : une centaine environ ont étà réelisées Tous tes résultala de 1976 sont à l'evenent. Tout ce que l'on peut attenpas encoire plus décevant.

En vérilé, et quelles que soient les Intentione affichées, eucun effort d'importance n'e été consenti. Certes, quelquels organismes de lormation — très soigneusement sélectionnés — ont vu augmenter leurs subventions mais, dans politique d'immigration s'est traduite edministratives, sana pour autant meltre fin à des situations proprement scandaleuses, comme celle que signale la C.F.D.T. : les demendes des établissements scoleires pour la formation des migrants e'élevalent à 27 millions pour 1977, le Fonds d'action sociale (F.A.S.) a fixé cette subvention à 5,8 millione

- cinq fole moins qua le nécessaire. On ne répétera (amaie assez que, el l'on veut vraiment le promotion des migrants, c'est sur feur temps de travell qu'il taut leur en offrir le possibl-Ilté : des heures libres et payées, des moniteure compétents. Nous en sommes loin. Aussi n'est-il pes étonnant que, dans la majorité des cas, c'est en cours du soir, après une journée de tra-vail herassante et en prenant sur leur temps de repos — donc dens les condi-tione lee plus mauvalses — que les travalilaurs immigrés peuvent ecquérir les connaissances dont its out besoin.

Encore faut-il préciser que cette for-

Contraintes, ambiguités, incohérences

ES critiques ne manquant pas à L Es critiques ne manquant pas à leur endroit. On observe que, reposant sur le bonne volonté de moniteurs pas toujours suffisamment assidue et compétente, leur ectinn n'échappe pes à une mobilità excessiva qui nuit à l'efficacité du travail. Par contre, la plupart du temps, l'alphabétisation bénévole est te saul lleu où tes tramigrés, hommas et far-mes, peuvent acquérir le savoir qu'ils ettendent dans un elimat de sympathie

Au surplus, leur capecité d'initietive et d'innovadan, les expérienses péda-gogiques originales et variées qu'elles manent, les activités diversifiées qu'elles offrent eux migrants et qui relèvent d'une conception souvent très riche de le formetion, sont des ecquis dont

Ce développement d'un large aecteur associatif sur le terrain de le formetion des migrants e'explique, à l'évidence, par le feit que les pouvoirs publics ont tongtemps Ignoré leurs res-pansabilités à l'endroit d'una maind'œuvre considérée, au moins jusqu'à ces derniers temps, comme indispen-sable à la vie de notre économie. C'est donc à bon droit que les associations ae sont fournées vers l'État pour lui demandar un minimum de soutien financier. Pendant touts une périoda, l'Etat a répondu à cet eppel per un sau-poudrage de crédits qui ne donneit à personne suffisamment de moyens pour taira face réellement aux besoins et encouragealt une prolitération anechique des initiatives privées.

Toutefois, à ces iniliatives privées, plus ou moine officiellement, cont venues s'ejouter un certain nombre d'Interventions de netura publique : en particulier, d'une part l'action de l'éducation nationale par le moyen, notam-ment, des délégations scedémiques à le formation continue, d'eutre pert l'Amicale (pula Association) pour l'en-seignement des étrangers, qui sera, un temps, le pivot central de le politique gouvernementale en mattere de formetion des migrants.

Une telle dispersion des efforts, qui antraîne des résultats dérisoires par rapport aux besoins, est parialtement Injustifiable. Aussi, étalt-il bon en soi que l'Etat, prenent progressivement conscience de ses devolrs, intervienne pour tenter de mettre un peu d'ordre Par ANDRE JEANSON \*

mation est le feit, une lois sur deux, d'associations militentes, qui e'ettorcent de suppléer sux carences des pouvoirs publics. Assez peu présentes au niveau des cours dans les antreprises. où elles cont facilement euspectées par le patronat et concurrencées par les « marchands de formation », ees associations déploient plus elsément leura activités en cours du soir, d'autant que cela correspond davantage aux possibilités de leurs formateurs, presque foujours bénévoles.

dans uu dispositi/ extraordinalrement éciaté. Malheursusement, al indispen-table soit-eile, l'ection de l'Etal n'en recèle pas moins, par la feçon dont ella est condults, des contraintes, des ambiguités, des incohérences.

Contraintes ? Puisque les associations font appel ou financement d'un ordeque les peuvoirs publics contrôlent l'utilisation des fonds (1); mais, trop souvent, les services ministériele se flyrent à des ingérences tatilionnes qui viennant inutilament alourdir lo travall et la gestion financière des essocia-

Plus grave encors, les associetions sont prisonnières et victimes des erre-ments en usaga dans l'administration, en matière de financement par exemple. Un cas entre mille : pour assurer son fonctionnament en 1976, Accuail et promotion dépose son dossier le 1º cembre 1975, la notification du montant de as subvention lui est laita la 28 octobrs 1978, et le versement le 17 décembrs ; certes, entre temps, deux acomptes lui ont été accordés, mala cela n'eniève rien aux ecrobaties da trésorarie auxquelles est condamnée l'asaccietion. Acrobaties terriblement onéreuses, pulsqu'elles consistent à faire eppel eux evences bancaires, qui coutent très cher.

Ambiguités ? Le conseil d'administration du FAS, dispensaleur des fonds, est composé de telle manière qu'il n'e pas la pouvoir de contrer aériausement les choix officiels (les cantrales syndiceles y sont présentes. mais en posi-tion minoritaire). Le gouvernement est ciations et, du coup, dispose sur elles d'un droit de vie ou de mort. D'où le tantation pour le pouvoir - et qui pourrait affirmer qu'il n'y euccombe jamais? — de pousser son contrôle au-delà du contenu administratif ou pédagogique de l'action des associations, Jusqu'aux orientations idéologi-ques et politiques qui, pour certaines eu moins, inspirent leur ection.

prendre le nécessité d'une sage discrétion à une association qui prétend. parter un jugement d'ensemble sur la politique d'immigration, qui dénonce

Président du CLAP (Comité de list-son pour l'alphabétication et la promo-tion).

certaines pratiques policières et qui sou-tiant que vouloir réellemant l'égalité des chances, c'est reconnaître aux migrants le droil de contestation et de participation eux luttes papulaires. Incohérences ? Nous y sommes. Depuie

quelques années, la volonté souvent exprimée par le gouvernement de reprendre en main l'immigration se traduit par un processus, très adroite-ment conduit, d'encadrement des migrants dans tous tes aspects de leur

La mise en piece d'un réseau d'accuelt, d'information et d'orientation, te lancement d'un office de promotion culturelle, le choix de l'A.E.E. (Assoclation pour l'enseignement des étrangers, directement contrôlée par le ministère du travail) comme support plan de formation - toutes ces mesures relèvent d'une pailtique qui se propose de creer un service public monopolis-tique, chargé d'encadrer les actions de toute nature concernant les migrants. Mais, depuis quelques mole, les perspectives, semble-1-if, cont consi-blement modifiées. En raison de te crise de l'emplot, on serait heureux et les travalliaurs immigrée regagnalent en

masse leurs pays d'origine, sous prétexte de laisser laurs places aux nationaux en chomage. Dès lors, al l'instrument créé pour plioter l'ensemble du secteur de le formation des migrants. l'A.E.E., vient à connaître des difficultés de fonctionnement, il n'est pas très grave de l'envoyer à le ferraille, ce qui est en train da se faire.

Feut-il de ce changement d'attituda, conclurs que les pouvoirs, revenant à leurs errements antériaurs, charchent à sa débarrasser de leurs responsabilités en madère de tormetion

des migrants? La question peut se poser. Cependant, dans le même temps, le projet d'un service public encadrant parteltement les actions de toute usture relevant de le formation des immigrés continue à hanter maints esprits dans les cercles de l'administration.

AND THE RESERVE

Committee and the second

transfer Canal

in any transmission

THE TRACES THE

to design the wife of

TO THE REAL PROPERTY AND THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO IN COLUMN TO THE PERSON NAMED IN COLUMN

The second second second

The second section of the second

THE PROPERTY AND A PARTY

All the Property and the last of the last

in the host marks and training and

The state of the s

The state of the s

And the September of Minney

to the transfer of

and paper . The paper

to marine

Freim utb derbeite ter ben abbillio

Signatur - Charles

to >300

THE MENT

Anne productions Anne productions

-

#18-16 AND THE

-

---

- -

7. 1.111.0041

A Section Sections

C'est, d'allieurs, autour de ce thème d'un « service public pour le formation des migrants - que se sont déroulées et se déroulent encors les discussions serrées entre les pauvoirs publice et es organismes et associations de forles organismes et associations de for-medon. Pour ce qui tes concerne, tes associetions ne prétendent pas âtre le solution eux problèmes da formation des migrante : le concertation entre elles, d'une part, entre elles et les pouvoirs publice de l'autre, l'action d'incitation, de coordination et de contrôle de l'Etat, tout cele est indispensable, car ce sont blen les responsabilités de la collectivité netionale qui sont en cause, et il appartient aux pou-voirs publics d'y faire face. Nous l'admettone parfeitament, nous commes prêts à feire en sorte que ce dialogue entre dans une phase décisive. Plusisurs conditions cont cependant néces-

récentes meaures gouverne concernant les trimigrés, at qui ten-dent, maigré les dénégations officielles, à teire des travailleurs migrants les principales victimes et, pourquol pas ? les responsables de le crise da l'emploi, viennent empoisonner le climat nécessairs au repprochement des points de vue. En outre, des problèmes,

(1) Rappelons qu'il no c'agit pas de fonds publics : les ressources du FAS proviennent des retenues faites sur les prestations dues aux travaillaurs mi-

#### CE QUI EXISTE

• Une estimation faite co 1975, portant sur le nombre d'immigrés en formation, donnait les résultats ulvants : - Formation générale à dominante

inguistique (alphabétisation):
72 000 stagisires environ;
Adaptation (an poste de travail,
à la vio socialo): 5 000;
Préformation (préparation à
l'entrée en F.P.A.): 10 000;

Formation professionnallo
(F.P.A. et stages conventionnés
an titre de la loi de jumet
1971): 6 800.
Environ un million de travall-

leurs immigrés sont analymabètes.

• Quatre types d'organismes
e'occupent de formation/siphabé-1. Le secteur public : c'est-k-aire

l'édocation nationale par l'inter-médiaire des DAFCO (Délégations sesdémiques à la formation continue) au niveau départemental. Cs secteur semblo actuellement « bra-de » par son ministère. 2. Un secteur para-public : il

s'agit d'associations privées ayant passé des conventions uvec le mi-nistère du travail et/ou celui de l'édnestion Ainsi l'A.B.E. (Asso-

ciation pour l'enseignement des étrangers), qui est l'organisms d'alphabétisation le plus important c'appanetisation le pins important en France, avec environ mille trois cents formateurs salariés. L'A.E.E. déclare toucher trente-cinq mille stagiaires par an. Catte association u comm en 1976 un important conflit entre les salariés et la di-rection (cf. la brochure de la sec-tion C.F.D.T. de l'A.E.R. : A qui profite la formation des immi-grés?).

3. Un secteur privé qui comporte

tes organismes a vendant de ta turnation » aux entreprises, d'après is iof de juillet 1971. Par exemple : t'IRAP, t'IFERP. Certains d'entre eux se « déguisent » en associations

that non locatif (no de 1901).

4. Un secteur associations à but non locatif con entend par-là-les associations à but récliement non leganif. Le plopart d'entre elles fonctionnent uvec des d'entre elles fonctionnent uvec des moniteurs béoévoles et quelques permanents. Actuellement, elles assurent — et de loin — la majorité des cours d'alphabétisations. La plopart de ces associations coordonnent leurs actions en sein du CLAP (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion).

### Logique du capitalisme

et promotion humaine

### LE DOUBLE LANGAGE

Par ANDRE LEGOUY \*

18.

"EST beau, c'est grand, c'est généreux, In France! > Tal est le rafrain auquel nous sommes conviés ehaque fois que les hommes nu puvvoir en viennsut à préseuter, définir au justifier la politique d'immigration de uotre pays.

« La Fronce est le seul pays qui n créé un secrétarint d'Etat paur les trovnilleura immigrés », proclume M. Giscard d'Estaing devant les François qui l'interrogsut na cours d'une émission des « Dossiers de l'Ecran ». Quel est le pays qui fait pour ses « hôtes « tout ce que nous faisons pour les nôtres », reprenuit M. Dijoud, ninrs secrétaire d'Étal charge des travailleurs immigrés, saisissant toute occusiou d'en appeler à lo compréhen-siou, à la frateruité, à l'amitié des populations françaises à l'égard de ceux qui apportent si couragensement leur contribution à l'édification do notre sosiété. Et le secrétariet d'Étai

n disporu dans is second gouvernement Burre. Mais, dnos le mêmo temps, le même gouvernament, par la boucho d'autres ténors, teuelt un langage singulièrement discordont. On ne compte plos les interventions fracus-sautes de M. Ponintowski, lorsqu'il était ministre de l'intérieor, tendout à faire upparaître la présence des étrangers en France comme uno menoco permauente panr le secu-rité des Français, justifiont ses méthodes répressives par la nécessité du protéger les

Jésuits, responsable du secteur migrant de la CIMADE (Service œcuménique d'entraide), président du GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés).

les quatre mille et quelques expulsions prounncées par son ministère contre des étrangers ou cours de l'anzée 1976.

Plus frégoemment encore, et plus sourroisement, devant la montée du chômoge, la présence des étrangers en Frauco sera pré-sentée comme une manace pour l'emploi des Français. Il n'y o guère, M. Chirac, niars premier ministre, loissait tomber cette petire phrase, amplement orchestrée por les moysus d'information et que les travailleurs n'ant pas oubliée : « Un pays au il y a un million de chômeurs et deux millions de trovailleurs immigrés, n'est pas un pays nù le problème de l'emploi est insoluble. » Et ceci nlors que les études les plus nutorisées ne cesseet de s'inscrire en faux contre cette idés sim-

Sur ce versuet du discoors, les réalités do la politique d'immigration us sont plus de nature à être clairennées : là jocent quatidieunement des mécanismes impitayables. D'nbord, bien sûr, le chômage, qoi semble bien trapper les immigres eucore plus dure-ment que les Français, parce qu'ils ant hobi-tuellement moins de défense en foce des liceociements.

Et puis les expulsions arbitraires, les refoulements en masse ly compris de travailleors résidant en France depuis plusieurs nouées sons avoir su ou pu régulariser leur situation, un de travnilleurs mis en situation irrégolière à la suite d'uno perte d'emploi, d'un nocident, d'une muladie); les internements administra-tifs dans le prétenda « centre d'hôbergement » du quoi d'Arenc à Marseille, qui ressemble fort à une prison clandestine (2); les protiques policières douteuses dans certains commissariets, la « chasse ou faciès » dans le mêtro sous prétexte de contrôle de sécurits; l'impunité do crimes nombreux compis contre des étrangers, notamment nigérieus,

Et, plus récemment, la tentative de mise un pas des associations étrangères nu nom d'un docret-loi do eirconstance promulgue en 1939 (antinazi dons sou esprit, le décret-loi du 12 nvril 1939 fut en fait utilisé contre le porti communiste et les organisations de gauche). Taut cela, les étrangers en France le sevent, le vivent.

Alors, si le gouvernament odopte une uttitude si composite et apparemment contradictoire, qui deit-on croire? Comment déchiffrer ce double longage? Pour le moins, celo siguifie que la pauvoir en place o'o pas réellement lo volonté de résoudre les problèmes évoques et qu'il ne prond pas en compte la politique que son ancien secrétaire d'Etat vaulait mener.

Pour preuve, lo seul foit que le rappart du VII" Pleu eo parle pratiquement pas des travailleurs immigrés (3). Malgré l'avis favorable de la commission sociale, le gonvarosment o refusé d'y inscrire les octions prioritaires nlors réclomées par le secrétariot d'Etat oux trovoïleurs immigrés. Il est eluir qu'en période électorats --- et nons y sammes pour un bout de temps — le gouvernement estimo qu'il n d'autres chats à fouetter que de s'attaquer à des problèmes concernant des

### Une ségrégation renforcée

T E secretariot d'Etat paraissait d'allisurs so Le setisfoire des maigres ressources dont il disposait (4 % d'nogmentation seulement en 1977, soit was nouvelle diminution co francs constants), su omettnet de rappeler que la mojeure portie d'entre elles, distribuéo par le Foods d'action sociale (FAS), provient des immigrés eux-mêmes (part des ollocations familiales qui u'o pas été versée aux familles restées nu pays) (4).

En conséquence, les problèmes d'immigra-tion u'étant pos réellement intégrés à l'en-semble des problèmes d'emploi, de logament, d'édocation, de farmation et de conditions do d'immigration » est restée limitée et équi-

Premièrement, elle us peut s'exercer qu'ou moyen de structures parollèles, lesquelles, loin de réduire la zégrégation des immigrés, ue font que la renforcer; et, laiu de simplifier l'appareil administratif (déjà si complexe pour François moyeo), ne parviennent qu'è l'olourdir.

Le « Réscou notional d'occueil », par exemple, qui fut progressivement constitué de brie et do bras et qui, même si en certains lieux il rend d'incontestables services, ou peut la propart du temps qu'informer, orienter st renvoyer les usagers devant les services compéfamiliales, sécurité sociale, caisses de retratte) qui, eux, ne sont pas convanoblement outilles. n'ont pas d'interprètes et n'ont pas été formés à accorder nux étrangers le même intérêt qu'oux Français.

Aussi assiste-t-on à une prelifération de commissions, de comités, d'organismes divers et à le création d'un Office national pour In promotion colturelle des immigres, dont du sport et de la religion ». Ces divers orga-

nismes - in plupart purement consultatifs proposent nux partenaires sociaux et nux multiples associations privées qui, depuis des ent nux partenaires sociaux et nux nunées, travaillent nu service des immigrés une « concertation » théoriquement destiuée à

tragger of the

A 111

br: . 444 ...

\*\*\*\* t

Articles of

P Room

Service ...

And the second s

Bar Bar

Salar Salar

And the second s

The state of the s

And the state of t

A Company

11 11 K

The state of the s

de management de la companya de la c

C'est qu'en effet ils sout nbliges, pour ce pas tourner à vide, de chercher une base nopres des associations existantes et de foira appel à leor personnel. En foit, le « coucer-» s'y revele fictive (pour cetto roison, In C.G.T. et in C.F.D.T. unt dejn quitté les « comités consultatifs départementaux ») et lo tautation est grande d'utiliser ses structures un moins nutaut paur encadrer et contrôler quo pour ressembler et promuuvoir. Les asso-ciations qui, néaumoins — et souveat pour des raisons de survio — se suut montrées disposées à entrer dans le jeu out quelquefois dn mol à s'y retrouver.

Quand, par exemple, elles doivent obtenir noe subvention du FAS paur leurs ectivités, leur demondo doit en principe passer à in fois ou tour à tour par une commission départe-mentole, par la préfecture do région, par l'Office de promotico culturelle ou une commission nationale du même genre, par le Direction de la papulation et des migrations et, bien sûr, par les services du FAS luimême. La coordination entre tous ces rounges, qui fonctionnent parfois de manière concurrentielle, est loin d'être assurée. Les circuits

administratifs s'encombreut. En second lieu, l'action du secrétariot d'Etat, parce qu'elle était margiable et dotée do moyens insuffisants, était incapable de ré-pondre aux besoins qu'elle prétendait satis-

(1) Cf. par exempte l'étude prioritaire R.C.B. sur « Les travailleurs immigrés dans l'économie française ». Bulletin de l'économie et des juncies, actobre-décembre 1976, page 58.

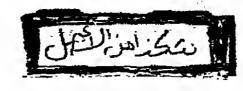
(2) À la suite de plaintes en séquestration, raffaire est actuelisment devant la Cour de cassation pour désignation d'un magistrat instructeur.

cassation pour désignation d'un magistrat instructeur.

(3) En tout et pour tout, quatre lignes qui appriment un vœu pieur : « Les immigrés contribuent largement au dévaloppement de noire économis ; peurtant, heur aituation rest très souvent défavorisée : les actions d'elphabétisation, de formation, de logament qui les concernent seroot amplifiées : leurs liens avec leurs suitures d'origine seront davantage préservés. »

(4) Sur le financement du PAE, ef. le rapport de la commission culturelle sur le projet de loi des finances pour 1971, page 57, qui conclut à un avantage positif pour les finances publiques.

bliques.
CL sussi l'important article de J. Beneit dans le Monde du 28 octobre 1976.



Si ce climet difficile paut être suffisamment assaini, elara !! conviendra que l'innovation soit audecleusement sollicitée, car il ne e'egit pas pour nous sollicitée, car il ne e'egit pas pour nous d'accepter un service public du type de ceux que neus connaissons aujour-d'hul, et qui sont pratiquement des administrations classiques, rousges d'un Etat jecobin et centralisé.

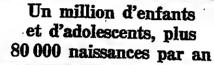
Le service public que neus ettendons devra être à le fois pluraliste et décentralisé. Pluraliste, parce que, consa-crant la diversité des arganismes qui concourent à la formation dea immigrée, il serait animé par un « conseil » réu-nissant pouvoirs publics, organismes

para-publics, associations d'éducation populaira, centrales syndicales, repré-centants des immigrés ; décentralisé. seitin le même mode de gestinn, cu niveau régional et local, afin d'être en prise directe uvec les ections sur le

Ces perspectives n'effraient pas, affirme-t-H, l'actuel secrétairo d'Etal chargà de ces problèmes, Acceptone-en l'eugure, mais soue bénéfice d'inven-tairo, d'autant que le démerche que naus proposons ne saurait être arrêtée à mi-course : elle va jusqu'à le remise en cause du système de financement des activités de furmation des migrants, c'est-à-dire du FAS, comme de l'inf-gine de ce financement : le problème gine de ce financement ; le problème de la budgétisation des crédits destinés à ce type de formation sera inàvitable-ment posé.

Le pouvoir est-il disposé à aller jusque-là ?

ANDRE JEANSON.



UE devienment les enfants des travailleurs immigrés? Ils sont neuf cent cinquante mille de moins de seize ans, sans compter cinquante mille enfants de harkis, cinquante mille de souche vietnamienne soivante mille originamienne soivante mille origin vietnamienne, soixante mille originaires des DOM-TOM, quarante mille qui ont des parents récemment naturalisés (1). Tous les ans, il en nait quatre-vingt mille en France.

Cela représente 8 % de la popu-lation scolaire, très inégalement ré-partie : académie de Paris 17,2 %, de Créteil 14,2 %, de Lyon 14 %, de Rennes 0,5 % et de Caen I %. Trois cents classes an moins sont étrangères pour plus de la moitié, et dans la banlieue de Paris, de Lyon ou de Marseille, on trouve des classes surpeuplées eù les enfants français se comptent sur les doigts d'une main.

main.

Les échecs sont nombreux, sur le plan tant scolaire que social. Selon une enquête faite en 1970 par l'O.C.D.E., mais que l'expérience confirme encore, 20 % des enfants d'immigrés quittent le primaire sans savoir lire. Quelques réussites spectaculaires ne doivent pas masquer que le second cycle long de l'enseignement public n'accuelliait en 1976 que 2.2 % d'enfants étrangers (ce qui ne vent pas dire de parents ouvriers), tandis qu'ils représentaient 12.5 % des élèves des collèges d'enseignement technique (2).

Au niveau de la quaiification pro-

d'enseignement technique (2).

Au niveau de la qualification professionnelle, les enfants immigrés
emboîtent le pas de leurs parents:

« 46 % des pères étrangers sont
manœuvres, 32 % des fils le deviennent; 28 % des pères sont ouvriers
spécialisés, 42 % des fils le deviennent; 26 % des peres sont ouvriers
qualifies, 26 % egalement des fils
le deviennent » (3).

Inconsciemment on délibérément, la société française attribue au milieu immigré un rôle dans la production, sans place équivalente dans la vie sociale. Les immigrés sont de plus en plus rebelles à cette situation. Ils revendiquent le droit à l'existence selon les voies connues de l'organisation militante ou du comportement déviant (apathie ou agressivité), qui est une source de tensions avec la population fran-

Au niveau des jeunes, cela se manifeste par les échecs scolaires et le peu de motivation qu'ils ont pour continuer dans la voie de leurs parents. Le problème dépasse donc ceiui de la scolarisation, et peut se formuler ainsi : quel est le rôle que la société impartit à la deuxième génération des immigrés, quelles solutions les pouvoirs publics proposent-ils?

Un livre de M. Paul Dijoud, alors secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, intitulé la Nouvelle politique de l'immigration, ouvre de nombreuses perspectives: mais que peuvent devenir les bous sentiments dans le carcan des impératifs économiques?

nomiques?

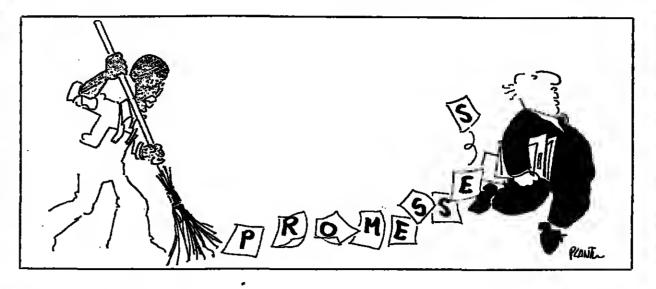
Le livre de M. Dijoud affirme :

Le taux élevé de la natalité chez
les immigrés, leur jeunesse, sont
essentiels dans notre pays, où... le
nombre des nuissances tend à nouveau à diminuer. » L'immigration de
travailleurs est arrêtée ; par contre,
la France reconnaît e l'impossibilité
matérielle et morale d'empécher les
jamilles étrangères de s'installer
chez elle, si ces familles le désirent », mais a ne cherche donc
en aucune manière à encourager
l'immigration jamiliale ».

Comme il s'arit d'un fait inéluc-

Comme il s'agit d'un fait inéluctable, autant l'organiser. En conséquence, l'administration oppose an
regroupement familial un certain
nombre d'obstacles que M. Dijoud
considérait avec optimisme comme
« un petit nombre de conditions
relativement libérales ». Conclusion :
realgré le besoin essentiel du rééquilibrage démographique, la tendance
sera à l'arrivée au compte-goutes
d'autres jeunes.

Ceux qui sont en France pour-ront-lis an moins rester? En prin-cipe oul. « Les jeunes étrangers élevés en France bénéficient du droit de rester et de travailler en France. » Il y en a qui partent d'eux-mêmes, soit parce qu'ils sont incapables de s'intègrer, soit parce que a le jeune étranger, ayant acquis



### Quel avenir pour les jeunes immigrés ?

#### Par GILLES VERBUNT \*

en France une éducation et une formation solides, décide, par un choix réflécht, de s'installer dans le pays de ses parents ». Cela risque « de ne concerner qu'un nombre restreint de jeunes immigrés ».

Le velonté politique d'assurer le a libre choix » des jeunes ne fait pas le poids en face des détermi-nismes économiques qui décident de la direction des courants migra-toires. Par l'organisation de l'accueil ou par la préparation an retour, cette politique humanise les cou-rants, mais elle n'enlève pas cette insécurité profonde qui, chez les jeunes, est un terrain de choix pour la naissance de conflits au niveau des générations, des ethnies et des repropries even les institutions.

rapports avec les institutions. Pour éviter la fermatien d'un sous-prolétariat explosif à l'américaine, l'action gouvernementale se poursuit principalement sur deux plans : lutte contre les échecs sco-laires et affirmation de l'ideutité des jeunes immigrés (le « bi-cultu-riame »).

#### ← Faute de crédits >

Les enfants immigrés fréquentent d'ordinaire les écoles les plus vétustes ou les moins équipées des quartiers populaires ou des zones en expansion. La qualité des infrastructures étant relative à la pression politique que peut exercer une population sur ses élus, les lieux où les immigrés sont majoritaires sont souvent les derniers servis; les élus compromettent leur mandat dans le cas où e il n'y en a que pour les Arubes ».

C'est au niveau des écoles mater-nelles (cent soixante-quinze mille enfants étrangers) que les choses se passent le mieux. Il n'y a pas tou-jours assez de places, mais la diver-sité du public est mieux assumée quand l'esprit compétitif et norma-lisateur est moins fort quand la lisateur est moins fort, quand la pedagogie s'appuie sur les leux; et les petits sont moins marqués par la transplantation que leurs ainés, arrivés en France à un âge plus avancé.

Au niveau de l'enseignement du premier degré (entre trois cent soixante et quatre cent mille élèves étrangers), retenons les classes d'initiation et la formation de

Créées en 1965 à l'intérieur des écoles existantes pour contrecarrer

Animateur au service du la forma-tion continue de l'université de Paris-Créteil.

la formation de ghettos, les classes d'initiation (au nombre de neuf cent cinquante, de valeur très inégale) accueillent pour une année une vingtaine d'élèves soumis à un entraînement intensif en français. Mais ce système est peu praticable dans les endroits où il n'y a que peu d'enfants immigrés en difficulté et où la diversité des nationalités et des âges est grande.

C'est pourquot enseignants et pou-

C'est pourquoi enseignants et pouc'est pourquoi enseignants et pou-veirs publics préconisent un ensei-gnement dit de soutien. Un ensei-gnant spécialisé prendrait, pendant les heures narmales de classe, des petits groupes d'enfants pour un service « à la carte ». Cet ensei-gnant pourrait travailler dans plu-sieurs établissements d'un mêrre secteur. secteur.

La formation de maitres se généralise depuis l'ouverture en 1975 des CEFISEM (Centres d'informatien et de formation des personnels concer-nes par la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés). L'inten-tion est moins de former un corps de spécialistes que de créer un vaste réseau de personnels enseignants

(1) Chiffres cités par J. Wisniewski, « Ailes de l'immigration », in Hommes et Migrations.
(2) Note d'information du ministère (3) P. Dijoud, la Nouvelle politique de l'immigration, secrétariat d'Etat eux travailleurs immigrés.

sensibles aux problèmes spécifiques posés par les jeunes immigrés et d'y chercher une réponse.

Dans la tranche des treize à dix-huit ans, les problèmes sont énormes. Les jeunes qui viennent d'arriver trouvent rarement un cours de rattrouvent rarement un cours de rattrapage à leur mesure. Quelques 
centres fonctionnent, privés ou publics, mais la dispersion des intéressés, leur diversité, rendent l'action 
difficile. Pour ceux qui us s'éternisent pas sur une voie de garage 
l qu'on l'appelle sixième de perfectionnement, de transition ou 6° III), 
il y a le secondaire; 5 % s'y 
retrouvent — alors que les enfants 
d'immigrès représentent 8 % de la 
population scolaire.

(Lire la suite page 12.)

#### **QUELQUES ADRESSES**

- e A.E.E. (Association pour l'ensel-gnemeut aux étrangers), 32, rue de Penthièvre, 75068 Paris. Tel.: z25-31-24. n CIMADE (Service occuménique
- d'entraide), 176, rue de Gre-celle, 75017 Paris, 705-93-99. celle, 75017 Faris, 705-93-99.

  c CLAP (Comité de llaison pour l'alphabétisation et la gromotion), 25, ruc Gandon, 75013

  Paris, 580-31-70.

  n Comité médico-social pour la santé des migrants, 23, ruc du Louve Paris.
- Louvre, Paris. e FASTI (Fédération des associa tions de solidarité evec les tra-vailleurs immigrés), 4. square Vitruve, 75020 Paris. 638-84-41. GISTI (Groupe d'information et de soutien aux travallleurs im-
- migrés), 5, rue Gay-Lussac, 75005 Paris. 953-52-07. e MRAP (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), 120, rue Saint-Denis, 75010 Paris. 233-09-57.
- e O.N.L (Office national d'immi-

gration). 42, ruo Bargue, 75015 Paris. 283-50-20. S.S.A.E. (Service social d'aide aux migrants), 39L rue de Vaugtrard, 75915 Paris. 532-27-29.

fausse impression qu'on « en fait plus pour les immigres que pour les François n. Citous deux domaines particulièrement

essentiels dans la vie d'un traveilleur : le logement et la formution. Deux domaines, à vrai dire, qui laissent déjà beancoup à désirer pour les travailleurs français et leurs familles. On sait dans quelle imposse a été engagée nagnère la politique du logement social en France, sur un terrain en partie livré à lu spéculation foncière et à la promotion immo-bilière. Les débats actuels nutour des H.L.M. ne sent pas près de sortir du tunnei. Les mal-logés étrangers - ils sont légion - ou subissent encore plus cruellement le contre-coup que les mal-logés français. Le rapport de la commission des finances (5).

-.

qu'an ne peut soupçonner d'esprit contestataire, se contente à ce sujet de noter brièvement : « Un très grand nombre de familles étrangères restent à l'écart de ces avantages (allocation logement et attribution H.L.M.), faute de ressources suffisantes pour payer un loyer correspondant à un logement convenable et a fortiori à une H.L.M. » Les conséquences de cette situation sur l'immigration fomillale, dont on fait tant de cas, sont immédiatement perceptibles puisque le travailleur, pour faire venir sa famille, doit prouver qu'il possède un logement convenable.

### Des moyens dérisoires

QUANT on 0,2 % des entreprises (le 1/5 du 1 % de la masse salariale, selon la loi du 31 décembre 1974) consacré aa logement des étrangers, soit par investissement direct, soit par les urganismes collecteurs, et qui dégagerait environ 600 millions par an, octuellement, reconnaît le ropport R.C.B. il n'existe pas de véritoble contrôle de l'emploi réel de ces fonds ». Ce qu'il y a de sur, s'est que les projets de construction continuent de se hourter pratiquement aux progremmes de-partementaux d'urbanisme, qui refusent l'implantation de logements d'étrangers ou bien (souvent à la faveur d'apérations de renove-

tion) les parquent dans des quertiers excen-triques qui deviennent des ghettos.

Que dire, par ailleurs, du logement des travailleurs isolés?

Les difficultés que connaît la SONACOTRA.

société d'économie mixte qui possède et gére quelque deax cent cinquante foyers-hâtels (près de la moitie des lits disponibles eu lares de la aparte des pas dispensions respon-sables de foyers ne moltrisent plus leur gestion

et unt, dapuis feur créatinu, développé des pratiques mal définies au rogard du droit, dommageubles nux usagers, et pourtant cou-vertes por l'unterité ministérielle.

En matière de formation, même inefficacité. Paur en prendro la mesure, il suffit de compa-rer les chiffres des réalisations et ceux des besoins. Ils ne sont pas à lu même échelle (6), et un au voit pas par quel miracle ils le deviendraient, même dans dix ans, uvec las moveus qui sont mis en œuvre.

En 1975, M. Dijoud déclarait voulair dunbler les actions de formation en direction des anulphabètes. Or, en 1976, le nombro d'henres de formation a stagué dans la plupart des organismes, et pour 1977 les prévisions ne sont pas meilleures. Notamment en ce qui concerne la a formation retour », entreprise qui devroit fournir au travailleur un type de formatien professionnelle spécialisée le préporant au relour dans son pays d'urigiae. Du ces actions, il résulte que celles-ci ne peuveni pas même constituer des expériences pilotes mais tout juste des « urgunes témoins ».

C'est pourquoi, finalement, l'action du gouvernement ne peut s'exercer que sous forme d'assistance de type paternaliste, pour ne pas

La tare, en effet, de toutes les mesures qui sont prises « en faveur » des travailleurs immigrés, s'est qu'elles sant « octroyées ». Malgre qu'na en ait, quoi qu'un en dise d des discours qui ont l'art de roprendro à leur compte les revendications d'autonomie des portenaires, ceux-ci sont constamment traités comme des mineurs en tutelle et n'ont jumais la possibilité de prendre l'initiative et d'influer de foçon déterminante et selun lours vues sur les uctions en cuurs.

Des que les assistés prenaeat des initiatives, contestent les bienfaits de l'assistance, de-mandent des comptes et se comportent on

Quand, por exemple, quelque quinze mille travailleurs immigrés, de quinze nationelités différentes, résidents des foyers-hôtels de la SONACOTRA, engagerent en mouvement de grèva des loyers — qui duro encore uprès dix-huit meis — paur dénoncer leurs condi-de leur statut locatif, une réduction légule des tuux de loyers, la transformation d'un règlement intérieur coercitif, qu'advint-il ? M. Dijoud feigait alors de u'être pas concerné por l'affaire et affirma qu'il s'agissait d'an confilt de droit privé ». M. Pouintowski fit expulser du territoire, monu militari, deux,

puis, le vendredi saint 16 avril 1976, seize travailleurs immigrés consés êtro les menours du mouvement et uccusés de troubler « l'urdre public ». Et le Conseil d'Etat, soisi d'urgence de requêtes en sursis à exécution, uprès en avoir accordé un, mit six mois à se reposei de catte importante décision avant de reprendre l'étude des dossiers (7).

### Des profits d'abord

QUE concluro de ces faiblesses rédhibitoires de la politique d'immigration? Qu'elles ne sont pas fortuites, et qu'elles aous per-mettent d'interpréter le double languge guuvernemental, sans avoir besoin d'imaginer que MM. Dijaud at Paniatowski s'étaiant délibérément entendus comme larrons en foire pour co portuger les rôles : à l'ua la corotte, à

Ce qu'il fout avoir le conrège de regarder eu face et d'uvouer, c'est que lu politique « sociale » est de foit tant entière subordunnée à lu politique économique. La politique d'immigration de la Frence, auteut maintenant, sinon plus, qu'avant l'avenement de l'ère giscardienne, s'est la politique d'exploitation maximum de la main-d'œuvre étrangère.

En même temps qu'il cherche à comunfler cette réolité, le dunble lougnge guuvernemental la dévuile. Cette palitique-là, celle des intérêts pays, aun seulement elle s'accommode des contradictions que nous dénunçons, mais ella y trouve son compte, alla les sécrète. On comprend alors pourquoi les structores mises eu place pour « moîtriser le flux migrataire » unt pour fouction principole de liquider systematiquement lu mulu-d'œuvre unu rentable et les muuvuis immigrés, c'est-à-dire les trevuilleurs soffisamment conscients pour mener des luttes revendicatives et participer aux mauve-

On comprend pourqua! les nations sociales de l'uncien secrétaire d'Etat unx immigrés ne pouvaient jouer qu'aa rôle d'assistance, de replatrage, sons effet pour ussurer une véri-table promotion ; mais, por contre, fort efficaco immigrés, ceux dont l'industric française ne saurait se passer et qu'il fout gurder suffisamment adaptubles, dociles et mobiles pour éviter les raptures qui mettraient gravement en danger l'équilibre du systèma en pluce.

Quitte à moduler selon la conjoncturo l'umpleur de cette masse de muin-d'œuvre et à lui faire inner le rôle de bouc emissairo quand se développe « la crise » et s'accroît le chômuge. C'est ce qu'illustre parfaitement l'actualité récente un, après la dispurition du secrétariat d'Etat uux travoilleurs immigrés, toute l'action genvernementale, absédée par l'enjeu électorel, ne vise qu'à présenter des statistiques de chômuga en baisse et s'efforce, pur faus les mayeas, de se débarrosser du deux nu trois centaines de milliers de travoilleurs immigrés pour «dégreisser» la mur-che de l'emplui (8). Parmi ces moyens, le plus spectacoloire et la plus hypocrite est constitué par la fameuse « uide uu retour » (9), lu « prime » de 10 000 F géaéreusement proposée aux immigrés on chômage qui ucceptent de regugner leur pays d'arigine. On u simple-ment uablié de préciser que cette aide s'udresse à des châmeurs légalement assistés (uu à des membres de leur fomilla actuellement sujoriés) et qu'elle représente une somme forfaitable très aettement inférieure, en moyenae, aux indemnités et ullocatines globales uuxquelles ils aureient droit s'ils restaient en Frence. En fait de codeau, ce sont les travailleurs qui en font un un Trésor public.

Bref, la logique interne de ce système, qui découle des structures tronsnationales que l'an sait, ne permettra jamais une uutre politique, ù mains qu'nn joar une autre équipe gouvernamentale ne reparte sur de taut aufres bases et ue se révèle copoble de teuir au untre languge, univoque, fidèla reflet d'une p vraiment nouveBe? Peut-on l'espérar? Doit-on l'uttendre ? ANDRE LEGOUY.

des travailleurs étrangers an France, décembre 1976.

(6) Pas même i % des travailleurs étrangers, dans les entreprises de dix salariés et plus, bénéficient des actions de formation protessionnelle contre plus de 10 % pour les salariés français. (Bapport R.C.B.)

(7) Finalement, par décision de 9 mars et du 22 juillet 1977, le Conseil d'Etat a prononcé le sursis à exécution des arrêtés d'expulsion en faveur de tous les requérants, à l'exception de deux d'entre oux.

(8) C.L. à ce oujet le rapport final R.C.B. social », par Anicet Le Pors, la Documentation française, juin 1977.

19) Il est piquant de remarquer que la cote d'information ministérielle, avec les formulaires coccernant cette « aido me retour » est la première du genne à être publiée et diffusée dans toutes les langues des travailleurs auxquels elle s'adresse...

(Suite de la page 11)

Trois mille jeunes, seulament, s'inscrivent chaque année à l'université. Ils ne peuvent obtenir de bourses — qu'on n'accorde qu'aux ressortissants de la Communanté européenne.

Contestés il y a quelques années, les cours de langues des immigrés sont maintenant admis. Enseignants, psychologues, travailleurs sociaux, découvrent l'importance de la valodécouvrent l'importance de la valorisation de la culture des parents
pour l'équilibre des jeunes; et l'expérience montre que l'intégration en
France n'est pas inversement proportionnelle à l'ignorance de la
culture des parents; c'est plutôt la
contraire qui se passe : personne n'y
gagne ai l'enfant a honte de ses
parents.

Après l'Allemagna at la Buisse, des associations de parents in migrés —
notamment espagnols, italiens et
portugais — se développent en
France, et les gouvernements des
pays d'origine e'intéressent de plus

en plus, à leur tour, à l'avenir culturel de leur jeunesse. culturel de leur jemesse.

Quant aux antorités françaises,
elles prennent des dispositions qui
ne dépassent guère le stade de la
législation, eurtout en ce qui
concerne la création de postes dans
le secondaire: les administrations
bloquent la plupart des demandes,
« faute de crédits ».

Dans le primaire des ceurs est

Dans le primaire, des cours ont lisu depuis longtemps, organisés par les consulats ou des associations bénévoles, mais à échelle réduite, en benevoles, mais a echelle reduite, en dehors des horaires normaux et sans lien avec les autres enseignements — ce qui implique entre autres une surcharge de travail pour les enfants. Récenment, le législatur a cuvert la possibilité de créer des cours dans le cadre du tless temps pédamoirme des professeurs rémus pédagogique : des professeurs, rému-nerés par les consulets, viennent anseigner pendant les heures de

Des accords en ce sens ont été conclus avec l'Espagne, l'Italie, le Maroc, le Portugui et la Tunisie.

Françaia se font de la liberté indivi-

des pourpariers sont engages avec l'Algèrie et la Yougoslavie. Mais ce système a son inconvénient, et les organisations de travallleurs immigrés insistent sur la prise en charge de cet enseignement par l'éducation

Mais quelles que solent les ant-liorations possibles — et nécessaires — de la scolarisation des jeunes immigrés, leur avenir dépend fon-damentalement de la transforma-tion de leurs conditions de vie : ce tion de leurs conditions de vie : ce n'est pas seulement en apprenant l'histoire de ses ancêtres non gaulois que le jeune découvrirs ou affirmers son identité, ce n'est pas cette culture-là qui lui permetrs de trouver, un emploi ni de se faire respecter en tant qu'homme. Encore faut-il qu'il cesse de servir comme simple « machine à produire » qu'on importe ou expulse selon les besoins de l'économis; et la transformation de ce statut n'est pas du seul resde ce statut n'est pas du seul res-sort de l'école.

Par le Dr

ROBERT DE MONTVALLON F

diqua : il exista encore è Paris des

groupes d'Africains notrs, payeans ve-

nus, clandestinement ou régulièrement

de la vallée du Sénégal, vulnérables

à la tuberculese, marginaux parmi les marginaux, dont l'habitat est détes-table. C'est pourtant rejeter la migrant

que le confiner dans le rôle du misé-reux de service, et c'est fuir et défi-

gurer la migratien que la peindre avec

affectation dans les couleurs de la

Ne voir dans la migrant que la

misère, c'est ne pes la voir. Il est peut-être dans le misère, il n'est pas

la misère (3). D'allieurs, le migrant

n'existe pas ; les migrants sont légion, les migrants sont innombrables. Ils

ne sont pas toujours dans la misère ;

on e vu, en quelques années, un grand nombre d'immigrés portugals, d'abord

écrasés, reprendrs pied : blen des

mères non françaises, qui fréquentent les dispensaires de protection mater-

défaite\_

GILLES VERBUNT.



LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

UNE INTERBOGATION SUR LES MIGRANTS, OU SUR LA SOCIETE? « Ils peuvent être dans la misère. Ils ne sont pas la misère. »

Les besoins de santé qui ne diffèrent pas substantiellement de ceux des autochtones

### Pour guérir les migrants, soigner la migration

nelle et intantila, ont des qualités d'édu-

catrices remarquables.

La question la plus secrète, la plus décisive, da la migration n'est pas cella

que l'en croit. Ce n'est pas : la migrant est-il miséreux ? Est-il nécessairé ?

Ou ville ? Le migrant peut-il s'adapter ?

Ou dolt-il être considéré comme la té-moin d'un eutre monda ? Ou assimilé ?

La question déclaive est : mol, homma,

culture, société, organisation économique, qui appella les travallleurs d'allieure à travalller chez moi jusqu'à

y former, depuie des dizaines d'années,

une forte minorité allogène, qui suis

je ? Qu'est-ce que je désire être ? Qu'est-ce que je peux être ?

Questions nullement oiseuses. Le ma-nière dont la eanté du migrant est

traitée - de la prévention è la thé-

rapeutique — dépend de le place que le migrant occupe dans ma société, et cette place dépend de la manière dont

l'organise et l'oriente cette société. Aux qualités que la migration exige actuellement des migrants pour eim-

plement survivre, qui de nous oserait

N 1973-1974, l'Institut national d'études démographiques a entrapris une enquête sur les démographiques a l'Immigration (1). Les résultsta ont été beaucoup moins négetits qu'on eurait pu le craindre : 50 % des Frençais Interrogés estimaient que les condi-tions de vie des travailleurs immigrés étalent « insuffisantes ou très insuf-tisantes -; 61 % jugaalent que la cituation falta à ces trevailleurs posait comparés aux Français, cas immigrés se condulsaient « normalement »; 80 %, qu'ils rendaient des services au pays; 54 %, que les trevallleurs étranpers devralent être représentés dena élu, an rapport avec le municipalité. Se n a cubiler les nombreuses réponses réservées ou critiques, on eut donc parlar d'una tendance à la tolérance (71 % des Français approu-valent l'Immigration familiale).

Cependant, è la question du sens et de l'avenir de le migration (question qui n'était pas posée comme sible), on donnaît des réponses incer-taines : on acceptait le mariaga

sinent bian le problématique actuella de la santé des travallleurs migrants. On juge que les migrants es condui-sent « normelement », et il est vral qu'ils ne sont pas porteurs at diffuceurs de maléfiques maledies exotiques. On juge que leurs condidons de vie ne sont pas estisfaisentes, et il est vral que ces conditions de vie sont très souvent pathogènes. Enfin, on ne sait guère quoi penser et faire de la migration elle-même.

peu Importants. Acquisition : ceux

qu'il contracte sur place, notamment à cause de ses conditions de vis.

Adaptation : ceux qui résultent de ce

que le migrant et l'indigène (nous sommes l'indigène), le société qui envoie et le société qui reçoit, n'ont

pas encore ou articuler leur rap

port seion ce que aignifie et appelle

De earte, qu'une action pour la santé

des migrants est à la lois simple et

compliquée : d'un côté, les migrants

est évident : Il euffireit d'agir ; de

l'autre, la migration reste une énigme

que nous n'avone pas encore percés

à jour parce que des nécessités éco-

nemiques, cruelles pour les migrants, jugées impérieuses par les appelants,

nous semblatent suffire à la justifiai

ou plutôt semblalent rendre sa jus-

tification superflue. Bref, on peut dres-

eer, certains ont commence à dresser,

le programme des táches qui s'impo-

sent, en commancant par les plus urgentes : cependant, on risqua de na

pas allar très loin el l'on n'enrecine

On manipulera e v e c précaution

l'image du pauvre migrant miséreux. Non qu'elle ne soit trop souvent véri-

pes cetta action profondement

La question décisive

la migration.

ON parie de mieux traiter des étrangers « nécessaires, confu-sément appelés à une assimilation qui joue moins la rôla d'un projet que celul d'una esquive. On esquive ainsi la rencontre de l'autre avec ses promesses et ees opacités. On baigna dans une incertitude si profonde chant la migration que l'on est eu bord de poser le question : la migration

Hypethèse à la fois rulnausa et léconde. Ruineusa, parce que, si touta migration étalt un mal, les maux des migrants seralent pratiquement indestrucdbles. Féconde, car elle noue obliga à voir que, si loute migrellon n'est pas de soi une maladia, la migration contamporaine des travaillaurs est malade, de sorte qu'il feut la solgner en mêma temps qua l'on solone les migrents

Cette problémetique est analogue à celle qua propose M. Gantilini : « La pathologia du travailleur migrant peut être echématiquement divisée en trols chapitres : pathologie d'apport, pathologie d'acquisition, pathologie d'adap-

Apport : les maux que le migrant ne avec lul at qui eont reletivement

duelle; on penchaît pour l'assimilation et l'intégration des immigrés, chères è la tradition française (« lis ae mé-langent patit à petit à le masse dea Français « : Se % de oui); on n'accordait pas aux immigrés des droits civiques identiques à ceux des Français (oui : 45 % seulement), ai ce n'est la droit de payer les mêmes impôts (oui : 91 %); on était vigeu-reusement réglementsriste quant à l'octrol - et aux conditions d'exercice - du droit de travailler en France. De 1973 à 1977, des changements se sont produits : une corte de dévollement de l'immigration, hier occultée, qui justifieralt une nouvelle analysa des opinions des Français. Cependant, les réponses d'hier des-

Les besoins les plus urgents

Les maladies apportées du dehors sont ces maladies dites exotiques ou tropicales (tous les immigrés na viennent pas des tropiques) dues, soit à des parasites (le bilharziose, le paludisme, la maladia du sommeil), soit à d'autres agents pathogènes. Il set Important que les médecins français solent informés da ces maladles et s'appuient sur des services spécialisés

Mals les règles d'hygiène appliquées an Europa et le milieu naturel cont tals que les maladies na s'y développent pas et « n'ont, dans l'ensembla, sucuna conséquence aur le santé générale des les immigrés sont vuinérables à certaines parasitoses qui existent en France et non chez eux.

La tuberculose, qui tend à dispersitre parmi les Français, resta « una maiadie de la transplantation - (5). Certes. la tuberculosa existe dane les pays de départ comme dans les pays d'arrivée. at les immigrés en situadon - régulière » subissent des examene da dépistaga systématique. Mais certains échappent à ces examens ou à toute sur-veillance médicala ultérieure qui est absolument nécessaire, étant donné que

Réducteur en cher de Migrations-Santé, bulletin du comité médico-social pour la santé des migrants.

Immigrée (l'alimentation at surtout l'entassement) favorisent l'apparition de tuberculoses pulmonaires, notamment chez les plus récemment arrivés. Pourtent, le traitement est efficace. Et aussi l'éducation sanitaire, qui enseigne à l'immigrant les signes d'une tuberculose

débutante, les moyens du traitement, la

prévention de le maladia (tâcha sociale

qui na dépend pas du seul immigré).

Avant, pendant, eprès la naissance, femmes et enfants sont plus vulnérables quand ils sont des transplantés. Or les pouvoira publics out reconeu que, e'll y a immigration, les familles ne peuvent pas on être exclues (ce qui est humaniser l'immigration et s'obliger à moins ruser avec ella). « Les grossesses des femmes migrantes représentent des grossesses à risque élevé du simple fait qu'elles sont migrantes » (6), écrit J.-M. Cheynist. Cette vulnérabilità des Immigrée est dua à des causes dont certaines leur sont propres, et d'eutres communes à ces femmes at à des fem-mes françaises pareillement écrasées et merginalisées (antendons : hors d'atteints des — et hors de pouvoir atteindre les — instruments de la santé). Il y a an France un problème général da le surveillance de la grossesse. Les immigrées lont moins un groupe è part qu'un groupe particulièrement exposé.

Mais II n'y a pas que la grossesse. Il y a l'éventuella et respectueuse infor-

mation sexuelle. Il y a l'élevage du petit enfant, il y e l'influence de le migration our la condition propre des femmes, et des couples, et des familles.

H y a le scolarisation des enlants et
tout ce qu'elle entraîne. Il y a le eanté des enlants, gravement menacés par les conditions de via qui leur sont laites (7).

il y a des enfants qui accumulant retards de croissance (enlants « joc-keys ») et retards scolaires devant leure mères dévorées d'anxiété. Est-ce que notre com sent cette anxiété?

Les entents immigrés cont nombreux dans les hôpitaux, non qu'ils veuillent eont malades, parce qu'ils ne peuvent guère être eoignée chez eux et parce qu'ils n'utifisent pas les services du secteur médicel privé. Cet « hospita-lisme » n'est pes sana être (a source de difficultée pour les enfants ma-lades (comme II l'est souvent pour les immigrés adultes). Il existe un problèma médical et social de le situadon de l'immigré dans les hôpitsux, problème d'accueil, problèms de présence des immigrés à l'hôpitsi et de l'hôpitsi eux immigrés. Est-ce là un problème pour les seuls malades non français?

(1) Compte rendu dans Population, 11 décembre 1976, par A. Girard, Y. Charbit et M. M. Lamy.

(2) Voir, sotamment, la synthèse proposée par M. Gentilini et coll. Médecine tropicale, pages 487-507; deuxème édition. Flammarion. 1977. On se reportera également à la Santé des migrants, par le comité médical et médico-social d'aide eux migrants, 148, boulevard Massèna. Paris, 182 pages, deuxième édition. 1977.

(3) Os ne seurait trop rappelar ce constat, que plusieurs enquêtes out établi : la grande majorité des Occideo bas pe savest popula ce de Occideo bas que savest popula en pages.

bii : la grande majorité des Occidentatas ne savect encere définir les hommes du Bui que comme des hommes qui n'ont pas ce qu'ils ont, des « non-eux », de pures négativités. Voir, par example, A. Labrun, L'Opinion des Français sur le tiers-monde, Editiens guvières, Paris, 1971.

(4) M. Larivière et J.-J. Rousset, op. ctt., page 66.

Paris, 1971.

(4) M. Larivière et J.-J. Rousset, op. ctt., page 66.

(5) H. Coudreau, op. ctt., page 64. Le même sutour relève qua, dans l'espace Paris/Seine-Saint-Denis en 1970, 39 % des tuberculeux déplistés appartenaient eux 8,30 % d'immigrés, alors que les 61 % restant appartenaient sux 91,61 % de Français. Ou encore qu'à Paris, en 1974, on a compté 0,5 cas de tuberculose pour mille Français, 1,71 cas pour mille étrangers d'Afrique notre. (Migration-Santé, co 11.)

(6) J.M. Chaynler, Migrations-Santé, no 9. Voir sussi A. Minkowski et coll, Congrès dn Touquet, 1975.

(7) Voir des estimations faites eur de petits échantillons dans Migrations-Santé, no 7. page 13. C'est l'occasion de rappeler que les textes les plus efficiels, depuis 1985, déclarent attendre de l'Immigration qu'ells contribes à maintenir se moins constant le taux de renouvellement de la population française.

Intimidations, rafles, expulsions, violences

18

### INSÉCURITÉ ET RACISME DE CRISE

Par ALBERT LEVY \*

ANS and petite ville de Normandio, un soir de mars 1976, des Algériens se voient refuser l'entrée d'un cofé; c'est, pareit-il, un ordre de la police locale, s'oppliquant des 20 beures à tous les immigrés et à tous les débits de boissons. Alors que les quetre hommes stationnent devant l'établissement, deux consommateurs frauçais en sortent, vont chercher un fusil; de retour, l'un d'aox tire : deux des Algèriens sont blessés ; l'an restera paralysé à vie.

Secrétaire général du M.R.A.P. (Mouvement sontre le racisme, l'entisémitisme et pour la paix).

En novembre, proces devant la cour d'assisea de l'Oras : ce soot les victimes et, plus généralement les immigrés, qui font figure d'occusés. Le défenseur de criminel fonde se plaidoirie sur les calomnies anti-arabes les plos éculées ; l'avocat des Algériens (commis d'office la veille des débats) sera impuissent à convaincre les jurés, qui prononceront l'ocquittement da coupable. Et comme celui-ci se voit nécamoins contraint de payer de forts dominages-intérêts, beaucoup, dans la ville, le plaignent et lui témoignent leur sympothie. La presse a parlé en son temps de cette offaire ; pais on a tourné la page. Fout-il donc o'y voir qu'an « fait divers » parmi d'autres, aa acte de violence gratuite, des réactions normales et « bien de Chez nous » ? Ne s'agit-il pas an contraire d'un phénomèns profond, prénocupant, assez comparable, dans un autre registre, à cette « runeur d'Or-leans », visant les juifs, et qui, née il y a quelques années, resurgit périodiquement ici ou là?

Le « mal de Flers » - evet ses constituents : violences, discriminations, haines, préjagés — est contagieux, lui aussi. Peu après ce triste événement, c'est dans le centre, o Aubusson, qu'on Algérien est tué à bout portant, et un autre blessé, le 11 décembre, devant la parte d'un café. Le meurtrier s'était également rande chez lei pour se manir d'un fasil. Et, sa référant à l'affoire de Flers, son complice s'écrie : « On ne vo

tout de même pas prendre quinze ans ponr on bougnoul = (1). Deux mois plus tard, en février 1977, à l'autre bout de la France, c'est à Aix-en-Provence que comparoit en homme, parti evec une bende « cogner les retons », un soir d'ooût 1973 : il a tos un Algérien d'un coop de revolver, en a blessé as autre. Verdict :

cinq ans de prisos avec sursis.

Plus récemment ancore, c'est par en simple tribunal correctionnel que sent jages, à Bonneville, en Haute-Savais, les auteurs de plusieurs ogressions racistes, qui sévissaient dans la région depuis un an et ne furent poursuivis qu'à cause d'one erreur : leur dernière vic-

time, qu'ils croyoient arabe, ne l'était pas. On pourreit citer par dizaines les exactions et les crimes perpétrés coutre des immigrés, dont les coupables ant bénéficié da peines dérisoires, on courent encore. Bagarres mortelles à cinq os dix contre on, comme à Bitche, Le Creasat au Dammarie-les-Lys; expéditions panitives pour venger une pré-tendae offense, comme à Vanves, Limoges ou Roobaix; commandes motorisés au quêta d'an Arabe à tuer, commo à Marseille ou Nimes; poursuites se terminant par una neyade, comme à lyry on Creil.

Dens trus ces cas, le racisme est le mobile des bratalités qui se multiplient depuis quelques années aux quatre coms de notre pays. Encore est-il probable que bien d'autres for-faits mal éclaireis — un cadavre découvert à l'aube sur le trottoir ou dans au canal, l'incendie suspect d'un foyer-taudis — doivent lui être également attriboés. N'orrive-t-il pas en outre que ceux gel sont attaqués et brutelises se toisent por peur de represeilles?

Soixante-quinze expulsions

par semaine

A UJOURD'HUI, le problème de la sécorité se trauve ou confra des préoccupations nationales et des themes électoreux. Cepesdant, si l'on porie à ce propos des immigrés, c'est moiss pour dénoncer l'insécurité spécifique qu'ils connaissent que pour cristalliser sur eux les peurs collectives:

En août 1976, des statistiques de ministère

de l'intérieur, partant sur les immigrés « mis en couse » et noa par sur les coupables avérès, pauvaient faire croire à ose criminalité extrême de cette catégorie de la papolation, alors que les études les plus séricuses prouvent que leur criminalité d'est noffement supérioure à selle des Français (2). Parallelement, les rofles « oo facies », érigées en système dons le métro, alors que les agressions et les vote s'y développent, désignant abusivement les Maghrébias, les Noirs, à la viadicte publique; d'outent plus que des commoniqués de vic-toire présentent les expulsions qui s'ensuivent

a la garantie d'una situation améliorée. C'est donc dons la mesure même où l'on prétend class protéger les François que l'oc present dissi proteger les rraccais que rou accroit l'insécurité des travoilleurs immigrés, sor qui pesent à la fois la menace permanente des brimades policières, à l'issua imprévisible, et la sourda hostilité résultant de cette image effrayante qu'on danne d'eux.

« L'immigré a besoin de sécurité (...) parce qu'il se sent souvent coupable avant d'être jugé », écriveit soggère la secrétaire d'État aux travailleurs immigrés (3). Mais ce n'était apparemment pas une condamnation de ces pratiques. Pourtant, s'il est des facteurs flogrants d'insécurité, ce sont bien, avec les agressions de toute sorte, le harcèlement et l'arbitraire de la police qui font de chaque intimigre un suspect en puissonce. Et, par-dessus tout, les expulsions, d'onnée en année plus brutules et plus nombrevses (4).

(1) Le Monde, 28 décembre 1976.
(2) Voir notamment le document établi par la revue Vitre en France (février 1978), à partir, notamment, do Rapport général de la justice et des étatistiques de la police judi-

(3) Paul Dijoud, « La sécurité des immigrés », la Croix, 31 fuillet 1978. (4) Deux mille sept cent neur expuisés en 1974, trois mille sept cent quinze au 1975, pius de quatre mille en 1978.

TARTON A

The street of the

Supplied the State of the State

The second section of

in the section 元の が、水構造機・機 المنطور المتناو المساور

A SECTION OF THE PARTY OF

The second second

The second second رامند د محالی بهایا سرد. محالهای بود د

مراج مهمول مراجع المارات The territory of second

The second secon and the second To the second of the second of

· THE PROPERTY AND ASSESSED.

Section 1

A Comment of the Comm

2

The N. S. O. P. Principles of

-

2.00

. . . . .

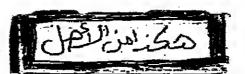
•••••

مو سي د ٠٠٠

. . .,

. . . .

-



On aura compris que des hommes transplantés à cause du travail rencontrent dens le travail lui-même de grandes difficultés qui retentissent sur leur santé. Ils ont, toutes proportions gardées, plus d'accidents du travail que les Français (8). Pour plusteurs raisons : ils sont mai préparés, ile occupent des postes exposés, ils changent souvent

d'employeur, ils ont des conditions de vie difficlies, ils ne pauvent guère défendre leurs intérêts. On e déjà dit que le migration est polymorphe. Les plus vulnérables des migrants travaillent dans les plus mauvaises conditions et daviennent des victimes désignées das accidents du travail.

LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

#### Pour un programme minimum

débettent les immigrée est le fréquence de ce qu'on e appelé le sinistrese, en désignant par là l'enfermement de l'accidenté du travail dans le revendication et le refus de recomaître sa guérison. La einistrese est souvent mai comprise. Elle eignifie (alle nous eignifie) que le travailleur immigré qui ne peut plus travailler (ou creint de ne plus pouvoir traveiller ne sait plus ce qu'il eignifie, les choses étant ce qu'elles cont, le travail est, en effet, tout son personnage.

lci commence la chapitre de la santé mentale. Bien entendu, la santé mentale des immigrés peut être altérée par des facteurs individuele at par des facteurs antérieurs à le migration (certains migrants fulent dans le migration des contraintes devenues pour eux intolérables, une société agraire n'étant pes aussi douce que le disent nos jeunes cadres). Cependant, il existe une « psy-

cho-pathologie de la transplantetion = (9).

On aurait tort d'en faire une simple p sy c'h o-pathologie de l'adaptation, comme al elle es-réduiseit au vague à l'âme du migrant qui dàbarque, el trouvait plus ou moine vita son remèdo dane in transformation de l'immigré en poisson des profondeure modernes. Cette pathologie évolue sur des rythmes complexes : ellers et retours, écletement et resserrement. Elle est omniprésente, se déguise en mille souffrances corporelles qui sont comme des eppele vanus du froid.

On n'aureit pes moine tort de croire qu'il suffirait de dire « différence des cultures » pour le comprendre. A peine exvons-nous ce que désigne lci le mot culture. Attention à l'immobillisme ethnologique dégulsé en respect des différences i La migration produit la relation de cultures différentes, et la

relation de plusieurs cultures change ces cultures. La diffàrence des cultures n'est donc pas une réponse, mels une question. Que signifie-t-elle ? Quels repports entratient-elle avec le santé des migrants ? On ne le seit guère. On le chercha. Et pour l'heure, trop souvent, comme dit Zulmiro de Almaida, « l'être différent est considéré comme l'Autre, mels pas dans le sans d'Autrut ». Jorge-Serrano-Mercedo ejoule : « C'est aur le rencontre, sur une écoute attentive de l'eufre, l'ecceptant dans se singularité, que doit se fonder une politique préventire de santé mentale. Mele cele demande de créer l'espece du dialogue entre le migrant, les représentants du pays d'accueil, les citoyens eux-

memes (10. Education sanitaira : demier besoin prioritaire. Plus qu'une técho comme les eutres, le condition des autres téches. Car un melede blen melade et un médecin bien spécialisé ne font pus à eux sauls le sanié, surtout cello des écrasés, qui manqueni du nécessaire. Il feut encore l'éducation des immigrés no tout ce qui touche à leur sanié physique et mentale — celle des responsables directs ou indirects de lo santé, — l'ouverture du système français de sonté à tous les besoins de lous les groupes de notre eoclété, dont les immigrés.

On aperçoit les linéaments d'un progremme dont cheque chapitre devrail être ebordé simullanément per le haut (ihéorie cleire, etratégie) et par le bas (expériences-pilotes, opérations ponctueiles). Ces chepitres? Connaissence des faits, interprétation des faits, diffusion de l'une et de l'autre. Création d'un réseau de petits centres d'initiative, en France, en Europe, qui ne serait surfout pas une cethédrale sanitaire pour migrants, mais l'inetrument particulier de la prise en charge des basoins sanitaires dos immigrés par le société en génèral.

Prévention, commençant per le changement des conditions de le vie quotidierne afin qu'elles ne soient plus pathogènes, conlinuemt par l'informetion et l'éclucation sanitaire des immigrés, des prolessions de santé et de l'opinion, dans le mesure edeptée à checun. Action médicale qualifiée eelon les besoins. Tout leire enfin pour quo rien ne so lesse sans les migrants eux-mêmes et leurs pays d'origine, en sachant que cela ne peut pas être le condition préalable du travail puisque le création d'une reletion eutre est l'un des buts de ce travail.

Les peuples ne relemerant plus jameis leur porte. Les mouvements de populetion vont durer, s'emplifier, s'étofter. En donnant quels fruils ? Voilà noire affaire. Elle semble incongrue. Nous evons déjà tant à faire. Mais al le migrant noue rendell le service de nous éclairer eur nous-mêmea ? Si nous étions tous comma des étrangers cherchant à reprendre pled ?

Regardons le eanté des migrants. Beaucoup do leure difficultés sont les nôtres : difficulté de communiquer avec le médecin, difficulté d'être responsable de se propre santé, crientes insuffisances de l'éducation sanitaire et de le prévention societe des meledies, effets sur le santé mentale des violences de la vie quotidienne, flambée des meladies vénériennes, toxicité de certeine habitate, elimentation désordonnée...

Plue on regerde les besoins de la senié des immigrée, plus on découvre qu'ile ne différent pas aubstantiellement des noires, de sorte que les ections qui permettent de sauvegarder le santé des immigrés font partie des ections qui permettent de sauvegarder te santà de tous les habitants de notre cité industrielle, à demi-malede, à demi-bien portanie.

ROBERT DE MONTVALLON.

(8) Dans la métallurgia, en 1973, 90 % des travallients français ont 79,9 % des accidents du travall et 10 % de non-français 20,1 %. Dans le bâtiment-travaux public, les chiffres sont respectivement 78,9 = 63,1 et 21,1 = 38,9 f7ravail et sécurité, août 1975).

19) 2. de Almeida. op. cit., page 110, et l'Information psychiatrique, mars 1975.
(10) Journées d'études 1975 enr la santé mentale des migrants, de la Ligue helge d'hygiène mentale, 12, rue Forestière, Bruxelles.

#### Donner aux immigrés les moyens d'épanouir leur identité

EST assez récemment que les antorités françaises chargées de l'immigration ont abordé les problèmes délicats que posent le maintien et la développement de la culture des travailleurs étrangers. On admet bien que, depuis toujours, la culture française est accueillante à l'égard de toutes les cultures on monde, que dans son universalité elle se nourrit des apports des périodes et des régions les plus distantes, de l'Egypte des pharaons à l'Océanie des artires totémiques.

Mais les travailleurs ? Ces trois à quaire millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui quittent leur pays faute d'emploi, qui répondent à l'appel des industries de l'Europe occidentale avides de maind'œuvre de faible qualification, qui

Mais les travailleurs? Ces trois à quaire millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui quittent leur pays faute d'emploi, qui répondent à l'appel des industries de l'Europe occidentale avides de maind'œnvre de faible qualification, qui s'installent dans le provisoire, dans l'inconfort, dans l'exploitation pour accumuler le plus vite possible de quoi entretenir leurs parents restés au pays et préparer leur propre retour souvent problématique, souvent retardé d'année en année? Ceux-là, que signifie pour eux la culture?

Qu'ils apprennent le français, juste assez pour être plus utiles à leurs employeurs: Qu'ils se retrouvent dans des bistrots tenus par leurs compatriotes, dans des foyers où il est plus facile de contrôler leur comportement. Un peu de cinéma, un peu de sport et les enfants à l'école primaire où ils auront vite fait de perdre leur spécificité, même s'ils restent marginaux, faute de pouvoir rivaliser avec leurs camarades français que leur milleu portera plus aisément rers la réussite scolaire.

vers la réussite scolaire.

Cette attitude encore largement répandue ne répond plus ni aux aspirations des immigrés, ni à la volonté proclamée des autorités françaises. Elle doit céder la place à une attitude nouveile, qui justifie et fonde une politique culturelle mise au point conjointement par la France, par les pays d'émigration et par les éléments les plus dynamiques des communautés de migrants

vivant en France.

Il s'agit tout d'abord de donner à quaire millions de résidents les moyens de fonder et d'épanouir leur identité, qui n'est pas séparable de leur langue, de leur foi et de leur culture, donc de se vivre comme portens d'un ensemble de valeurs

héritées de leurs ancêtres et mêlées intimement à celles de la modernité, de s'éprouver comme membres d'une communauté respectée dans sa spécificité et en dialogue avec les autres communautés vivant sur le même

Il s'agit ensuite de créer des courants d'échanges n'utuellement stimulants entre des milieux qui, trop souvent, s'évitent ou s'ignorent, et qui ont cependant beaucoup à apprendre les uns des antres, donc de mettre nos compatriotes en contact avec les cultures fhérique, maghrébine, africaine, yougoslave, italienne, turque, si riches d'élèments communs et proches de la nôtre, protégées certes par une fierté parfois farouche et pourtant si accueillantes sitôt qu'on les interroge avec curiosité, avec chaleur, avec sympathie.

Ce double objectif suppose, pour être atteint, une série d'actions à long terme, une progressive conversion des esprits, le dépassement

#### Un enrichissement mutuel

Les difficultés à surmonter pour y parvenir proviennent de trois directions: tout d'abord, la diversité des cultures, des ethnies des engagements politiques et religieux implique la recherche d'une animation soit assez fondamentale pour intéresser tout le monde, soit assez différenciée pour tenir compte des besoins de chacun.

En second lieu, le mode de vie imposé par l'environnement industriel ne favorise pas le loisir organisé, les temps libres — ou, plutôt, vides — tendant à être vécus comme des temps de repli sur soi plutôt que d'expansion. Il est done indispensable de détecter, d'encourager et d'appuyer celles et ceux qui sont disposés à se consacrer aussi largement que possible à l'animation culturelle de leur communauté.

Troisièmement, la législation et les habitudes administratives françaises ne facilitent pas la création et la participation aux activités collectives d'associations composées en majorité d'étrangers. Cet aspect de notre vie nationale devra être énergiquement adapté pour prendre en compte ce qui est désormais un fait de civilisation : la présence des

#### Par STEPHANE HESSEL \*

d'obstacles et d'inerties d'autant plus graves que la société industrielle moderne laisse à ses classes laborieuses moins de place pour des initiatives spontanées, des rencontres improvisées, des fêtes surgissant, comme autrefois, des saisons et des sonvenirs.

Il est en effet essentiel que l'initiative vienne des immigrés surmèrres. Quel que soit le mérite des
Français qui, individuellement ou
dans le cadre d'associations bénévoles, ont, avec un dévouement et
une générosité exemplaires, entretenu le dialogue et témoigné pour
les valeurs du travailleur étranger,
leur action — ils sont les premiers
à l'affirmer — ne peut porter tous
ses fruits que si les immigrés assument eux-mêmes la responsabilité
du déploiement de leur vie culturelle en France.

cautres» dans nos villes et nos carragnes, la place qu'ils tiennent dans notre économie, le respect qu'ils méritent sinon éacore comme électeurs du moins comme cama-

rades de travail et comme volsins de

La constitution, par une décision du conseil des ministres en mal 1875, d'un Office national pour la promotion eu it n'relle des immigrés (1), sous forme d'association à vocation interministérielle, marque la volonté d'aborder l'ensemble de ces problèmes dans un esprit constructif. La présence en son sein, comme membres d'honneur, des ambassadeurs des onze pays d'origine (2), comme membres associés, de leurs conseillers cultureis ou sociaux, est le signe de l'importance nouvelle qu'attachent ces pays à ce que leurs compatrioles expatriés ne perdent pas leurs racines propres, restent en contact avec leur terre natale dans les profondeurs de son patrimoine comme dans les victssi-

 Ministre piénipotentiaire, président de l'Office de promotion culturelle des immigrés. Mais la participation des antorités nationales de ces pays, qui est une composante essentielle de l'épanquessement culturel des immigrés, ne doit en aucun cas se tradnire par un monopole officiel, par une nainmise contraire aux règles de notre démocratie. Ce sont les immigrés, dans la liberté de leurs choix idéologique et culturels, que l'Office associe à ses réflexions et avec qui ont été définies en 1976 les grandes lignes des actions à entreprendre dans les années qui viennent.

Les objectifs de l'Office de promotion culturelle

Actions destinées à aider le grand nombre à mieux vivre sa culture, à mieux la partager et la faire apprécier — et non à divertir quelques elites raffinées; actions qui trouvent leur place dans le vaste effort d'ensemble, dont elles ne sauralent être dissociées, mis en œuvre grâce au Fonds d'action sociale et qui touche à tous les aspects — économiques, sociaux, sanitaires, éducatifs et culturels — de la vie des travailleurs immigrés en France.

Dès maintenant la radio et la télévision ont accru dans des proportions notables la gamme de leurs messages destinés aux auditeurs et téléspectateurs immigrés, et cela sous des formes qui ne peuvent non plus laisser indifférente la population française. Tous les dimanches, sur la troisière chaîne, de dix heures à midi, se succèdent deux émissions : la première résulte d'un accord entre les télévisions des pays d'origine et la France et permet aux Maghrèbins de voir et d'entendre des scènes, des spectacles, des reportages ou des ensembles musicaux de chez eux; la seconde, réalisée sous la responsabilité de l'Office par une équipe internationale que conduit Raymond Hermantier présente sous le nom significatif de « Mosaïque» un panurama de la créativité des immigrés vivant en France, ouvrant avec leurs communautés étonnamment nombreuses et diverses un dialogue qui s'amplifie de semaine en servaine.

Dens les départements où les immigrés sont nombreux commencent à se rétunir des comités d'action cultureile composés de représentants des associations les plus actives, d'immigrés des différentes ethnies, de responsables des infrastructures culturelles départementales, des bureaux d'accueil et des autres services

compétents pour élaborer des programmes pluriannuels, qui seront soumis pour financement au F.A.S. et a d'autres instances intéressées, notamment le Fonds d'intervention

Faire leur juste place aux invulgrés, hommes, femmes et enfants, dans l'animation culturelle, sportive, les colonies de vacances, les loisirs organisés n'est déjà pas une mince affaire, tant sont tenaces certains préjugés.

Mais favoriser l'implantation de

lieux de culte pour les musulmans, de centres de lecture et de rencontres dans les quartiers où les étrangers sont mèlés à la population dans des conditions de dépersonnalisation évidente, alder les femmes immigrées à se grouper en associations d'entraide et de formation, prévoir des stages pour des animateurs culturels immigrés, puis des postes dans l'administration n'unicipale pour leur permettre de se consacrer à un travail indispensable, détecter et soutenir les troupes, les ensembles, les createurs là où ils se trouvent — cela demandera non seulement du temps et des moyens, mais du tact et du talent.

seulement du temps et des moyens, mais du tact et du talent.

Cela suppose surtout que s'étende ce mouvement des esprits et des cœurs dont on peut observer les prémices dans une multitude d'expériences restées jusqu'icl ponctuelles. Il correspond à un des besoins les plus profonds de notre temps, la reconnaissance de l'autre dans son altérité et dans sa spécificité, de l'autre comme partenaire égal. Mais il peut aussi jouer un rôle essentiel dans le renouvellement et l'enrichissement de la culture populaire dans notre pays.

Car le potentiel que recèlent les communautés étrangères, la vitalité de leurs traditions, le sens qu'elles ont de la convivialité et de la fête, toute cette richesse hurraine si souvent aliènée dans la méfiance et dans l'incompréhension, il est temps que, s'exprimant librement et largement, elle établisse entre tous ceux, immigrés ou Français, qui vivent sur notre soi un véritable terrain de rencontre.

(1) Directeur : Yvon Gouguenheim;
siége : 56, boulevard de Greneils, Paris,
Tél. : 578.61.80.
(2) Algérie, Espagne, Italie, Mall, Marcoc, Mauritanie, Portugal, Sénégal,
Tumisie et Yougoslavie.

Pour la moindre délit, condamné ce non par la justice, à moins que ce ne soit pour avoir défendu ses droits et sa dignité, cette peine majeure peut s'obattre sur un immigré à tout moment. Mesure-t-on suffissanment l'ampleur d'un tel drame, pour nn homme et sa famille qui ont déjà consu les soutfrances de l'expatriation et dont la vie, à nouveau, est brisée? Des échos de ces epérations inhamaines parviennent à l'opinion lorsqu'elles sont collectives et spectacolaires : oinsi à Pâques de l'an dernier, l'expalsion de soize résidents de la Sonacotra (5) et de quatre étudiants africains de la cité universitaire de Paris.

Mais c'est au rythme moyen de soixantequinze par semaine que pleuvent les expulsions individuelles. Pour être ainsi frappe, il suffit qo'un étranger soit resté trois mois sons emploi. Ou qu'un fonctionnaire zélé lal ait, suns raison opparente, confisqué sa curte de séjour. Combien, se croyant convoqués pour un contrôle on une régularisation, se retrouvent menattes aux mains, cooduits à l'avion qui les emmenera hors de France, sans avair pu prevenir quiconque, ni emporter leurs moigres biens, sans pouvoir tenter lo moindre défense, ignorant d'oilleurs le matif exact de la mesure prise à leur encontre?

Tous les immigres craignent désormais cette procédure expéditive, réservée jusqu'é ces deniers temps oux « sons papiers ». On se souvient de ses récentes applications à grande échelle : en ayril 1976, la mise en état de tiège d'un quartier de Paris, pour arrêter et expolser plusieurs dizaines de Pakistanuis; en janvier 1977, l'embarquement, à Saint-Flour, dans les fourgons des C.R.S., de vingt-deux travailleurs turcs dont le patron ne veulair plus.
Si elle évoque, pour certains, d'horribles

Si elle évoque, pour certains, d'horribles touvenirs, cette débanche de déploisments

policiers, de contrôles-pièges, d'orrestationssurprises, de transports d'innocents sous bonne escorte, ne peut que contribuer à faire opporaître les immigrés, pour le musse des gens non avertis, comme une menace ou, pour le moins, comme des initus. Sous prétexte de défense des intérêts nationsux, ces ogissements pralongent, pour oinsi dire, les campagnes calomnieuses dirigées contre des travailleors, dont on veut bien reconocitre pariois l'opport irrempluçable à l'économie française.

### Des boucs émissaires

CAR ou thème de l'insécurité, dont ils sergient en grande portie coupebles — plars qu'ils sont les plus exposés, — s'en njoutent beaucoup d'outres, adoptés oux troubles et oux onguisses que ressent l'ensemble de notre société.

Atteints commo les Français, sinon plus, por le chômage, on les occuse de le provoquer. Sorfinant, eux aussi, de l'inflation, qui érode leur pouvoir d'ochat et la port de salaire qu'ils envoient ou pays, on leur reproche de déséquilibrer lo balance des polements. Victimes dans des praportions inodmissibles des accidents du travail, des maladies prefessionnelles et des incidences sonitaires de leurs conditions de logement, on démonce leur « envehissement » des hôpitaux. Pour les occubier, l'exemple vient de hont,

ll o'est pos surprenent que ce goora d'incitations mit des conséquences dans les ralations de tous les jours. Pendant ce qu'on a nommé la crise du pétrole, un logeur pouvair y trouver prétexte pour refuser la location d'une chambre à un Maghrébin : « Qu'ils gardent leur pétrole, moi je garde ma chambre. » On nu barman pour refuser une consommation : « Pos de pétrole, pas de café » (6).

Avac ou sans références précises à l'actuolité, les discriminations à l'ambauche un fors de licenciements, dans les solaires et l'abbitat, dons les lieux publies et les services, tendent nettement à se moltiplier, comme les injuras et les offrontements, les ottitudes de rejet et de ségrégation. Un maire de Midl ne se vante-t-il pos, à la veille des élections, d'avoir chassé les immigrés du centre de su ville, et n'oppelle-t-il pos, por vaie de presse, ses odministrés à refuser de loner ou vendre des logements à des Arabes?

Pour expliquer l'insécurité motérielle et morale des travailleurs immigrés, il faut certes
prendra en compte les difficultés d'acclimatetion physique, sociale et morale sur one terre
inconnue; on doit aussi censidérer les difficultés qu'ils portagent avec l'onsemble des
travailleurs. Mais on no peut passer sous
silence l'essentiel : le racisme dans ses monifestutions sanglantes, dont la police et le justice no les pratègent pos assex; les persécutions sons cessa aggravées qu'exarcent contre
eux le pouvoir potronol et le pouvoir politique;
la métiance et la baine, délibérémont entretenues, qu'i les entourent.

Cette insécurité n'est donc pas a noturalle »; elle n'est pos plus « fatule » que cello qui affecte la population française. Elle a des causes bien d'ofinies qu'il n'est aullemont besoin d'oller chercher « plus loin, peut-être à l'intérieur de nous-mêmes » (7).

En fait, dons une société aù la fonction des immigrés est d'ollégor les coûts de production, la crise ranforce les pressions destinées à les mointenir à l'étet de main-d'œuvre sous-payée, soumise à one super-oustérité. Plus quo jomais, le racisme, dont les excès sont tolérés at les formes socio-psychalogiques

oncouragées, de même que l'intimidation policière et administrativa font partie des moyons susceptibles de les tenir en respect (81,

Autre avantage : en les rendont responsobles de toos les moux dant nous sonifrons, les columnies qui les visent et les mesures dont ils sont l'objet contribuent à masquer les données réelles de lo situation, détournent contre sox mécontentement et colère.

On comprend qu'ou niveau de chaque immigrá un tel climat, de telles méthodes, se trodoisent, ee effet, par « un sentiment aign d'insécurité »; celni-ci n'o rien de métophysique. Si, trop souvent, les médias se taisent sur cette riolité dramatique, et ne lai consacrent guère d'onolyses, elle provoque de plus en plus, dans les milieux les plus divers, una inquiétude, uno prise de conscionce, qui débouchent sur la solidorité et l'action.

Comment no pas voir, nussi, que quatre millions d'hommes, fammes et enfants étant nujourd'hui gravement brimés et menacés on France, lo défense des droits et de la dignité bumpino, à l'ordre du jour on plan international, nous cencerae ici directement? Comment ignorar, de surcroit, que lo violence et l'orbitrolra, les adieux mythes rocistes, qui divisent et mutilent, sont lenrés de dongers pour tous et pour la démucratie elle-même?

<sup>(5)</sup> Le Conseil d'Etat, annuisnt la décision ministérielle, e eutorisé sept d'entre oux à restrer en Prance.

(6) Extrait d'une esquête réalisée par le MR.A.P. en 1875-1976.

MR.A.P. en 1675-1976.

(7) Paul Dijund. article clié.

(8) Il convient aussi de signaler l'impunité des groupes et milices d'extrême droite et les attentats répétés contre le M.R.A.P. et ses dirigeauts.

## Politique et littérature

l'insu de tous. Quelque chose qui tenaît du miracle puisque, soudain, ces damnés retrouvaient intact le réflere ancestral du monde paysan d'où ils étaient issus. Quand, par exemple, le chant de la grive annonçait le printems.

### **PAYSANS DU TIERS-MONDE** DANS LES VILLES **BLANCHES**

Par MICHELINE PAUNET

a Je voulais être homme, rien qu'homme. D'aucuns me reliaient aux ancêtres miens, esclavagises, lynches : je décidai d'assumer. C'est à travers le plan universel de l'intellect que je comprenais cette parenté interne. — fétais petit-fils d'esclaves au même titre que le président Lebrun l'était de paysans corvéables et taillables... »

> (Frantz Fanon, Peau noire, masque blanc, le Scuil, Paris, 1952 et 1971.)

UAND nègres et bicots font leur entrée à part entière dans la littérature d'expression fran-çaise, leurs romans ne parient que solitude, désespoir et révolte. Thème solitude, désespoir et révolte. Thème peu sédulsant, l'immigration africaine en France, qui a pourtant inspiré quelques œuvres exemplaires, dans la foulée de Driss Chraîbi, dont le livre, les Boucs, fut, en 1955, le premier témoignage romanesque sur la vie des travailleurs algériens en France Plus récemment, les Maghrèbins Rachid Boudjedra (Topographie idéale pour une agression coractérisée, 1975) et Tahar Ben Jelloun (la Réclusion solitaire, 1976) alnsi que le romancier Tahar Ben Jeilgun (la Recusson sou-taire, 1976) ainsi que le romancier d'Afrique noire Saïdou Bokoum (Chaine, 1974) (1), marqués par les préoccupations politiques et psycha-nalytiques de leur temps, ont saisi le prétexte du roman pour restitner au phénorrène toutes ses dimensions hu-maines.

maines.
Nourris de culture française, les auteurs sont des hommes du tiersmonde qui ne peuvent échapper à leur rôle de médiateurs entre les deux sociétés. L'immigration africaine en France apparaît alors comme un drame dont l'Occidental, attaché à ses propres valeurs de percott chérapropres valeurs, de perçoit généra-lement que les manifestations les plus évidentes : misère matérielle, injus-tices sociales, hrimades et violences. Celles-là mêmes qui servent de tolle de fond aux romanciers, mais comme un simple décor sur legnel s'inscrit une réalité plus secrète qui jamais ne

transparait dans les rapports officiels ou les informations de presse : l'impact, au fond de l'être, du choc culturel, du racisme et de l'isolement.

Mais. d'abord, une grande vérité s'affirme au long de tous les récits, comme la revendication d'une identité refusée : l'origine paysanne du travailleur immigré, paysan du tiersmonde échoué dans la ville industrielle dont il ne connaît rien, et qui reste dévoré par la nostalgie de la terre et de la communion villageoise. Sous cet angle, son aventure ne paraît pas tellement différente de celle du paysan français allant grossir, au siècle dernier, les rangs des prolétaires. Cette fois, cepeudant, le choc est décupié : les villes sont blanches et les paysans vieunent d'Afrique. Est-ce bien, pour l'Occidental, la même tragédie qui se répète ? Des paysans, ces « sauvages » venus de la « brousse », ces « fanatiques r musulmans que l'on a vaiuement tenté d'assimiler?

« Toute une forét arrachée à sa terre » Se faisant monarcier le noête

tiques r musuimans que l'on a valuement tenté d'assimiler?
« Toute une forét arrachés à sa
terre... » Se faisant romancier, le poète
Tahar Ben Jelloun résume en une
simple phrase la vérité que proclament
avec chaleur les divagations solitaires
ou les retrouvailles, après le travail,
dans les ghettos urbains, contés dans
chacun de ces romans. N1 le froid, ni
les privations, ni les dures conditions
de travail ne tourmentent outre mesure ces paysans exilés qui cèdent,
en revanche, au désespoir du déractnement aggravé par l'hostilité d'une
société qui les rejette.

### Au temps des pionniers

La première publication française exclusivement

consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques

et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores,

à Paris, en province et au Maghreb : 5 F

Spécimen sur demande : 12-13, rue Augereau 75007 PARIS - Tél.: 555-27-52 - 705-81-45

36, rue Tramassac, 69005 Lyon. - Têl.: 37-16-63

45, rue de Metz, 54000 Nancy

Centre France-Pays Arabes & LYON:

Centre France-Pays Arabes à NANCY:

A INSI le veut le rempart d'indif-A férence dressé entre deux cultures qui se cotolent et s'affrontent en silence, dans les villes du Nord, sans jamais chercher à se rencontrer. L'aventure, pour le Noir ou le Nord-Africain, commence et s'achève au pied de ce rempart, avait annoncé, il pied de ce rempare, avait annonce, it y a vingt-deux ans. Driss Chraibi dans les Boucs, où, déjà, tont était dit : a Si une seule paire d'yeux européens acceptait de voir mes trois cent mille bicots, aussitôt fuiraient leurs mi-

Driss Chraîbi contait les choses simplement. C'était au temps où le paysan algérien, pionnier de l'immigration, débarquait dans la métropoie en sa qualité de citoyen français, pour toucher ses cartes d'identité et... de chômage. Le schéma de l'exploitation se metrit en place : sur le soi patit se mettait en place : sur le sol natal, affiches publicitaires aguicheuses, frais de formalités et de voyage renouveles, à l'arrivée, pour se a meltre en règle s avec la societé et grâce à la complaisance inévitable de « frères » profiteurs qui n'ont pas tous disparu depuis, malgré l'indépendance, malgré des règlements plus sévères.

Déraciné, dépouillé de ses maigres économies et de ses illusions (« Si tu élais en France, tu apprendrais délà le latin et le grec, et dans dix ans, tu serais un homme », avait promis le prêtre de Bône an petit circur de soullers berbère qui finira en homme, certes, mais parmi les « boucs »); rejeté par l'autre culture (« Raus », c'est le prénom symbolique de l'un des « boucs », hérité d'un séjour « chez les boches de la TODT »), l'immigré ne trouvait son saint que dans le repli sur sa communauté d'origine, présentée, pour l'occasion — signe de rachat par la révolte — comme un repaire de bêtes traquées, de marginaux parmi les maginaux (ce ne sont plus des blocks, mais des « boucs »), ne subsistant que par le voi et la violence. Mais c'était une manière d'assumer sa condition d'homme sans travail et abandonné de tous, aux confins de hidonvilles qui n'avaient pas encore été rasés, dans les espaces clos où personne n'osait s'aventurer, mais où, parfols, il se passait queique chose, à

« Ils se rappelaient que c'était tou-jours ainsi, par un chant de gripe, que s'ouvroit la fête du sacrifice, dans leurs lointains douars, où ils étalent peut-être nés en un passé immemo-L a main tendne du professeur de l'exture ou de l'assistante sociale, voire du militant syndical on gauchiste? Apparemment, cela ne compte guère pour l'écrivain africain, pas plus qu'il n'insiste d'ailleurs sur les conditions de l'exploitation ou les injustices sociales. La vedette des romans, toriques c'est le racisme, dont on toujours, c'est le racisme, dont en s'attache à dépeindre les effets destructeurs sur l'âme humaine. Et, à travers lui, toute la civilisation urbaine et ses valeurs se trouvent mises en question

question.

Le témoignage devient acte d'accusation, campé dans un décor d'agression culturelle qui se termine solt dans
le meurtre, symbole du génocide du
paysan (chez Rachid Boudjedra), solt
dans le mythe de la révolution (avec dans le mythe de la revolution (avec Saidon Bokoum et Tahar Ben Jel-loun). D'une manière ou d'une autre, le message est clair et désespèré : le travailleur immigré n'est qu'un paysan du tiers-monde placé aux avant-postes de l'affrontement entre les villes et les campagnes : et, pour lui, le combat est perdu d'avance.

est perdu d'avance.

Car, vingt ans après la publication des Boucs, les illusions ne sont plus de mise. L'indépendance n'a rien changé au sort des campagnes africaines, tout an contraire, et le romancier de l'immigration traduit à sa façon la déception de l'intellectuel du tiers-monde devant l'effondrement des espoirs de révolution. Face à la progression du totalitarisme technologique, le desespoir solitaire du bicot on du nègre dans les villes françaises devient le symbole d'un sentiment collectif d'impuissance sur lequel n'aurait de prise ancune formule politique empruntée à l'un des systèmes dominants.

dominants.

« Chains! Chaine! Chaine! Je commence par chaine. Celui qui ne commence par chaine finit par chaine. (...) Mass qui voulait échapper à chaine allait toujours à chaine. (...) Où est, à présent, le maître du fil de chaine? (...) Qui est le maître du fil de chaine? » Les hommes ne sont plus que « chainons » pris dans un système d'exploitation sans commencement ni fin (Saidou Bokoum). Et voiri que l'ance ce « sontite de me ». ment ni fin (Saldou Bokoum). Et voiri que l'âme, ce « soujfie de vie », est maintenant confinée dans l' « Ordre de l'Abstruit » (Tahar Ben Jelloun). Les romanciers, ici, ne parient qu'au nom des leurs. Mais le monde de l'esclavage ainsi décrit est désormais installé an cœur des villes européennes comme un défi aux lois de la démocratie.

Le refus de voir l'autre, ce « sanvage » éternellement esclave, s'imposerait alors à l'Occidental comme un acte de salut. Négation de l'homme par l'homme, pour affirmer l'inexistence d'un système d'exploitation dont, après tout, on ne perçoit pas uettement les

rial, dont ils ne savaient plus rien, pas même le nom. s

Dans une brève postface à la réédition de son livre, demeuré le plus dur et le plus sobre, Driss Chraibi pose la question : « Vingt ans après, le racisme existe-t-il en core en France? » Saldou Bokoum, Tahar Ben Jelloun et Rachid Boudjedra apportent chacun une réponse également désabusée. Sans doute, les lois et les conditions malérielles ont-elles changé, mals l'essor de la société industrielle ne l'a pas aidée à extirper le racisme qui, désormais, se complique d'une hostilité marquée à l'égard de tout ce qui vient du tiers-monde.

« Et ils jaillissaient de leur cube de tôle caydée, avec de grands gestes comme et l'espace tout entier était à eux — et tout le vaste avenir et toute la vie pleine et ardente. [...]

#### Aux avant-postes de l'affrontement

limites. Et le scénario de la négation se répète chaque jour, dans la paix unanime et troublante de boutes les bonnes consolences: « Vous devez le savoir, si vous n'êtes pas trop dégueulaises. Vous me rencontres tous les matins et tous les soirs. Nous nous croisons, syllabes jatiguées, mais vous jattes semblant de ne pas me voir. Il m'arrive même — sans le jatre exprês ou parjois en jaisant exprès — de vous bousculer, de pincer vos feases molles ou de mordre votre nuque quand on jatt la queue quelque part. Vous ne réagissez pas. Vous ne vous demandez même pas quel est ce jou, cet étranger, réagissez pas. Vous ne vous demandez même pas quel est ce fou, cet étranger, qui se permet des insolences. Je pénètre 208 corps et vous ne sentez rien. Je n'eziste pas. Vous m'annules en silence et me tapez dessus quand l'envie vous en prend [...] » (Tahar Ben Jelloun, la Réclusion solitaire). Et Rachid Boudjedra (Topographie idéale pour une agression caractérisée) lui fait écho, pour qui la foule « porte à la place des yeux des gangtions buboniques l'atteignant, lut, comme un laser [...] ».

a la place des yeux des canglions buboniques l'atteignant, lui, comme un
laser I...] ».

Au fil de l'œuvre romanesque, peuplée de symboles et de fantasmes,
l'Européen déconvrira le plus sophistiqué de tous les racismes, le plus subtil
de tous les systèmes d'apartheid qui,
en un quart de slècle, a érigé audessus des lois une barrière infranchissable, « murnilles flamboyantes de
la chaine » (Saldon Bokoum, dans
Chaine), derrière laquelle son petit
moude se protège contre les incursions
du « sauvage ». Infranchissable, à coup
sûr, mais combien explosive, disent les
romanciers. Les « bours », au temps de
la révolte fruste et vitale, avalent
lardé à coups de coutesu le patron
qui refusait de les embaucher. Vingt
ans plus tard, la violence serait tout
entière dans l'antre camp, sous la
forme d'une agressivité collective et
latente qui, de temps à autre, trouve
son exutoire dans le crime (« Vous
m'unnulez en silence et me tapez
dessus quand l'envie vous en prend....»).

Le roman de l'immigration u'est pas
devenu pour autant une œuvre de
« série uoire » hantée par la présence
de flies pervers ou d'hommes de main
excités. On y fait la part des choses
et, après tout, le citadin n'y apparaît de files pervers ou d'hommes de main excités. On y fait la part des choses et, après tout, le citadin n'y apparaît ni plus ni moins bon qu'un autre homme. Mais quand l'« accident», simple bavure, fait irruption dans le récit, il éclate comme une bombe dont les retombées éclaboussent toute la société. Car si, comme il se dolt dans une ville bien policée. l'agent chargé des basses œuvres n'est jamais dûment mandaté, il se présente quand même comme le sous-produit d'une civilisation qui nie l'homme, comme un déviant qui se tient à l'écart du grand jeu collectif du refus de voir. Et malheur, alors, à celui qui tombe sous le feu de son regard.

«A CCIDEINT », dans Topographie ideale pour une agression caractérises, où Rachid Boudjedra explique,

mécréants de la Terre [\_]. r

Les bérues se reproduiront comme antant d'occasions pour dénoncer les pièges de la société de consommation. Le héros se sent-il rassuré à la vue d'un placard lui offrant le dessin familier de l'orange ou de la tomate? S'il savait lire, le slogan le détromperait : « CHEZ NOUS LA NATURE EST RESTEE NATURELLE. LA PREUVE : LA TOMATE POUSSE DANS DES USINES A TOMATES. »

DANS DES USINES A TOMATES. »

Le subterfuge éclate : nature bafouée. Le subterfuge éclate : nature basouèc, terre usurpee, paysan éjectè... Saidou Bokoum disait qu'on ne sait où com-mence et finit la « chaine », et cependant on comprend que, pour son anonyme maitre, les folles interprétafouant aux chevaliers preux, aux dé-fenseurs des valeurs désuètes et des races supérieures [...]. Ils s'acharnaient sur lui comme ils s'étaient acharnés sur les autres un peu partout dans le

races superieures [...] Ils s'acharmaient sur lui comme ils s'étaient acharmés sur les autres un peu partout dans le pays. ?

Fiction? malveillance? L'anteur prendra la précaution d'insèrer dans son roman la liste (dressée par l'Amicale des Algériens en France et publiée dans la presse) de ouse morts, travailleurs immigrés assassinés dans ce pays à la euite des « événements de Marseille » (en 1973).

« Accident », aussi, dans Chaine (Saldou Bokoum), où le viol de l'étudiant noir, Kansan, se présente comme une autre manière de détruire. Regrettable bavure, encore une fois imputable aux seuis marginaux — une bande de jeunes dévoyés, de débiles intoxiqués per la contagion de la violence américaine, — mais qui trouve sa justification dans la logique immanente : « C'est pas qu'on est raciste, mais on veut plus vous voir dans la zone. » Avill, humilié, Kansan s'en tire et échappera de justesse à cette société de perdition qui elle-même le repousse. Mais cela ne fera que retarder l'heure de la conclusion pestimiste puisque le roman s'achèvera sur une antre mise à mort, celle d'un rêve de rédemption collective. L'intellectuel africain, qui a connu, lui, l'univers mesquin de la petite bourgeoisfe, trouve son saint en militant aux côtés de ses frères de couleur, immigrés qui n'ont jamais accepté si facilement leur condition de proiétaires : « Un pied chez Renault, l'autre sur le champ d'arachide... » Kansan sait pourtant que l'obsession du retour à la terre qui hante ses compagnons n'est qu'un rêve impossible, du moins dans les conditions qu'ils imaginent. Et le voilà, devant cette terre qui se dérode, atteint du délire de révolution, crachant son désespoir et son mépris dans une accumulation de formules haletantes et décousues où transparaft pourtant l'ébanche d'une analyse politique : « Debout, nègres, immigrés, émigrés de la chaîne! Pas pour hurier la négritude [...] Pra bon discours présidentiels, y'a bon roubles, y'a bon procès [...] Surtout, surtout, y'a bon contentie somme a : « A la mer! A la mer! Et retour à l'e

pessimisme lucide. I'mpossible desir de révolution. Dans la Réclusion solitaire, Tahar Ben Jelloun ne contredit pas cette vision, mais ne fait que l'élargir pour donner enfin du problème du racisme et de l'exploitation du tra-vailleur immigré sa vraie dimension politique. Auparavant, son roman sera un long webme sur la solitide sexuelle vailleur immigré sa vraie dimension politique. Auparavant, son roman sera un long poème sur la solitude sexuelle et morale de l'exilé, où l'imagination libère le corps et l'âme torturés par un monde inhumain, et par « la latideur de ces lieux privés de vie, infirmes et orphelins de poésie et de générosité essentielles [...] Dehors, les raitonnades. Le crime. Les nulles Les roulles. L'humiliation. La peur. Alors, je m'enveloppais dans la couverture magique et éjaculais mes rèves en plein ciel. Je me droquais d'images [...]. » Le rève, rien que le rève, pour échapper à la terrillante sensation de « perdre son ôme ». Doux délire d'intellectuel dans lequel la terre usurpée et la femme inaccessible se confondent et se constment dans le fantasme de la révistance à l'agression des villes contre les campagnes. Puis le rève s'évanouit, et surgit cette remarque sonnant comme une platitude mais qui, pour la première fois, invite le lecteur à sauter le pas : « Tu crois, toi, qu'un travailleur — émigre ou autre — a le temps de vivre? Il a tout juste le temps de jabriquer des images ; des images qui finissent par l'étrangler dans son sommeil [..]. » Une communauté de sort qui ne transparaît jamais dans les romans, pas pius que dans la vie. Les écrivains seront condamnés à tourner en rond dans le vide idéologique actuel, et à régler leurs comptes avec le destin par le fantasme.

# Une exécution symbolique tions de l'Algérien relévent de la subversion venue de l'étranger. Il est temps de frapper. L'ange exterminateur qui attend le coupable, comme par hasard, au sortir de la «auterne», est un reflet à peine caricatural de cette civilisation mise au défi : « Jeunes bardés de cutr noir et brillant portant casques rouges et lunettes de solell en pietne nuit [...] ca faisait langtemps qu'ils ne s'étaient pas farct un immigrant aussi typé aussi typique [...]. Eux cinqlant à coups de chaîne, l'achevant à coups de couteau [...] et faisaient gicler le sang dans un silence où seuls leurs ahans créatent quelques perturbations sonores, comme s'ils étaient non pas les assassins [...] mais les victimes [...]. Bouchers vivant l'histoire à reculons et

A tideute pour une agression caracterisée, où Rachid Boudjedra explique, en la résumant tout entière dans le choc culturel, la genèse d'une exécution symbolique. La victime, un paysan du tiers-monde analphabète (et, de surcroit, musulman) tout droit descendu de son « piton » algérien, avait pourtant triomphé saine et sanve d'une journée entière passée à errer dans le labyrinthe du mètro parisien, choisi comme microcosme de l'indifférence générale et de la mise en condition technologique. C'est là, précisément, qu'il commet la faute, en essayant de remettre un peu d'ordre, à l'aide de son seul bon sens campagnard, dans les aberrations d'une société vautrée dans l'illusion et le mensonge, comme le rappellent à chaque pas les affiches publichaires. Le voici, devant une annonce vantant quelque produit, qui déconvre le ponvoir fascinant de l'image et s'égare dans les chemins interdits de l'humour et de la poésie : a Lui, touché en plein cœur [par une affinhe représentant une mère et son enfant], s'absorbe dans la contemplation de la photographie, et, ne pouvant pas lire, il fail obstraction du siogan imprimé en lettres bleues sur fond blanc [...] se diant en hui-même que les laskars auraient du le prévenir que l'accuell dans les stalions de métro était bon et qu'on alloit jusqu'à dépenser de l'arpent pour réaliser ces immenses photos représentant une mère heureuse et son enfant non moins heureux pour souhaiter la blenvenue à tous les mécréanis de la Terre [.]. »

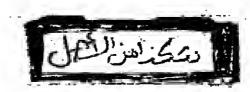
Les bèvues se reproduiront comme autant d'occasions pour dénoncer les

## Etudes en SUISSE

litteraires,

scientifiques et commerciales Baccalauréat (séries A, B, C, D) . Baccalaureats suisses. Admission dès 10 ans. Internat et externat. Ambiance calme et studieuse. Excellents resultats.

3, chemin de Préville, Tél. 19-4121/20 15 01



WEUX ECONOMIQUE

De a Rhodésie

Entre |

The state of the s

The state of the s

Stres-Bantoustans- Home

### ENJEUX ÉCONOMIQUES ET LUTTES DE LIBÉRATION EN AFRIQUE AUSTRALE

### De la Rhodésie au Zimbabwe : le rôle des multinationales

ES nationalistes du Zimbabwe sont maintenant engagés dans une intense lutte pour le pouvoir. Mais un autre combat se déroule en coulisse en Rhodésie: après avoir pendant douze ans déployé tous leurs efforts pour tourner les sanctions décidés contre le régime de M. Smith, vollà que les compagnies multinationales implantées dans le pays rivalisent de zèle pour s'assurer une bonne position dans le futur Zimbabwe.

Après l'Afrique du Sud, la Rhodésie est le pays le plus industrialisé de l'Afrique sub-saharienne et elle représente de toute évidence un enjeu commercial de première importance. Actuellement les quatre principaux secteurs de l'économie — agriculture, entraction minière, industrie et tourisme — demeurent entièrement aux mains des Blancs. Les divisions de race et de classe coincident, comme en Afrique du Sud, et les revenus des Européens sont plus de onze fois supérieurs à ceux des Africains.

Comment expliquer qu'une petite minorité de deux cent soixante-dix mîle personnes, moins de 5 % de la population, ait pu défier le monde entier pendant douze aus? Peu après la proclamation unflatérale de l'indépendance par M. Smith, en 1965, le premier ministre britannique avait prédit avec assurance que le renversement du régime illégal par des sanctions économiques « était une aijaire de semaines plutôt que de mois ». Certes les sanctions ont provoqué quelques difficultées en Rhodésie mais elles n'ont jamais constitué une menace sérieuse pour la survie du pouvoir blanc.

La «brèche sud-africaine»

L'A capacité de survie dont la Rho-désie a fait preuve malgré les sanctions s'explique par le simple fait que les sociétés opérant en Afrique du Sud sont parfaitement libres de com-mercer avec le régime rebelle. Une grande partie de ces transactions est conduite par des sociétés à capitaux occidentaux, la législation sur les sanctions n'affectant pas les fillales enregistrées à l'étranger. En consé-quence, les sociétés multinationales opérant à partir de leurs fillales sud-africaines peuvent commercer en toute

opérant à partir de leurs filiales sud-africaines peuvent commercer en toute légalité avec la Rhodésie. C'est ce qui a puissamment aidé le pouvoir blanc à survivre. Récemment, de nouvelles accusations portées contre les compa-gnies pétrolières au sujet des sanctions ont mis en évidence l'importance de la a brêche sud-africaine ». Des docu-ments d'abord tenus secrets ont mon-tré que les filiales sud-africaines de cinq sociétés de première importance (Total, Shell, B.P., Mobil et Caltex) ont fourni à leurs succusales rhodé-siennes la gamme complète des pro-

siennes la gamme complète des pro-duits pétroliers dont l'Etat avait un

Blen que, de temps à autre, le pays ait manqué de certains produits, les articles de luxe sont en vente dans les boutiques élégantes de Salisbury. En 1974, les importations ont représenté 515 millions de dollars, chiffre supérieur à ce qu'il était avant la proclamation unilatérale d'indépendance (U.D.L.). Le tabac, principale exportation du pays, a été parfois difficile à vendre, mais les produits miniers, chrome, nickel et amiante en particulier, ont facilement tronvé preneur. En 1974, le montant des exportations s'élevait à 600 millions de dollars.

s'elevait à 500 millions de dollars.

En fait, depuis l'U.D.I., les investissements étrangers ont augmenté en Rhodésie et la balance des mouvements de capitaux est restée positive, à l'exception des années 1956 et 1972. Depuis 1965, les rentrées de capitaux dépassent 400 millions de dollars alors que les sorties, sous forme de bénéfices rapatriés, n'ont représenté que 300 millions de dollars.

milions de dollars.

Les principaux investisseurs, qui contrôlent environ 90 % des actifs dans les secteurs minier et industriel, sont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Afrique dn Snd. Lonrho et Rio Tinto sont les principales sociétés britanniques opérant dans l'extraction minière. A elle seule, la société américaine Union Carbide représente les trois quarts dn total des investissements américains. La plus grande muitinationale ayant des activités en Rhodésie est la puissante Anglo American Corporation of South Africa, qui a des intérêts diversifiés dans le secteur minier, la construction mécanique, l'agriculture et la banque.

paraissent soucieux aujourd'hui de colmater cette brèche, et il est probable que des démarches seront entreprises lors de l'Assemblée générale des Nations unies pour étendre le champ d'application des sanctions aux filiales sud-africaines des sociétés pétrolières. Les transferts de fonds se font aussi per l'Afrique du Sud Cartaines cettre.

Par MARTIN BAILEY \*

a obligé M. Smith à revenir sur l'engagement qu'il avait pris de ne jamais remettre, de son vivant, le pouvoir à la majorité noire. Il se trouve que la guerre a des conséquences bien plus sérieuses sur l'économie rhodésienne qu'une décennie d'impariaites sanctions économiques. La fermeture de la frontière avec le Mozamblque à la suite des opérations militaires rhodésiennes sur les camps d'entraînement des guérilleros a aggravé les difficuités de transport. Les dépenses militaires ont considérablement augmenté, pour atteindre aggrave les difficultés de transport.
Les dépenses militaires ont considérablement augmenté, pour atteindre
340 millions de dollars en 1977, soit
un quart du budget. Le tourisme,
troisième source de devises, a été
sévèrement touché. Les combats ont
aussi suscité une importante émigration blanche : en 1976, sept mille
membres de la minuscuie communauté
européenne ont quitté le pays. An fur
et à mesure que l'émigration s'accroissait et que les opérations militaires
prenaient de l'ampleur, le régime a
du mobiliser un nombre aceru d'ouvriers qualifiés hlancs. L'an dernier, le
revenn national rhodésien a baissé de
3,4 %, après un déclin de 1,1 % en
1875. On s'attend à une nouvelle chute
de 5 % en 1977 : des économistes ont
calculé que, compte tenn de l'augmentation de la population africaine,
le revenn par tête aura baissé de 20 %
an cours des trois dernières années.

Dans les milieux d'affaires, la

Dans les milieux d'affaires, la confiance diminue. On en a eu une illustration récente lorsque le principal groupe mimier de Rhodésie. l'Anglo-American Corporation, a décidé de rappeler ses équipes de prospection en raison de la détérioration des conditions de sécurité sur le terrain. Comme il fallait s'y attendre, ce rappel a provoqué la colère du gonvernement de M. Smith. Mais la compagnie sudafricaine s'est sans doute rendu compte que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement africain à Salisbury était inévitable, et sa décision pouvait tout aussi bien être un petit gage donné aux nationalistes.

Les multinationales en Rhodésle se Dans les milieux d'affaires, la

donné aux nationalistes.

Les multinationales en Rhodésle se montrent, en effet, de plus en plus conscientes que, bientôt, elles n'auront pas d'autre choix que de traiter avec un gouvernement noir. Lonrho, par exemple, s'est récemment mise à courtiser les nationalistes. On laisse entendre que cette société aurait financé un certain nombre d'experts juridiques attachés aux délégations africaines de la conférence de Genève de l'an dernier. M. « Tiny » Rowland, le dynamique patron de Lonrho, a critique avec éclat la violation des sanctions par des sociétés britanniques de premier plan.

de premier plan. On ne pent pourtant pas dire que

\* Journaliste hritannique, docteur en écocomie.

Lonrho n'ait rien à se reprocher quant à ses activités passées en Rhodésie. Ses intérêts considérables dans ce pays n'ont fait que fructifier depuis l'indépendance. Une enquête, menée à la demande du gouvernement britannique, a révêlé récemment que son siège social de Londres était bien plus intimement impliqué dans des opérations d'extraction minière en Rhodésie « que ne le permettait la législation britannique sur les sanctions ». Néanmoins, les efforts récents de Lonrho pour s'attirer l'amitié d'Africains influents illustrent le changement d'attitude des milieux d'affaires.

Les perspectives économiques pour l'année à venir sont plutôt sombres. Si la tentative angio-américaine de solution négociée échoue, les sanctions seront probablement renforcées, notamment pour éviter que les approvisionnements en pétrole n'atteignent la Rhodésie via l'Afrique du Sud. La lutte armée ira s'amplifiant. Mais l'accession de la majorité noire au pouvoir ne mettra pas subitement fin aux problèmes politiques du Zimbabwe. Nul ne sait si les différents groupes nationalistes africains finiront par s'entendre ou si leurs conflits déchireront le pays.

Options économiques et pouvoir noir

TES perspectives économiques déL pendent en partie des entrées de 
capitaux étrangers après l'Indépendance, Au déhut de l'année, le département d'Etat. le Pentagone et la 
C.I.A. ont préparé une étnde prévoyant la création d'un Fonds de 
développement du Zimbabwe doté d'un 
capital de 1,5 milliard de dollars et 
qui donnerait certainement un vigoureux coup de fouet à l'économie. 
L'objectif des Américains, cependant, 
est la création d'un Zimbabwe modéré, 
encadré par les capitaux et la technologie de l'Occident et qui constituerait 
le noyau d'une Afrique centrale stable. 
C'est pourquol Tidéc du Fonds a été 
accueilile par les nationalistes avec le 
plus grand scepticisme. « Il nous 
semble, a dit M. Robert Mugabe, 
que son objectif soit de lier le Zimbabue politiquement et économiquement et de remettre en question notre 
indépendance. » Les hommes d'affaires 
s'emploient maintenant à étndier de 
près les déclarations des différents 
responsables nationalistes pour évaluer 
leur attitude à l'égard de l'entreprise 
privée, mais il est notoirement difficile 
de classer les dirigeants dn Zimbabwe, 
Il y a deux ans, le Rev. Sithole était 
considéré comme un « militant » et 
c'était M. Joshua Nkomo. aiors en 
pourparlers avec M. Smith, qui était 
tenu pour le « modéré ». A l'heure 
actuelle, la situation est pratiquement 
inversée.

Les milieux d'affaires accueilleraient

Les milieux d'affaires accueilleraient Les milieux d'affaires accuelleraient certainement avec faveur la création d'une classe moyenne africaine ayant tout à gagner au maintien du système économique actuel. Ce gronpe pourrait également être disposé à entretenir des llens économiques étroits avec l'Afrique du Sud et l'Occident. Cependant, plus la guérilla dure, plus ces perspectives diminuent.

L'U.A.N.C. (United African National Council) de l'évêque Muzorewa a probablement l'appui de la majorité des hommes d'affaires rhodésiens qui acceptent le caractère inévitable de la règle de la majorité. Si l'on en juge par les foules qui assistent à ses réunions, Muzorewa peut également compter sur un considérable soutien africain. Les guérilleros du Front patriotique disposent, eux aussi, d'une audience très large mais, à l'intérieur du Front, il existe nne grande diversité d'opinions quant à l'avenir du Zimbabwe. L'A.N.C.Z. (African National Council of Zimbabwe), dirigé par M. Nkomo, est plus proche des intérêts des milieux d'affaires. M. Josiah Chinamano, le vice-président de cette organisation, a fait valoir qu'il existalt de sérieuses raisons pour conserver « le système économique actuel tel qu'il est, les changements ne devant être faits qu'à la lumière de l'expérience ». M. Robert Mugabe, le dirigeant de la ZANU (Zimbabwe African National Union) au sein dn Front patriotique, a un point de vue très différent. Socialiste convaincu, il affirme la nécessité de changer les structures de l'économie rhodésienne. La Rhodésie a potentiellement tous les atoms pour devenir au cours des prochaines années l'un des pays les pius riches d'Afrique. L'abrogation des sanctions, la récuverture des communications et des marchés avec l'Afrique noire, s'ajoutant à l'afflux d'aides et de capitaux extérieurs, pourraient donner une expansion rapide à ses industries de transformation et à son agriculture commerciale qui bénéficient déjà d'une position relativement favorable, Les possibilités de développement economique dépendront directement de la stabilité politique.

L'autre question en suspens est de savoir quelle voie de développement sera choiste par les futurs dirigeants du Zimbabwe. Il est possible qu'ils suivent l'exemple des anclens territoires portugais d'Afrique qui ont conquis leur indépendance par la lutte armée : le Mozambique et l'Angola, ces deux volsins qui ont opté pour la voie socialiste. Cependant, les chances sont aussi fortes pour que le Zimbabwe choisisse de continuer à entretenir des liens écouomiques étrolts avec l'Afrique du Sud et avec les compagnies occidentales qui jusqu'icl ont activement contribué à tourner les sanctions. En ce sens, la lutte pour le zimbabwe ne fait que commencer.

sanctions. En ce sens, la lutte pour le Zimbabwe ne fait que commencer.

# Les transferts de fonds se font aussi par l'Afrique du Sud. Certaines entreprises occidentales ont ainsi perçu les dividendes que leur envoyaient en toute quiétude leurs sociétés rhodésiennes par le canal des filiales sud-africaines. Les capitaux destinés à être investis en Rhodésie ont emprunté en sens inverse le même itinéraire. En Afrique du Sud, deux banques sous contrôle britannique, Barclays et Standard, qui, à elles deux, traitent les deux tiers des opérations bancaires de la République, se sont chargées d'assurer la plus grande part des transferts. Ainsi, avec la complicité de Pretoria, fut tourné en dérision tout effort pour renverser le règime de M. Smith par des moyens pacifiques. C'est maintenant la lutte armée qui change les données du problème en Rhodésie. L'escalade militaire Entre la dictature et la révolution

(Suite de la première page.) Par leur travall agricole dans les reserves, les familles africaines étaient donc appelées à subvenir à leurs donc apperers a survenir a reus besoins de base et à jouer un rôle d'assurances sociales pour ceux de leurs membres employés dans le sec-teur capitaliste blanc.

Maintien des Africains sur la terre,

Maintien des Africains sur la terre, preservation des rapports de production domestiques afin de laisser la force de travail se reproduite par elle-même et au moindre coût pour les employeurs. Ces conditions de surexploitation ont déterminé les structures institutionnelles dans les-mailles les roprujations africaines quelles les populations africaines allaient être enfermées : délimitation des « réserves » rurales et restrictions, de fait on de droit, à la pénétration de l'ait on de droit, à la penetration des rapports de production capitalistes (interdiction de vendre on d'acheter la terre, d'employer du personnel salarié, de constituer des entreprises, de vendre les produits de l'agriculture) sous prétexte de sauvegarder les cou-tumes et les autorités traditionnelles. Les lois sur la circulation des tra-vailleurs africains hors des réserves : les contrats de travail de durée limitée, le système du pass qui ne leur permet de résider en zone blanche que pour cette durée, le refoulement continu des « oisifs » et des « indésirables ». l'interdiction aux épouses et aux enfants d'accompagner le chef de famille sur le lieu de l'emploi, correspondent au même objectif. Le racisme en est l'expression idéologique : tont désigne ces travailleurs comme des étrangers et des inférieurs, dont la résidence dans les zones d'emplois ne peut être tolérée, comme le rappelait dernièrement un ministre, que « pour les besoins du Blanc ».

Mais si les structures répressives qu'exige ce mode de surexploitation du travail persistent, les conditions économiques de son fonctionnement sont depuis longtemps dépassées sans que le régime sud-africain ait voulu-jusqu'à présent en assumer les consé-

quences.
L'accroissement très rapide de la population africaine, qui représente 70 % de la population totale de l'Afrique dn Sud, l'exiguité des terres l'Arrique de Sud, l'emguice des terres (13 % de territoire national) qui lui ont été accordées blen qu'elle soit en majorité rurale, le maintien des struc-tures dites traditionnelles, qui ont empéché la modernisation de l'agricul-ture et accéléré l'épuisement des sols, tous ces facteurs ont contribué à appanyrir les réserves au point de les rendre incapables de subvenir aux besoins alimentaires de leurs ressortissants et de remplir les fonctions economiques que le système leur assigne. Cette situation n'est pas nouvelle et la crise de l'agriculture africaine a été dénoncée depuis des décennies, mais les travailleurs noirs continnent à être rétribués comme

s'ils pouvaient compter sur ces a res-sources subsidiaires ». Le recrutement d'une main-d'œuvre migrante dans des territoires éloignés (Angola, Mozam-bique, Malawi, Zambie, etc.), a permis en effet de maintenir les salaires des travailleurs sud-africains à un taux très bas.

très bas.

Le seuil de pauvreté (poverty datum line) — limite théorique an-dessous de laquelle les individus ne reçolvent pas le minimum physiologique, — est atteint dans la quasi-totalité des réserves. La malnutrition, le kwashiorkor, le marasme, la pellagre, l'abandon d'enfants, la muitiplication des avortements sont les n'irs cleirs indices de tements, sont les plus clairs indices de la décomposition de structures sociales qui ne permetient plus désormais à ces populations de survivre et de se reconstituer (2). Ainsi les réserves se sont transformées purement et simple-ment en zones concentrationnaires où les bureaux de recrutement sont les seules portes de sortie légales. On y puise toujours une main-d'œuvre bon marché, même si leur fonction prin-cipale est désormais de servir de zone

de refouiement pour les chômeurs, les de recomement pour les chomeurs, les « meneurs » et les « incapables », de contrôler le marché du travail au profit des employeurs, de résorber la concentration déjà jugée excessive des Africains autour des villes blanches, d'emrayer la stabilisation et l'organisation du prolétariat dans les cones industrielles. Le coût de cette manipulation du

documents d'Identité. On compte en moyenne neuf cent quatre-vingt-neuf procès par jour à ce sujet (A Surrey of Race Relations in South Africa, 1976). A ces sommes s'ajoutent le coût d'aménagement des zones concentra-tionnaires que le gouvernement place sous la rubrique « habitat », les frais d'infrastructure, d'organisation des

### Naissance d'un prolétariat urbain

MALGRE ces efforts, le système ne fonctionne qu'imparfaitement. Il n'opère strictement que pour les mines, où les travailleurs migrants, embauchés pour quelques mois, sont soumis à un régime militaire dans les camps aménagés pour leur séjour puis renvoyés chez eux à l'expiration de leur contrat. Par contre, le déplacement des Africains vers les villes est moins facilement contrôlable. Il s'est amplifié avec la seconde guerre mondiale. raciement controlane. Il s'est ampline avec la seconde guerre mondiale, lorsque la mobilisation et l'effort militaire ouvrirent un grand nombre d'emplois auxquels la main-d'œuvre hianche ne pouvait suffire. Depuis, l'industrialisation croissante a entretenu ce mouvement, contribuant au surpeuplement des diés noires situées aux abords des villes blanches et où les travailleurs africains sont astreints à résider (4).

On estimait officiellement que 30 % de la population noire était urbanisée, en 1970, chiffre considéré aujourd'hui comme très inférieur à la réalité en raison du grand nombre de claudestins et d'irréguliers demeurant dans les cités en dépit des contrôles.

Concentration d'autant plus explosive que le chômage prend des proportions alarmantes, sous l'effet combiné de la crise économique mondiale, de la modernisation de l'industrie et de la croissance démographique. Si l'on a cru un moment que l'Afrique du Sud manquerait de main-d'œuvre en raison de l'indépendance des ex-colonies

portugaises qui en étalent grands fournisseurs, la situation aujourd'hui est différente. Le Mozambique n'a pratiquement pas interrompu le courant migratoire, et le Malawi s'apprête à reprendre ses « livraisons » prochainement (5). Cet apport de maind'envre persiste malgré un chômage qui atteignait, en décembre 1976, 1400 000 travailleurs africains dont 253 000 en zone urhaine. 402 000 en zone rurale hianche et 462 000 dans les réserves; soit un taux de chômage de 25 % parmi la population active africaine 16). L'industrie et les cités noires gont de ce fait les lieux les plus favorables à la politisation des Afrifavorables à la politisation des Afri-

(2) Cf. en particulier : Liz Clarke & Jane Ngobese, Women without Men, Institute for Black Research, Durban, 1975, et L. Schlemmer & F. Stopforth, A Study of Mainutrition in the Nguin District of Ruszuku. Institute for Social Research, University of Netal, 1975. (3) A titre comparetif, le budget de l'éducation pour les Africains est de 151 millions de rands (1 rand = 5,70 Penviron).

(4) Chaque ville blanche est doublée d'une ou plusieurs cités noires l'black tounships) généralement situées à plusieurs dissince de klomètres. Seul le personnel domestique et quelques eutres travailleurs sont autorisés apar dérogation officielle à passer la nuit dans la ville blanche, Les Africains ne sont tolérés dans les cités noires que poor la durée de leur contrat de travail, qui ne peut dépasser un an. Ils vivent dans des

La stabilisation relative de la population urbaine noire a permis la naissance d'un prolétariat plus apte aux emplois qualifiés ou semi-qualifiés. Pour se protéger de cette concurrence éventuelle, les travailleurs blancs avaient obtenu en 1956 que les emplois qualifiés et les postes d'encadrement leur soient réservés. Ce privilège s'érode toutefols sous la pression des employeurs, qui préfèrent une maind'œuvre noire semi-qualifiée et jusqu'à six fois moins chère. Les Blancs dèsertent de plus en plus les emplois industriels au profit du secteur tertiaire, cédant la place à un prolétariat noir mieux organisé et plus combatif, comme l'ont montré les grandes grèves de Durban en 1973 (7).

comme l'ont montre les grandes grèves de Durban en 1973 (7).
D'autre part, pour les résidents des cités noires et leurs familles, le chômage est d'autant plus grave qu'il fait peser sur eux la menace d'un renvol dans les réserves. D'où les grandes manifestations, comme celles qui ont agité Soweto, auxquelles partiqui ont agne sowero, auxquenes para-cipent, en particulier, des jeunes gens scolarisés ou en chômage, sans atta-che avec les réserves rurales et qui revendiquent leur droit d'être citadins et citoyens à part entière de la Répu-blique Sud-Africaine. A ce mouvement s'associe une petite classe movemen s'associe une petite classe moyenne noire qui s'est constituée dans les cltés et dont les revendications immédiates portent sur la gestion municipale. Sou-mise elle-même à la discrimination raciale sans appartenir au prolétariat. raciale sans appartenir au prolétariat, sa solidarité avec celui-cl passe par une revendication d'identité culturelle. Situation favorable à l'émergence d'une idéologie nationaliste noire représentée par le monvement de la Conscience noire) dont le pouvoir craint que, intégrée aux revendications profondes de la classe ouvrière avec laquelle se confondent la presque totalité des Africains, elle n'acquière un élan révolutionnaire irrésistible.

(Lire la suite page 16.)

foyers pour céllibataires. Noe population de plus en plus nombreuse toutefois est autorisée à y résider en permaneure et à occuper des logements familiaux. Cette autorisation est révocable si l'administration jure que les bénéficielres sont des colaiss ou des cindéstrables s. (5) Comme pour les travailleurs des réserves sud-africaines, il s'agit de migrations tournantes et non définitives. (6) D'après les chiffres donnés par le professeur Van den Mewe dans le Rand Dath Mail du 5 juillet 1977. A ces chômeurs noirs s'ajoutent 140 000 Métis 30 000 Indiens et 133 000 Biancs sans travail. 30 000 Indiens to Justice of Indiens of Indiens of Indiens of Africae du Sud. Byros. Paris, 1977; F. Pisher, c Class Conscioususes among Colonized Workers in South Africa, in T. Adler (Ed.), Perspectives on South Africa, Africa Studies Institute, University of Wilwatersrand, 1977.

### Réserves-Bantoustans-«Homelands»

CEST par la loi de 1913 sur les terres indigènes que furent constituées officiellement les réserves africaines dont l'administration par le gouvernement sud-africain (blanc) fut organisée par la loi de 1927.

Ces réserves, entre-temps appelées hantonstants, sont des territoires dispersis dans les provinces du Transvaal, du Natal et du Cap, et représentent ao total 12 à 13 % de la superficie de la République Sud-âfricaine. La densité moyenne y est de quarante-huit habitants an kilomètre carré (contre dix-huit moyenne y est de quarante-huit habitants an kilomètre carré (contre dix-huit moyenne y est de quarante-huit habitants an kilomètre carré (contre dix-huit moyenne y est de quarante-huit habitants an kilomètre carrés). Le territoire national de ehaque bantoustan (homeland) sera composé des réserves peuplées d'Africains réputés appartenir à la même tribu. Seul le plus petit d'entre eux (450 kilomètres carrés) possède un territoire d'un seul tenant. Tous les autres sont composés de trois à quarante-quatre parcelles séparées.

Les lois de 1851 et de 1853 définissaient huit de ces unités nationales (anjour-d'hui neuf) et prévoyalent la constitution d'autorités territoriales. Elles supprimaient en même temps la représentation des Africains an Parlemant (par des Rimes). La loi de 1971 prévoit l'accès progressit à l'autonomie de ces unités nationales, désormais baptisées homelands par la création successive d'organes législatifs et exécutifs dotés de pouvoir acerus. Toutefois la défense, les afraires législatifs et exécutifs dotés de pouvoir acerus. Toutefois la défense, les afraires législatifs et exécutifs dotés de pouvoir acerus. Toutefois la défense, les afraires législatifs et exécutifs dotés de pouvoir acerus. Contributions indirecters, la sécurité intérieure, les services posteux, les chemins de fer, l'immifétrangères, la sécurité intérieure, les services posteux, les chemins de fer, l'immifétrangères, la sécurité intérieure d'un passeport du ressort du gouvernement de la République. Les Africains n'auront qu





### Une nouvelle de Seydou Badian



MARSEILLE, l'avion accueillit d'autres voyageurs. Une jeune fille s'installa a côté de Souley. Tiens, Rokhia?

- Ah, Souley, quelle surprise ! >

Ils se connaissaient bien. Souley avait effectué une partie de son stage administratif à Marseille. Il y avait fait la connaissance de Rokhia. Ils engagèrent aussitôt la conversa-tion. Le souvenir qui les liait surtout : la dernière assemblée

des étudiants et stagiaires africains eu France.

Rokhia, par la force des chuses, était devenue le porte-parola de ses camarades étudiantes. Plutôt petite, le regard franc, le visage légèrement allongé, elle avait la réplique facile. «Courageuse jusqu'à l'insolence!», dissient d'elle

Rokhia et Souley évoquèrent cette dernière réunion. Un de leurs camarades, Nala, bouillant étudiant en lettres, s'eu était pris à la femme africaine. Pourquoi? Parce qu'une fille du pays, Seynabou, qui occupait l'esprit de Nalo, venait d'épouser un ministre.

« Tu te souviens du discours de Naln?

- Si je m'en souviens! fit Rokhia avec un rictus. L'Africaine dite évoluée, on la connaît ! Patriotisme, morale. Tout pour elle se résume en ceci : bagnole, villa, bijoux. Elle est perdue pour l'histoire... Fermée à toutes les exigences de l'Afrique à batir. >

Rokhia se mit à ricaner. c Sacre Nain! fit-elle.

- Sais-tu ce qu'il est devenu?

 Aucune idée; mon long séjour en Angleterre m'a coupée du pays et des copains. - Eh bien. Nalo est actuellement un des grands du

regime. Il a la confiance des militaires. - Il n'a pas perdu son temps! J'espère qu'il n'a ni

bagnole, ni villa et que sa femme est sans bljoux. - Ca, c'est une autre histoire. Tu lui poseras la question quand to le verras. - Dien m'en garde ! Je n'ai pas envie d'aller en taule.

Tu exagères. Aller en prison pour si peu, pour avoir discuté avec un camarade. >

Rokhia, sans un mot, tira de son sac un journal intitule: Coup d'œil sur les africaneries. Tiens, lis...

- ... Pour un oui, pour un non, c'est la torture, c'est la prison. Tout le monde est en sursis en Afrique. Les généraux traitent < leurs concitoyens > exactement comme Vorster les victimes de l'apartheid. >

Souley repoussa le journal « Comment osent-ils mettre sur le meme plan le régime fasciste de l'Afrique du Sud... >

Rokhia leva les bras : « Souley, Souley, attention ! Appelons un chat un chat.

TULIO CORTAZAR a déjà montré lei le rôle irremplaçable que le romancier pent joner au service de l'information. Par sa nonvelle infitulée la Deuxième Fols (notre numéro de mai 1977), il introduisait d'emblée le lecteur, mienx que ne peuveni le faire analyses et reportages de journalistes, dans l'autrers policier que connaissent la plupart des pays d'Amérique latine. Thans le nême souci, c'est à un grand écrivain d'Afrique policier que connaissent la plupart des pays d'Amérique latine.

uoire que, ce mois-ci, uous avons fait appei. Né en 1928 à us l'orage (1956) les Dirigeants africains face à leur peuple (Maspero, 1964), la Mort de Chaka, le Sang des masques (Laffont, 1976) et les Noces sacrées (Présence africaine, 1977).

D'abord médecin de circonscription an Mali, Seydou Badian fut ministre du gouvernement Modibo Keita Jusqu'an coup d'Etat de novembre 1968. Et, uzturellement — si l'ou ose dire, depuis cette date jusqu'en jain 1975, il a été gardé en détention. L'expérience de la prison et des camps les plus durs succédait à Perpérience du ponvoir, elle-même marquée par nue large connaissance des relations internationales. On n'auxa pas l'indé-cence d'épiloguer sur l' « enrichissement » intellectuel et humain que la prisou a apporté à nombre de personnalités du tiers-monde, d'abord à l'époque coloniale puis à l'heure des indé-

Le peintre sénégalais Ibo N'Disye a bleu voulu illustrer la nouvelle de Seydou Badian. D'autres écrivains et artistes de tous les continents s'exprimerout dans ce Journal, leurs diverses sensibilités approfondissant la perception que l'ou peot avoir des drames de ce monde en folle.

Vorster n'est pas le seul fasciste en Afrique. C'est désa-gréable à eutendre mais la réalité est là... >

Un petit garçon blanc de quatre à cinq ans qui était avec un couple derrière eux vint à Souley, posa ses mains sur ses genoux et l'interrogea de ses yeux timides.

c Hervé, ici i », cria la mère du petit. Hervé ue bougea pas. Il se mit à genoux et jouz avec les boutons de la veste de Souley.

Furieuse, sa mère quitta son siège, s'empara de la main de l'enfant et le tira presque avec rage. Quelques minutes plus tard, Hervé revint à Souley.

« Hervé ! », hurla de nouveau la mère. « Laisse-le tranquille ! », répliqua le pêre.

Souley prit l'enfant sur ses genoux. Hervé -s'endormit. Souley le ramena à ses parents. « Tu vois, fit le père, il ne l'a pas mangé! »

Rokkia, qui fenilletait une revue, se tourna vers Souley comme si elle émergeait d'un songe :

· Pour quand ce mariage?

- Je vois que tu sais tout... mais ce n'est pas si simple. Les co-épouses de ma mère m'ont trouvé une flancée : affaire de famille. Son père était lie au mien mais ma mère et mes oncles ne semblent pas dans le coup, ils n'ont jamais insisté là-dessus.

Bien que les co-épouses de ma mere soutiennent que cette union était souhaitée par mon pare avant sa mort. > Rokhia garda le silence, les yeux an lointain. Souley lui posa des questions sur ses projets, elle n'en avait pratiquement pas. Elle rentrait au pays après sept années d'absence, ses frères et cousins l'attendaient. Elle avait des petites sœurs dant elle aurait à s'occuper, c'atait tout pour le moment.

Ils se turent tous les deux. Pois chacun ouvrit un livre. Le temps s'éconiait, interminable...

ES bouquets d'arbres. L'air doré de soleil. Les cases d'argile. Les buildings. Les toltures de tôle en bipente. Le lacis des cours d'eau. Le voix de l'hôtesse... et, quelques instants plus tard, l'avion s'immobilisait sur la piste. La passerelle installée, un gendarme se présenta.

« Mademoiselle Rokhia ? », cria-t-il. Rokhia mit du temps à répondre comme si elle avait oublié qu'elle s'appelait Rokhia.

Mademoiselle Rokhia? répéta le gendarme d'une voix plus ample. Personne ne descend, Mlle Rokhia d'abord! > Echange de regards entre Souley et Rokhia Un geste de Souley et Rokhia, hésitante, prit sa petite valise.

Au bas de l'échelle, une grosse voiture attendait, chauffeur à la portière.

Décontenancée, Rokhiz se figez « Moi ?

- Allons, allons! fit un jeune homme au fond de la voiture. - Ah, c'est tol? >

Rokhia sourit, le visage détendu. Elle venait de reconnaitre son cousin Sima.

Les autres voyageurs descendirent. Le steward les guida vers le hall des bagages. Les douaniers s'intéressèrent par-

ticulièrement à Souley. Ses deux valises furent vidées, ses habits déballés, secoués, fouillés, ses livres contrôles page par page, triés..., certains déchirés sur le champ. Ces opérations terminées, deux policiers hargneux, visages fermés, vinrent se planter

« Suis-nous I » Souley promena un regard vide sur la foule qui faisait cercle autour de lui. Puis lentement, il fit le geste de ramas< Non, suis-nous! >

Dans la rue, il y avait la fourgonnette. Souley ne posa pas de questions. Les hommes qui l'entouraient ne pouvaient rien lui dire. Ils n'avaient rien à lui dire.

Au poste de police, le commissaire accueillit Souley avec une gifle. Deux policiers le poussèrent dans une petite case obscure où trois gaillards l'attendaient fouets en main.

A 44 A 44 A 44 A

7 to 18

The state of the state of

1. Sec. 11. 184.

and the second

- " FIRE THE PE

Acetes

And the Control of th

TO THE RESERVE

... if william

The second of th

-a magnitus

a distance of the

THE PROPERTY

· Tribes " Williams. 184 of all with a suffere

and the same of the same of

THE PERSON

A CONTRACTOR

The Second

may: Manager 114

a construction of the second

5 (1 . 27 de 4

Mr. S. C. A. States

the state of

The state of

ACTION OF THE PROPERTY OF THE

The section The state of the s

S. See.

# → Claire

- だっかをは無

La séance dura une heure, puis Souley fut conduit à l'hopital. Rokhia arriva dans la grosse voiture. Ses tantes, les co-éponses de sa mère, l'attendaient dans la rua. Chants d'antrefois en l'honneur des reines. Longs « you-you », « yé-

yé », « oué-oué ». « Notre fille est arrivée dans la voiture du directeur du commerce !

Le père de Rokhiz vint dans la cour accueillir sa fille, les volsins étaient déjà accours, il y avait foule.

Le directeur du commerce était un des hommes les plus puissants. Sans sa signature, rieu ne sortait du pays : ni cacao, ni bois, ni arachide, ni coton, ni ananas, ni poisson fumé ou séché. Rien.

Mais le directeur du commerce était surtout un homme d'affaires. Une demi-douzaine de marchands travaillaient campagne du général

> pour lui. Parmi eux, Sima, le cousin qui était venu accueillir Rokhia a l'aéroport.

> Au milieu des «you-you» et des «yé-yé», quelques commentaires firent comprendre à Rokhia que le directeur du commerce s'intéressait à elle. Elle ent peur. Mais Rokhia ne savait pas tont.

> Son cousin Sima, un matin, avait présenté sa photo à

< Ma cousine, belle fille, très instruite. > Le directeur avait dit :

< Si tu arrives à me faire aimer d'elle, tu auras la première place dans mes affaires... Sûr! ayait répondu Sima, elle sera ta troisième

femme, fais-moi confiance... >
Rokhia leva les yeux sur tout ce monde qui s'agitait dans la cour. Elle s'imagina prise dans une toile d'araignée. Elle entra tranquillement dans la case de sa mère et pleura. La volture restait toujours devant la maison. Au bout de deux heures, le chauffeur, casquette en main, vint s'enquérir du programme de Mile Rokhia. « Avait-elle des courses ?

- Non, repondit Rokhia à son consin. >

Ce dernier se raidit.

« Pourquoi non? Un petit tour en ville dans cette voiture te classerait tout de suite parmi les grandes dames

Non, non, pas maintenant, je suis fatiguée. > Le cousin la contempla, stupide, et haussa les épaules.

c Comme tu yeur! >

U<sub>NE</sub> demi-heure plus tard, Rokhia sortit et se rendit chez les parents de Souley.

« Il est arrivé avec vous ? fit la mère de Souley. Nous — Vous ne l'avez pas vu ? Nous avons voyagé ensemble, est-il chez d'antres pareuts ? Chez des amis ?

— Qui êtes-vous, ma fille? > La voix de la mère était angolssée. Rokhia tressaillit. « Je suis une amie de Souley. Nous avons fait nos études

ensemble au-delà des grandes eaux. > La mère de Souley baissa la tête. Deux larmes tombérent. Rokhia se précipita, s'installa sur le lit de bambou

à côté de la vieille. « Mère, parle-moi. Qu'est-il arrivé à Souley ?

- Nou, je ne peux pas te le dire, il faut faire attention.

### (Suite de la page 15.)

Pour les milieux d'affaires, la solurour les milieux d'atraires, la solu-tion ne se situe plus au niveau des races, mais des classes. Ils veulent d'urgence briser l'unité en formation du prolétariat noir, ses capacités d'organisation naissantes en mème temps que son assimilation culturelle au nationalisme africain. Ils veulent aussi reorganiser les rapports de production.

La première variante de cette stra-tégie consisteralt à libèrer sans restric-

tions les forces productives du capitalisme en levant les interdits qui

### Grand capital et développement séparé

C EST l'option des liberaux (dont le EST l'option des libéraux (dont le Progressive Reform Party — P.R.P. — est le porte-parole). Leurs théoriciens s'emploient à démontrer que l'application sans restriction des lois du capitalisme serait un progrès sur l'apartheid tant en ce qui concerne le développement économique que les libertes publiques. Mais cette solution, d'apparence démocratique, u'est qu'une laçade dont se pare la haute bourgeoiste. Non seniement le P.R.P. ne représente qu'une minorité au Parlement, mais une telle politique se heurte aux classes moyennes blanches (ouvriers qualifies, employès, petits et moyens entrepreneurs...), directement menacées par la promotion sociale qui en découlerait promotion sociale qui en découlerait pour les Noirs, et qui sont sur-représentées au Parlement. A l'heure actuelle, le grand capital sud-afri-cain paraît disposé à s'accommoder d'un compromis avec le parti nationa-liste au pouvoir en se ralliant à la politique de développement séparé mise en œuvre par le gouvernement depuis 1959 et qui a déjà produit ses premiers effets institutionnels avec la mise en place des bantoustans (foyers i' « indépendance » après quelques étapes dites préparatoires (9).

Les gouvernements provisoires de ces futurs Etats sont nommes par Pre-toria en attendant d'hypothétiques élections « libres ». Chaque Afri-

empêchent, parmi les Noirs, la cons-titution d'une petite et moyenne bourtitution d'une petite et moyenne bourgeoisie éc o no mi q ne susceptible
d'acquérir un polds politique significatif au sein de la population africaine (8). Cela signifierait la
soppression des contraintes de résidence, l'ouverture de l'accès à la propriété et su marché national, in
fibéralisation du marché du travail et
la disparition des emplois réservés
aux travailleurs blancs.

cain sera obligatoirement doté d'une

nationalité correspondant à son ethnie officielle (10) et considéré comme citoyen d'un des neuf ban-toustans prèvus. Tous les Africains

travallant en some blanche aurorit donc le statut d'étrangers, et ceux qui jouissent actuellement des avantages sociaux accordés aux résidents permanents se les verront retirer en vertu de leur nouvelle nationalité.

vertu de leur nouvelle nationalité.

La promotion d'une bourgeoisie agraire, industrielle et commerciale dans les bantoustans se ferait grâce à des prêts et à une aide technique accordés par des organismes de financement déjà créés à cet effet (11). Ou accorderait de même la possibilité aux entrepreneurs africains d'opèrer plus librement dans les cités noires. Contenues dans ces limites, les couches moyennes africaines eutreraient moins directement

caines eutreralent moins directement

en concurrence avec leurs homologues

en concurrence avec leurs nomologues européennes. Formule qui presente aussi quelques avantages pour la classe capitaliste en permettant la constitution. dans les bantoustans, d'un relais de capitalistes locauz capables de créer des emplois. Mais, en raison de la faiblesse des investissements dont its recontre enrobles.

seront capables, ne faut-il pas s'attendre qu'ils imposent de dures

conditions à la main-d'œuvre locale sans que puissent s'interposer des organisations ouvrières, qui n'y sont pas autorisées? (12). Cela

n'exclura ni l'installation par les neticiura in l'instantation par accindustriels stud-africains d'industries) à rouximité des bantoustans, ni l'implantation de sociétés étrangères sur plantation de societés etrangères sur leurs territoires. An x resources vivrières disparues, on espère donc substituer des revenus monétaires qui permettraient à ces réserves nouvelle manière de continuer à jouer leur rôle de viviers industriels. Ainsi se role de vivers industrieis. Ainsi se formerait en même temps une alliance du capital sud-africain et d'une nouvelle classe bourgeoise noire qui, en raison de ses falbles disponibilités financières, ne constituerait pas une concurrence pour les grandes sociétés dans les bantoustans.

A la fois alliée et rivale de la petite bourgeoisie bureaucratique ufricaine constituée autour de l'administration des bantoustans, la bourgeoisie écono-mique noire formera, avec cette dermique noire formera, avec cette der-nière, la couche sociale dominante où se recruteront les dirigeants poli-tiques. La solution du développe-ment séparé dans les bantoustans soumet donc les Africains à une triple division géographique, ethnique et a nationale » à la faveur de lequelle, espère-t-on. l'hostilité contre les Européens s'effacerait devant les rivalités a patriotiques » dont on observe déjà certaines manifestations mand les pouvernements désignées quand les gouvernements désignés se disputent lambeaux de terri-toires, routes, hôpitaux ou même c'itoyens (13).

Le succès du développement sépare n'est assuré ni politiquement ni éco-nomiquement. Au-delà de l'hostilité déclarée que rencontre ce d'esse in parmi les Africains et des réticences de certains des futurs gouvernants, la rentabilité des activités prévues pour subvenir aux besoins monétaires des habitants des bantoustans est incernations des bandistans est inter-taine. Par suite de l'insulfisance des terres et de la décomposition des structures domestiques dans les réserves, l'agriculture commerçiale ne pourza s'y développer que dans les grandes plantations dont s'emparent déjà des chefs traditionnels. D'autre part, en ce qui concerne les industries frontalières, les hommes d'affaires

blancs hésitent à se rendre tributaires d'une seule source de main-d'œuvre qui pourrait devenir un instrument politique aux mains des futurs gouverpolitique aux mains des futurs gouver-nements. D'où leur manque d'empres-sement, peut-être, à répondre aux invitations pourtant généreuses du gouvernement sud-africain. Enfin les rares ressources naturelles dont dis-posent les réserves, comme le Bophuthatswana, par exemple, sont exploitées par des sociétés étrangères qui empochent l'essentiel des bénéfices.

gisaments d'or et de l'emploi massif d'une main-d'œuvre temporaire bon marché (14) qui les dispensent de l'achat d'un coûteux matériel d'abat-tage (dont l'adéquation à l'extraction aurifère, en particulier, n'est pas prou-

(8) Dans l'état présent de la législation. les Africains u'ort pas accès à la propriété privée ou commerciale, sauf en des ces très exceptionnels et localisés. Le droit d'exèrcer un commerce ou de créer une entreprise, dans les réserves et les cités noires seulement, u'est accorde qu'à un tout petit nombre d'entre cur. (9) Le Transkel s ainsi accèdé à l' « indépendance » le 26 octobre 1876; aucun gouvernement n'a réconnu le nouvel Elat (soir à ce sujot dans le Monde diplomatique d'août 1978 l'article de Euth First intitulé « L'indépendance du Transked; une fousse opération de décolonisation a).

(10) Depuis fort longtemps, l'apparle-nance ethnique n's eucuue signification, ai biologique ai sociale, pour le majorité des Africains urbanisés à qui s'appiquent ces naturalisations arbitraires. C'est un point sur lequel même les gouvernants des homelands uommès par Pretoria sont très réticeuts.

(11) La Bantu Iuvestment Corporatiou (BIC) et la Khosa Development Corporation (K.D.C.), organismes publics dont la politique de dévelopment est déjà très critiquée par les dirigrauts africains qui lui reprochent de innetiouer davantage an faveur des industries bianes que des entrepreneurs noirs. En outre, la

vée). En revanche, les fermiers, chez qui l'on rencontre pourtant les partiqui fon fencontre pointant les parti-sans les plus convaincus de l'apar-theid, tirent, en définitive, moins parti de la main-d'œuvre bon marché des réaervea que do labour tenancy (15) fondé sur les mêmes rapports da production mais dans l'enceinte de la ferme (16).

Les réserves leur fournissent sur-Les réserves leur fournissent surtout une partie de la main-d'œuvre
saisonnière (avantageusement remplacée parfois par la main-d'œuvre
pénale) et servent de « décharge »
pour absorber la croît excessif des
familles installées sur leurs terres.
Afin de prévenir la concurrence à
l'embauche du secteur minier et industriel qui paye davantage en numéraire, l'ambition des fermiers est de
disposer d'une main-d'œuvre agricole
liée à ses employeurs par des contraintes légales dont ils souhaitent la mise
en application par le gouvernement (17). Celui-ci, cependant, ne

B.I.C. o délà été mêlée à de nombreuses affaires de corruption en faveur d'industriels blancs ayant sollieité (et ofitemu) des prêts par l'intermédiaire d'hommes de paille offoains.

112) Il n'est pas prévu de salaires minimum légaux dans les bantoustans.

(13) Certaines réserves, comme le Lebowa qui relovait d'une administration unique, sont vouées à un découpage qui soulère déjà des se quarelles de frontières sentre les futurs « Etats » Taongs et Sotho.

(14) Les aslaires des travailleurs mins, qui out à peu près quadruplé entre 1872 et 1977, sont de 2,40 à 3 rands par jour au tond.

(15) Le farmier installa cur ses formes de la cond.

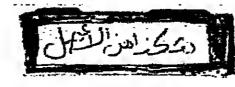
att ford.

(15) Le férmier installe sur ses terres quelques familles noires qui, en contrepartie de la jouissance d'un lopin, fournissent leur travail parfois quasi gratul-tement.

tement.

(16) Dans les années 1940, les farmiers se plaignaient en effet d'assumer les fouctions de réserve au bénéfice des employeurs des villes qui embauchaient les fils de leurs temants en laissant leurs familles à le charge des fermiers.

(17) Déjà: ils disposent des droits disciplinaires quasi féodeux qu'accordent la légalisation régentant les rapports entre e maîtres et serviteurs » (Masters and Servants Act).



— Je t'en supplie, dis-le moi, est-il en danger? C'est le moment de faire quelque chose. »

La mère, la tête entre les mains, les coudes sur les genoux, raconta ce qui s'était passé à l'aéroport et au commissariat de police. Elle confia que Souley était à l'hôpital. Puis elle se mit à sangloter.

« Ils sont venus ici, ils m'ont dit : Si tu racontes ce que l'on vient de te dire, on le tuera! »

Rokhig hondit. Mais le mère le retint ver le bres.

Rokhia bondit. Mais la mère la retint par le bras.

Que vas-tu faire, ma fille?

Nous devons l'aider! Si nous nous taisons, si nous ne faisons rien, ils lui feront du mal.

La mère de Sonley leva sur Rokhia des yeux noyés de larmes, elle hésitait à la laisser partir. Elle avait peur. Elle avait vècu le commencement du règne, elle avait appris à connaître les hommes qui avaient arrêté son fils.

Rokhia insista. La vieille ne savait plus que penser. Elle ne savait plus que faire. Elle làcha Rokhia, résignée. « Dieu vous aide », murmura-t-elle.

ROKHIA sortit, désolée, désorientée. Que faire? Que faire, en effet? Le moindre geste en faveur de Souley pourrait être considéré comme un acte de subversion. Les

magistrats avaient tout prévu. Alors, alors...

La ferme résolution avec laquelle elle avait quitté la vieille semblait fondre. Son allure ralentissait. Rokhia réfléchissait. Elle s'arrêta un temps contre un callcédrat. Soudain, une idée jaillit dans son esprit, elle héla un taxi et se rendit an ministère de l'éducation.

< Je veux voir M. Niclou... >, dit-elle à un garde. Niclou avait fait ses études à Marseille. Rokhia l'y avait connu. Ils avaient milité ensemble au sein de l'Union révo-intionnaire des étudiants africains. Rokhia connaissait les idées politiques de Niclou. Ce dernier occupait actuellement un hant poste : conseiller technique du ministre. Rokhia attendit dans le salon en compagnie de deux couples. Ce fut long. Enfin Niclou parut.

« Comment va, ma chère ? » Il entraîna Rokhia dans son burean et Rokhia, sans

perdre de temps, s'expliqua d'un trait... Niclou, le regard lointain, se cura délicatement les ongles puis, la main sur le bras de Rokhia, un sourire amusé sur les lèvres, il laissa tomber ces mots :

\*\* As chēre, Souley est un aventuriste. Que veux-tu?... la police fait son travail. Concrètement parlant, que laissent des hommes comme Souley? Que réalisent-ils? Rien! Rien... Ils s'agitent, ils parlent, ils crient. Tont cela est du vent. Moi, je fais la révolution dans ce bureau, la vraie. Je prépare de solides dossiers pour le ministre et les choses avancent. Le peux a beuvenu chapté avez la général tra avancent. Le pays a beaucoup changé avec le général, tu viens d'arriver, tu ne sais encore rien. Dans un mois ou deux, tu seras complètement conquise... Certes, le général a dissout le Parlement, les partis politiques, les syndicats. Il a interdit les grèves, les réunions, les manifestations, mais, crois-moi, c'est un vrai démocrate, il est si ouvert aux problèmes des autres ! Va le voir, crois-moi... il règlera tous tes problèmes, tu sera logée tout de suite, tu auras ton véhicule. Avec le réglime précédent, tu aurais attendu an moins six mois ! moins six mois !...

- Souley aventuriste ? Le général fait des miracles dans le pays ? C'est tol, Niclou, qui parles ainsi ? Je me souviens encore de tout ce que tu disais là-bas, à Marseille, à Paris... Tes discours, tes serments, tes plans d'action, allons, Niclou, ta mémoire, où est-elle ?

— Oui, oui, je sals, mais là-bas était là-bas! Nous étions loin. Nous étions en dehors des réalités nationales. Que me proposes-tu? Descendre dans la rue? Oui, je l'ai fait au quartier Latin, nous étions ensemble dans les manifestations. Des coups de pèlerine... parfois du matraquage et des bombes lacrymogènes, le panier à salade, vérification d'identité au poste. Au bout de deux heures, la liberté, et nous parlions de la prochaîne manif. Ici, c'est différent, tu reves, Rokhia i Ceux qui descendent dans la rue ne remontent plus : coups de crosse, coups de feu, arrestations, déportation, puis l'exil et le chômage...

- Et alors? Si tous les copains descendaient dans la rue. si tous les copains disaient « non », ils ne peuvent pas arrêter tout le monde!

— Mais de quei côté me vois-tu? Je suis bien là où je suis, je connais les réalités nationales. Je les vis depuis quatre ans et je répète que le général est un vrai démo-crate, il fait la vraie révolution. Ton langage m'est parfai-tement étranger...

Ils se regarderent droit dans les yeux, puis Niclou se leva et montra du doigt les bâtiments de la présidence.

« Le grand théoricien de jadis est la, l'homme de la révolution totale, sans faille et sans fin, Nalo. Il est conseiller du président, va le trouver ; moi, je ne peux absolument

Rokhia éclata de rire. Un rire amer, injurieux. Puls elle se leva, traversa un long conloir, un jardin avec des hibiscus, des lauriers, des bougainvillées, un autre couloir conduisant à un petit bureau occupé par un garde. < Je vondrais voir M. Nalo.

- Vous aviez rendez-vous? - Non, je suis une amie. >

Le garde se redressa vivement, claqua les talons, et s'inclina devant Rokhia.

« J'ai toujours dit que ce n'était pas des choses à faire. Mais que veux-tu, Rokhia? Tout l'hémisphère sud est de plus eu plus dominé par deux phénomènes : la liqui-dation des droits de l'homme et la médiodation des droits de l'homme et la medio-crisation des hommes au pouvoir. Je sais tout ce qui est arrivé à Souley, crois-moi, j'en suis malade. Mais je n'y peux rien. Un conseil d'ami, Rokhia... ne perds pas ton temps... Pas un des camarades que tu as connus en Europe ne lèvera le petit dolgt. Ne compte sur personne! Ici, il y a trois catégories de gens : ceux, comme Souley, que l'on piétine : clients des prisons et des chambres de tortures, puls voues à la dépor-tation et à la mort dans l'anonymat ; ceux, tation et à la mort dans l'anonymat; ceux, comme Niclou et moi qui font des papiers pour le général et ses copains, nous qui avons tout abjuré, tout renié pour la villa, la voiture, les pots-de-vin, les prébendes et le reste; et puis les trouillards qui voudraient dire « non », mais ont peur de leur ombre. J'ai compris deux vérités, partire de la répresentation de Rokhia: le tyran doit sa force à la véna-lité des uns et à la lâcheté des autres; un homme qui ne sait pas mourir pour la liberté n'est pas digne d'être libre. >

Nalo se tut, enleva ses lunettes, tira un mouchoir et s'épongea le front. < Je. vais prendre des risques, Rokhia, allons voir Souley à l'hôpital. >

E brigadier-chef ouvrit la porte de la petite chambre. Souley dormait, le bras dans le platre, un épais bandage autour de la poitrine.

Rhokia et Nalo le contemplèrent longue-ment. Ils ne le réveillèrent pas. Ils refermèrent la porte, tournèrent le dos et revinrent dans la cour de l'hôpital.

 Oui, Rokhia, fit Nalo, les droits de l'homme disparaissent dans l'hémisphère sud et ce n'est même pas pour les nécessités du développement. Certains pays de l'hémisphère nord ont inanguré la voie de la croissance forcée, accumulation par contrainte, répartition autoritaire du travail et du revenu, etc. Nous, fils de la misère, pouvons comprendre de tels impératifs. Mais, chez nous, il ne s'agit nullement de cela. Nos chefs pillent le pays et se vantrent dans la jouissance... Ils s'amusent, Rokhia, et c'est l'homme leur jouet. Sais-tu ce qu'ils disent? Nous avons de Puranium, du pétrole, un siège à PONU, à PO.U.A. Les Grands sont tenus de compter avec nous. Que les intellectuels écrivent contre nous dans les journaux, on s'en jout! Que nous jusillions dix mille types, nos voisins africains nous accueilleront toujours fraternellement et nos rapports de coopération avec les Grands n'en souffriront nullement, Sartre et Simone de Beauvoir peuvent gueuler... Que peuvent-ils? Rokhia, il est un Etat dont Marx n'a pas parlé: l'Etat-truand, tu auras l'occasion de savoir ce que c'est... »

Retour de l'hôpital, Rokhia tronva sa famille réunie dans la cour sous le goyavier au pled duquel son père avait l'habitude de recevoir ses amis. Il y avait les co-épouses de sa mère, une de ses tantes et son cousin Sima.

Le père, chapelet en main, faisait le va-et-vient. Rokhia salua. Nul ne répondit, Elle salua de nouveau... Silence. ← Pourquoi nous salnes-tu? tonna Sima. Où étais-tu?

Qu'as-tu fait ? > Rokhia, interdite un moment, se ressalsit et se tourna

· Pourquoi ces questions : où j'ètais, ce que je faisais ? Je n'al pas le droit de te poser des questions?
 Mais ne suis-je pas libre d'aller où je veux?

Sima leva les bras et cria : c Vous l'entendez ? Vous l'entendez ? C'est ainsi qu'elle

répond à sa famille? Non, Sima, c'est à toi que je réponds!

 Rokhia ! nasilla une co-épouse de sa mère, la voiture du directeur du commerce, notre bienfaiteur, est venne par deux fois, tu étais absente.

- Mère, j'ai voulu marcher un peu, est-ce mal?

— Elle va détruire la famille! tonna Sima. Elle a osè se rendre à l'hôpital auprès de l'ennemi de notre gouver-nement, l'ennemi de nos chefs, l'ennemi de nos bienfai-teurs. Tonte visite était interdite, mais Rokhia est une Européenne, elle n'en fait qu'à sa tête. Par son geste, notre famille s'est montrée ingrate à l'égard de ceux à qui nous devons tont. Nous pâtirons tous des conséquences d'une



(Illustration d'Iba Ndiave.)

telle folie, nous perdrons tout! Mes deux camions... à qui je les dois? Qu'étais-je avant? Vous le savez... Vous étiez là ! A présent, nous allons connaître la misère, plus de sacs de riz ou de manioc, plus un sou et plus d'habits pour les fêtes. Vous vous rendrez compte ! >

Sima fit face à chacune des co-épouses, à la mère de Rokhia, puis se tourna vers le père et se figea.

< J'ai voyagé avec un camarade, il a été arrêté à l'aéro-port, frappé an commissariat et conduit à l'hôpital... Je ne pense pas avoir mal fait en allant le voir.

 Pour qui te preuds-tu? persifia une autre co-épouse de sa mère. Personne ne s'est dérangé pour aller voir Souley. Tu voulais nous détruire, tu as réussi.

— Non, mère, je ne voulais détruire persoune. Aller voir un malade n l'hôpital n'est pas un crime. Si c'était moi qui étais alitée, Souley serait venu me voir,

- Souley! Souley! hurla Sima, elle ose prononcer son nom, ici, chez nous! Dire que je lui avais préparé le plus bel avenir : le directeur du commerce, homme riche, plus puissant que la plupart des ministres, s'intèressait à Rokhia, j'avais tout arrangé et maintenant tont est fontu. Il n'aura plus jamais confiance en moi, je perdral la place que j'occupe anprès de lui et ce n'est pas ton Souley qui nous sortira d'affaire.»

Rokhia se tut. Puis marcha à reculons. Son père arrivait droit sur elle, raide, mécanique, terrible.

c Inutile de discuter, ta mère est dans sa case, je lui ai ordonné de préparer ses bagages. Allez n'importe où, je ne veux plus vous voir chez moi! - Mais, père... >

Rokhia n'eut pas le temps d'en dire plus, une gifle la fit taire.

Elle s'éloigna, la main à la tempe, s'immobilisa un temps, puis se rendit dans la case de sa mère.

La mère, les bagages prêts, pleurait sur le lit de bambou. Prends ce que tu peux, murmura-t-elle à sa fille, je

retourne chez les miens, Dien tranchera. > Au moment où Rokhia et sa mère traversaient la cour. Sima hurla:

« Tu ne seras plus directrice dn collège! Il n'est pas question de mettre nos jeunes filles entre les mains d'une amie de Souley. Souley qui, voilà quatre ans, a refusé de voter pour le général! J'ai vu le rapport du conseiller culturel de notre ambassade à Paris! Souley est un ennem! de la patrie. Mais, rassure-toi, après ce qu'il a reçu, aux prochaines élections il ne s'abstiendra pas! »

semble pas disposé à entendre ces revendications. En 1970, la commission gouvernementale d'enquête sur l'agrigouvernementale d'enquête sur l'agri-culture (commissiou du Plessis) constatait, en effet, qu'un tiers des fermiers ne contribuaient que pour 3 % à la production agricole nationale, tandis que le tiers supérieur y contri-bue pour 25 %. Le mouvement de concentration capitaliste crée au sein de cette classe un clivage désormals décisif. Les entreprises familiales — qui représentent une des bases les plus solides du parti nationaliste — cèdent la place aux sociétés d'exploi-tation, et bientôt, sans doute, à l'« agro-business » international qui est prêt business » international qui est prét à intervenir en Afrique du Sud comme dans certains Etats périphèriques. Une partie numériquement impor-tante des fermiers blancs est condamnée à terme, de telle sorte que l'on peut prévoir une modification pro-fonde des bases sociales de l'agricul-

Un mouvement analogue se dessine dans le secteur industriel. A côté d'un capitalisme familial et « national » qui domine surtout dans le textile, le capital international s'installe dans l'industrie chimique et mécanique. Le premier bénéficie, jusqu'à présent, des mesmes protectionnistes qui lui permettent de contrôler le marché intérieur, mais son faible développement lui interdit pratiquement la conquête des marchés extérieurs. A la différence d'une politique de libéralisation économique plus généralisée, le projet de développement separé ne lui est pas particulièrement favorable, puisque l'élargissement souhaité du marché intérieur serait mieux à même de se produire dans des zones urbaines plutôt que dans les bantoustans actuellement mis en place. Il n'est pas sûr non plus que les perspectives actuelles lui conviennent au plan de la maind'œuvre. La politique d'investissement et de fragmentation des postes observée depuis p'usieurs années a pour effet de resserrer l'éventail des qualifications en faveur de l'emploi de la main-d'œuvre noire.

Le capitalisme international a, sur

ce point, des positions différentes. Les filiales de trente-trois sociétés américaines se sont engagées à respecter un code qui exclut la discrimination raciale dans l'empoi (« à travail égal, salaire égal ») et comporte l'obligation de former des travailleurs noirs pour leur permettre d'accéder à des postes plus élevés (cf. Sunday Times, 3 juillet 1977). Attitude qui joue en faveur d'une stabilisation des travailleurs africains et va au-devant d'un enchérissement inévitable du coût de cette main-d'œuvre de plus en plus dépendante des salaires pour survivre.

Sur le plan du commerce extérieur, les milleux d'affaires internationaux ne souhaitent pas non plus un protectionnisme qui, en contrepartie, les priverait de l'accès aux marchés étrangers. Ils souhaitent au contraire une politique de libre-échange et de concurrence, auxquels le capitalisme national risque de ne pas pouvoir faire face.

Si la politique de développement séparé permet un contrôle renforcé du separe permet un controle renforce du prolétariat, elle u'est pas en mesure d'enrayer les conséquences sociales de la concentration et de l'internationalisation du capital qui représentent la vraie menace pesant sur les classes moyennes blanches. De telle sorte que toute politique encourageant institutionnellement, même de manière limitionnellement, même de manière limi-tée, l'émergence de classes moyennes noires se heurte à l'opposition obstinée de tous ceux que la conjoncture pré-sente condamne à plus ou moins brève échéauce.

### Les dilemmes du parti nationaliste

A cet égard, le parti nationaliste A rencomre en son sein les plus vives résistances à sa politique, résistances qui se manifestent de façon assez significative à propos du sort des Indiens et des Métis. Jusqu'à présent, ces deux communautés semblaient devoir bénéficier d'une politique plus libérale, les distinguant des Africains, et qui aurait favorisé leur accès au marché national en permettant aux commerçants, hommes d'affaires et industriels de ces deux groupes d'opé-rer sur l'ensemble du territoire (18). commerçants, hommes d'ariatres et industriels de ces deux groupes d'opérer sur l'ensemble du territoire (18). Il existe d'affèrence des Africains, ont accès à la propriété privée et commerciale) une bourgeoisie libérale et commerçante qui envisage plus volontiers son avenir du côté des Blancs. C'est dire que la concurrence des classes moyennes de ces deux groupes, si cette politique était mise en œuvre, serait beaucoup plus 1 m mé d'i a te encore que celle d'une bourgeoisie noire qui u'a pas encore va le jour. Sur ce point, l'aile droite du partinationaliste évolue vers une doctrine de refoulement et de séparation absolue de toutes les «naces» en faveur d'un Etat sud-africain dans lequel Blancs, Noirs, Asiatiques et Métis

seralent cantonnés dans leurs territoires respectifs. Dans cette perspective, elle préconise l'extension de la
formule des bantoustans anx Métis
et aux Aslatiques (19).

La fraction droitière des nationalistes cherche donc à reprendre à son
compte les positions électorales traditionnelles du parti nationaliste en se
proclamant le champion de toutes les
couches de la population blanche
menacées par la disparition de leurs
privilèges économiques et qui, en raison de leur représentation parlementaire, constituent encore un enjeu
politique majeur.

Si cette résistance s'affirmait, la
libéralisation économique ne s'accompagnerait pas nécessairement d'une
libéralisation politique, comme on le
croit généralement. seraient cantonnés dans leurs terri-

croit généralement.

Les partis politiques en Afrique du Sud ne représentent que la classe capitaiste et ses alliés petits-bourgeois. Si ces partis, comme alleurs, s'ap-

capitaliste et ses allies petits-bourgeois. Si ces partis, comme affleurs, s'appuient sur cette clientèle électorale pour parvenir au pouvoir, le problèrre de leurs états-majors est davantage de s'y maintenir que de représenter leurs mandants. Depuis qu'il détient le pouvoir, le parti nationaliste, bien que généralement considéré comme le

représentant des classes moyennes blanches et segrégationnistes, a pra-tiqué une politique qui n'a fait que servir les intérêts de la classe capitaliste. Cette politique ne s'est pas accomplie par une libéralisation du rêgime mais au contraire par un dursement constaut des méthodes antoritaires et policières et par l'élimination de toute représentation politique — pourtant modeste — des populations non blanches. La fractiou Verligte ne propose pas d'autre politique de propose pas d'autre politique de la fraction de la fract

tique. Aujourd'hui que les réformes à accomplir sont profondes et touchent aux privilèges d'une partie politiquement sur-représentée de la population électorale, le parti nationaliste ne peut rester au pouvoir en s'appuyant sur des couches économiquement mori-bondes, quels que soient leurs effectifs bondes, quels que soient leurs effectifs an Parlement, mais en se faisant l'agent des transformations écouo-miques au profit du grand capital. Le choix d'une politique de résistance aux changements, telle qu'elle est préconisée par les Verkrampte, l'en-traînerait en effet dans un combat d'arrière-garde dont l'issue serait à terme sa disparition de la scène politique.

politique.

De son côté, le grand capital a besoin d'un parti fort pour mener a bien ses projets sans provoquer trop de secousses aux extrêmes. L'attitude de M. Oppenheimer, le magnat de l'Anglo-American Corporation qui do-mine l'èconomie sud-africaine, est significative à cet égard, et il a déjà eu l'occasiou de l'exprimer claire-ment (20).

ment (20).

Pour traverser aux moindres risques la crise actuelle, précipitée par l'indèpendance des colonies portugalses et la pression des États-Unis, le grand capitalisme semble décidé à agir par l'intermédiaire du parti nationaliste, dont l'expérience en matière de répression n'est plus à démontrer, quitte à négocier avec ses dirigeants une formule de compromis qui préserverait an mieux leur capacité de manœuvre : bantoustans pour le prolétariat noir, mais ilbéralisation économique des classes petiles-bourgeoises africaines,

métisses et indiennes, qui apporteraient au régime la caution antiraciste dont il a besoin sur le plan international. Si la base parlementaire et électorale du parti nationaliste ne permet pas à son état-major de remplir ce contrat. il ne peut que renoncer à la démo-cratie au profit de l'exercice des pleins pouvoirs. Ceux-ci seraient alors dirigés

pouvoirs. Ceux-ci seraient alors dirigés contre deux fronts: les Verkrampte au nivean institutionnel, et, au niveau policier, tous ceux, organisés ou non, qui luttent contre le régime.

La formule des bantoustans n'est peut-être pas la plus satisfaisante pour le développement du capitalisme : elle lui permet cependant, dans un premier temps, de se débarrasser de ses fractions les plus attardées qui gênent aujourd'hui sa reconversion.

Mais il serait vain de croire que cette politique encouragera le développepolitique encouragera le développe-ment des libertés publiques, à l'inverse d'une tendance qui n'a cessé de marquer l'histoire polltique de l'Afrique du Sud Privée aujourd'hui des bases d'une démocratie parlementaire, l'al-ternative sud-africaine risque fort d'être entre la dictature et la révolu-

CLAUDE MEILLASSOUX.

· (18) Rapport de la commission The-(18) Rapport de la commission The-ron, 1976.

(19) Le projet de réforme de la Consti-tutinn eud-africaine présenté récomment par le parti nationaliste semble inspiré par des préoccupations assets proches de cette tendance : Biancs. Métis et Indiens disposeraient chacun de teur Pariement et de leur cabinet, les trois gouverne-ments étant soumis à un exécutif

ments étant soumis à un exécutif commun.

(20) « L'abandon de la politique de développement séparé frapperait aux bases mêmes du pouvoir du parti nationaliste; elle est donc, à court terme tout au moins, incompatibles avec l'unité nationale » : H.F. Oppenheimer. South Africa, The next 15 years, US-SALET Symposium on Southern Africa, S.A. Institute ni Race Relations, juillet 1976. Ajnutans que le P.E.P. ne reçoit qu'un soutien modéré de la part du grand capital. M. Oppenheimer sontient plus volontiers l'Urban League, une association « apolitique » fondée en mai 1977, dont le but est de promouvnir une classe mnyenne niricaine.

والمراجع والمراجع

### 150.000 Blancs d'Afrique australe en Amérique du Sud?

### LES COLONS DE L'APARTHEID

Ly aura bientôt dix ans que « Che »
Gnavara, falt prisonnier par les
rangers de la 8º division de SantaCruz, était assassiné à Valle-Grande
sur l'ordre de Barrientos, alors président de la Bolivie, Les régimes de
l'apartheid out voulu être présents à
cet anniversaire : si les efforts pour
contrecarrer les négociations en cours
échouent, l'année 1977 devrait voir le
premier contingent des trente mille
familles de colons en provenance de
Namibie, de Rhodésie et d'Afrique du
Sud s'établir, avec armes et bagages, Naminie, de Rindessie et d'Alrique Sud s'établir, avec armes et bagages, dans la région située au sud-ouest de Santa-Cruz, non loin de Nancahuazu, et dans celle du Bení, toutes deux anciens foyers de guérilla.

anciens foyers de guérilla.

Les négociations ont commencé en avril 1975. A cette date, le gouvernement bolivien, en la personne du général Juan Lechin Suarez (responsable des massacres de mineurs dans les mines d'étain en mai et septembre 1965), entame à Genève des pourparlers officiels avec le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes (CIME) et à Washington avec la Banque interaméricaine de développement (BID). Il s'agit alors de préparer l'établissemeut en Bolivie de « retornados », colons portugais touchés par la décolonisation en Angola, Le projet tourna court, après qu'une délégation de ces colons eut visité les lieux qui leur étaient destinés. Entre-temps, on apprendra par visité les lieux qui leur étaient destinés. Entre-temps, on apprendra par la bouche des représentants diplomatiques de la Bolivie à Genève et en Afrique du Sud que les gouvernements des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France se seraient mis d'accord pour constituer un fonds de 2 milliards de dollars destiné à inderniser les Blancs qui « quittraient la Rhodesie, où üs ne pourront résister à l'ofricanisation totale, vu qu'ils ne sont que deux eent soixante-cinq mille contre une majorité de six millions de Noirs ».

La recrudescence de la lutte armée en Namible et en Rhodésie ainsi que la montée des soulévements populaires en Afrique du Sud décideront la République fédérale d'Allemagne (60 % des Blancs de Namible sont d'ascendance germanique) à précipiter avec le CIME des entretiens entourés de la plus grande discrétion. Son proposest de « canaliser l'émigration de ces ressortissonts d'Afrique oustrale vers l'Amérique du Sud plutôt que de les fotre revenir sur le territoire allemand, où la surpopulation causerait de graves foire revenir sur le territoire allemand, où la surpopulation causervit de graves problèmes ». Tels sont les termes du document dresse par le ministère de l'intérieur de Bollvie, qui ajoute : « Le ministre allemand de lo coopération économique a déclaré o M. Mac Bride (commissaire des Nations unies pour la Namibie) que les personnes d'origine allemande devraient recevoir les mêmes compensotions et les mêmes facilités oue celles nut ont été attrifacilités que celles qui ont été attri-buées au moment opporiun aux Alle-mands provenant d'Europe orientale.» Parallélement, et pour la protection

des Blancs d'origine hollandaise cette fois, le gouvernement de La Haye se met en quête de régions où les ins-

met en quête de régions où les installer.

Il faut noter que d'autres tentatives furent faites ailleurs. A la fin de 1976, le Québec fut saisi d'une demande d'hébergement des colons de Rhodésie et de Namibie, initiative qui souleva une vague de protestations dans certains milieux qui ne désiralent uullement voir se modifier une carte politique devenue favorable aux forces progressistes. Les réfugiés d'Asse du Sud-Est frapperont eux aussi aux portes du continent américain. La France, entre autres, étudie la possibilité de les installer en Guyane.

En novembre 1976 eut lieu, sous les auspices du CIME, à San-José-de-Costa-Rica, un séminaire sur le transfert de technologie par le moyen des migrations. En marge du séminaire fut convoquée une réunion à huis clos à laquelle participèreut de hauts fonctionnaires du CIME, des représentants des gouvernements d'Allemagne de l'Ouest, d'Uruguay, d'Equateur, d'Argentine, du Brésil, de Bolivie et du Vanezuela. Tous ces pays manifestèrent leur intérêt et offrient des garanties et des facilités d'acqueil. Le Brésil émit cependant des réserves et fit savoir qu'il n'acceptereit que des techniciens qualifiés et en limiterait le uombre à deux mille. Au cours d'une autre réunion qui s'était précédemment tenue au Costa-Rica, le Venezuela avait aussi teun à préciser qu'il entendait lui aussi procéder à une immigration sélective.

Les autres pays ne fixèrent pas de limites an nombre des futurs arri-

une immigration sélective.

Les autres pays ne fixèrent pas de limites an nontre des futurs arrivants, et leur enthousiasme s'est exprimé dans les commentaires de la presse de Montevideo et de Buenos-Aires. L'éditorialiste du journai uruguayen El Pais crut bon de souligner qu'il était d'autant plus nécessaire de sauter sur l'occasion que, par le passé, d'autres excellentes opportunités avaient été manquées, celle des Belges fuyant le Congo, par exemple, ou celle des Français chassés d'Algérie (que le pays voisin, l'Argentine, avait accueillis). Inspiré par ce désir de s'assurer ces remparts « de sécurité et de prospérité », l'Oruguay fut un des seuls pays au monde à se compromettre dans l'affaire dn Transkei et à dépêcher un délègué aux cérémonies de proclamation de son « indépendance »,

de proclamation de son « indépendance ».

Les milieux officiels uruguayens étudient un projet d'immigration de vingt mille colons sud-africains, mais pour l'instant c'est la Bolivie qui fait ligure de pays pj. nier. L'accuell se prépare en trois points du territoire, au sud et à l'onest du pays (San-Borja et Secure, dans la région dn Beni, et Abapo Isozog, au sud de Santa-Cruz). L'apport de fonds en provenance de Bonn (150 millions de dollars) a sans doute été l'un des facteurs déterminants dans l'affaire. Le plan de colonisation, établi avec l'assistance d'experts de la Banque

Par ARMAND et MICHELE MATTELART

mondiale et de l'Instituto Nacional de Colonización (organisme bolivien), prévoit l'arrivée échelonnée sur six ans de cent cinquante mille personnes, solt approximativement trente mille familles. En complément aux crédits qui seront fournis par le pays d'émigration ou par des organismes internationaux, l'Etat bolivien apporte l'équivalent de 250 millions de dollars sous forme de terres mises gratuitement à la disposition des colons blancs venus d'Afrique. La première zone de colonisation prévue, dans le département du Beni, s'étend sur 800 000 hectares. Des routes, des hôpitaux, des logements et des écoles seront construits dans ces territoires, qui out toujours été laissés dans l'abandon le plus complet. Rien de semblable n'avait été entrepris pour les colonies de paysans boliviens établies dans des zones proches par ce même Instituto Nacional de Colonización an cours des années 1950-1960. Les rapports dressés par l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) ont déjà dénoncé le statut privilégié ainsi conféré aux colons étrangers (comme les paysans

japonais arrivés dans les années 60 avec l'appui de leur pays et des Etats-Unis) par rapport aux autoch-tones qui manquent de la plus élé-mentaire assistance technique et mentaire assistance teehnique et sanitaire et parmi lesquels on trouve les taux de mortalité infantile les plus élevés d'Amérique latine. Dans ces conditions, l'arrivée d'une population possédant un niveau technologique élevé ne peut que transformer le paysannat autochtone en sous-prolétariat exploité par les nouveaux venus. Les autorités de La Pax ont délibérément avoué le caractère raciste de leur initiative, dont elles espèrent qu'elle « portera remède » au « peu d'optitude au progrès » inputé une fois pour toutes à leur population indienne.

indienne.

A la lumière des expériences antèrieures de colonisation étrangère, on peut évainer les objectifs du nouveau projet, d'une envergure sans précédent : « Créer des excédents agricoles qui permettent à la Bolivie d'exporter et ménager la possibilité d'un transfert technologique dans les zones rurales. » Il est souligne que les Boliviens qui seront attirés par ces zones nouvellement aménagées devraient profiter de « ce transfert d'expérience et de cette injection de capitaux ».

La solidarité anticommuniste des deux cônes Sud

Les antécédents historiques sont assez nombreux pour montrer qu'il ne s'agit pas seulement d'assurer un transfert de technologie par voie de migration : de riches émigrés allemands ont participé au pntsch qui reuversa le général Torres en Bolivie en août 1971, des colonies de même ascendance ont joué un rôle important dans le sud dn Chili avant le coup d'Etat du 11 septembre 1973, la « triple A » argentine compte dans ses rangs des membres de l'extrême droîte colonialiste européenne, française notamment ; on connaît enfin le succès auprès des mêmes groupes paramilitaires et auprès de l'étatmajor argentin des doctrines contre-révolutionnaires du colonel Trinquier, théoricien de la « guerre interne » et de la contre-subversion blen avant le Pentagone. Autant de faits qui illustrent l'incidence politique de tels mouvements de population.

C'est d'ailleurs ainsi que la COB (Centrale ouvrière bolivienne) et l'Union syndicale africaine ont interprété ce projet d'inunigration du cône son africain vers le cône Sud américain. Dans une déclaration conjointe rendue publique en juin 1977, elles signalent que l'opération traduit la volonté de « renforcer les gouvernements autoritaires du cône Sud d'Amérique latine ». La position de la COB a été appuyée par diverses organisations européennes et africaines qui out annancé leur intention de porter le cause devant les Nations unies.

L'import-export de population, comme d'ailleurs l'ensemble de leur politique démographique, est devenu un instrument de la géopolitique des Etats militaires d'Amérique du Sud. Les déplacements de population sur le territoire national pour mieux assirer le quadrillage et mieux désorganiser d'éventuels foyers de subversion, la stérilisation de femmes du peuple (démoncée par la Conférence épiscopale bolivienne, mais méthodiquement organisée avec l'aide d'organismes nord-américains qui prévoient la stérilisation de treute-cinq mille paysannes par an) constituent autant de moyens d'une même volonté stratégique de supprimer l'a ememi intérieur a.

gique de supprimer l' « ennemi intérieur ».

Le rapprochement entre les deux
cône Sud e'appuie sur un anticommunisme très classique. Appelant
à la défense de « l'héritags de la
ciolisation occidentale et chrétienne »,
le général argentin Alberto Marini
proclame : « Si l'Occident ne se porte
pas au secours de l'Afrique du Sud
(...), c'en est jait de cetie région. Si
on la laisse succomber sans aide, on
perdra fatalement le contrôle de
l'océan Indien et, en moins d'une
décennie, l'Europe sera devenue communiste. Ensuite viendra le tour de
notre Amérique, et c'est alors que
nous nous lamenterons sur nos erreurs
passées, qu'il ne sera plus possible de
réparer » (1). C'est précisérent la
marine argentine (la marine est le
corps le plus réactionnaire en Amé-

# PRODLIKE LEL

THE STREET

16 mg 45 mg

The same of the sa

man interestinguis; a see

the same property

and the desirate of the same

and the Agency

1" 21 300 Gal.

the state of the s

The state of the state of the state of

The said of the said of the said

and the last of the grant

The state of the same of

アデアンの職事 

the state of the s

Service Complete Comp

The second second second

rique latine) qui a milité avec le plus de ferveur pour la signature d'une niliance militaire entre les deux cônes Sud, l'OTAS (Organisation du traité de l'Atlantique sud), invitant le chef de la flotte sud-africaine à participer en septembre 1976 aux manœuvres conjointes UNITAS qui réunissent tous les ans la flotte des Etats-Unis et certaines flottes des pays latino-américains (3).

américains (2).

Des contradictions se manifesteut cependant. Ainsi le Brésil évite de manifester à l'égerd des régimes racistes d'Afrique australe nn soutien qui lui aliénerait des marchés qu'elle convoite dans le reste du continent noir. Brasilla remble en fait souhaiter un rapprochement avec l'OTAN, afin de renforcer son hégémonie régionale par la place privilégiée de sa marine au sein du système de défense occidental de l'Atlantique sud. Il n'empêche que se poursuit la pénétration de technologie et de capitaux sud-

#### Deux villes en construction

Le goovernement bolivien a approuvé Le goovernement bolivien a approuve le 20 juin un décret visant à investir 120 600 doilars pour l'étude de la construction de deux villes noovelles dans le nord du pays. Ces deux villes, précise de Mootréal l'Agence latino-américaine d'Information, seront destinées aux immigrants blancs venaut de Rhodésie, de Namible et d'Afrique du Sud. Riles porteront le nom d'Esperanza, à 230 kilomètres au nord-est de La Paz, et d'Oriente, à 200 kilomètres au nord de Santa-Crus.

africains dans les gisements aurifères du Brésil. Depuis deux ans, des équipes de géologues sud-africains, brésiliens et nord-arréricains (de la Bethlehem Steel Corp.) prospectent de concert le territoire brésilieu. De même les richesses minières de la Bolivie contribuent à la rapprocher de l'Afrique du Sud : en février 1977, le journal sud-africain The Star annonçait que la fameuse entreprise minière Shajt Sinkers, déjà présente dans les mines d'étain depuis 1968, allait intensifier ses activités dans les autres branches de l'industrie minière bolivienne.
En 1965, l'Afrique du Sud n'entretenait de relations diplomatiques à part entière qu'avec l'Argentine et le Brésil. Dix ans après, Pretoria avait établi en Amérique du Sud sept ambassades.

(1) CL Daniel Walsam Schincs. « Pre-toria y sus aliados ». Cuadernos del Ter-cer Mundo, nº 12, Mexico, mai 1977. (2) En mars dernier, le gouvernement argentin annonçait qu'il examinait un projet d'immigration de colons d'Afrique australe. Ce projet, soutenu par le CIME et les grands entrepreneurs de tabac du cord de l'Argentine, prévoit le transfert, dans les zones frontailères du Chili et de la Bolivie, d'un contingent de colons en propenague d'Afrique mais de colona en provenance d'Afrique mais aussi d'émigrants de l'Allemagne de l'Ouest (Agence latino-américaine d'in-formation, Montréal, nº 2, 24 mars 1977). Sur l'OTAS, voir le Monde diplomatique de mars 1977.

### issel marine

9 bis rue Saint-Amand 75015 PARIS - Tél 842.43.59 **TRADUCTIONS DESPECIFICATIONS** NAVALES ET MARITIMES

anglais, espagnol, japonais, russe, allemand, hollandais... (→←)

### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MERY Directeur de la publication : JACQUES PAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Réductrice en chet adjuinte : MICHELINE PAUNET

Priz de l'abonnement annuel (an trancs)

(em tranes)

France, DOM, TOM, Centrafrique,
Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey,
Gabon, Mauritanie, République
maigache, Maii, Niger, Senégai,
Tchad, Haute-Volta, Cameroun,
Togo, Guinée, Tuninie, Poste
militaire, Poste osvale, Andorre,
Monaco

Autres pays

PAR AVION (Abonnement et taxes)

Rédaction et administration : 5. Tue des Italiens,
TS427 PARIS CEDEX 99
(Cheque postal : Paris u\* 4307-23)
Têl Rédaction : 246-72-23
Têl Abonnemeuts : 820-63-03
Têlex : Le Moode 650-372 Paris
Adr. télégraphique : Jourmonde Paris

### Derrière le voile de la propagande-

### Un an après Soweto, l'Afrique du Sud en sursis

PENDANT les seize ans qui séparent le massacre de Sharperille, eu 1960, des émectes de Soweto, la République Sud-Africaine a connu aue période particulièrement faste, daue laquelle nue forte expansion économique se doublait d'une stabilité politique remarquable. Les services de propagande de Pretoria n'avaient donc oucnu mai à diffuser à l'étranger l'image rassurante d'un pays prospère et économiquement prometteur où les tensions ruciales étaieut en train de se dissiper, grûce à la mise eu place du système de développement séparé dont les bantoostans sont la grace à la mise eu place du système de dévelop-pement séparé dont les bantoostans sout la logique ultime. De plus, les Sud-Africains ue mauquaient auenne occaeion de rappeler oox puissances occidentales la position etratégique clef de leur pays en tant que rempart coutre la pénétration « communiste » dans la région. Mais l'année 1976 u brotalement mis fin à toutes mans l'annec 1976 u protalement mis fin à toutes les illusions, uvec l'échec de l'invasion de l'Angola, la forte balsse du prix de l'or, uux conséquences graves poor une écouomie déjà ébranlée et. surtunt, le choc de Soweto.

ebranice et surtunt, le choc de Soweto.

Dans un ouvrage collectif (1), des journalistes et des ebercheurs britanuiques mettent un les rooagee de la machine de propagande sud-africaine dans les pays occidentaux. Afin de propagande officielle — une pleiade de publications dans toutes les langues, des films distribués gratuitement, et l'invitation de personnalités étrangères influentes — est renforcée por la propagande privée de la Fondation sud-africaine et de ses antennes à l'étranger. Le but de ces opérations est d'impressinuer favorablement l'opinion publique occidentale en présentant une image acceptable du « pouvoir pâle » et de convaincre les milienx d'uffaires et gouvernementaux de l'intérêt économico-stratégique de l'Afrique du Sod. Bleu que les auteurs mettent l'acceut sur les agissements des services sud-africains dans les pays naglo-saxons, ils apportent d'intéressentes précisions services sud-africains dans les pays nagio-saxons, ils apportent d'intéressantes precisions sur l'effet de cette propagande en France. Le secrétaire d'Etat o l'information a ainsi pu déclarer que « grace à l'efficacité du choix des invites français par son ministère, environ onze millions de Français ont pu lire des reportages favorables à l'Afrique du Sud » (page 4).

lavorables à l'Afrique du Sud » (page 4).

Maigré l'engagement croissant de la France, devenue, selon les antorités de Pretoria, « sa méilleure amie », l'édition française a continné d'ignorer largement la situation dans ce pays. La montée des luttes et l'internationalisation des conflits dans la région ont suscité un regain d'intérêt dans cette nouvelle « zone des tempétes », ce qui explique la parution en France, dans un intervalle de quelques mois, de trois livres qui foat le point un an oprès Soweto et qui ouvrent le débat sur les perspectives d'avenir de l'Afrique du Sud. A sa manière,

ehacun de ces ouvrages est un démenti caté-gorique à la déclaration du premier ministre Vorster selon laquelle « l'Afrique du Sud n'est

D OUR Marianne Cornevin (2), auteur d'une bistoire de l'Afrique, le pays de l'apartheld u'est pas sealement en crise, mais il est aussi eu sursis. Solidement documeuté et bien présenté, est ouvrage est nue véritable radioscopie de la société eud-africaine et représente une des meilleures introdactions à ce sujet complexe. Avec un évident effort d'objectivité et d'analyse dépassionnée, elle examine à tour de rôle les acteurs du drame — les Blanes et les trois composantes de la population non blanche: Noirs, mêtis et Indiens. L'outeur pèse les forces et les faiblesses de chaque groupe

### Par HOWARD SCHISSEL

afin de janger l'évolution des rapports de force à l'intérieur de cette société et ses effets possibles sur l'équilibre instable actuel. Si l'Afrique do Sud a la plus puissante armée et l'économie la plus forte du continent, elle souffre néanmoins de difficultés économiques à la fois conjoncturelles et structurelles (besoin de capitaux, manque de main-d'œuvre qualifiée, étroltesse du marché, dépendance technologique, etc.) qui minent l'hégémonie blanche, rendant inévitables des changements profunds. Marianne Cornevin croit que le sort des deux communautés est intégralement lié parce que, malgré tout, elles sout condamnées à vivre ensemble. Elle souligne qu'une évolution positive de la situation est possible q si les Blancs se décident à faire à temps les réformes politiques indispensables conseillées depuis longtemps par les maîtres de l'économie sud-africaine » (page 279). Ce qui équivaut à envisager le changement dans l'optique du capitalisme

caine s (page 270). Ce qui equivant à envisager le changement dans l'optique du capitalisme « éclairé » du magnat sod-africain Harry Oppenheimer et suivant les orientations de la nouvelle politique américaine.

Pour Paul Bernetel (3), journaliste africain, les « enfants de Soweto » ont mis l'Afrique du Sud en question. Les jeunes de la génération du « Stone Power » ont mis fin a la resignation de leurs ainés et out permis aux Africains de sentir « remaître l'espoir en eux ». Après une description détaillée des émeutes et de leurs conséquences, l'anteur, dans la partie la plus originale de son livre, démoutre que « le régime de l'apartheid. ne peut se maintenir qu'ovec la complicité active de l'Occident » (page 285). Dans des chapitres solidement charpentes, il dresse un réquisitoire contre la collaboration avec Pretoria de certains chefs d'Etat africains. avec Pretoria de certains chets d'Etat africains, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de

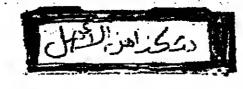
l'Allemagne occidentale, et surtout de la France. Car ce dernier pays n'a pas seulement livré ses armes les plus modernes; il a aussi vendu les licences de fabrication qui permettent à Pretoria de fabriquer plus de 50 % de ses besoins en armement. Paisque, comme le constate Paul Bernatel, « les affaires sont les affaires », la récente vente par la France de deux centrales nucléaires à Pretoria s'inscrit en toute logique dans la politique de coopération multiforme entreprise depnis quinze ans. Si l'anaiyse reichienne du « fascisme » sud-africain semble un peu déplacée, l'auteur à raison de souligner la nécessité de pressions internationales, spécialement africaines, pour aider la lutte de la population noire. Il dénonce aussi l'attlinde occidentale pour qui les droits de l'homme ne semblent pas être appliqués à ceux qui ont la pean noire.

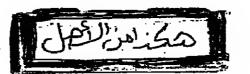
l'homme ne semblent pas être appliqués à ceux qui out la peau noire.

1 'ORIGINALITE de l'ouvrage de Brigitte L'hachartre (4), membre du Collectif de recherche et de l'information sur l'Afrique australe (C.R.LA.A.), est de mettre l'accent sur l'action syndicale des travailleurs noirs dans son rapport avec la lutte de libération. Si « la prise de pouvoir par la majorité opprimée n'est pas encore à l'ordre du jour », l'auteur ne doute pas que le prolétariat noir aura un rôle central dans le renversement de l'apartheid, compte tenu des faiblesses des mouvements de libération exilés et parce que le système capitaliste englobe essentiellement la totalité de la population africaine. Or les six millions et demi de travailleurs noirs out brisè le leng silence des années 60 en déclenchant, à partir de 1971, en Nambble, et, l'année suivante, dans le bastion raciste lui-même, une série de grèves sans précédent dans l'histoire du pays. Les mots d'ordre des grèvites étalent arés sur l'augmentation des salaires et la reconnaissance de leur droit syndical. Mais, dans le contexte particulier de ce pays, ces révendications ont une forte eonnotation politique, voire enbversive ; elles visent à donner unx travailleurs noirs plus de pouvoir dans le partage des richesses qu'ils produisent et, dans un second temps, à remettre en cause tout l'édifice de l'exploitation capitaliste. L'analyse que fait B. Lachartre des effets de la dynamique des luttes sur l'Etat-patronat, sur la population blanche, et, plus spécialement dans l'ebsatche d'une alliance entre ouvriers et étudiants noirs, est capitale pour la compréhension des rapports sociaux conditionnant la stabilité du régime. S'inscrivant en faux contre la thèse économiste du « poids des réalités économiques » comme moteur de enargement, elle estime que ce seront les combats de classe articulés an combat nationaliste qui détermineront dans une large mesure l'invenir de l'Afrique du Sud et de toute l'Afrique australe.

(1) The Greet White Hoar, ouvrage collectif Africa

(1) The Greet White Hoar, ouvrage collectif Africa Bureau, Loadres, 1977, 119 pages, 1 livre.
(2) L'Afrique du Sud en sursis, Marianne Cornevin, Hachette, Paria, 1977, 288 pages, 49 F.
(3) Les enjants de Soueto, Paul Bernetel, Stock, Paris, 1977, 312 pages, 38 F.
(4) Lutter ourrières et libération en Afrique du Sud, Brigitte Lachartre, Syros, Paris, 1977, 200 pages, 29 F.





### Pour réduire leur dépendance

### LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT PEUVENT-ILS PRODUIRE LEURS PROPRES BIENS D'ÉQUIPEMENT?

A production de blens d'équipement est ectuellement l'apanage quasi exclusif des pays industriels. Les pays en voie de développement, qui en ont cependant augmenté la production à des taux annuela aupérieurs à 10 % eu coure de la décennio 1950, voient leur part dans is production mondiale stagner aux elen-tours de 5 %. Encore ces 6 % proviennent-ils d'un nombre restreint de pays lement l'Argentine, le Brésil, l'inde et le Mexique).

La pensée économique dominante incita à considérer que cette altuation est une conséquence quasi inéluctable de la division internationale du travail, celle-ci excluant les pays en voie de développement d'un secteur de production dont les technologies sont trop complexes, les cherges de financement trop lourdes, etc. Une étude récente menée par l'ORSTOM (1) sur le Brésit et l'Inda (2) montre que le validité économique de cas thèses est ioin d'être acquise. Pourquoi est-il important que les pays

du ders-monde produisant leure propres blens d'équipament ? On peut evancer au moins deux reisons mejeures. La première est tiée à une évidence : un pays ne paut s'équiper en machines et matériel do transport (les bâtiments et ouvreges do travaux publics sont exclus de l'anelyse) qu'en produisant ces blens ou en les important. Or les importations des pays en voie de développement porteni pour 40 % à 60 % sur des biens d'équipement. On peut difficilement envisager une eugmentation de ce pourcentage, les autres postes d'importation étant rerement compressibles. Le volume de la production locale de blens d'équipement détermine donc directement la volume de l'investissement domestique.

L'étroitesse des marchés intérieurs

A dimension d'un marché intériaur n'est pas une donnée rigide, en particulier dans le domaine des biene d'équipement, On conviendra elsément en premier lieu que, selon qu'un pays investit 10 % ou 40 % (Algérie) de son produit national, le taille de son marché intérieur des blens d'équipement change sensible-

Meis l'étroltesse du marché tiendrait eussi, selon les idées courantes, au fait qu'il n'existe pas un marché unique des biens d'équipement, mais une multitude de sous-marchés correspondant aux miltiers de machines et éléments de machines que recouvre l'expression « biens d'équipement -. Chacun de ces sousmarchés, infime parcelle d'un marché globel étroit, est de taille beaucoup trop faible pour pouvoir inéresset un entre-preneur. Mais cette arithmétique est trop simple. En effet, les investissements d'un pays qui s'industrialise sont en général concentrés dans un nombre restreint de peuvent représenter de 40 % à 70 % du marché intérieur total des biens d'équipement. Ce sont ces priorités qui créent des marchés pour les équipements cor-respondants. Ainsi il y e en Inde comme au Bresil un marché des équipements chimiques, sidérurgiques ou électriques parce que, dans les deux pays, le politique Industrielle privilégie depuis vingt ans ces trois industries : en sens inverse, li n'y a ni en inde ni au Brésil de véritable marché des tracteurs parce qu'eucun des deux paya n'a réellement encourago le développement d'une agriculture mécanisée (alors que 72 % de la population active en inde et 44 % au Brésil est employée dans l'agriculture).

En outre, besucoup de biens d'équipement peuvent être regroupés en caté-

Importer est-il moins cher?

F ST-IL moins cher pour un pays en vois de développement d'importer biens d'équipement dont il a besoin plutôt que de les produire localement ? Les données disponibles é ce sujet eont rares et d'interprétation difficile Mals les comparaisons conduisent en général à répondre positivement, le coût de la production domestique étant fréquemment de 19 % à 60 % plus élevé que le coût de l'importation correspondante.

Observons d'abord que ces résultats ne cont pas si catastrophiques car les échelles de production dans les pays du tiers-monde sont fréquemment de trante é cinquante tois plus petites que celles que l'on rancontre dans les pays industriels. De plus, ces résultats sont très sensibles aux conventions adoptées pour établir les comparaisons. Or Il y a touloure beaucoup d'erbitraire dans le choix d'un taux de change, dans la fixation du prix t national d'un produit ou dens le définition d'une rémunération - normale du capital. Enfin, lo plupart des analyses réalisées jusqu'ici ont porté sur des industries qui n'evaient que quelques ennées d'existence, alors qu'on estime généra-iement qu'une industrie n'atteint vraiment sa mel-wité qu'eprès quinze ou vingt

Les comparaisons entre prix relatite des importations et des productions locales permettent aussi d'avancer deux conclusions optimistes. En premter lieu, les surcollis liès é la production domestique sont faibles ou même négatits pour les produits de taille moyenne fabriqués sur commande ou en séries courtes. Cette conclusion est importante, car elle concerne une gamme très large de produits (par exemple : moteurs, transforma-

La deuxième raison tient à ce que les dépenses en devises antraînées par l'eb-sence de production locale ne sont pas limitées à le seule balance commerciale. Les echats de technologie étrangère (ilcences, brevets, services d'assistance technique), qui pèsent lourdament eur le balance des palements, treduisent le plus souvent une inexpérience des ingénieure locaux en matiére de concepdon, de production, ou d'utilisation de biens d'équipement. C'est à l'acquieition de tels blens que sont consacrés la quasi-totalité des crédits à l'importation accordés aux pays en voie de développement Enfin, les Inves tissements directs de firmes étrangères dans ces demiere pays concernent de façon croissants la production de biens d'équipement et, plus généralement, le production de biens à technologie dite complexe, ce qui ramène aux problèmes technologiques. Ainsi, le faible développement de la production de biens d'équipement dens les pays du tiers-monde peut de la sujétion financière de ces pays eux pays industriele.

Les idées reçues ne manquent pas pour expliquer ou justifier que les pays du tiers-monde ne produisent pas davantage de blens d'équipement. On peut ranger ces idées sous trole grendes rubriques : les marchés Intérieurs de ces pays sont trop étroits ; il est presque toujoure moine coûteux d'importat des blens d'équipement que de les produire localement : enfin, les biens d'équipement nécessaires à le construction d'une économie moderne sont de technologies trop diverses et trop complexes pout qu'un pays industrielle ment jeune puisse en envisager le fabri-cation. Ces arguments résistent-ils é l'exa-

gories de produits technologiquement proches et susceptibles d'être fabriqués par le même producteur ou le mêms groupe de producteurs. Example de ces cetégorles : produits de le chaudronnerie lourde pour les industries elimentaires, chimique et pétrolière, les papeteries el les cimenteries, la construction navale ; équipements pour les travaux publics, les mines et l'agriculture ; moteurs à combustion interne, pompes et compresseure, etc. On ne peut donc effirmer que le marché et les possibifilés de fabrication - simultanée ou à une certaine échéance - d'eutres produits de la même caté-

Il n'existe donc pas de critère simple et universel qui permette d'enfermer à l'intérieur de limites strictes le marché Intérieut des biens d'équipement dans un pays donné On peut d'etlleurs confirmer cette proposition per une observation statistique. Dans tous les pays du monde, de dévaloppement, la production des industries mécaniques et électriques (catégorie qui regroupe les industries des biens d'équipement, de l'électroménager et de l'automobile) croît besucoup plus vite (de 1,1 à 1,8 tois plus vite) que la moyenne de la production industrielle. Cela tiont en particuller au fait que la production de biens d'équipement croît au rythme de l'investissement Industriel. donc eensiblement plus vite que la production industrielle ; cela tient aussi ce que les industries précédentes so fournissent é elles-mêmes le plupart des équipements et produits cemi-finie qu'elles utilisent. En tout cas, le conclusion est que la production de blens d'équipement, quand elle existe, se développe é

teurs, machines-outils ou même camions). En second lieu, les surcoûts apparais-sent très modérés si l'on se contente de produire localement une partie seulemen des plèces et éléments nécessaires à le construction de l'équipement considéré. tion de biens d'équipement peut être entreprise é des coûts raisonnables, é condition que les pays concernés ne se montrent pas trop ambitieux dans leur volentá de substitution aux importations. On peut eussi pousser plus ioin la usion. En effet on constate qu'un pays n'atteint sa maturité technologique dans une branche déterminée que lorsqu'il est capable de produire de bout an bout lusqu'au stade de l'ensemble complet, les équipements dont e besoin cehe branche. On peut ainsi estimer que les surcoûts représentant pour une part le prix que doit payer une industrie jeuns pour taire eon apprentissage technolo-

Plus généralement, la question du choix entre production domestique et importation renvoie à un vieux débat que l'on peut echématiser de le taçon eulvante : les prix internetionaux doivent-lia guider les choix de production des pays en vola de développement ? Autrement dit, un pays doit-il renoncer à produire des camions, par exemple, parce qu'il peut acquérir ces camions à un moindre cost en les important ? Même du point de vuo économique, la réponse é une telle question no o'impose pas : on pout tecile-ment, en adoptant certaines conventions de calcul (prix auquel on valorise les devises ou blérarchie introdulte entre divers objectifs de production), inverser les conclusions d'une analyse faite avec Par PIERRE CASTELLA \*

d'autres conventions. Plus tondamentale ment, de tels exercices de quantification tendent à dissimuler te fait que les choix sont pour une large part, de nature politique. Alnsi, personne ne conteste plus eulourd'hui la réuselte de l'industrie celle-ci produit à des coûts reisonnables un million de véhicules par an. Mais te décision prise en 1958 do construire de

Les capacités technologiques

Es pays en vole de développement disposent-ils de cepacités technolosent-îls de cepacités technologiques suffisantes pour produire les blene 'équipement complexes que requiert la construction d'une économie moderna ? Il faut d'abord s'entendre sur ce qu'est sont les producteure dans cette économle? Sulvant qu'il s'agire d'entreprises petites ou grandes, nationales co étran-gères, et suivant que ces entreprises recourront à des méthodes de production utilisatrices de main-d'œuvre ou de capital. la nivear technologique de la demanda de blens d'équipement variers lergement. Ainsi, le production brésilienne de machi-nes pour l'industrie textile est faible parce que le pays a privilégià la production de tissus synthétiques au détriment des tissus en fibre naturella; or les premiere sont produits par des firmes étrangères qui travallient 'e fait evec des équipements importés, les seconde sont produits per de petites entreprises traditionnelles qui, te de soutien public, voient leur production régresser depuis quinze ans et, en conséquence, ne s'équipent plus. En sens inverse, l'inde est devenue un des premiera producteure mondiaux d'équipe-ments pour l'industrie textile parce que, entre eutres raisons, une politique active e permis de meintenir une répartition équilibrée (environ 50 %-50 %) entre les productions des secteurs moderne et tra-

Il reste qu'un pays qui a'industriellsa ne peut sa dispenser de faire l'apprentissage d'un grand combre de technologies comes. Qui plus est, l'apprentiss suffit pas, il faut aussi eulvre la rythme du progrès technique international, dont c'est une banalité de dire qu'il est très rapide : dans le ces extrême des équipements électroniques, le productivité (à prix constants) de certains matériels double tous les trois ans.

L'exemple Indien montre que ces problèmes ne sont pas insurmontables, pourvu que les efforts solent concentrés dans certains secteurs, et que le recours à la technologie étrangère ne soit qu'un moyen d'aider à l'édification d'une technologie d'origine nationale. Dans la plupart des secteure où les Indiens evalent é créer

U N pays qui e'industrielise ne se demande pas a'il va produire les

blens d'équipement dont il e besoin. Ce

pays e des projets de production et pour

les réaliser, il peut ou non faire eppel é

l'étranger, non seulement pour echeter des

blens d'équipement ou de la technologie,

mais eussi pour trouver des financements

ou, plus radicalement, pour confier le pro-jet é un investisseur. Or la force des pays

Industriele - et de leure firmes ectives

é l'étranger -- est de pouvoir présente

aux pays demandeurs une pitre globale et

souvent liée, où l'on trouve tout é la fois

les équipements, le technologie, les finan-

coments (et éventuellement l'Investisseur).

prendre la tout, d'eutant que cette solution

permet en général une croissance écono-

mique immédiate plus rapide. Mais cette sc'ution est eussi le début du cycle de la

dépondance économique : un pays qui na

produit pas d'équipements stérilise ses

cepecitée de recherche technologique et

est de moins en moins capable de produire ses équipements et es technologie ; fi e donc besoin d'importer devantage,

donc do trouver des devises, donc de re-

chercher de nouveaux financements, qui

seron. Ilés é de nouvelles importations

d'équipement ou é de nouveaux investis-

Pau de pays en vole de développement

ont cherché à dissocier les différents éléments de l'offre globale d'assistance

étrangère. L'exemple de l'Inde (ou de

l'Algèrie) montre que cette dissociation

est possible : un pays peul imposer réalisation sur place de tout ou partie des

équipements correspondant è un projet, même el le technologie, le financement

paut parvenir à assurer une part crois

sante de l'enginearing des projets, même

sont étrangers; un pays peut dissociar

finencement et investissement en recou-rant surtout é des prêts étrangers pu-

Le Brésil Illustre à l'autre extrême

l'exemple d'un pays qui e'est équipé en recourant eurtout à des investissements

directs de ~ clétés étrangères. Ces inves-

tissements se sont dirigés pour una part

Mais le branche e'ost trouvée repidement

dominée par le firmes étrangères, ce qu

e considérablement réduit les avantages que le pays pouvait tirer de l'existence

• Chercheur à l'Office 0a la recherche acientifique et technique outre-mer.

sements directs, etc.

blics, etc.

Il est tentant pour le pays demandeur de

toutes plèces cette industrie en euppriment dans les cinq ene toute importa-tion d'éléments et de produits semi-finis avait été considérée elore par de nombreux experts comme une aberration économique. Dans le même temps, l'inde entrepreneit de construire une industrie automobile enbèrement domestique, dont la production était limitée volontairement à moins de 100 000 véhicules par an. Les surcoûts que paient les indiens pour cette limitation voloniaire tradulsant un choix socio-politique parfaitement détendable.

(el0érurgle, production d'électricité, Indus-

tries allmeniaires, machines-outila, éleotronique, eviadon...), les pouvoirs publics ont cherchà à ce que la pays ecquiére progressivament la maîtrise technologique de la fabrication des équipements correspondants, même el ceux-cl étalent de conception (trangère ; puis les équipe-ments eux-mêmes ont étà conçus localement, même si la chaîne de fabrication dans lequelle lle devalent entrer était de conception étrangère : eujourd'hul, les ingénieurs indiens na sont pas encore inventeurs mais, dens les secteurs cités, lle peuvent se dispenser de : 2courir eux ets étrangers pour mettre en œuvre des technologies nouvelles eu plan Inter-

L'exemple brésillen montre é l'inverse que si un peys eccepte de teçon indiscri-minée les offres de servica des engineerings étrangers, toute velléité de jecharche technologique nationale est inévitablement étouffée, ce qui installe le peys dane une eltuation durable de dépendance. A la fin des années 1950, le Brésil e engagé un processus d'industrialisation comparable à ceiul d., l'Inde. A l'époque, les de:x pays avalent des expériences technologi-ques volsines, la Brésil disposant d'elileurs d'une reletive avance dens le secteur des blens d'équipement. Vingt ens plus tard, la Brésil est envahl par la technologie étrangère, celle-ci s'étant dirigée surtout vere les industries de biens de consommation finale et fort peu vere les industries de biens d'équipement. De plus, dans ce dernier secteur, la faiblesse de la polidque technologique netionale e été telle que l'engineering étranger est tout de même dominant. Et on prévoit que, même al un effort conséquent est entreprie, la part de l'engineering national (3) dans ce s deur ne pourra progresset en dix ens que de 15% à 36%.

Les questions de difficultée technologiques ne justifient donc pas plus que les questions de marché ou de prix de tevient l'existence de fetalités qui empêcherelent les pays en vole de développement de produlre leurs propres blens d'Anuipem En fait, les remerques précédentes suggérent que le seule question importante est celle de la volcnté globale d'indépandance

La volonté d'indépendance nationale

d'une production domestique. L'efflux des investissements directs et le aubstitution aux importations consécutive à ces inves-Ussements ont momentenément permie des économies substantielles de devises Male les importations de biene d'équipement n'ont pas diminué, l'engineering netional

est resté embryonnsire, les besoins de financement extérieur se sont eccrus é un rythme vertigineux, el bien que, des evant le crise du pétrole, la quête de devises était devenue l'objectit méjeur de le politique économique brésillenne. Il faut garder é l'esprit que de nombreux blans d'équipament peuvent être

produits, même dans les pays industriels, dans des entreprises de petite tallle fonotionnant avec un capital réduit. Cecl est une première chance pour les pays en vole de développement. De plus, it est probable que des études spécifiques parmettrelent d'atendre seneiblement le gemme des blane pouvant âtre produits dene les mêmes conditions : male on ne oaut évi-

pour entreprendre de telles études. Que produire concrètement ? On peut penser en premier lieu à tous les blens lagers d'usage générel moteure, pompes, produits de le mécanique génârale... On a constaté plus l'eut que les blens d'équipement de taille moyenne prodults sur commande ou en séries assez courtes étalent fabriqués é des coûts raisonnables dans les pays qui en evalent entrepris le production. On peut encore rappeler qu'il existe, eu sein de ta caté-gorle ganérale des biens d'équipement,

des temilles technologiques de produite

et qu'il est possible de passer de teçon continue, eu sein de chaque famille, de

le fabrication des biens les plus elmples é celle des biens les plus complexes. Male ce qui fondamentalement déterminera le type de blens d'équipoment susceptibles d'être tabriqués par l'industrie domestique, ce sont les besoins des branches priviléglées par la politique de développement. Qualles que soient ces brenches, des besoine appereitront euxque il sera possible de répondre pertiellement. La croissance ultérieure du revenu netlonal accroîtra les marchés des ^quipeme correspondents, ce qui parmettra é la

production do:nestique de répondre devan-

taga à le demande, etc. Il n'y a cependent eucune reison a priori pour que le production domestique sulve econtanément l'évolution de la demande La production brésilienne na s'est pas développée de façon estisfaisante, en dépit de l'existence d'une forte demande, perce que, hormie lee releons dăjé évoquées, le systéme financier domestique offrait aux echeteure de biens d'équipement produits localement des conditione de crédit moine evantegeuses que celles du marchà internationel, parce que la souci des autorités d'encoureges l'investissement industriel e'est en leit tradult par l'éteblissement d'un système de subventions aux importetions de biens d'équipement parce que les producteurs nationaux n'ont reçu eucun soutien public face è le concurrence des filiales de sociétés étrangètes... L'inde n'esi pas tombée dens les mêmes travers, et alle e considéré le développement de son industrie de blens d'équipement comme un but en eol, en négligeant le production de biens de consommellon ; les eutorités économiques ont pris leurs décisions eu coup pet coup et comme une suite de défis à l'ordre économique international; le développement de le production e été fondà de feçon telelivement exclusive sut le croissence d'un nombre restreint de granda groupes, publics ou

Le seul énonce de ces divers points montre qu'il est peu de domelnes de le polltique économique qui ne eolent impliqués dans le construction d'une Industrie de biens d'équipement. On peut que le développement d'une telle industrie met en cause l'ensemble de l'organisation socio-économique nationale imodèles de consommation, de distribution du revenu, etc.).

L'ergumentation qui précéde ne signifie certes pas que les peys en vole de déve-loppement peuvent, s'ile le désirent et el leur système socio-économique s'y prête, preduire tous les biene d'équipement dont its onl besoin. On constate, en particulier à periir des exemples du Brésil et de l'inde, que, même lorsqu'un haut niveeu d'autosuffisance a été eneint, certains postes d'importation apperaissent difficilement réductibles l'étonnant est que daux pays eussi différents que mémes difficultés pour les mémes prodults : équipements pour les mines, l'édition, le pepier et le chimie lourde, produits de le mécanique de précielon, égulpements électriques et de télécommunicetion. La question est perticulièrement importante pour ces deux demiere types de biens, car lle conelituent toujours une pari notable des investissemente dene tout peys qui e'industrielise.

### Un nouveau champ de coopération ?

TL est un autre type de biens dont le développement apparaît difficile : ce sont les équipements eulomatiques da commende, contrôle ou esservissement (4). Cas équipements occupent une piece croissante dans le total des investissementa Industriela (10 % en 1970 aux Elats-Unis contra 2 % en 1956) et leur production talt le plus souvent l'objet de monopoles de diverses firmes multinetionales. Mais, surtout, ces firmes tendent de plue en plus é produire non seulement ces équipements, mais eussi les mechines euxquelles ils sont destinés dépendance du tiers-monde per repport à ses fournisseurs étrengers et il appa-rait indispansable que, mêma pour ces équipemente complexes, les pays en vole de développement entreprennent, eu moins dans certains sous-secteurs, leure propres

efforts de production. Jusqu'ici, les efforts de coopération régionale entre pays en vola de développement ont essentiallement porté sur cartaines industries de base (chimio, ecler. matériaux de construction...) ou certaines productions destinées é le consommation Anele. Les industries do blens d'équipement ne pourraient-elles devenir un domaine privilégié de ces occorde de

trois arguments en taveur de cette proposition : en premier lleu, l'absence de production de blena d'équipement dans les pays en vole de développement est una des causes essentielles de le dépendence de ces pays à l'égerd des peye Industriels : en second lieu. le diversité des productions à mettre en œuvre est tella qu'alle permettreh aesaz tacilament une répartition sabefalsante des projets envisegés entre les différents pays perticlosof é l'accord : enfin. l'effort reguls pour créer les capecités technologiques nécessaires est d'une ampieur telle qu'il Impose des epécielisetions netionales.

(1) Office Oe is recherche scientifique et technique outre-mer, 24, rue Bayard, Paris (8°)

Paris (8°)

(2) Cf. La production brésilienne de biens d'équipement et le développement industriel Ou Brésil de 1950 à 1975, et La production indienne de biens O'équipement et le développement industriel de l'Inda Oepuis 1950 jà paraître prochaicement.

(3) Il s'agit de l'engioeering de conception des équipements utilisés dens i tion des équipements utilisés dans le secteur. Pour plus de détails, cf. The transfer of technology in the industrial Development of Brasil. General Aspects of the Problem, Nations notes E/CN, 12/937, 1974.

12/931, 1974.

(4) Of. par example: Place et lunction de l'ingénierie dans le système industriel français, par J. Perrin, IREP, Grenoble, 1973.

### UNE GRANDE RÉÉDITION

### Le « Staline » de Boris Souvarine =

L y a, de temps eu temps, des livres fouda-mentaux ; le Staline de Boris Souvorinc. modestement seus-titré Aperçu nietorique du bolchevisme, est de ceux-là (11. La réédition, polichevisme, est de ceux-la 111. La recultion, quaraute ane après sa publication, de ce ebef-d'œuvre d'intelligence politique, de incidité historique et de prohité intellectuelle doit être saluée. Né eu 1895, membre, dès sa fondation, saluée. Ne eu 1895, membre, des sa fondation, de la Troisième Internationale, dout il ful l'un des secrétaires, puis exelu. après avair couno les principaux membres do parti holchevik, Souvarine est un témoin capital. Il a, pour la présente édition, enrichi son livre d'un arriète-propos substautiel ceuvrant les quarante dennières années dont la méditation finale est d'une grande beaoté. Son destin donne à penser sur l'importance de durer. Car vuici Souvarine, deul quelques ceutaines de perseunes variue, deul quelques centaines de personne lisaient la revue le Contrat social, recounu à quatre-riugt-deux aue, non par les spécialistes mals, largement, par une eritique onanime. Pent-être la gioire tardive, enutrairement au

Se croyant eu avauce, une grande partie de l'intelligeutaix française se définissant comme a de gauche » retardait par repport à Souvariue. Il est vrai que la gauche intellectuelle française a été la plus stalinienue du monde et rrançaise a etc la plus statiquente du monde et mémo l'une des très rares gauches intellectuelles unmériquement importsutes à être etallulenues, phénomène que le provincialismo triomphant de la plupart des lutellectuels français teud à faire oublier. Les déstalinisés de 1956, de 1968, et plus tardivement ensore, ont raremeut reudn commage au travail plounier de Souvariue, lougtemps denigré on ignoré. Il est mieux admis d'avoir tort eu groupo que raisou leoiément et trop tôt. Quol qu'il eu solt, le Stallue de Souvarine, rédigé au milieu des anuées 3e et publié eu 1935, n'e jamais été égalé, ui par l. Deutscher, ni par L. Fisher, ni pins récemment par A. Ulam et R.-C. Tucker (2). Usaul de façon crilique de l'eusemble des saurces russes el occidentales accessibles, Souvariue a tracé, a travers une histoire de la révelution russe, une hiographie politique magistrale de Staline.

De la Georgie d'origine en passaul par le séminaire, des premières activités de révolution-naire professionnel à l'ascension discrète et

que à la veille de la révolution de Février, Son-varine traque les activités et cherche à cerner la personnalité de Staline. Témoins et docu-ments ont pour l'essentiel disparu des le millen des années 30, par les soins de ce dernier : ruse paysanne, absence de scrupules, art de la manipulation, patience, pragmatisme el éner-gie fonrnissent les outils de l'accomplissement de la volonté de domination et de la paranola du

Staline est un des rares boleneviks importants qui n'appartiennent pas à un milien aisé : ses

servi par ses qualités mêmes, peut-être, tandis que, des 1923-1925, Staline installe ses hommes et sa dictature sur un pays qui ne connaît pas

L a défaite politique des concurrents possibles amorcée cu 1923, est achevée en 1927, alors que le plan quinquennal est iancé et que la col-lectivisa/lou forcée va être entreprise avec nue extrême hrutalité. Les victimes se chiffrent par millieus et hieutôt par dizaiues de millious. Les trois quarts au moins du parti bolehevik lui-

Par GERARD CHALIAND

parents con! nés serfs. Mauvais orateur, il a cepeudaut le langage direct et coucret qui per-met le contact avec les groupes de révolution-naires grofessimmels cancasiens, issus de milieux modestes comme lui, a Praticieu », comme il se définit lul-même, il gravit rapidement les échelons grâce à ses capacités organisationnelles, sa brutale fermeté, sa souplesse manœuvrière. Théoricleu luexistant auprès d'un Trotski, d'un Boukharine et de maints autres, c'est au selu de l'appareil lui-même qu'il consolide sa post-tion. Le parti « prolétarieu e, qui dès s'ant la mort de Léulue est devenn tout l'Etat, deviendra hientot, pour plus d'un quart de siècle. Es pro-priété privée : v Les bolcheviles, de Lémine à Staline, une d'abord cru arriver au bieu de la liberté socialiste par le mai de la contrainte policière avant de faire de nécessité vertu, de codifier pour le temps de paix les cruels expé-dients de la guerre civile, de laisser enfin l'ha-bitude dictatoriale deveuir une seconde nalure. e

Dès la fiu de lo guerre civile, les soviets se eout effondrés, les partis d'opposition (révolu-tionnaires) interdits, tandis que le pouvoir est concentré entre les mains du bureau politique. couceure entre les mains en durant ponique.
Cependant a Lénine n'avait jamais envisagé la
terreur comme une méthode constante de sa
a dictature démocratique e. La maladia et le
temps ne permettrout pas à Lénine, conscieut
du danger de la hurenucratisation, d'essayer
d'y pallier. Troiski ne saura pas s'imposer, desmême son! liquidés. Mensonge, corruption, terreur, massacres, deviennent les caractéristiques du pays où se construit le a socialisme » — mieux, où il est réalisé, par décret, dès 1936.

Souvarine moutre admirablement à partir de quel projet la révolution est eutreprise et par quelles voies elle s'en écarte de plus en plus. L'intelligeutsia russe (3), qui a cherché durant ionte une partie du dis-uenvième siècle, notamment avec les v uarodaid e à détruire l'autocratie au nom du peupla sans jamais obtenir l'appur de celui-cl. va enfin, grâce à la couception léninlenne du parti d'avant-garde, établir pour une brève période sa jonction avec les masses au cours de la révolution de 1917. Celle-cl, comme que soit save tals avantes. comme ou sait, sera très courte. Pourquo tbéorie et pratique cessent-elles d'avoir un rapport jusqu'à ne plus représenter qu'une cari-cature atroce ? Etalt-ce la hureaucratisation du parti comme l'iudique la théorie trotskiste ? Stait-ce l'explication de l'eucerclement capita-liste dounée par les stalinlens? On s'agissait-li plus elmplement — comme l'out suggèré, il y a très longtemps, des penseurs réputés hourgeois — d'une entreprise utopique ob le prolétariat était ceasé tenir un rôle et remplir une fonction qu'il n'a jamais vraiment assumés? Un projet où, d'emblée, qualles que fussent les intentions, le processus de hureaucratisation tenait b la fois à la théorie du parti d'avant-garde guidant le prolétariat et se substituant b lui, et à l'incapacité et à l'absence de désir des masses de prendre ca main durablement leur destin.

prendre ca main durablement leur destin.

Alors, que s'est-il passé en U.R.S.S. ? L'A. comme ailleurs, impossible de partir d'autre chose que de l'héritage historique.

Ilue tradition héritée des Mongols, c'est-à-dire ceutralisée mais omnipotente, façonnée par Ivan le Terrible. Pierre le Grand, des siècles d'anto-cratie et ob le servage des paysans russes est aboil à peu près à la même dete que l'esclavage des Noirs aux Etats-Unis. Que faire dans uno société nh il n'y avait aueune tradition de respect de la personne humaine ni conscience des droits et des devoirs des citoyans ? Que faire surtout si les nouvelles institutions (moins ilbérales que celles du trarisme des aunées 1985-1914) tendent à renfurer l'arbitraire ? Comment ne pas, parallèlement à la montée d'une classe ne pas, parallèlement à la montée d'une classe bureaucratique, intégrer dans l'analyse, comme le fait le Souvarine de 1977, les notions de a nature humaine a (produit de l'histoire) et de a libido dominandi a, viellies comme Thucy-dide et au-delà.

dide et au-delà.

Si la constituțion de la classe bureaucratique est le phénomène social majeur de l'U.R.S.S., il reste qu'en marge des réalités historiques, des données économiques et sociales, la personnalité de Staline a imprimé une tournure particulière aux événements. Ironiquement, ce sont ticulière aux évênements. Ironiquement, ce sont les a marristes-léministes a des grandes années qui out le plus nié l'importance du rôle de la personnalité dans l'histoire tout en eucensant Staline. Quelles conjonctions des données russes, du contexte historique et économique dans le cadre d'une versiou particulière du marxisme et de la personnalité de Staline out produit ce monstre qu'est l'U.R.S.S., vollà ce qu'a, dès l'apparition du phénomène dans sa sorme achevée, saisi et restitué avec génie Boris Souvarine.

(1) a Staline, aperçu historique dn bolche-visme e, par Boris Souvarine. Ediflons Champ Libre, Paris, 1977, 640 pages, 82 F. (2) a Staline e, par I, Deutscher, Gallimard, Paris, 1956; a Vie et mort de Staline e, par L. Pisher, Paris, 1953; a Stalin e, par A. Utam, the Viking Press, 1973; a Stalin as Revolutiou-ary e, par B.-C. Tucker, New-York, 1973. (3) Cf. le remarquable chapitre consacré è ce prohlème par Tibor Szamuely, « Le tradition russe e, Stock, Paris, 1976.

### Le carnet des ambassades

A l'occasion du cinquantième annivarsalre de la fondation de l'Armée populaire de libération de Chine, M. Wu Chen, attaché militaire naval et de l'air près l'ambassade de Chine, a donné une réception le le août.
M Tadeusz Kohorewicz, chef du service de presse de l'ambassade de la République populaire de Pologne, a offert nu cocktail le 31 août, à l'occasion du sajour en France d'un groupe sion du sajour en France d'un groupe de journalistes polouais.

### Nécrologie

• Nous avons appris le dacés da M. Henri Hoppenot, ambassadeur de France, conseiller d'Etat honoraire et grand officier de la Légion d'honneur.
survenu le 12 août.
e Pierre Lion, ancien consul général
honoraire d'Autriche, est décède le
16 août à Paris.

### CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Fermeture annuelle du 1" au 30 septembre

Terrasse en plein zir 20, rue Gazan (Parc Montsouris) ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS BANGLADESH 121 avril 19771

Président el chef de la loi martiale, chargé du ministère des finances, des afraires intérieures et de la défense : général Ziaur Rahman.

général Ziaur Rahman.

Chet de l'état-major des forces navales, chei adjoint de la loi martiale, membre du conseil de la présidence et chef de l'administration de la loi martiale : contre-omiral Musharraj Hussain Khan Ichares du ministère des communications, de l'énergie, des ressources bydrauliques et du contrôla des éaux); chef de l'état-major des lorces de l'air, chef adjoint de la loi martiale, membre du conseil de la présidence et chef de l'administration de la loi martiale : copitaine A.G. Mahmud (chargé du ministère du pétrale, de l'atimentation de

l'aviation civile et du tourisme).

Membres du conseil de la présidence et chefs de l'administration de la loi martiale : MM. Abul Fazal (chargé du ministère de l'éducation), Kazi Anwarul Haque (offaires du jute, administration des ferres, gonvernement local, développement rural et coopératives). Abdur Rashid (traveux publics et développement urbain), M.N. Huda (planification), Mohammad Ibrahim (contrôle de la population et planification familiate). AE.M. Halizuddin (fudustrie), colonsi M.M. Hoque (service de la sauté, travail et hienétie sociall. Azizul Haque (agriculture). Akbar Kabir (information). Mohammed Soliur Rahmon (commercel, Muhummad Shum sui Huq (affaires étrangères). Mme Benilo Roy isecours et réinstallation).

Assistant spécial à la présidence et

Assistant spécial à la présidence et chargé de la loi martiale : M. Justice A. Softar ; assistant à la présidence : Mms Feroza Bari.

(7 200l 1977)

Premier ministre : M. Djamckid Amou-cegar : ministre des affaires étrangères : M. Abbas All Khalatbari : culture et arts : M. Mehrdad Pahlbod : économie et finances : M. Houchang Ansart ;

guerre : pénéral Réza Azimi; travail : M. Amir Ghassem Moini: édneation nationale et ministre a.l. des sciences et de l'enseignement supérieur : M. Monoutchehr Gandji; justice : M. Gholam Réza Kianpour : santé et bien-être : M. Chodjacddine Cheikh Oleslamzadeh; postes et kiécommunications : M. Karim Molamedi ; intérieur : M. Assaiollah Nasr Esjahani ; communications et transports : M. Morteza Salehi; agriculture et développement rural : M. Ahmad All Ahmadi ; énergie : M. Taghi Tavakoli; logement et urhanisme : M. Firous Towfigh; industrie et mines : M. Mohammad Réza Amine : information et tourisme : M. Bariouche Homayoun; commerce : M. Kazem Khosrochahi.

Ministres d'Etat : M.M. Soli Aslio

Ministres d'Etat : MM. Soft Astio (affaires économiques de la présidence du conseil), Mohammad Yeganeh (direc-teur de l'organisation du plan et du budget). Mahnace Afkhami (condition léminins), Mahmoud Kacheli (chaggé des affaires pariamentaires du premier mi-nistre). Manoutchehr Agah (affaires exé-

Vice-premiers ministres ; MM. Hema-loilal Nassiri (directeur de l'organisation nationale du renseignement el de la sécurité), Ail Fartchi, Akbar Etemade (directeur de l'organisation nationale nucléaire), Ghassem Khazai, Mohammad

IRLANDE (5 Julilet 1977)

(5 Juliet 1977)

Premier ministre: M. Jack Lynen; vice-premier ministre. ministre des linences et des services publica: M. Ceorge Colley. éducation: M. John Wilson; gouvernement local: M. Sylvester Barrell; transports, évergie et postes et télécommunications: M. Padraig Puulk-ner; pécheries: M. Brian Lenkan; commerce et industrie: M. Desmond O'Malley; défense: M. Robert Molloy; affaires étrangères: M. Michael O'Ken-nedy; sanié et hieu-être social: M. Charles Hughey; justice: M. Gérard Collins; agriculiure: M. James Gibbons: travail: M. Gene Fitzgerald; régions d'expression naélique: M. Denis Gallagher; ministre sans portefeuille: M. Martin O'Dono-chue; avocat général: M. A.J. Hedermon.

PAKISTAN Gonvernement intérimaire (5 Juillet 1977)

Président du gouvernement jutérimaire : 21. Fazal Elahi Chaudhry.

Comité militaire : chei d'état-major de l'armée de terre, administrateur en chei de la lot martiale, chef exècutif du gouvernement : géaéral Mohommad Zia-ul-Haq; chef d'état-major des armées : général M. Shariff : chef d'état-major de la marine : smiral M. Shariff : chef d'état-major de l'armée de l'air : général Zuiffiqur All Rhan.
Ministres tédéraux : MM. Ghulam Ishoq Khan (secrétaire général en chef), Aphs Shahi (secrétaire général aux affaires étrangères). Sharifuddin Pircada (procureur général).

Président de la République : M. France Albert René ; ministre des affaires étran-Albert Rene; ministre des atfaires étrangères et tourisme : M. Gruy Simon; travail et sécurité socials : M. Maxime Ferrari; éducation et culture : M. Jacques Bodoul; travaux publics : M. Philibert Loizeau; travail et santé; M. Mathem Servino; secrétaires d'Etat : MM. Oginy Berlouis (affaires intérieures) et James Michel (information et fonction publique).

SRI-LANKA (4 mout 1977)

Premiar ministre, ministre de la dé-fense, des affaires économiques et de la planification, exécution du plan : M. J.R. iense, des affaires économiques et de la planification, exécution du plan: M. JR. Jayawardenc; ministre des affaires étrangètes : M. A.C.S. Hameed; irrigation, énergie et résean routier : M. Gamini Dissanayake; commerce : M. Laith Athulathmudali; administration publique el intérieur : M. Montaque Jayawickrema; navigation, a visit on et tourisme : M. H.P. Wijcycratna; justice : M. K.W. Devanayagam; tinances : M. Ronnie de Mei; travail : capitaine C.P.J. Seneviraine : industrie el affaires scientifiques : M. Cyril Mathaw; gouvernement local logemont et construction : M. R. Premadasa; affaires cultureles : M. E.L.B. Burulle : pêches : M. S. de S. Jayasinghe; santé : M. Gamini Jayasuriya; information et radiodifusion : M. D.B. Wijetunge; sifaires perlementaires et eports : M. M.H. Mohamed : agriculture et terres : M. E.L. Eenanayake; services ecciaux : M. Asoka Eorunaraine; postes el télécommunications : M. D. Relion Jayasinghe : alimentation el coopératives : M. S.B. Berath; plantations : M. M.D.H. Jayawardene; industrie textile : M. Wigeala Mendis.

TURQUIE
(1st 20th 1977)

Premier ministre: M. Süleyman Demirel; vice-premiere ministres: M. Neemettin Erbakan el Alpasian Türkes; ministres d'Etat: M. Seyil Ostürk, Süleyman Aril Emre. Sadi Somuncuogiu et Ali Sanki Erek.

Ministre de la justice: M. Hecmettin Ceoheri; défense nationale: M. Endetin Bilgic: intérieur: M. Horkut Oxal; affaires étrangères: M. Ihson Sabri Caglayangül; finances: M. Cina Bilgehan; éducation uationale: M. Hahit Mentese: travaux publics: M. Selahaitin Kilic; commerce: M. Agah Oktog Güner; sunté et assistante sociale: M. Cengiz Gökçek; douanes el monopoles: M. Gün Sazak; alimentation, agriculture et élevage: M. Fehim Adak; communications: M. Yilman Ergenekon; travali: M. Fehm: Cumallogiu; ludustrie et technologie: M. Oguzhak Asütürk; énergie et ressources naturelles: M. Kümran Inan: tourisme et information: M. Iskender Cenap Ego; reconstruction et logment: M. Recai Kutan; affaires rurales: M. Turgu: Yüce! loréts: M. Sabahatin Avci; Jeunesse et sporis: M. Onal Sakar; culture: M. Avnt Akyal; sècurité sociale: M. Turhan Kapanii.

Consell exécutif
(8 juillet 1977)

Présidant de la République, commissaire d'Etat à la défense nationale et à la sécurité du territoire : M. Mobulu Sess Seko ; premier commissaire d'Etat : M. Myingo Kasenda; affaires étrangères et coopération internationale : M. Nyuzu Karl-l-Bond; administration du territoire : M. Engulu Baangompongo Bako-kele Lokango; orientation nationale : M. Mokolo Wo Mpombo; justice : M. Kalensama Kia Kisiri; économie nationale : M. Nyembo Shabani; commerce : M. Mulumba Lokofi; portefeuille : M. Riakusuma Kia Kisiri; économie nationale : M. Nyembo Shabani; commerce : M. Mbala Mbumu; mines : M. Takizalo Luyan Muisi Mbingini; agriculture : M. Topa Tondets; développement rural : M. Asumani Busanya Luli; travaux publics et aménagement du territoire : M. Mondungu Bulo Nyati; travaux publics et aménagement du territoire : M. Mondungu Bulo Nyati; transports et communications : M. Mushobekou Kallmbu Wo Katana; énergie : M. Tshisungu Lubambu; affaires loncières : M. Alumbo Umbn Wolshudi; environnement conservation de la nature et tourisme : Mme Lessedjina Lemo; enselgnement supérieur et recherche selentinque : M. Mulenda Shamwange Mutebi; enselgnement supérieur et recherche selentinque : M. Mulenda Shamwange Mutebi; enselgnement primaire et secondaire : M. Kassusula Djuma; entiture et aris : M. Mulenda Shamwange Mutebi; enselgnement supérieur et recherche selentinque : M. Hsita Makansi; travall et prévoyance sociale : H. Altaviyo Marikilo anciens comhattents : colonel breveté d'élat-major Wu b u i i Bakilombiso : sports : M. Elonga Mall Mazungu
[Des changements sont intervenus dens la composition de cetta équipe à lo rulio sports: M. Elonga Mail Mazungu
[Des changements sont intervenus dans
la composition de cette équipe à lo suito
d'un remaniement le 19 août. M. Umhe
Di Lutete a euccèté à M. Karl-I-Boud ou
ports do commissaire d'Etat oux aifotres
étrangères et d la coopération internetionale: M. Kiakwama Ele Kiziri u été
nommé commissaire d'Etat oux linances;
M. Bolossa Wamb'es Nkoso u été nommé
gouverneur de la Banque du Zaire,
M. Nyembo Shabani commissaire d'Etat
au portefeuille et M. Kapewu Kayang
commissaire d'Etat d l'économie notionale.]

Calendrier des fêtes nationales 16-38 SEPTEMBRE

18 CHILI

Fête uationale Fête de l'indépeu-Fèle nationale

SAOUDITE 26 REP. ARABE DU YEMEN 38 BOTSWANA Fêto de l'indépeu-dance 1º9-15 OCTOBRE

1 CHINE 2 GUINER

Anniversaire de la proclamation de la République populaire Fête u attunsio Pête de l'indépeudance 7 REF. DEM.
ALLEMANDE
9 OUGANDA Fête nationale
10 TAIWAN Fête nationale
14 RSP. DEM. POP. Fête nationale
DU YEMEN

Edité par la SARL. le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Sanyagent.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. nission paritaire des journaux

NUMÉRO DE JUILLET-AOUT-SEPTEMBRE

LES DROITS DE L'HOMME

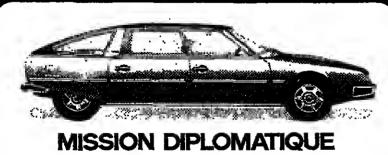
Le Monde

dossiers et documents

**Vacances en France** 

Le numéro : 2.50 F

Abonnement un an (dix numéros): 25 F



Mission première de Citroën: mettre à votre disposition, grace à un Département spécialisé supres des Ambassades, la voiture que vous ai meriez posseder. Prestige? le plus haut modèle de la gamme. Pallas? le plein de puissance... D'ailleurs toutes les CX Citroen peuvent se

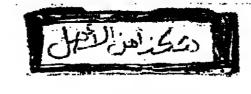
prétendre à la hauteur de votre rang et de vos

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars se tient pret à vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE S.A.CITROÈN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Telex: TT CITRO 204.853 F, Tel.: 567.55.62. +

CITROENA, TUTAL

CITROËN & CX



POLITIQUE

Regain

Profession Age can The Market Inc., Section . . and a second THE REAL PROPERTY MANAGEMENT in an investigation and a hear and a second and a second and in the second

The second secon

TO MAKE

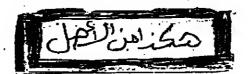
a mount بيتن بديخ روريت أأأثاث الجاء

and the second of

الم الصحوصية مواسع بالراب

A STATE OF THE STA A SE ESTIMA

The Man Street married PARTY DE TOUR THE STR. SHOWS . SHE SHE WAY The substituted 





# Superproductions

La pratique de la « produc-tion lourde » se erigines de l'în-dustrie ciaéma-tegraphique; les e prevoiers

nababs », comprennent très tôt que les bénéfices financiers d'un film sont souvent fonction des sommes investies et entreprennent, en Italie et à Hellywood, de réaliser d'énormes mechines filrolques, très coûtauses, diffusées dans le monde entier (entamment Cobiria, 1914, de Giovanni Pastrone, et (ntoléronce, 1916, de David W. Caiffiel.)

Décors gigantesques, foules da figurants, scénarios à thâme grandiose (surtout d'inspiration pharaenique, biblique, romaine en chrétienne), utilisation de coroédiens-mythes (comma Thède Bara, Constance Talmadge, Bassie Love...), innovations techniques et longue durée da projection (souvent en couleers, ebtenues en peignant nu pochoir, à la main, image por imaga, toute la pollicule), telles sont les coroctéristiques de ces premières superproductions;

telles sont les coroctéristiques de ces premières superproductions; alles demeurerent, jusqu'à nos jours, incontournables.

Dans les ennées 20, le producteur et réalisateur Cécil B. de Mille commence sa corrière mégalamaniaque; il tourne les Dix Commandements, 1923, le Roi des rois, 1927, puis, en cinéma porlant, le Signe de la croix, 1932, les Croisades, 1935, etc. Ces filras, sous leur discours bumaniste, apparoissent comma les fers de lance d'une politique commerciale manepolistique; avec eux, le ròla économicales accommendates accommendates accommendates de la commendate de nomique essigné nux superproductions se précise : Hollyweed cherche è provoquer la ruine des petits producteurs et è assurs r le contrôle

de la distribution eu moyen du systèree de la « vente liée », l'acha de la superproduction entraînant abligatoirement celai d'un lot de films de secande importance; la Fox, la Pararocunt et la Motro édifient de cette manière leur empire et entoment, par les mêmes méthodes, la coaquête des marchés mondiaux. Aucan ne leur résiste ; memodes, in conquete des marches mondiaix. Aucum ne leur resiste; à l'exception de ceux (c'est le cos de l'Union soviétique) qui leur sont fermés, au de ceux qui imitent leur politique (comme l'Allemogne, en l'UFA produit, par exemple, en 1930, Metropolis, de F. Lang, et l'Italie mussolinienne, eu l'Instituto Luce tourne en 1937 Scipion l'Africairi, de Carmine Gallone). Certainne cinémotographies antianales, notumment la cinématographie donoise, s'effondrent. Cet effondrement, sur lequel an n'e peut-être pas essez réfléchi, souligne très la focation de machine de ma très bien la fonctiea de machines de guerre économiques qu'Holly-vood attribue à ses superproductions ; aajeurd'hai, qu'elles eacombrent de nauveau sus écrans, les roenaces qui pèsent sur de trop frêles cinémetographies seront-elles prises en compte?

### Regain à Hollywood

PRES la deuxième guerre mondiale, les superproductions se font rares; Hollywood domine tranquillement les marchés occidentaux (TUFA est démantelée et le cinéma français, par exemple, soumis aux décisions de l'accord Blum-Byrnes) et ne désire guère courir de risques financiers inutiles; en Italie, la mode est au néo-réalisme qui permet la réalisation de films à petit budget, faciles à amortir. met la réalisation de films à petit budget, faches à amortir.
Cependant, lorsque la diffusion massive de la télévision provoque, brutslement, une baisse dans la fréquentation des salles, Hollywood s'inquiète et répond par des prouesses techniques à ce qu'elle croit n'être qu'un défi technologique : usage exclusif de la couleur (que la télévision n'employalt pas encore), généralisation n'employalt pas encore), généralisation des « drive in » (pour opposer le goût de la voiture à celui du « petit écran »), de la voiture à celui du « petit écran »), mise an point de système d'anamorphose des images (cinémascope puis cinérama) et, surtont, retour précipité aux superproductions. En quelques années, toutes les sagas, égyptienne (Terre des pharaons, 1955), biblique (Salomé, 1953), chrétienne (la Tunique, 1953), etc., sont reprises; de nouvelles versions de films célèbres sont proposées (les Dix Commandements, 1956, le Roi des rois. 1961...). L'Italie en le Roi des rois, 1961...). L'Italie en profite pour inonder les écrans de fausses superproductions, très populaires, les « péplums », qui bénéficient des retombées publicitaires de l'énorme travail de promotion effectué par les compagnies hollywoodiennes. Mais les trais de production s'élèvent tellement que ces compagnies parviennent de plus en plus difficilement à mener à terme leurs projets; aussi, nombre de producteurs américains préférent tour-ner leurs superproductions en Europe

VERNEMENT

ner leurs superproductions en Europe comme Samuel Bronston, par exemple, qui édifie d'immenses studios près de Madrid pour réaliser ses films historiques : la Chute de l'Empire romain, le Cid, les Cinquante-cinq Jours de Pekin, etc. L'affairisme, l'inculture et l'arrogance de ces producteurs seront stigmatisés par Jean-Luc Godard dans le Mépris (1965) où Jack Palance incarnait un milliardaire américain voulant imposer à Fritz Lang sa fantaisiste conception de l'Odyssée dans les studios de Cinecitta.

Les formidables échers financiers de Cléopâtre (1963) et de la Bible (1965) Cléopatre (1963) et de la Bible (1965) mettent fin à cette deuxième époque des superproductions et Hollywood, à court de ressources, s'enlise dans sa plus grande crise ; des studios sont démantelés, transférés à New-York, les décors et les costumes vendus aux enchères, la piupart des compagnies sont absorbées par des conglomérats et perdent leur spécificité, beaucoup reconvertissent dans la télévision et produisent des feuilletons en série. Les cinématographies du reste du monde, soulagées, souffient un peu.

A U début des années 70, une nou-A velle génération de producteurs, plus jeunes, plus ambitieux, paraissent

décidés à tirer Hollywood de sa tor-peur; ils constatent que l'effet de nouveauté de la télévision s'est amplenouveaux de la television s'est ample-ment émoussé, que le petit écran » constitue pour la jeunesse le symbole de l'enfermement familial, de l'abètis-sement collectif, et que le cinéma bénéficie d'un incontestable retour de modernité. Ils sentent aussi, avec une remarquable intuition, recleigation. Le modernité. Ils sentent aussi, avec une remarquable intuition sociologique, le désarroi de l'Amérique brisée dans ses certitudes fondamentales : son armée tenue en échec an Vietnam, son économie en difficulté, et son président mêlé à une affaire de cambriolage. Et, confusément, avec le refoulé de ces craintes collectives, Hollywood se met à élabrer les superproductions. met à élaborer les superproductions

d'aujourd'hui.

De la Bible et du christianisme, qui avaient toujours nourri les principales superfictions américaines, on ne retient plus que les menaces de l'Apocalypse et le Martean des Sorcières; catastrophes, satanisme et tératologie animale servent maintenant de faire-valoir aux ingrédients obligés de toujours: effets spéciaux à profusion, collection de vedettes internationales, morceaux de bravoure savamment dosés, polissage de tous les excès (violents, sexuels ou politiques), etc. Le succès des nouveaux produits est tel que, pour la première fois depuis des années, l'indice de fréquentation des salles monte, des compagnies hier encore déficitaires voient leurs profits augmenter, et le cinéma américain, un temps intimidé sur les marchés internationaux, repart à leur conquête, profitant de la crise marches une marches de compagnies de conquête profitant de la crise marches une profitant de la crise marches au president de la crise marches une profitant de la crise marches de la crise de à leur conquête, profitant de la crise mondiale, avec un mordant accru.

mondiale, avec un mordant accrd.

Des films comme l'Exorciste (1975) et les Dents de la mer. (1976) réalisent des bénéfices jamais atteints et se situent d'emblée parmi les films les plus commerciaux de l'histoire du cinéma; d'autres, comme la Malédiction (1976), la Tour injernale (1975), l'Aventure du «Poséidon» (1974) et Tremblement des terre (1975) battent psriout des records de receites. partout des records de recettes.

La venne an pouvoir du président Carter et sa nouvelle politique des droits de l'homme n'ont guère modifie l'analyse de la sensibilité contempo-raine qu'effectuent les superproduc-teurs; au contraire, le moralisme du président et son passé de prédicateur baptiste semblent confirmer les thèses de nouvelles superproductions pour qui le Mai radical dont souffre le monde ne peut être vaincu que par le sacrifice et l'expiation collectifs.

Ces thèses, généreuses quoique mor-bides, ne sont jamais prises à leur compte par les producteurs des films; le bnt qu'ils poursuivent, comme tou-jours, c'est la domination du marché cinématographique mondial. Pour l'obtenir, ils ne lésinent point sur les moyens : ainsi la guerre des distribnnovens; ainsi la guerre des distribu-teurs est devenue plus agressive que jamais comme le prouve l'exemple de King Kong, diffusé simultanément l'hiver dernier dans près de deux mille cinq cents salles du monde entier; les

sommes consacrées à la promotion commerciale des films atteignent des commerciale des films atteignent des montants jamais vus: pour lancer le succès de cet été aux Etats-Unis, The Desp (réalisé par Peter Yates sur un scénario de Peter Benchley, auteur des Dents de la mer), la Columbia a dépensé plus de 4 millions de dollars en publicité (la production du film avait coûté 9 millions), et elle s'apprête à en dépenser 6 pour la promotion du dernier film de Steven Spielberg (réalisateur des Dents de la mer), Close Encounters of the Third Kind, qu'elle sortira massivement le 14 déqu'elle sortira massivement le 14 dé-cembre prochain.

Pour mieux mesurer l'inégalité de la concurrence, il faut se rappeler qu'un film français a à fort budget » revient rarement à plus de 1 million et demi de dollars, alors que les superproductions américaines actuelles (toutes les grandes compagnies en produisent) dépassent très luvement eatte accurate. dépassent très largement cette somme.
Pour s'en tenir aux films présentés
cet été en Amérique (qui seront inévitablement projetés en France cet
hiver), signalons que Un pont trop
loin a coûté 24 millions de dollars. loin a coûté 24 millions de dollars, Sorcerer 11 millions, Exorcist part 2: The Heretic 11 millions, Star Wore 10 millions, Orca 3 millions, The Spy who Loved me 7 millions... et on calcule que le film sur la guerre du Vietnam que termine actuellement Francis Ford Coppola (Apocalypse Now) reviendra à 25 millions et demi de dollars. A ces sommes îl fant ajouter les frais de publicité évalues à 40 % du coût de la production. On comprendra pourquoi la politique expansionniste du cinéma américain ne rencontre guère de concurrents sérieux sur sa route.

C OMME jadis, certaines cinématographies ne résistent qu'en adoptant le modèle américain; c'est le cas
de l'Italie où ont été produits:
Tentacules (1976) et le Pont de
Cassandra (1977), du Japon avec
Tokyo Express (1976), du Mexique avec
Survivre (1976) ou de l'Angleterre avec
Holocaust 2000. Elles reproduisent à
satiété les conventions du cinémacatastrophe, même si les dernières
pousses américaines du genre s'avèrent
(comme le montre ci-contre Noëlle de (comme le montre ci-contre Noëlle de Jamais l'hégémonie du cinéma amé-ricain n'a été plus grande qu'aujour-d'hui ; il est le seul à pénétrer massi-

vement dans tous les pays (à de très rares exceptions près) et il n'est guère de sujet qu'il n'ose aborder (daignant s'intéresser, pour la première fois, à la figure de Mahomet, il lui consacre d'emplée deux films simultanés, de plus d'emblée deux films simultanes, de plus de huit heures de projection, intitulés le Message (voir ci-dessous). Grâce aux superproductions, il est parvenu à se constituer de solides « têtes de pont » commerciales, à partir desquelles il se rend maître d'un marché qu'il inonde par la suite de ses fictions programmées.

IGNACIO RAMONET.

### La nécrose d'un genre

A catastrophe, c'est une loi du genre. est connue d'evance; le publiclié e pour mission de blen divuiguer les circonstances insolltes où elle se produit. Dane Airport 77, alle eurvient eu cours du voyege inaugurel de l'svion de voyegeurs le plus giganlesque et le plus luxueux du monde, qui se retrouve eu fond de l'océan evec ses pessagers entermée é bord. L'svion n'est pes un Concorde version eméricaine, les periormale plutôt une sorte de pullman volant. L'ingénieur - constructeur, propriélaire de le compagnie, est evant lout un amateur d'ert euquel Jamee Stewsrt prête son Innocence d'intellectuel eux melne pleines. La finance et la technologie se it dane un flou délibérément ertielique, el l'avion, qui transporte quantifé de chefs-d'œuvre, pose ici comme objet d'ert bien plus que comme progrèe technologique ou source future de profite; pieno é bord, acajou et culvre, bibliothèque, lumtéres tamisées et moquettes profondes, tout cele évoque devanlage la somptueuse létharole des croletères transatlantiques durent les années 30 que le célérité vulceire, le « time is money », sur lequelle insistent d'ordineire les compagnies aériennes. C'est d'ailleurs é un noble événement, un vemissage, que se rendeni les pessagers de l'evion.

Le projet apparsît cieir : condenser en une seule fiction deux précédents filmscetastrophes eux recettes éprouvées : l'Aventure du Poséidon et 747 en péril. conjuguer les terreurs modernisées de l'eir et de l'eau ; défi epparemment alléchant si l'on se réfère à ces bousculedes de epectateurs lancés, sans répit, dens cette course eux obstacles des films - catas-

Ce qui consierne dena Airport 77 (1), c'est l'indigence, voire l'avarice du scènerio par rapport aux moyens mis en œuvre (entre autres une distribution impressionnante). En voici quelques : les co-piloles el le siewerd ont décide de a'emperer des œuvres d'ert, ils ont dono Instellé un dispositif pour endormir le pilote et les passagere alin de telre etterrir l'eppereil dens une île déserte dans la région mystérieuse du « iriangle des Bermudes -, puls de s'esquiver evec le butin dans un autre evion vers l'Amérique du Sud; le projel échoue, car l'evion heurte une plele-forme de forege (discret reppel de le guerre du pétrole) el sombre intect per un haul-tond. Les - méchants - périssent dene l'eccident, t'evion peu à peu commence à prendre eau... L'héroïque pilote parvient é sortir

de l'épave. Il signale le présence de l'apperell et le U.S. Nevy assure le sauvetege des passagers.

Aux « vilains » (à propos desquels li est Intéressant de noter qu'ils constituent le protétariet de l'avion) s'oppose un éventell de althouettes plus ou moine nsutres : tout d'abord Dlivie de Hevillend. qui consacra de beaux restes à un rôle ds milliardelre protectrice de jeunes talents (Ismals eutent d'hommsges rendus en al peu de temps é l'initialive privée en matiére d'ert, au mécènet) el Joseph Cotten, donateur également, qui renoue avec elle une toylle viellle de trente ans. tous deux égerés dens un rétro titzgéraldien qui détonne désagréablemeni ; puie Christopher Lee, mari trompé é peine pethétique, et Jack Lemmon, qui s'essouffle dens un rôle de capitalne couregeux que Chariton Heston e du vraisemblablement refuser.

L E film ne joue donc pas sur le Iragique, sur ce conflit entre l'homme et les forces obscures qu'il défie (comme dane les Dents de le mer) ni eur la néméels lechnologique (comme dens le Tour Infernele). Il ne repose non plus sui eucune teneion psychologique, tous les personnages étant, eu sens fort, des siéréctypes : petile fille malede, femme adultère éthylique et hystérique, servante noire fidèle Jusqu'é le mort, chanteur eveugle, docieur dévoué, etc. Le suspense, dens une situation qui offrait tant de possibililés, est entiérement absent pulsque tout est joué dès le départ et que le salut des naufragés viendra de l'extérieur ; et l'extérieur, c'est Cénorme machine de guerre américaine devenue pour la circonstance une impressionnante mechine de peix.

La fonction tinale d'Airport 77 s'élucide alors, et, pour les spectateurs qui n'eurelent point compris, un encadré final Insiste : « SI les événements et les personnages de ce film sont fictifs, le disposilii de sauvetage est vrei. » Ainsi ce sabordage de millierda, ce lorplilege de le fiction n'étaiant que les concessions obligées é un spot publicitaire, long de plus de deux heures, chargé de proposer. eprès le débécie du Vietnam, une nouvelle Image de la merine de guerre emériceine. NOELLE DE CHAMBRUN.

11) Réalisé par Jerry Jameson, Airport 77 (titre français: les Naufragés du 747) est la troisième mouture d'Airport, film produit en 1973, qui fut déjà suivi d'Airport 75 (titre français: 747 en péril). Le film a été précèdé par sa version parodique, le Bus en folde, qui ridiculise ovec un certain talent les balourdises du préparte.

### «LE MESSAGE»: Un «péplum» impossible

PRIORI, l'opération commerciale paraissait sans risques, le public potentiel étant tout trouvé : cinq cents millions de musulmans dans le monde et aucun film, ou presque (1), consecré é le vie du prophète Mahomet. Mais un tel sujet, par ea spécilicité même, allait é l'encontre d'une conviction tinancière tondamentale des superproducteurs : les fictions filmees s'amortissent d'autant mieux qu'elles sont plus cosmopolites, plus banales, moins différenciées ; ils estiment, on le sait, que des scénarios élaborés trop précisément pour un seul tvos de public (quelle que soit son importence numérique ou économique) n'est guère rentable à une époque où la distribution des superproductions s'es: mondialisée.

Venait e'ajouter é cette premiére complication la menace de certaine pays musulmans de e'opposer à la diffusion du film ac cas où tous las comédiens intervenant dans le tournage ne sereient pas de confession Islemique partent le langue araba; ceci encore contrarieit une solide tradition des superproductions : celle du - casting prodigieux à base de supervedettea internationales pour tous les rôles, avec la langue anglaise comme expression privilégiée. Enfin, les docteurs de l'islam rappelèrent l'interdiction formella de reproduire l'imaga ou la voix de Mohamet, de son épouse et de son neveu All ; inconvénient tâcheux pour un film qui, voulant raconter le nelssance de l'islam, s'était donné pour

titre : Mahomet, le messagar de Dieu (2).

Pour le producteur-réalisateur, Moustache Akked (Américain musulman), la problème, en définitive, pouvait se tormuler ainsi : comment tourner une superproduction très coûteuse, destinée à étre diffusée dans le monde entier, sur le vie et l'œuvre de Mahomet eans trahir l'histoire des originee de l'islam, same utiliser des acteurs célèbres et sans que l'on vole ou entende le personnage le plus impor-

Situation délicata, peu tréquante, que

le réalisataur e surmontée sans originaillé en proposant point par polni des solutions dispersées que d'eutres superproductions avaient déjà avancées. En premier lieu, pour diluer le spécifique et banatiser le tiction, il e développé, avec un talent minimal, tout ce que l'anecdote receiait de commun avec les scénerios des « péplume » traditionnels : scènes de tortures berbares (écrasemant sous des rochers, écartèlament au leviar...), da batallias é l'arme blanche, de combats einguliers, d'intriguee courtisanes, de vengeances implacables... sens oublier les personnages hauts en couleur me Hanza, chasseur é l'arc, tout de noir vétu, ou l'esclave éthiopien, lanceur de javelot, couvert d'une pecu de léopard ; le choix de l'affiche du film, très élaborée, redouble cette intention de tirer l'anecdote vers le specteculaire guerrier, insista lamentablement sur le poncif de le « guerre

qu'il s'agit de l'islam et vient signient contredire le spiritualisme auquel prétend le titre, mettant blen

L'A deuxième difficulté e été surmon-tée à coups de millions, en tour-mant, lout eimplement, deux lilms; pour le public musulman, supposé neturellement concerné par le sujst, Akkad ráalise une version Interprétée par des acteurs arabes (de grand talant, comme le montre, per exemple, la remarqueble Interprétation de Taveb Saddiki dans le rôle de Walid); pour le reste du monde, sur le même découpage, il tourna une euperproduction conventionnelle evec des acteurs célèbres (notamment Anthony Quinn et Irène Papes) pariant anglais : le justification secondaira da cette version, é une époque où il est souvent question du monde arabe et, pour des préoccupations pétroliéres, de le péninsule Arabique, étalt de rappeler qu'un des trois grands monothéismes y était né ou appliame siècle et que, de même que les Dix Commandements portelent sur Moise et le judaleme, le Rol des rols sur Jésus et le christianisme, désormais, te Message rappellerait é l'écran l'œuvre de Mahor et la fondation de l'ialam.

Le troisième embarras supposait, pour être vzinou, une habileté qui e fait défeut à Moustaphe Akked; en ettet, ne pouvant représentar Mahomet le réelisateur e eu recours à une convention de style relativement tré-

à 'e piece de le cemère ; il voil le scène que nous voyons, maie li n'est pes vu (3). Do mesure immédletament les périls d'une utilisetion désordonnée du procédé : les images se succédent sane Interruption, nous riaquons da ne point percevoir l'Instent où la cemére devient ou cesse d'être Mahomet : et. de telt, une telle confusion se produit à plusieurs repriese ; le code n'étant plus pertinent, le logique du récil devient per moments floue. D'eutant plus que le réalisateur n'identifie pas touiours Mahomet é le ceméra : parlois, il le représente en le banellsant ; par exemple, on voit un groupe d'hommes qui se dirigant, hercelès per la foule, vers le temple paien, pour détruire les stetuettes qui s'y trouvent, et on sait, par les dialogues, que le prophète est l'un des hommes du groupe même si eucun gros plan ne vient le détachar, l'Isoler du reste des lidèles. Akked le représente eussi en le réduisant ; per exempla, lorsque le loule de croyants attend aux portes de Médina l'errivée du prophète, un guetteur pointe l'horizon et deux ellhouettes, à dos de chameeu, s'y détacheni ; l'une d'elles est Mahomet...

A insi, préoccupé seulement de considérations commerciales, le rAnlisateur e'embrouille dens propres règles et ne pervient guére production é un eujet trop bien protégé par des siécles de mélience à l'égard des images et du récit pro-

saique. C'est dans la tredition nerralive erabe, et non dans lea rusea hollywoodiennes, que Moustaphe Akked eurait dû pulser ; il y aureit trouvé à tolson des ressources métaphoriques, des habiletés réthoriques plus dignes de concerver é l'une des plue grandes eventuree mystiquee de l'histotre de l'humenité l'indispensable dimension epirituelle qui tent lait déleut dans ce - péplum = mangué.

Il convient de citer le remarquable l'Aube de l'Islam, 1970, de Salah Abou Sélf.

(2) Ce titre, un in sait, a dù être modifié à le suite des exigences formulées par un groupe d'intégristes noits musulmans au cours d'une prise d'otages effectuée à Washington en mars dernier. Toutefois, nous avons pu constater que les versions en langue espagnole sont diffusées sous ce titre originel sans, apparemment, rencontrer d'opposition.

13) Cette convention a souvent été utilisée, par respect religieux, pour faire figurer le Christ, notamment dans la Tunique, 1953, de Henry Foster. On peut cependant noter que cette pudeur scopique néglige un évident « effet sacrilège » celui qui fait que chaque spertateur, dans ces scènes, est la parsonnage sacré qua l'on souhaitait occulter. Ce procédé, d'alleurs , est égalament utilisé, comme vertige payrers, dans les films d'horrent 13) Cette convention e souvent été leurs est égalament utilisé, comme ver-tige pervers, dans les films d'horreur ou même dans des intrigues policières (commc, par exemple, Un tueur dens le foule, 1877, de Larry Feerce), où la caméra est alors le regard du meur-trier épant ses victimes. On voit donc qu'un tel procédé n'a rien, en lui-même, de particulèrement respec-tueux à l'égard du personnaga que l'on prétend révérer.

### Dans les revues...

D Dans la REVUE DES DEUX MONDES, M. Constantin Caramanils définit les grandes orientations et options de le grandes orientations et options de le politique internationale grecque, outamment dinns trois directions majeures: Turquile, Europe, OTAN. Sur ce dernier point, il s'élève vigoureusement cottre le procès d'intentions qui lui est fait. Dans le même ouméro, M. Jacques Chirac estime que « la France a de la chance » d'ovoir une « politique étrangère qui existe »; et que cette politique, maintenant que l'opinion s'y intéresserait, appartiendrait « désennais à la nation tont entière », (Aest, mensuel, 12 F. « 15, rue de l'Université, 75067 Paris.)

M Dans l'APPEL, le géoéral Binoche, e mis à la retraite à la demande de l'Allemagne », donne les raisons de soo adhésion à l'union de la gaoche. (№ 35. juillet-soût, mensnel, 9 F. – 89, roe de Lille, 75007 Paris.)

E ECHANGES ET PROJETS, club de réflexion et de propositions présidé par Jacques Delors, publie, eous le même nom, une révue d'un vir intérêt où tous les thèmes politiques — au sens le plus large — soot abordés. Le dernier cahier reut offrir, eur le violence, un « regard différent ». Il e'agit de la publication intégrale de communications faites par un groupe de travail de l'association. (N° 12, 1977, trimestriel, 13 F. – 16, rue des Pyramides, 75001 Paris.)

des Pyramides, 7501 Paris.)

E ALTERNATIVES NON - VIOLENTES réunit des études médicales et psychologiques sur l'agressivité, notamment dans ses rapports avec la violecce, ce qui permet d'abord de ne pas les confondre. Sur la violeure même : un entretien avec Edgar Morin. Et d'aotres thèmes de réflexion : pour ooc « désacralisation de la violence » (à propos de la Violence et le sarré de R. Girard) et sur la « désobélisance civile » : Lip, Larrac, reovoi des papiers militaires qui constitue un e refus d'ideotite militaire ». (N°s 24-21, août-octobre, bimestriel, 7 F. - 3, roe Lemot, 69681 Lyon.)

Lemot. 69661 Lyon.)

E FUTURIBLES consacre un ensemble aux perspectives de l'emploi eo Fraoce: prévisions de R. Melka et points de vue syndicaux (G. Cahurol pour la C.G.T., G. Galpin pour F.O.). De G. Saint-Geours, des « Futuribles do boo développement ». Et des « recherches sur le futur » en Union soviétique, par Igor V. Bestuzhev-Lada, chef de la sectioo de prévision aociale à l'institut de l'Académie des sciences d'UR.S.S.

FUTURIBLES a réuni d'autre part, dans un numéro hors série, des conféreoces tenues à l'Ecole normale supériettre, sur les théories et méthodes de la prospective. (N° 11, été 1977, trimestriel, 32 F. - 10, roe Cernuschi, 75017 Paris.)

16, roe Cernaschi, 75017 Paris.)

El Le point de vue de REPERES, « Cahiers du CERES », sur le congrès de Naotes : où se situe le « vrai débat »? Pour répondre à cette question, — ou le poser : le texte intégral des interventions de P. Chevènement et de Michel Rocard. En outre : la suite de l'histoire de le social-démocratie allemande, ou « la révolution traine » : nous n'eo sommes cocore qu'à la période 1914-1923, En ouverture, une réflexion de Janet Finkelstein : « Carter ou le rêve d'oos Amérique récocciliée ». Un certain aspect de ce qui sépare, pour les Etata-Unis, « le rêve et l'histoire ». (№ 45, juillet-août-septembre, mensuel, 16 F. — Edit. J. Mandrin, 5, rue Payenne, 75023 Paris.)

El Le dernier ouméro de FOLITIQUE J. Mandrin. 5, rue Payenne, 75063 Paris.)

El Le dernier ouméro de POLITIQUE AUJOURD'HUI est une enquête sur l'oppositioo socialiste dans les démocraties populaires. Ce qui est mis en question, c'est de asvoir si, où et quand, cette opposition est « socialiste », au sens, du moins, où oo l'enteod à POLITIQUE AUJOURD'HUI. La réponse est évidemment oégative pour les pouvoirs et les régimes eo place et pour l'opposition couleur Bollenitsyne, L'opposition c socialiste » n'ez existe pas moins. Elle est l'objet, blen sûr, de la répressioo la plus dure, Ce cahier met l'une et l'autre ez lumière, (N° 3 et 4, malaguét, blimestriel. IT F. = 14-16, rue

mai-zoût, bimestriel, 17 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75616 Paris.) CONTREPOINT public des textes de notables intellectuels anglo-saxons, qui sont assez révélateurs. Propositiens et justification pour eos certalos politique, celui de l'Angiais Peter Wiles expose les raisons et la oècessité d'un embargo sur la haute technologie à destination de l'U.B.S., a annemi poteotiel », et des pays eusceptibles de la rétrocéder. C'est de politique plus philosophique que traite l'Américain Peter L. Berger, co analysant le « mythe socialiste » il s'interroge sur les raisons de l'affinité des intellectuels avec le socialisme, sans toutefois se demander pourquoi ils so auraient à l'égard du capitalisme. (N° 24, trimestriei, 25 F. - 4, rue Cassette, 75006 Paris.)

El Une nouvelle revue africaine, d'une solida qualité de fond et de présectation : celle de la FONDATION HOUPHOUET-BOIGNY (doot elle preod le nom), organe de l'Institut africain de recherche historique et politique. Ce premier nomère donne principalement une histoire et illustration du Rassemdlement démocratique africain, qui se trouve être tout naturetlement un hommage à son fondateur, le président de la République de Côte-d'Ivoire. On trouvera encore, par d'importantes personnalités ivoiriennes, des études eur l'ère coloniale depuis le Congrès de Berlin de 1825, et sur le syndicalisme agricole dans l'Afrique d'aujourd'hui. (N° 1, semestriel, 1586 F. C.F.A. – B.P. 20 934, Ahldjan, Côte-d'Ivoire.)

5 HOMO, eshiers interoes sux AN-NALES de l'université de Toulouse, publie un ouméro où sont étudiées les relations, réactions et « loterstructuration » du « sujet » — l'homme, le citoyeo — et des institutions qu'il se donne et eubit. (N° XVI, § à 3 fascicules par an, 25 F. – Publication de l'université de Toulouse. Le Mirail, 56, rue du Tanr, 31006 Ton-louse.)

E Un ouméro fort intéressant de la REVUE DES SCIENCES HUMAINES eor le mythe de l'origine des langues, Maie éragit-il blen d'un mythe? Et y 2-t-il lieu d'so discourir? Les auteurs de ces savantes études répondent positivement par leur seule démarche, (N° 165, trimestriel, 30 F. – Université de Lille-III, S.P. 18, 59650 Villenenve-d'Aseq.)

E DEVELOPMENT DIALOGUE, que sublie à Uppsala la Foodation Dag-Hammarskioeld, a le projet spécifique de favoriser un c autre » développement. Quelques études, dans le dernier ouméro, s'inscrivent dans cette préoccopation ; elles traiteot du rôis do village dans un développement tural centré sur le concours de la population. D'autre part, un haut fonctionnaire tanzanten, M. Amon J. Nsekela, analyse ce que pourrait être la contridution de la Eanque moodale au couvel ordre économique international, (1977 : 1, deux numéros par an. – Ovre Siotisgatan 752 28 Uppsala, Suède.)

Il La REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, qui paraît à Paris à l'initiative de l'UNESCO, consacre une série d'articles aux « dimensions sociales de le religion » où les movements religieux contemporains ont leur place. Eo guise d'introduction, une intéressante analyse sur les difficultés de définir le religion tant du point de vue philosophiques que politique. (Vol. XXIX, n° 2, 1977, trimestriel, 16 F. – 7, place de Foutenoy, 75700 Paris.)

El Dans le dernier numéro d'ELEMENTS, corgane du Groupement de recherche et d'études pour le civilisation européence (G.R.E.C.E.) e, uo dossier sur « Les équivoques de l'écologie. A la limite, les inquiétudes des écologistes relèversieot d'une schizophrénie et d'un « évident complèxe de culpabilité, toujours sous-jacent dans l'esprit de l'Occident » (Alain de Benoist). (N° 21-22, été 1971, bimestriel, 29 F. – 136, rue de )a Pompe, 75116 Paris.)

M c Le monde et l'œil du photographe »; c'est le thème du dernier numéro de DIALOGUR, où une demidouzaine d'auteurs américains envisageot is photographie à la fois comme un art et comme une science. (Vol. 8, 0° 1, 1977, timestriel. – U.S.I.A., 1776 Pennsytvania Avenue N.W., Washington D.C. 20517.)

## ·Correspondance

#### La Catalogne, de la résistance à l'autonomie

Secrétaire pour les affaires extérieures du Conseil national catalan, M. J. Lucas i Masjoan nous écrit à propos du supplément que le Monde diplomatique a consucré, dans son numéro d'août, aux problèmes de la Catalogne:

Naus vous remercions d'avoir consacré cinq pages de haute qualité à la
Catalogne. A ce propos, permetteznous toutefois d'exprimer deux critiques de détail :

1) Même limitée à la Catalogne
proprement dite, la carte eût dù porter
la limite de l'aire linguistique catalane.
Celle-ci, oatre les Baléares, déborde :

— Vers le nord (Catalogne-Nord,
autrement dit presque tout le département des Pyrénées-Orientales; cf.
les Temps modernes, a° 324-326, Paris,
1973, pp. 302-332);

 Vers le couchant (frange orientale des provinces d'Euesca, Teruel et Saragosse);

 Et surtout vers le sud-ouest, comprenant toute la côte valencienne : l'article de notre compatriote J.-M. Castellet sur notre littérature mentionne fort pertinemment deux grands de la compatrion de la le le compatrion de la le company de la company de la le company de la company de écrivains valenciens de langue cata-lane, V. Andrés Estellés et J. Fuster.

2) Oui, comme l'écrit F. Candel, la 2) Oll, comme l'ecrit r. Cannel, la Catalogne ouvre les bras aux immigrés andaleus, heureuse et fière de leur avoir permis de se bâtir l'existence humaine que leur refusait leur patrie. Mais que pouvons-nous leur offrir de plus qu'une intégration sans restriction ni réserve dans un pays qui veut rester eatalan? Cela dit, ce supplément reste remarquable.

#### La fiction de l'autonomie au Kurdistan irakien

L'article de Chris Kutschera publié sous ce titre dans notre numéro d'aont et, dans les mêmes pages, la lettre de l'Union des étudiants du Kurdistan en France, nous ant vain la lettre suivante de M. Gilles Munier, de Paris, qui précise qu'il a par deux fois visité la régioa autonome du Kurdistan en décembre 1976 et mars 1977 :

Depuis un an, des groupes de l'U.P.K., une organisation dirigée par un certain Jallal Talabani, réfugié en Syrle, enlèvent des coopérants étrangers qui participent au relèvement économique de la région autonome. Des actes de ce type étant possibles à Paris, ils le sont aussi dans les moatagnes kurdes. Evidemment, il suffit que l'on touche au moindre cheveu d'un Européen dans le monde pour que la presse s'empare de l'information. C'est le calcul de Talabani. Il pense peut-être ainsi suppléer à l'inconsistance de son U.P.K., et obtenir plus facilemeat des subsides des ennemis du poavoir bassiste en Irak. Ancien ministre de Aref, Talabani s'est toujours opposé aux lols d'autonomie, voire à Barzani lorsque ce dernier a conclu un accord avec Bagdad. Il se veut le seul interlocuteur valable, et ne souffre pas d'être mis au rancart. au rancart.

valable, et ne soutrre pas d'etre mis au rancart.

Erbil, capitale de la régian antonome, n'est pas dans un « état de misère économique difficilement maginable ». La régien se relève peu à peu des années de guerre civile et du sous-dévelappement dans le que l'avalent laissée les règimes précédents. Le parti Baas joue la carte de l'autonomie et de l'identité eulturelle des minorités (...).

Aujourd'hui, alors que des élections vont se dérouler pour remplacer l'assemblée provisoire, que la langue kurde est enseignée, que la culture kurde ranait, on voudrait faire passer Talabani pour ce qu'il n'est pas, et ces progrès pour des fictions. Pourquoi n'écrit-on pas que les Kurdes n'ont aucun droit dans les pays voisins?

En fait, la nouvelle directian de la rébellion, comme la précédente dant du est blen obligé de reconnaître la cormotion sert les mêmes intérêts: corruption, sert les mêmes intérêts : ceux de l'Impérialisme américain et de ses aillés dans la région. L'ebjectif est de tenter de déstabiliser le pouvair

révolutionnaire de Bagdad, de s'approprier le pétrole de Kirkuk. Dans son livre les Rebelles d'aujourd'hui, Thierry Desjardin qui rencoatra le Mollah ajate : « Dans les mois qui subbrent notre entretien. Barzani se mit à lancer de véritables « appels d'ajfres ». Il n'hésita pas à déclarer à un journaliste américain qu'il était prêt à ajfrir le pétrole du Kurdistan à bon prix à tout pays qui l'aiderait militairement, y compris aux États-Unis. » On connaît la suite : les révélations de l'enquête du Sénat américain sur l'aide de la C.I.A. aux rebelles barzanistes, puis le làchage du chah lorsque la stabilité en Iran devint plus importante que les promesses du Mollah.

tante que les promesses du Mollah... jusqu'à nazvel ordre (...).

La nationalité de Said Jamâladdin Al-Afghani

L'article de Nikki Keddie, pro-L'article de Nikki Keddie, pro-fesseur à l'université de Californie à Los Angèles, consacré aux problèmes de l'Iran dans le dossier intitulé à Islam et politique » (le Monde diplomatique, août 1977), nous vaut la lettre suivante de M. Zalmai Haquani, docteur en droit, chercheur à l'université de Nice:

Pour tous ceux qui connaissent la vie et la pensée de Sald Jamaladdin Al-Afghani, rien n'est plus étonnant que de lire, sous la plume du professeur Nikki Keddie, que celui-ci était « en fait Iranien ». En effet, comme son aom l'indique, Al-Afghani était Afghan: il est ne dans l'est de l'Afghanistan, à Assaad-Abad (province de Konar); il était par allleurs pachtoune (et non pas persan) et musulman suni'ite (et non pas masulman chi'ite). sulman chi'ite).

Ce a'est donc qu'en se fendant sur une hasardeuse coîncidence — l'existence d'une localité da nom d'Assad-Abad en Iran — que certains ont cru devoir lui attribaer une origine iranicane.

Certes, Al-Afghani fut contraint de quitter soa pays pour l'étranger, où il devait propager ses idées de réforme et ses conceptions sur le panislamisme; mais, mrès sa mort, ses cendres furent transférées officiellement en Afghanistan. Il repose d'alleurs, depuis plusieurs dizaines d'années, au centre du campus universitaire de Kaboul.

:...

graff Marie 1990

200

#### La gauche française et les dissidents de l'Europe de l'Est

Mme Tania Mathon, de Paris, qui a jouë un rôle particulièrement actif pour faire connaître l'action des dissidents d'U.R.S.S. et d'Europe de l'Est. s'étonne que l'article de Pascal Gabai et Yves Hardy (le Monde diplomatique, juillet 1977) ait passé sous silence les premières étapes d'une histoire encore récente. Bien que sa lettre ne soit pas « au premier chef destinée à la publication », il nous paraît utile d'en publier les principaux passages :

De tout temps (je me réfère par convention à l'année 1966, après la condamnation de Daniel et Siniavsky), les opposants en UR.S.S. ont fait appel au soutien en effet indispensable de l'opinian occidentale. Appel que je me suis efforcée de mon mieux de diffuser, et qui lentement, peu à peu, a été entendu par ce qui est devenu depuis a une fraction notable de l'intelligentsia non prisonnière des appareits de la gauche », mais de gauche néanmoins. Je ne citeral que les années 1973-1974, et les noms de mes amis du Comité des mathématiciens, Michel Broué, Henri Cartan, Laurent Schwartz, ainst one celui de Laurent Schwartz, ainsi que celui de Jean-Jacques Marie, un précurseur lui ausst Ensemble et d'abord à mains

tenus ensuite, nous avons mené un long combat qui se poursuit, et se poursuiva, à travers les innombrables échéances électorales dont nous ne sommes pas un enjeu. La libération de Pilouchich a été une étape importante. Certes, les appareils sont leurds à déplacer, et je ne suis pas la dernière à m'en plaindre. Cependant, et pour ne donner qu'un seul exemple, c'est grâce aux garanties matérielles fournies par la FEN que nous avons pu prendre la responsabilité de faire s'installer en France la famille Pilouchich.

La « nouvelle sensibilité » dont on

La « nouvelle sensibilité » dont on La « nouvelle sensibilité » dont on parle tant maintenant ne l'est donc pas tant que ça. Et je suis la première surprise de constater combien les dissidents sont actuellement à la mode. Tant mieux, si cette mode doit durer (...), et surtout si elle suscite des participations actives. Car faire bouger l'opinion publique demande patience et acharnement, et un travail de tous les instants, long, peu glorieux et souvent ingrat (...).

A tout cels Belgrade sart d'àchéance

A tont cela, Belgrade sert d'échéance, de caisse de résonance. Les « vrais problèmes » n'y seront peut-être pas traités. Les opinions différent sur l'efficacité des rencontres entre gouvernements, comme elles différent sur la politique présente et à venir du président Carter. Je suis consciente de ce que Belgrade et les accords d'Helsinki représentent comme terrain d'action pour les apposants de l'Est. et il faut certes délendre ceux qui défendent Belgrade. opinions différent su défendent Belgrade.

défendent Belgrade.

Ce qui est sûr, c'est que, comme par le passé, pendant Belgrade, après Belgrade, et avec tous ceux qui voudront nous rejoindre, nous continuerons à protester, à infarmer, à dénoncer ce qui se passe « là-bas ». Parce que, nous le savans depuis longtemps, tout silence est complicité et que la publicité, le bruit fait autour d'eux, constituent la meilleure et peut-être la seule protection de ceux qui se battent avec un courage qui ne cessera de aeus surprendre. Et pour que, un jeur, il puisse y avoir non sculement des transfuges mais des gens libres dans leur propre pays.

#### Le capitalisme à visage humain

M. J.-J. Gandiai, de Montpel-lier, nous écrit à propos de l'éditorial intitulé « Magie » dans le Mende diplomatique du mois d'autit :

Rentrant à l'instant d'un voyage de quatre semaines aux Etats-Unis, je tombe sur votre éditorial du meis d'août. Veilà déjà plusieurs fdis que je suis en accord avec vos éditoriaux, mais je n'avais jamais eu jusqu'iei pris le temps de vous écrire.

Rien de plus pernicieux, en effet, que le « capitalisme à visage humain » et, au moment où tant d'hommes de ganche semblent succomber aux ebarmes du réfarmisme de M. Carter, « déjenseur des droits de l'homme », il est bon que vous rappe)lez ses origines.

origines.

Lorsque je travalilais sur mon projet de thèse sur « Propagande et Idéoldgie » dans le cadre de l'LEP. de Grenoble, et que je dépouillais systématiquement le Petit Dauphinois (ancêtre du Dauphinois libéré), j'ai trouvé des éditoriaux retentissants à propos de Roosevelt. Celui-ci était en effet couramment traité de commupropos de Roosevelt. Celui-ci était en effet couramment traité de communiste, d'anarchiste, d'agent à la solde de l'Internationale communiste, et j'en passe, alors que le New Deal s'est révélé la planche de salut providentielle (avec la seconde guerre mondiale) d'un capitalisme moribond.

Il en a été de même avec le mythe Kennedy, amplifié par son assassinat, alors que la c Nouvelle Frontière » et l' c Alliance pour le Progrès » avaient exactement le même but : car mieux vaut Eduardo Frei que Pinochet! C'est ce qu'a compris Carter. Ces gens-là sont dix fois plus

### Symptôme et miroir de nos sociétés

### L'internationale des sectes ou la manipulation du croyable

d'environ quarante-cinq millions d'adeptes qu'Alain Woodrow consacre son livre sur les Nouvelles Sectes (11. Encore ne traite-t-il que des meuvements les plus connus dans les pays à fert développement technolegique, les Etats-Unis, le Japon. l'Europe occidentale, etc. De cette religiosité galepante, exprimée, fomentée oa exploitée par des organisations le plus souvent internationales. fortement structurées, financièremeat prospères et tapies derrière le décor de spiritualités syncrétistes et humanitaires, quel est le sens? De quel est-elle le symptôme? Quels sont les ressorts du « succès foudroyant » de ces sectes?

A. Woodrow essale de répondre, sur la base d'une information prècise et vivante, en partie fondée sur des enquêtes personnelles, en partie extraite des nombreux travaux sur le sujet depuis le livre piennier du P. Chèry (ainsi M. Colinon. le Phénomèae des sectes, 1959; B. Wilson. les Sectes religieuses, 1979; J.-P. Merin, le Viol psychique; Y. Lecerf, les Marchands de Dleu, 1975; M. Brugeneur, Faut-Il erucifler Moon?, 1976; J.-M. Schiff, le Livre des pouvoirs de l'esprit, 1976, etc.). On s'étonne seniement de no pas veir meutonnées les études de spécialistes, tels Jean Séguy, Renri Desroche, etc.

Le rideaa se lève progressivement, Woodrow part des doctrines et des manifestations religieuses pour ontrer peu à peu dans les arcanes de chaque secte : méthodes de propagande, discipline interne, reussites financières, organisations de pouvoir. De la crise culturelle dont les sectes sont l'effet et l'expression (la dèmystification des institutions ecclèsiales, scientistes on politiques entraine un manque de symbolisation, de sens et d'identité), on passe an dévoilement de puissantes sociétés articulées eur e manque, distributrices de produits qu'il le comhient, dirigées par des prophètes-P.-D. G. ct. telles l'Egilse de l'unificatien de Moon, la scientologie, les mormous, les adventistes, les adeptes de Maharaj Ji, les dévots de Krishna le réseau des forces économiques. Le problème tient dans le rapport ent le réseau des forces économiques. Le problème tient dans le rapport entre ces deux faces du

CE que le livre analyse nvec le plus de préci-aion, c'est, d'une part (en particulier grâce aux recherches de Morin, de Lecerf et de Baffey), un ensemble de techniques de « mani-pulation de la valanté » da de « manipulation mentale » qui permettent de produire de la croyance et de l'obeissance : séduction exercée

par l' « autorité » de synthèses totalisantes (scientifico-religieuses), constitutioa de lleux séparés de la famille et du milieu, coatrôle psychologique permanent, privations physiques amenuisant les résistances, simplifications idéologiques excluant toute alternative, pressions collectivistes génératrices de conformisme, etc. C'est, d'autre part, dans les sectes, la restanration de la division des classes et du travail, par exemple par l'exploitation du travail gratuit des adeptes au service de sociétés multinationales et de politiques financières, unti-

### Par MICHEL DE CERTEAU

communistes, etc. Certes, ll y a une grande variété de situations. Mais ce que l'on voit resurgir dans ces espaces prétendument isolés du « monde », ce sont des entreprises capitalistes où les techniques de persuasion et de marketing jeuent un rôle décisif : au lleu de payer des travailleurs, on y produit des croyants, travailleurs bénévoles.

leurs bénévoles.

Les sectes apparaissent donc comme de grands laboratoires où se construit, dans la place laissée vacante par les Egises ou par les institutions politiques et seieutifiques ou par technologie da faire croire. La c'élabore une industrialisatien (mi-artisanale, mi-rationnelle) de cette réalité sociale longtemps négligée et anjourd'hui malade qui concerne le croyable (les cadres de référence, les convictions identificatoires, les symbolisations sociales, etc.). La donc peat s'analyser le fonctionnement d'institutions supplétives et nécessairement totalitaires qui articulent le « faire croire » et le « faire faire ».

\* faire faire ».

Parmi les glissements téméraires qui amènent parfols. A: Woodrow, pris par son sujet, à désigner comme « sectes » tour à tour l'Action catholique, des communautés de base ou le nazisme, je retiens le dernier. S'il est abosif de parler de la « secte nazie », il n'en est pas moins vrai que le nazisme constitus la première industrialisation totalitaire de l'opinion. C'est un « modèle » dont J.-P. Faye a examiné le mécanisme et démontre l'efficacité dans un livre exemplaire. les Langages totalitaires. livre exemplaire, les Langages totalitaires. Depuis, les techniques manipulatrices et productrices de convictions se sont perfectionnées. Les sectes en fournissent une variante. Aussi, comme le fait Woodrow, fant-il s'interroger sur

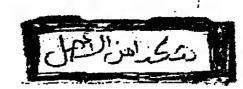
les structures juridiques et politiques suscep-tibles de contrôler ces pouvoirs neuveaux qui créent de l'adhésion, la cultivent et l'exploitent en utilisant les sciences humaines et les recherches sur la communication.

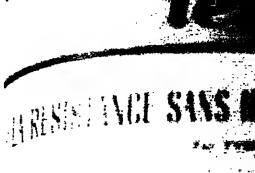
Le sozei (un peu paternaliste) de l'auteur se porte tout spécialement vers les adeptes jeunes, qui deviennent, sous sa plume, a la jeunesse ». Il s'inquiète de la mutation adeptes jeunes, qui deviennent, sans sa plume, a la jeunesse ». Il s'inquiète de la mutation dea « enfants de mai 68 » en adorateurs d'doles qui les exploitent. Ce tableau d'une addlescence aliénée demande quelques nuances. Au fond, cette « jeunesse » fait la même chose que les aduttes, manipulés par les « croyances » que produisent les mass media, mais elle le fait en se déplaçant plus, et plus radicalement, sans doate victime elle aussi, mais victime d'un geste qui consiste quand même à chercher autre chose que le légendaire de l'écurie, et sans l'assiette que donne une insertion sociale. D'autre part, autant que les ages, il faudrait distinguer les milieux sociaux où les techniques d'oppression « spirituelle » trouvent un terrain plus faverable — en particulier cette meyenne petite bourgeoisie française, détachée de ses origines ouvrières, paysannes en artisanales, privée de symbolisation propre, entiturellement nivelée, soumise à une fatalité économique : la demande d'identité, de « valeurs » et d'expériences collectives a'y est qu'exacerbée, chez les jeunes, par l'ennni scolaire, le vide famillal, le chômage et l'absence de responsabillés sociales. Et qu'est-ce que les familles qui luttent contre l'emprise des sectes penvent offrir à leurs enfants pour les retenir ? Rien. Les sectes révèlent ce rieu, en l'exploitant. Mais dans les milleux plus traditionnels (bourgeois, ruraux, etc.), on aura platôt un retour aux orthodoxies ecclésiales on à des conservatismes politiques. Il existe almsi une géographie sociale des sectes.

Il y a doue là un symptòme de nos sociètés. Le petit itvre de Woodrow a le ceurage d'en ouvrir le dossier — non sans risques puisqu'il est déjà uttaquè pur l'Egilse de scientologie. Sa lecture éveille à des questions fondamentales qu'ils posent les mouvements sectaristes, en tant qu'ils posen

lecture éveille à des questions fondamentales qa'il a précisées, évoquées on pas pu traiter, et que posent les mouvements sectaristes, en tant qu'ils soat des fermes de la domination entirrello américaine; des marchés qui vendent de la communication plus que des ebjets ea des vérités; des synerétismes qui, cemme à la télé, bricelent les restes de mythologies religieuses, politiques et scientifiques lengiemps ennemies et ou les techniques da faire croire l'emportent désormais sur le coatenn des croyances; des substituts de militances en déshérence, mais dans leur continuité puisque l'ebéissance reste le prix à payer pour avoir le privilège d'affecter à sa vie un sens garanti et une cause à défendre ; mais aussi des poétiques de corps, retours de la voix et de la transparence communautaires, érotiques collectives, rébellions coutre l'univers technocratique et administratif qui les exclat, etc. C'est adire société qui se moutre dans le miroir de ces anti-sociétés.

11) Le Seuil, Paris, 1977, 192 pages, 35 F.





per control of light And the second s The State of the S The second secon

The second secon

المناه المعالجة المناه المناهدة المناهدة Alexander of the second of the 

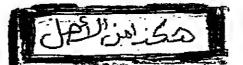
Section States in the section of the sec

AMERIC 

11.00

المراجعة ال المراجعة ال The second secon





# ondany

### « LA RÉSISTANCE SANS HÉROISME », de Charles d'Aragon

Par YVES FLORENNE

**AMÉRIQUES** 

FREBOM SPERI. — Richard Harris.

\*\* Little, Brown and Campany, Boston, 1976, 459 pages.

Lis liberté d'expression n'existe pas, n'a jamais existé aux Etats-Unis de la façon large qu'imaginent la plurpart des Américains, dit Harris. Ce qui a existé, c'est plutôt une croyance populaire dans l'existence de la liberté — cruyance qui isole de façon particultàre les «dissidents e américains qui, pour avoir ces exercer ces libertés dont on paris tant, se sont heurtés à une répression à laquelle penvent difficilement crotre leurs comparisons a le monde en effect et même les

pervent difficuement crone teams compa-triotes, le monde en général et même les victimes, aurtout quand celles-ci, comme la demi-douzaine de personnes dont Harris raconte méticuleusement les efforts de défense devant les tribunsux, sont issues des classes moyennes blanches et d'une contestation éminemment paci-fique.

victimes, aurtout quand celles-ci, comme la demi-douzaine de personnes dont Harris raconte méticuleusament les efforts de défense devant les tribunaux, sont issues des classes moyennes blanches et d'une contestation éminemment pacifique.

Rien de triomphaliste dans ces récits de lutie complétés par de longs passages d'histoire juridique tout ausai désopliants ; même quand, grâce à un acharmement épuisant et un peu de chance, on obtient une petite victoire devant les tribunaux, e'est souvent par une interprétation judiciaire tellement étroite qu'elle servira par la suite à limiter piutôt qu'à garantir les libertés des antres. Comme leurs propres avocate, Harris défend souvent ses « bêros » par la futilité du geste « non conformiste » qui s coûté tant de persécutions—comme ceini du quaker licencié de l'école où il enseignait pour avoir porté un brassard de deuil en gigne ellendeux de désapprobation de la tuerie au Vistram. Même relativement victoricux, l'autsur les tronve amers et usés, et conclut que leurs exemples, lein d'inciter leurs compatriotes à détendre leurs droits, « décourageraient presque certainement la plupart des cutres de sutres leurs droits, « décourageraient presque certainement la plupart des cutres de sutres leurs cellis « épuisée » (spent).

L'œnvre de Harris est imprégnés de l'idéologie du libéralisme traditionnel américain, qui voit l'Estat et e la majorité » comme les deux sources de la etyrannie » qui opprime le rars individu non comformiste. Ce qui manque tristement. C'est toute anaiyse des articulations entre l'Etat et le conformisme des masses, anaiyse qui ponrrait offrir une stratégie pour détacher ceiui-ci de celni-ià.

Un livre qui montre à la fois certaines sources et certaines limites de la politique « des droits de l'homme » de l'administration Carter.

FREEDOM SPENT. — Richard Harris.

VOILA un livre hérolque : par l'aveu, où la mélancolie le dispute à l'humour, d'une vocation d'héroisme qui fut abstinément refusée à l'anteur.
Quel rafraichissement, comparé à tant d'attitudes
avantageuses, particulièrement déployées à partir de
juillet 1944. Hamilité d'ailleurs aussi excessive que sincère, mais qui s'explique, même rétrospectivement,
chez un jeune homme qui sonifrit avec tant de constance la difficulté d'être un héros, quand l'héroisme
était partout, et tout de suite.

Dieu merci ! le référendum n'existait pas. Eût-du
pu consulter, en juillet 1940 cette fols, le peuple français qu'il aurait, contre ses indignes représentants,
par un « uon » franc et massif, répudié Viehy, démoncé
l'armistice, défié Hitler, émis la prétentiou scandaleuse de continuer par tous les moyens le combat
contre l'ennemi, et toutes sortes d'autres fdies. Il y
aurait en du mérite, après le choc qu'il venait d'encaisser. Mals, justement, c'était contre sa volouté clairvoyante. Car, edt-il été déjà consulté à temps, il se fût
engone de stratégies imaginaires, et, contre lo mur de
pottrines bétonnées, il est opté pour la cavalerie mécanique et l'infanterie des airs. Heureusement, la légèreté gauloise et la furla francese étaient contenues
par l'antique sagesse des chefs, leur expérience, leur
compétence et leur technicité. Symbole : la République
était présidée par un polytechniclem devenu expert en
tinances. La France l'a échappé belle...

Ne vais-je pas donner à penser de Charlea d'Aragon
et do son livre qu'ils sont sonfiés d'ironie amère et de

Ne vais-je pas donner à penser de Charles d'Aragon et do son livre qu'ils sont gonflés d'ironie amère et de verve pamphlétaire? Alors que sa force vient do ce qu'on y voit se poser sur les hommes et les choses la sérénité lucide d'un regard tranquille. Qu'on ne se trompe pas non plus au titre et qu'on ne s'y heurte pas. La vraie Résistance est honorée, avec la gravité et l'émotiou de quelqu'un qui sait de quoi il parle. Le mémorialiste mésestime seulement le rôle que lui-même y joua, sobrement.

M AIS enfin, e'est un iconoclaste. Il larère palsibleM ment toute une imagerie populaire et affiche ce
qu'on préfère no pas voir ; que dans l'été 1940 les
résistants conscients et inorganisés étaient peut-être
quelques centaines; et que, larsqu'ils se comptèrent
dans leurs organisations, ils se trouvèrent quelques
milliers, englantis dans la masse. Engloutis ? Le moins
qu'du puisse dire, e'est qu'ils u'y étaient pas comme
le poisson dans l'eau. Rassemblant dans sa conclusion
son propre témoignage et celui qui se dégage de plus
en plus d'une histoire sans fiction, l'auteur écrit de la
Résistance qu'elle fut « un mouvement minoritaire
dont la périlieuse et multiforme existence s'est longtemps développée au milieu de l'incompréhension et de
l'hostilité du plus grand nombre ». A quol on ratta-

POLITIQUE

\* Albin Michel, Paris, 1977, 285 pages, 45 F.

Décidément, la cohorte des maîtres pensanra grossit de jour en jour. Après tant d'autres, Pavel Tigrid — Tchèque et journaliste — tient à prévenir ses locteurs occidentant des édangérs du socialisme : « prenves » à l'apput, il les « invite à la réflexion ».

Ces e prenves», P. Tigrid croit les trouver dans l'bistoire : tous ceux qui

ont create dans l'oistoire : tous teux qui ont creaxe de rendre te socialisme pius humein, censtate-t-il, ont échoné. Milovan Dilhas a passé près de dix ans en prison. Robert: Havemann, universitaire est-allemand, est réduit an silence, Imre Nagy a été fusillé. Pavel Kohout nn pent plus publier. Loin de contriboer à démocratiser le régime, leur action s'est révêle stérile : in "est même pas exclu, nous dit-on, qu'elle ait conduit à un durcissement.

ment.

Les raisons de cet échec — que P.
Tigrid inge définitif — sont moins bistoriques (done contingentes) que métaphysiques, et par la nécessaires. Sans
doute l'auteur glièque-tul queiques facteurs elronstantiels (l'isolement des
intellectuels, la non-politisation des eltopens, la présence soviétique), mais
l'essentiel reste poor lui la nature même
du socialisme, qu'il assimile au stalinisme.

nisme.
On devine quelles conséquences il en lire : si le secialisme est la «barbarie» de notre temps, il ne se réforme pas, et il ne pen! pas — pas davantage que le nazisme — se hbéraliser; ceux qui l'affirment (par exemple, les P.C. français ou fialien) sont des mentenrs, ceux qui le croient, des utopistes. P. Tigrid, lui, se veut réaliste : rajetant le marxieme, il propose de substituer à « le sacrosmité lutite des classes l'esprit de rapprochement des classes ».
Comment ? Il ne le dit pas, et pour

comment des classes ».

Comment ? It ne le dit pas, et pour cause : l'histoire, qu'il se plait tant à invoquer, ne donne aucun exemple d'une alliance réussie entre ceux qui ont et ceux qui o

AMERE REVOLUTION. — Pavel Tigrid.

chera, à propos de l'exade, ce mot assez tranquillement terrible : « Il est plus facile de faire grise mine à des compatriotes maiheureux qu'à des envahisseurs

terrible: « Il est plus facile de faire grise mine à des compatriotes malheureux qu'à des envahisseurs armés. e

Le livre se trouve, par la force des choses qu'il remémore, un destructeur tranquille (c'est toujours le mot qui s'impose) de mythes. Tels que la levèe en masse, la résistance unanime à l'oppressieu. l'instinct de conservation collectif, le spontancisme révolutionnaire, l'instilluté populaire. C'est d'alleurs pour quel la démocratie est chose si difficile, si fragile et si rare : il n'est quo de regarder le monde.

Cette philosophie qui sound de chaque page n'empêche pas que le livre soit d'abord un récit : journal-souvenir de celui qui u'aura ou à montrer « que » le courage quotidlem de quatre années d'activité clandestine ; tout ce qu'il a vu. côtoyé, appris, dans le périple souvent recommencé, de son village à Paris, à Lyeu, en Suisse ; puis les maquis (au passage, il rend grâce au S.T.O. qui leur donna naissance et les nouvrit) dont il commanda Pun, en compte à demi avec Dunoyer de Segonnec ; l'enganisation de la région de Toulouse, avec Jean Cassou ; les grandeurs et les misères de la libération (dont il présida un comilé) ; et tant d'hommes : ceux qui allaient meurir ; ceux dont on us se deutait pas qu'ils seraient ministres et même présidents du conseil. Lai, député dans les deux premières Assemblées, u'aura pas le goût de faire carrière et retournera à sa terre et à son livre de raisou. Revenant sur ce temps où il ceurait les chemins en voiture (attelée), il écrit : « Je ne voyais des affaires de ce monde que ce que peuvent encadrer les creilles dressées d'un cheval. J'en suis toujours là. »

A NECDOTES, propos, citations pleines de sens. Par A exemple, du général do Castelnau « rencontrant e, encadré, le maréchal Pétain, ce jeli mot de hurgrave : « Enlevez-moi ce galopin ! » Cela, d'un autre style : « Ce gouvernement prosterné qui chevrote la giotre des défaites, l'honneur des abandans et la fierté des humiliations de la patrie. » Oni, mais c'est de Chateaubriand. Et sur Chateaubriand encore se ferme ce livre : « Ce sont deux jeux finis que des fantômes retracent dans des cimetières avant les premières lueurs du jour. »

jour. »

Jeux finis ? Charles d'Aragou u'en est pas tout à fait sûr, qui s'interroge, faisant allusion à Le nuit finira d'Henry Frenay, sur l'opportunité d'écrire un autre livre qui s'appellerait Le nuit reviendra. Tout ce qu'il a dit laisse asses paraître qu'il u'espère pas trop, quant à lui, en un soulèvement général, ni même en une connivence unanime avec la Résistance, si une telle unit tombait.

\* Editions du Seuil, Paris, 1977, 224 pages, 39 F.

La nature du pouvoir dans le tiers-monde

#### LE ROLE DU CHEF ET LA CONTAGION DES DICTATURES

ERNARD ASSO avait consacré une thèse à l'expérience des Etais africains de succession française. Il en a tiré un livre dont l'abondante bibliographie est principalement puisés aux discours et interventions des chejs d'Etat africains (1). L'auteur est furiste. Pour lui, l'institution da chef a toujours joué un rôle prépondérant dans l'orgonisotion du pouvoir en Afrique. Le chef d'Etat africain moderne, qui personnifte l'Etot à l'étranger, qui reste souvent l'unique symbole de l'unité des ethnies, et considère toujours les élections, quand il y en n. comme une adhésion à sa personne plutôt qu'ò an progromme, perpètue à ses yeux la tradition. Prophète jondateur ou charisme jorgé dans l'indépendance, il symbolise l'existence de lo nation; autocrate, il unifie une société fractionnée; soldat, enjin, il authentifie l'Etat. Dès la préface, ce point est contesté par le professeur Isoort, qui trouve excessive la conclusion de l'outeur selon laquelle l'Etat serait, en tout temps, en tout important pour un continent où beaucoup des régimes mis en place à la décolonisation ont été supplantés par l'ormée.

l'ormée.

La première partie, consacrée au leader politique « père de la nation e, insiste sur les difficultés à créer un Etat moderne dans les mini-nations léguées par la colonisation. Sans cesse on achoppe sur le problème de l'Etat-nation, sur la confusion d'un donné ficili, le national, et d'un acquis, l'étatique. L'unité nationale n'est réalisée et vécue qu'à travers la personne de l'homme au pauvoir. Celvi-ci renlisée et vécue qu'à travers la personne de l'homme au pauvoir. Celvi-ci renjorce son pouvoir personnel par le 
contrôle du parti et des moyens de 
propagonde. On aboutit ainsi à ans 
identification de la nation au parti, 
du parti à l'Etot, de l'Etat à son chef. 
Mais ce surpouvoir du dirigeant l'accompagne bien souvent d'une sousadministration du pays, qui lui fixe 
ses limites. Dans ces conditions, lo 
prise du pouvoir par l'armée, qui jait 
l'objet de la seconde partie, devient 
une tentation irrépressible sinon légitime. Qu'un pilier du régime en place, 
groupe ethnique, associations traditionnelles, religieuses ou syndicales, lui 
jasse défaut et c'est la crise, dont l'armée, lasse d'arbitrages, profite pour s'emparer des leviers de com-mande.

Mande.

Alliant motériellement puissonce et idée nutionale, le soldoi-président est alors, pour l'outeur, a un agent de l'Idée étatique moderne e. On a du mal à le suivre sur ce terrain. Les exemples qu'il fournit metient en évidence tout ce qui éloigne de l'idée même d'Etat un régime comme celut du maréchal Bokassa où les ressources de la nation tendent de plus en plus à se conjondre avec les propriétés personnelles de son chej. Les exemples abondent, en revanche, qui démontrent les capacités d'homme d'Et at des dirigeants africains, civils du militaires, engagés dans la lutte contre le sous-développement. Que les uns et les autres ne se rejusent pas toujours aux apparentes facilités de l'autocralie, ce livre l'illustre longuement.

CETTE réflexion sur la natare du pouvoir en Afrique trouve son prolongement dans un autre ouvrage de caractère juridique qui embrasse. lui, l'ensemble des régimes politiques dons le tiers-monde (2).

lui, l'ensemble des régimes politiques dons le tiers-monde (2).

D'iniention plus politique qu'économique, le livre de Mourice-Pierre Roy, extrêmement documenté, offre une vision d'ensemble originale des pays de la périphérie capitaliste. Il éclaire lo distorsion presque parlout évidente entre les principes constitutionnels affirmés et la pratique politique suivie. Dans an tiers-monde dont û marque à lo fois la diversité et les points de couvergence, M.-P. Roy offirme le primat de la création de l'Étot dans la genèse da développement. Mais û note qu'en quelque période que le processus s'engage, e les bases du futur Etat sont jetées de l'extérieur, c'est un produit d'importation européen, une greffe; dès lors, la camstruction de l'Etat, qui fut long múrissement dans les pays industrialisés, devient radicale mutation dans les pays sondes edes Constitutions démocratiques dont se dotent à l'origine tous les nouveaux Etats, l'auteur relève la difficulté de leur application dans des formations où s'affrontent ces forces contradicioires du développement : poids de la tradition, religions, armée, partis, administration... Il est amené ainsi à définir une dialectique des systèmes constitutionnels importés dans leur confrontation avec les réalités locales, dont le résultat le plus fréquent est un dérapage vers la dictature, qu'elle soit celle de l'armée, d'un parti ou d'un chef, voire, dans ce dernier cus, vers la déliquescence de l'Etat. S'appuyant sur l'étude des exemples algérien, congolais, me x le d'in, indien, argentin, péruvien, égyptien, etc., l'auteur illustre les diverses formes institutionnelles que prenul la dictature, sons pourtant établir les différences marquées qu'elles impliquent pour chacun dans le damoine des droits de l'hamme.

Le pessimisme dont it fait preuve droits de l'hamme.

Le pessimisme dont il fait preuve vient peut-être de ce que M. Roy n'd cherché d'explication à cette contagion des dictotures qu'à l'intérieur des régimes étudiés, négligeant les foc-ieurs exogènés ou premier rang desquels la dépendance à l'égord de l'impérialisme. Mais c'est oussi la nouveauté de ce livre que, évitont le recours à un schéma explicatif connu, il s'otiache surtout à l'analyse des forces sociales en présence dons le tiers-mande et de leurs inévitobles contradictions. Et an ne peut que suivre l'outeur dans so conclusion que « les dictatures ne sont pas une panacée, et que l'expérience prouve qu'elles pe représentent pas automaqu'elles ne représentent pas automa-tiquement un raccourci sur la voie du développement écenemique et palitique e.

CHRISTOPHE BATSCH.

(1) Le chef d'Etat airicain, par Beroard Asso. Editions Albatros. Paris, 1976, 382 peres, 55 F. (2) Les Régimes politiques du ticrs-monde, par Maurice-Pierre Roy, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1977, 516 pages, 120 P.

### CINÉMA

CINEMA ET HISTOIRE - Marc Ferro. ★ Denoél/Gonthier, · Bibl. Médiations, Paris, 1977, 175 pages, 25 photos, 13,50 F. Paris, 1977, 176 pages, 25 photos, 13,58 F.
Les thètes de Marc Ferro sur les interférences cinéma-histoire font désormais
autorité. Il fant dire que, historien et
cinéaste, il se trouve, mieux que quiconque, situé au carrefour d'une problématique ayant donné lieu récemment
à 0e fréquents et passioumants débats.
Dans es livre, agréable à lire, au etyle
et aux analyses stimulants, Ferro réordonne des articles épars (certains publiés
dans ces colonnes) et montre comment
l'histoire et le cinéma entretieunent un
double rapport permettant à la fois une Inistotre et le cinema entretieunent un donble rapport permettant à la fois une lecture historique du film et une lecture cinématographique de l'histoire.

Il éintéresse tout spécialement aux illms suscités par les gouvernemants les plus attentifs aux « effets d'influence » : au cinéma soviétique et nazi. Parro ne nègige aueun élément de signification ; il étudie, avec une remarquable perspleacité, aussi bien les signes qui sembleratent sub-idéologiques (par exemple, les fondus enchaînés dans le Juil Sils) que ceux qui voudraient, spectaculairement, témoigner d'un abus de pouvoir (les camps en U.R.S.S.).

Après l'avoir lu, notre regard est, en

Après l'avoir lu, notre regard est, en queique sorte, lavé; il parvient à mesurer, dans la moindre îmage ülmée, sa dimension historique. A ce titre, l'ouvrage de Marc Ferro est Oone, aussi, nn livre de desillement politique.

LIVRES ANCIENS SCIENCES SOCIALES CATALOGUE SUR DEMANDE

Librairie ALAIN FAURE

16, rue du Val-de-Grâce, 75005 PARIS. 326-04-32.



### ÉCONOMIE .

VODKA-COLA. — Charles Levinson.

\* Stock, Paris, 1977, 465 pages, 45 F. Depuis une quinzaine d'années, truis infile accords de coopération économique ont été signés entre l'Est et l'Ouest; Royal Dutch-Shell, LBM., Krupp et blen d'autres ent une représentation à Moscou, à Varsorie on à Bucaret; la banque soviétique Narudny possède des biens à Londres, à Singapour et à Beyronth; la Roumanis va monter la petite Citroën que les Francis, d'Ici quatre ou cinq ans, pourront acheter.

circon que les Français, a d'el quatre du circ ans, pourront acheter.

A première vue, on pourrait se réjouir de l'intensification des échanges entre l'Est et l'Ouest: n'est-ce pas la preuve que la cétente e est en henne voie? Mais, toute idéologie mise à part, qu'est-ce que la cétente », sinon — et simplament — l'extension des relations marchandes, toutes demeurant (et devant demeurer) égales par allicurs?

Les multiples formes de la coopération (coproduction de biens d'équipament et de consommation, créstion de co-entreprises on de consortiums bancaires) entre les firmes capitalistes et les pays socialistes conduisent, en effet, à l'intendépendance de plus en plus étroite de leurs intérêts économiques et de leurs système politiques. Loin de se contredire, ils se compètent et se soutiennent; a'ils se transforment, c'est, ensemble, et de la même façon.

ils se complètent et se soutlement: a'ils se transforment, c'est, ensemble, et de la même façon.

Uns main-d'œuvre bon marché (elle revient cinq à six fois moins cher qu'à l'Ouest, disciplinée et qui ne se met (præque) jamais en grève; des surprofits: la possibilité — ce qui est paradoxal — de transfèrer dans les pays du Comecon les actions d'antreprises mistes pour échapper aux conséquences d'une nationalisation : malgré leurs redomentades eur les droits de l'homme, les dirigeants des pays capitalistes ont tout intèrêt à ce que la situation sociopolitique demeure, dans les pays sonisistes, ce qu'elle est sujourd'bui. Il serait dono vain d'espèrer que la « détente», telle qu'elle es pratique, puisse eutrainer une démocratisation des régimes de l'Est. C'est pintôt l'inverse qui risque de se produire : le durchaement des régimes de l'Ouest. La poursuité de l'effort économique, nous répèba-t-on de plus en pius, exige un ponvoir « stable et fort»; la « crise» ne sera eurmontée que dans la edisciplines et l' « surior». On sait ce que cela veut dire. On le saura mieux en lisant l'ouvrage, bien documenté mais désordonné, de Ch. Levinson.

M.-T. M.

OIL RESOURCES: WHO GET WHAT, HOW? -Kenneth W. Dam.

A The University of Chicage Press, Chicago et Londres, 1976, 193 pages, 11,35

Soit un gisement de pétrole : à qui faut-il confier l'exploitation de cette resource / a quel ry th me exploration et exploitation Covvent-elles être monées ? Quel est le meilleur système d'attribution et/ou de concession des droits de l'Etat eur ces ressources ? Telles sont quelqureeur ces ressources? Telles sont quelqure-unes des questions abxquelles uo uni-versitaire sunéricain tente de répondre à travers l'analyse de l'expérience pratique de la Grande-Bratagne et de la Norvège vis-à-vis du pétrole de la mer du Nerd. Un débat que l'on verra peut-être fleurir en France el la mer d'Iroise es montre généreuse...

L'OR, LE DOLLAR ET LA MONNAIE SUPRA-NATIONALE - Bernard Schmitt \* Calmann-Lévy, Paris, 1977, 226 pages, 54 F.

Les querelles entre monétaristes tienneot à ce que la pinpart d'entre entre cottinent à discourir, de manière de plus en plus rigoureuse d'ailleurs, sur un objet qui n'existe plus, à savoir : la mennaie matérielle. Cette dernière, déjà en voie de disparition, a reçu le coup de grâce de Richard Nixon en 1971. Et celle qui lui a définitivement succèdé, la monnaie de erédit ou monnaie de banque, possède des propriètés radicaiement différentes. Celles qu'établit l'auteur, nveo la précision d'un physicien ayant affaire à une nouveile particula, sont en effet étonnantes su premier abord : « La monnaie matérielle était un actif, l'actif pur excellence. La monnaie de banque est un actif nul » dans la mesure où les prêts font les dépôts. Actif parce que créance eur une banque, et passif parce que les banques sont eréanetères de leurs propres dettes, la monnaie d'aujourd'bui est done un carif-passif ».

D'où un diagnostle de la erise moné-

monnaie d'aujourd'hit est done un e arti-pussi ».

D'où un diagnostle de la erise monétaire internationale. Alors qu'un actif net peut payer des vantes nettes, un « arti-passit » ne paie que des ventes compensées par des achats. A l'intérieur des économies nationales, tout va blen puisque la monnaie (de banque) nationale peut effectuer ce «clearing» des dettes du premier degré. Mais comme il n'y a pas de monnaie de banque internationale, l'extinction des octtes à ce nivean a'effectue de manière anarchique, par circulation des monnaies de banque de certains pays, alors qu'en fait la monnaie d'un pays donné a un pouvoir d'achet « lormellement nul » sur les produite des autres paya. Le situation impose la création d'une monnaie de banque supranationale, dont l'auteur esquisse le fonctionnement.

esquisse le fonctionnement.

Faradores et plans de réforme constituent les attributs indispensables aux
ouvrages de ce type. Pourtant, celui du
professeur Schmitt tranche nettement
par la clarté de ses démonstrations et
leur simplicité pour le non-spécialiste.
Tons ceux qui n'ont pas renoncé à
tenter de comprendre les phénomènes
monétaires actuels y trouveront la stimulation d'une pensée vigouréuse, eans flous
ni zones d'ombre, et qui fera sans aucun
doute avancer la compréhension générale
eur le sujet.

RECTIFICATIP. — Le titre exact du livre O'Yves Benot, dont nous avons rendu compte oans notre numérn d'août, est L'aucre Italie (1963-1976) : problèmes de la dictatura du prolétariat. Son prix est de 46 F et nou de 45 F comme nous l'avons annoucé par erreur.

### AFRIQUE

SROWTH, EMPLOYMENT AND EQUITY : A COMPREHENSIVE STRATEGY FOR THE

\* Bureau International du travail, Genève, 1976, 527 pages, 55 F.s. Senère, 1976, 527 pages, 55 Fa.

Cest un véritable plan de développement que les experts du BIT out élabort pour le Soudan, en deux ans de travaux et une mission aur place (en 1975). L'estieulture et son extraordinaire potentiel de déreloppement e y occupe une place on choix. Vollà qui retlendra l'attention or lous ceux qui s'intéressent aux projets risant à faire du Soudan le principal fournisseur de denrées alimentaires au Proche-Orient. Mais les auteurs prennent soin de préciser que l'expansion préviable de l'a spro-business » ne devrait pas se faire au détriment de l'agriculture traditionnelle et proposent des mesures afin que l'emploi et la répartition des révenus e améliorent aven la cruissance économique. Extéme d'une série qui compreno de la Colombte. Cerlan, le Kenya, l'ran, les Pollippines et la République Dominicaine, ce rapport se rapproche, par l'étendue de ses préoccupations, de ceux da la Banque mondiale.

## L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

#### ONU

Le Conseil de sécurité recommande l'admission du Vietnam

Les Etats-Unis ayant levé leur veto, le Conseil de sécurité a été en mesure de recommander le 20 juillet, par consensus, l'admission de la République socialiste du Vietnam eux Nations unles. Il appartient à l'Assemblée générale d'entériner la décision, lors de sa prochaine

La conférence de Lagos contre l'apartheid

Organisée par les Nations unies en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, une conférence mondiale pour une action contre l'apartheid s'est réunie à Lagos du 22 au 25 août. Dans une déclaration finale adoptée par acclamation, les participants ont demandé la cessation de toutes les formes de coopération militaire et nucléaire avec l'Afrique du Sud et pressé les gouvernements d'envisager des sanctions économiques contre le régime de Pretoria, notamment l'arrêt des investissements et des prêts.

préis.

La déclaration en trente-quatre points a suscité certaines réserves de la part des pays occidentaux, à propos de l'aggravation des mesures de restriction proposées dans la coopération avec l'Afrique du Sud. De leur côté, les mouvements de libération africains — qui étaient représentés à le conférence — auraient souhaité que l'on invitât le Conseil de sécurité à voter un embargo total sur les échanges avec Pretoria selon le modèle appliqué contre la Rhodésie. La conférence a finalement adopté un texte modéré qui ne satisfait pleinement ni l'un ni l'autre de ces points de vue opposés.

L'ECOSOC admet POLP. à la Commission économique pour l'Asie occidentale

Le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC) a terminé le 4 août la première partie de sa soixante-trolsième session qui s'était ouverte le 6 juillet à Genève. Il a approuvé des mesures destinées à accélèrer l'instauration d'un nouvel ordre économique international et visant, d'autre part, à donner suite à la conférence des Nations unies sur l'eau qui avait adopté le programme de Mai del Plata. D'antres recommandations sont formulées au titre de l'aide alimentaire mondiale.

titre de l'aide alimentaire mondiale.

Un appel a été lancé pour qu'une aide accrue soit apportée aux pays de la « ligne de front » en Afrique australe afin de leur permettre — ainsi qu'en a décidé le Conseil de securité — de faire face aux difficultés économiques qu'ils rencontrent du fait de l'application des sanctions décrétées par l'ONU contre la Rhodésie et l'Afrique du Sud et des actes d'agression dont ils sont victimes de la part de ces deux pays. Le Conseil a aussi demandé une assistance accrue en faveur des pays du Sahel affectés par la sécheresse.

A propos de la situation du peuple palestiplen.

A propos de la situation du peuple palestinien, l'ECOSOC a exhorté les Nations unies à entreprendre des projets concrets de nature à améliorer ses conditions économiques et sociales. Il a admis l'Organisation de libération de la Palestine (OLP.) à la Commission économique pour l'Asse occidentale en tant que membre à part entière.

Le groupe de travail sur les pratiques de corruption a été antorisé à rédiger un accord visant à mettre fin aux paiements filicites dans les transactions commerciales internationales. Tontefois, selon l'ECOSOC, prorité dolt être accordée à la conclusion d'un code de conduite régissant les activités des sociétés transactionales.

Le Conseil n'a pas été en mesure de parvenir à un accord sur la création de nonveaux organes des Nations unies qui seraient chargés de traiter des problèmes des établissements humains : un projet d'arrangement institu-tionnel a été transmis à la trente-deuxième session de l'Assemblée générale. Il a également renvoyé à l'Assemblée une proposition tendant à crèer à l'ONU un système international de contrôle économique qui permettrait de détecter à l'avance les crises.

IJ.



L'ECOSOC reprendra sa soixante-troisième session à New-York du mois d'octobre au mois de décembre. Il débattra alors, entre autres, du commerce et du développement, d'une nouvelle stratégie pour le développement et de la restructuration des secteurs économique et social de l'ONU.

Les résultats de la conférence sur le droit de la mer

Le texte composite de négociations élaboré à l'issue de la sixième session de la troisième conférence sur le droit de la mer a été publié le 20 juillet. Il comprend trois cent trois articles et sept annexes qui établissent des codes internationaux pour la navigation, la pêche, contre la pollution et pour l'exploitation des ressources minérales des fonds marins an-delà des limites des eaux territoriales.

On observe certains changements de fond par rapport au texte de 1976, notamment sur l'ex-

On observe certains changements de fond par rapport au texte de 1976, notamment sur l'exploitation des fonds marins, le rôle d'une autorité internationale et la politique qu'elle devrait suivre en vue du développement des ressources pour le bénéfice de l'humanité. Plusieurs articles du nouvean texte concernent la question de la zone économique des Etats côtiers, la juridiction sur le droit de pêche, et la question du partage des revenus du pétrole et d'autres ressources minérales se trouvant dans le plateau continental au-delà de la limite des 200 milles.

Ce texte doit servir de base aux travaux de

limite des 200 milles. Ce texte doit servir de base aux travaux de la prochaine session de la conférence sur le droit de la mer.

PROBLEME CHYPRIOTE. — Le gouvernement de Chypre a demandé la 25 août la réunion du Conseil de sécurité à propos des « violations par la Turquic des résolutions de l'ONU et de la politique d'Ankara des faits accomplis, dont le dernier en date a été la colonisation de la ville de Famaçouste ».

la colonisation de la ville de Famagouste ».

PROCHAIN BUDGET DE L'ONU. — M. Eurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a présenté le 29 août un projet de budget de 941,7 millions de dollars pour les exercices 1978-1979, soit une augmentation de 20,1 % sur la budget de 1976-1977. De son côté, le commission consultative de l'ONU en matière administrative et budgétaire propose à l'Assemblée générale une réduction de 20,7 millions de dollars. Le prochain budget doit être adopté par l'Assemblée générale qui ouvrira sa session le 20 septembre.

DESARMICMENT — Réunie, en séance plénère

DESARMEMENT. — Réunie en séance plénière le 21 juillet, la conférence du comité du désarme-ment a adopté le calendrier de ses réunions pour la session d'été.

la session d'été.

DROIT INTERNATIONAL, — La commission du droit international a terminé le 29 juillet su vingtueuvième session, qui s'était ouverte le 9 mai. Trois sujets prioritaires ont retenu son attention : responsabilité des Etats pour jaits internationalement illicites ; succession des États en des matières autres que les trattés ; traités entre États et organisations internationales ou entre deux ou plusieurs organisations internationales.

DROIT DES PALESTINIENS. - Le comité pour DROIT DES PALESTINIENS. — Le comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple, palestinien a confié le 9 août d'un groupe de trapail la tâche de préparer la prochains réunion du Conseil de sécurité. Le président du comité a estimaté d'autre part que le Conseil devrait « modifier » sa résolution 242 de 1967 sur le Proche-Orient de manière à y mentionner les droits nationaux des Palestiniens.

CONTRE LA PRISE D'OTAGES. — Un comité chargé d'élaborer une convention internationale contre la prise d'otages a oupert sa première session le 1º août. M. Lesies O. Harriman (Nigeria) a été élu à sa présidence. Le projet de convention doit être soumis à la prochaîne Assemblée générale.

ESCLAVAGE, — Un groupe d'experts sur l'esclavaga s'est réuni le 10 août à Genève pour une session de trois jours. Il a entendu des déclarations de la Commission internationale des juristes et de la Société authendement la Société anti-esclavagiste.

DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE AUSTRALE ET AU CHUL — Un groupe de travail spécial, créé par la commission des droits de l'homme en 1976 pour enquêter sur les riolations des droits de l'homme en Afrique australe, s'est réuni à Genève

du 25 au 29 juillet. Ses travaux ont porté sur la situation en Afrique du Sud, en Namible et au Zimbabwe. L'imbabwe.

— Un autre groupe de travail créé pour enquêter au Chili a siégé en même temps à Genéva. Il rétait précédemment réuni à Caracai et à New-York, afin de recueillir des témoignages lui permettant de préparer un rapport à l'intention de l'Assemblée générale.

générale.

RIJMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE. — Le comité pour l'élimination de la discrimination raciale a consacré la plus grande partie
de sa session, le mois dernier, à l'examen de rapports soumis par les États parties d la convention
sur l'élimination de la discrimination raciale. Le
4 août, il a adopté par consensus un texte dans
lequel il note que la Jordanie, partie à la convention, n'a pas été en mesure de remplir ses obligations sur une partie de son territoire. Un autre
texte de même nature a été adopté la 9 août, à
propos de Chappre.

texte de même naturo a été adopté la 9 août, a propos de Chypre.

DECOLONISATION. — Le président du comité de la décolonisation a lancé le 19 fuillet un appel à la vigilance à propos des élections organisées au Zimhabwe par le régime flégal de Salisbury. Deux résolutions concernant la Zimbabwe ont été adoptées le 8 août par le comité. La premièra demande un strict respect des sanctions imposées par le Conseil de séourité: la seconde condamne les actes de répression et d'agression.

Far consensus, le comité a adopté un texte déplorant l'établissement de bases militaires par les puissances coloniales. D'autre part, il a voté, par dis-huit voir contre une (Australie), nue résolution relative aux activités des intérêts étrangers, économiques et autres, faisant obstaele à l'application de la déclaration sur la décolonisation. Les rapports de ses diférents sous-comités sur la rituation dans les territoires dépendants ont été approuvés. Au sujet du territoire sous tutelle des îles du Pacifique, le comité a noté avec regret le rejus de la puissance administrante de coopèrer avec lui.

Notons enfin qu'il a décide de remetire à l'année prochaine l'examen des questions du Timor-Oriental et du Sahara occidental, dans l'attente des décisions que pourrait adopter à ce sujet l'Assemblée générale.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'apar-theid a décidé, le 10 août, de mener uns enquête à propos d'informations indiquent que l'Afrique du Sud jabrique des armes atomiques. Le délgué de l'Ukraine coait attiré l'attention sur un article publié par l'agence Tass sur les travaux effectués en Afrique du Sud en oue de la jabrication d'armes nucléaires qui pourraient être mises d l'essai.

ENVIRONNEMENT. — Trente-deux spécialistes des sciences de la mer et experts gouvernementeux de la région méditerranéenne ainsi que vingt-deux observateurs se sont rencontrés à Monaco du 18 au 22 juillet pour passer en revue les résultats du programme de surveillance de la pollution en Méditerranée conduit par le Programme des Nations untes pour l'environnement depuis dix-huit mois-

REPUGIES. — Le haut commissariat pour les réjugiés a annoncé le 28 juillet l'envoi de secours en Zamble à l'intention de réjugiés venus du Zimbabwe, Les secours ont été remis aux représentants de l'Union des peuples africains du Zimbabwe (ZANU), chargés de les distribuer.

### Santé

Les difficultés de l'action en

Aprique

N prévision de la vingt-septième session du comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS.) pour l'Afrique, qui devait s'ouvrir le 7 septembre à Brazzaville, le Dr Comian Quenum, directeur régional pour l'Afrique, a publié le mois dernier le rapport d'activité dans la région africaine en 1975 et 1976. Il y lance un appel en faveur d'une stratégie révolutionnaire du développement pour orienter les activités de l'Organisation vers l'autosuffissuce dans le domaire sanitaire et social. sance dans le domaine sanitaire et social.

Déjà dans le cadre de cette stratégie, l'O.M.S.,
e encouragé le renforcement de l'infrastructure
sanitaire des Etats membres en tenant compte
des besoins fondamentaux des collectivités les

plus mal desservies. L'accent est mis désormais

sur la décentralisation, et sur la participation active des collectivités. Le rapport fait aussi remarquer que les problèmes d'urbanisation, d'habitat et d'aménagement des zones turales deviennent de plus en plus préoccupants.

Parmi les principales causes de décès, le paludisme reste au premier rang. Dans sa conclusion, le directeur régional manifeste un certain pessimisme, constatant que non seulement les besoins essentiels des plus démunis ne sont pas couverts, mais qu'en outre les « agressions perpétrées contre divere pays africains détruisent les rares réalisations » qui ont pu être mises en place. être mises en place.

être mises en place.

ENVIRONNEMENT. — Dans le cadre d'un symposium organisé par l'O.M.S. du 27 juillet au l'acott, des experts de la santé de diz-neut pays se sont réunis à Genève pour discuter des programmes d'haytème du milieu dans les pays en vois de développement. La principale recommandation formulée à l'issue des travaux se réfère à la nécessité d'instituer dans chacun de ces pays, à l'échelon le plus élevé, un conseil de coordination en matière d'environnement constitué de spécialistes de la santé et d'autres disciplines et qui jormulerait ses observations àtreatement au chef du gouvernement.

### F. A. O.

Amélioration des revenus d'exportations agricoles des pays en voie de développement à la suite de la hausse de certains prix

hausse de certains prix

Dans son rapport annuel Perspectives sur les produits 1976-1977 publié le 3 août, l'Organisation des Nations unles pour l'agriculture et l'alimentation (F.A.O.) estime que les recettes provenant des exportations de produits agricoles des pays en voie de développement se sont améliorées, donnant un coup d'arrêt à la tendance au déclin qui a'observait à long terme.

En 1976, le commerce des produits agricoles n'a que très peu augmenté en volume, mais les prix internationaux se sont redressés de telle sorte que, en valeur, l'ensemble des échanges mondiaux a progressé de 4 % (pour atteindre 123 milliards de doilars). La part des pays en voie de développement a'est accrue plus fortement: leur commerce agricole est passé à 38 milliards de dollars, soit une progression de 12 %. Cette amélioration, néanmoins, est très inégalement répartie. Quatre produits seulement: café, escutchouc, coton et farines oléagineuses ent fourni près des cinq sirièmes des recettes supplémentaires. Le café, qui a pris la place du sucre comme premier produit d'exportation de ces régions, a représenté près du quart de leurs exportations agricoles totales en 1976 et leur a fourni bien plus de la moitié de leurs recettes extérieures supplémentaires brutes; 70 % du supplément, soit près de 2500 millions de dollars, sont revenus à l'amérique latine, notamment, pour la plus grosse part, au Brésil.

Toutefois, les anteurs du rapport relèvent que l'instabilité des prix qui règne sur la plupart des marchés des produits depuis 1972 est demeurée manifeste en 1976.

Four la F.A.O., les perspectives à court terme laissent prévoir une certaine expansion de la valeur totale des exportations de produits agricoles. En 1977, de nouveau, une légère augmentation de la valeur totale des exportations de produits agricoles devrait encore améliorer les recettes des pays en voie de développement en ce domaine.

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — En accord ance M. Edouard Saouma, directeur général

PROCHAMME ALIMENTAIRE MONDIAL. — En accord auce M. Edouard Sacuma, directeur général de la F.A.O., le Programme alimentaire mondial (PAM) a décidé d'envoyer des vivres aux populations de trois pays : le Bangladesh, victime d'inondade trois pays : le Bangladesh, victime d'inonda-tions et de tornades, ainsi que l'Ethiopie et la Gambie. Da son côté, l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO) bénéficiera à une aide destinée à 2000 réfugiés de Namibie.

### Agence atomique

Le rapport annuel fait état d'une baisse des commandes de centrales en 1976

S ELON le rapport annuel de l'Agence inter-nationale de l'énergie atomique, publié le 27 juillet dernier, cent quatre-vingt-douze

### Recherches universitaires

### L'ÉGYPTE ET L'UNESCO

RIGINALITE du thème. Sérieux de le documentation. Clerté des développements. La thèse de M. Hassan Nalaa sur l'Egypte et l'UNESCO (1) témolgne des progrès de le recherche dans la domaine des relations internationales

Appréhender l'État an tant que champ où s'affrontent groupes d'intérêts, partie politiques, courents idéologiques, edministratione; replacer l'orgenisation internationale dans son double rôla de structure sociela délimitant un jeu de forces at d'acteur autonome, pesant sur le jeu international, tendu vers la réalisation da ses objectifs propres : ces deux investigations avaient déjà été menées — parti-culièrement per Marcel Merie et par Michel Virally. Restait à opérer la jonction antre les daux phénomènes eociaux, dans leurs rapports mutuele d'influence : M. Hassan Nalas a porté son choix sur l'UNESCO comma organisation internationale et l'Egypte comme Etat membre, afin d'anelyser leurs relations depuis l'acte constitutil de 1945 jusqu'à la conférence générale da 1974.

Choix très heureux, eu-delà des raisons pratiques évidentes qui tiennant à la nationalité da l'auteur et à son lieu da résidanca : l'Egypta ne manifesta-t-elle pas, dès l'entre-deux-guerres, son vif intérêt pour le collaboration culturelle internetionale, en edhérant, en 1929, é l'Institut international de coopération intellectuella (I.I.C.I.), qu'elle subventionna généreusement et qui lul offrit un premier « eite » de participation effective à le vie internationale ? Et l'UNESCO n'a-t-ella pas attaché eon nom, à partir de 1955, à la sauvegarde des monuments de Nubie, opération le plus importante jemeis réalisée par une organisation culturelle internationale? Enfin, sur un tout autre plan, la grande querelle sur le politisation des institutions internationales da caractère technique n'est-elle pas née dens l'encelnie de l'UNESCO, en partie sous l'aiguillon de l'Egypte?

Sur les rapports de l'Egypte et de l'UNESCO, M. Nafee met à jour, analysa el ordonne une masse d'informations sans équivalent pour ce type de recherche. Cependant, ce travail considérable suscite una réserve, dans l'ordre de la construction et de l'exposition. Reflet de la démarche pluridisciplineire du spécialiste de relations inter-

(1) These pour le doctorat d'Etat en science politique, souteous le 28 juin 1977 à l'université de Paris-I (directeur de thèse : Marcel Merle: présideot de jury : Charles Zorgbibe; memères : Pierre Gerbet, Pbilippe Manin. 6amy Friedman).

nationales ou conséquence de la richesse du thème et de la documentation ? La thèsa da M. Nalas epparaît partois comme le juxtaposition de plusiaure ouvrages — au demeurant tous intéres mais dont l'assemblage donne une impression d'hétérogénéité : un essal historique, une étude de science administrative, un essai

UNE analyse historiqua des grands courants intellectuele égyptiene et de la participation égyptienne à l'I.I.C.I. : le systèma da valeure egyptien devait être exploré, pulsqu'il eous-tend l'action diplomatique de l'Egypte et délimite la vision internationale de ses dirigeants; mais l'exposé ne pouvait-il être abrégé et inclus dans l'introduction générale, d'eutant plus que, comme le montre l'auteur,

Par CHARLES ZORGBIBE

les options político-culturelles du nationalisme égyptien originalre celles, libérales, d'un Taha Husseln pour qui l'Egypte n'eppartiant, an aucune manière, à la culture orientale - vont être totalemen modifiées par le personnalité de Nasser et une conjoncture internationale dominée par le drame proche-oriental ?

Une étuda de science administrative, par laquelle M. Nafaa tente de cerner l'ensemble des circults de communication qui s'établissent entre l'Egypte et l'UNESCO. Participation da l'Etat-membre à l'éleboration de le politique de l'UNESCO : eu-delà du dogme de l'égelité juridique des Etats, les nations représentées par de petites déléga-tions - c'est souvent le cas de l'Egypte - ont pelne à sulvre tous les travaux de le conférence générale; mais l'octrol à l'Egypte d'un siège presque permanent eu conseil exécutif, son rayonnement culturel et politique au eain du groupe afro-asiatique — maigré le contestation du rôle dirigean: du Caire après 1967 — constituent eutant de compensations. Elaboration de le politique de l'Etat-membre vis-à-vis de l'UNESCO : e'affirment ici l'emprise du système politique national et la prolonde mutation intervenue dans la pratique politique égyptienne à l'ère nassérienne, au détriment de l'idéal plureliste originaire de

l'UNESCO, du souhait de l'organisation d'associer les forces vives, culturelles et scientifiques, à l'action de l'appereil d'Etat. Les interections cont évidemment fréquentes entre les deux processus de décision interne et inter-étatique : l'auteur, loin da se tenir é le description, critique les insuffisances du système netional de décision les Illustrant, eu besoin, par exemple lorsqu'il évoque l'affaire du tombeau de le Sainte Vierga à Jérusalem, qui vit le délégué permanent de l'Egypte en mauvalse posture devant l'organisation mondiale du fait de l'insuffanticité des accusations qu'il evait transmises, ou encore les réactions tardives de l'Egypta à le poblication d'une étude de l'UNESCO eur l'Ielam.

Un essai politique tendant non esulemant é analyser, à travers les débats da l'organisation, les orientations de la politiqu et scientifique internationale du Caire, mais aussi é justifier la combat idéologico-politique que l'Egypte e choiel de mener, dans le fou des passione israélo-arabes, sur l'échiquier culturel et scientifique inter-nationel. La polémique afficure parfole — ainsi dans l'exposé de l'affaire des manuels scolaires utilisés dans les écoles da l'U.N.R.W.A. L'engagement de l'auteur n'exclut pas, cependant, une grande rigueur et un certain recul par rapport é l'événement : la stratégia égyptienne est clairement exposée, sur un fond de réalisme politique — « les organisationa internationales, quelles qu'alles soient, na sont qu'un ilau où s'affrontent des politiques nationales sans pouvoir ni même arbitrage super-étatique »; et le plaidoyer de M. Nafaa vient légiti-mement compléter les écrita Israétiens, et les témolgneges, si cheleureux, de Jacques Ellul et da Marie-Pierre de Brissac.

Un rapport administratif, enfin, dressant un bilan de l'ection opérationnelle de l'UNESCO en Egypta...

Entre des facettes eussi diverses, le synthèse était difficile. Ella n'e pas été tentée dane la conclusion de le thèse, maie — paradoxalement - dans la présentation que l'auteur a faite de son travail devant le jury. - Demandes - de l'Etat-membre, et mise à jour des tacteurs qui conditionnent le formation de ces damandes. Cristallisation de torces favorables et hostiles à ces demandes, au eein de l'organisation. «Réponses» de l'organisation. Cette perspective systématique pourrait être efficace, mais elle exigerait, sinon une restructuration, du moins un resjustement de l'ensemble des développements... avant la publication, si souhaitable, de cette thèse

ORGANISMES. D'AIDE AU DEM

100

1 .. · • .

A STATE OF THE STA

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

A Company of the Comp

The state of the s

----

الأوالي في الرجور وجود

Secretary Control of the Control of

12.5%

Tamana.

er at tripet. Sp. 1888.

- Arest to 100 mm 100 mm 100 mm

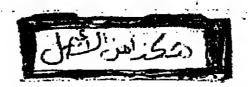
⊶. End∳

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH 100 pt 00 pt

Ministration attend

de de congres , lous affend.





réacteurs nucléaires industriels étaient en service dans dix-neuf Etats membres de l'Agence au 31 décembre 1976. Le document fait état des divergences d'opinion qui se sont manifestées l'an dernier dans certains pays industriels quant à l'avenir de l'énergie nucléaire et à la crainte d'une nouvelle prolifération de l'arme nucléaire. Ces craintes expliqueraient en partie la baisse des commandes de centrales, qui sont passées de 53 000 mégawatts en 1974 à 32 000 mégawatts en 1875 puis à 11 000 mégawatts en 1976. Uo nouvel élément d'incertifude est venu s'ajouter, avec les réserves émises quant au retraitement des déchets.

retraitement des déchets.

Le rapport dresse ensuite le bilan des missions de sûreté ou d'inspection qui ont été envoyées par l'Agence atomique en certains pays, des adhésions au traité de non-prolifération et des accords relatifs aux garanties de l'Agence, en particulier ceux qui ont été conclus avec les Etais-Unis et le Royaume-Uni et en vertu desquels ces deux pays ont soumis au contrôle de l'A.I.E.A. toutes leurs activités nucléaires à l'exception de celles qui relèvent de la défense.

Enfin on relève une les ressources disponibles Enfin on relève que les ressources disponibles pour l'assistance technique sont passées de 9,8 millions de dollars en 1975 à 10,9 millions l'année suivante.

• TRAVAIL. — L'Organisation internationale du travail (O.I.T.) a annoncé le les acut la publication à un rapport sur la Condition de l'artiste résumant

Fonds monétaire international

TES ministres des finances des pays membres L de l'OPEP (Arable Saoudite, Emirats arabes unis, Kowelt, Iran, Qatar, Nigéria et Venezuela) et les représentants de sept pays industrialisés se sont réunis le 6 août dernier à Paris pour discuter de l'adoption des a facilités Witteveen ». A l'issue de cette réunion, les participants sont parveous à un accord et ont accepté de financer un nouveao fonds destiné à consentir des prêts aux pays ayant des problèmes de balance de palements. Selon le directeur du FMI, ce fonds devrait disposer de 10 milliards de dollars ; le versement de 9,3 milliards de dollars ; le versement de 9,3 milliards de D.T.S., soit 5,3 milliards de dollars (4,5 milliards de D.T.S., soit 5,3 milliards de dollars) resteront inférieures à celles des pays membres de l'OPEP : Etats-Unis : 1450 millions de D.T.S.; Suisse ; 650 millions de D.T.S.; Japou : 900 millions de D.T.S.; Suisse ; 650 millions de D.T.S.; Belgique : 150 millions de D.T.S.; Pays-Bas : 100 millions de D.T.S.

Pays-Bas: 100 millions de D.T.S.

De leur côté, quatre pays producteurs de pétrole apporteront 3 450 millions de D.T.S. (coviron 4 milliards de dollars): Arable Saoudite: 2150 millions de D.T.S.; Iran: 700 millions de D.T.S.; Venezuela: 500 millions de D.T.S.; Qatar: 100 millions de D.T.S. La contribution des Emirats arabes unis devrait ètre comprise entre 100 et 300 millions de D.T.S.; le montant de sa participation et de celles du Nigèria et du Koweit restaieut à fixer.

Les portéciparies à cette conférence se sont

Les participants à cette conférence se sont également entendus sur les modalités d'octrol des prêts. Les pays emprunteurs devront sous-

des prèts. Les pays emprunteurs devront sous-crire des engagements précis concernant l'assai-nissement de leur situation économique pour avoir accès à ces facilités de crédit qui s'ajou-teront aux « tranches de tirages » auxquelles ils ont normalement droit comme membres du FML L'intèrêt annuel de ces prêts sera dans un premier temps de 7 %, par la suite ce taux sera rajusté en fonction de celui des bons du Trèsor amèricains. A la demande des pays de l'OPEP, il a été précisé que les pays en voie de dèveloppement recevraient une part « équi-toble » de ces prêts.

Cette réunion avait été précédée d'une réunion

préparatoire des suppléants du groupe des Dix à Paris le 28 juillet, ainsi que d'une session des ministres des finances de l'OPEP le 4 août à

Adoption des « facilités Witte-

les réponses à un questionnaire préparé par l'O.I.T. en coopération avec l'UNESCO. Il en ressort que les artistes interprètes connaissent à le jois un taux de chômage supérieur et des gains inférieurs à le moyenne Leurs conditions d'emploi sont généralement préoccupantes, estime le rapport.

— Le Bursan international du travail a également annoncé le 8 août le publication d'une étude statistique sur le tourisme. Selon les auteurs, tous les records devraient être battus en 1877 : le nombre des vacanciers es rendant cette année à l'étranger serait de l'ordre de 230 millions.

— AVIATION CIVILE. — Le douzième prix Edward Warner, décerné par l'Organisation de l'aviation civile internationale, a été attribué le 28 juillet à M. Mohammed Soliman El Hatim, de nationalité dyppienne, pour le rôle qu'il a joué pendant querante ans dans l'aviation civile du monde arabe.

NAVIGATION MARITIME. — L'Organisation

 NAVIGATION MARTTIME. — L'Organisation this representate consultative de le navigation martime a amaoncé le 10 coût le nomination de M. J.A.L. Cosh (Royaume-Uni) su poste de conseiler régional pour l'Amérique latine en matière de pollution des mes ler régional pour l'Amérique latine en matière de pollution des mers.

• DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Au mois de

e DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — Au mots de juillet, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a mis en servies une banque d'informations industrielles et techniques, à titre expérimental. Elle a pour nocution d'aider les pays en voie de développement à choisir des techniques adaptées à leurs besoins. — La conférence de plénipotentiaires qui devait se réunir le 12 septembrs pour délibérer de l'octroi à l'ONUDI du étatut d'institution spécialisée de l'ONU a été remise au début de l'an prochain. Le décision a été prise à le densière ession à u Comité économique et social des Nations unies, sur proposition des représentants àu « groupe des 77 ».

en voie de développement, le taux d'inflation est resté élevé.

resté élevé.

FRETE DU PONDE FIDOCIAIRE. — Le Fonds manétaire international a effectué le 26 juillet darvier en tant que mandataire du Fonde jiduciaire, les deuxièmes décaissements (équivalant à 121,315 millions de D.T.S.), en faveur de vingt-quare paye figurant parmi les soizente et un paye membres remplissant les conditions requises pour bénéficier de prêts du Fonds fiduciaire. Créé en mai 1916, cet organisme apporte une aide complémentaire au titre de le balance des paisments aux pays membres en voie de développement à l'aide des bénéfices réalisés sur la vente d'une partie de l'or du F.M.I

VENTE D'OB. — Le F.M.1. a procédé le 3 août de sa vente mensuelle d'or en réalisant 524,800 onces d'or, qui constituent la quantité totale mise en adjudication, à l'exception d'une fraction de barre standard. L'or a été vendu au prix de 146,26 dollars des Etats-Unis l'once.

ACORPTATION DES OBLIGATIONS DE L'AR-TICLE VIII PAR LE CHILL — Le gouvernement chilien a afficiellement fait savoir au Fonds moné-taire le 27 juillet dernier qu'il acceptait les abit-pations de l'article VIII des statuts du F.M.J. Il devient ainsi le quarante-cinquième membre du Fonds qui accepte les conditions de cet article.

FORMS QUI accepte les conditions de cet article.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Dans le cadre du financement compensatoire, trois pays ont pu affectuer des achats de devises : Fidji (22 julilet) : l'équivalent de 6,5 millions de D.T.S.; Portugal (27 juillet) : l'équivalent de 29,25 millions de D.T.S.; Tunisie (15 août) : l'équivalent de 24 millions de D.T.S.

lions de D.T.S.

CREDITS a STAND-BY > A HAITI ET A LA JAMAIQUE. — Le. Fonds monétairs international a consenti le 29 juillet à Haîti un orédit « stand-by » l'autorisant à acheter au cours des douze prochains mois l'équivalent de 8,9 millions de D.T.S. D'outre part, le 11 voût, le Jamaique a recu un crédit a stand-by » lui permettant d'acheter, au cours des prochains vingt-quatra mois, l'équivalent de 64 millions de D.T.S. ou 120.8 % de sa quote-part, ajir de rétablir une économie déficitaire depuis la fin de l'année 1974.

NOMINATION. — M. Leo Van Houtven (Bel-pique) a été nommé le 2 août secrétaire du Fonds monétaire international; il succède à M. Lawrence Hebbard (Etats-Unis).

Groupe de la Banque mondiale

L A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale co BIRD) a annoncé le 11 août l'octroi de trois

prêts en faveur des pays suivants :

— Chypre : un prêt de 10 millions de dollars
pour financer un projet de développement rural
intégré destiné à accroître les revenus et à
améliorer la qualité de la vie dans la région

de Pitsilia;

— Egypte: un prêt de 100 millions de dollars pour aider à financer un important programme d'expansion du canal de Suez;

— Maroc: un prêt de 1,5 million de dollars pour le développement d'études visant à améliorer les réseaux urbains d'assainissement dans la région de Casablanca-Mohammedia.

CREDIT DE L'IDA. — Un crédit de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, a été accordé le 11 août en Joveur de la Somalie; il aidera es pays à améliorer le qualité de son système éducatif et le formation de sa main-d'œuvre.

sa man-d'œuvre.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — La Société financière internationale (S.F.I.) a, le 5 août, accordé un prêt de 9 millions de dollars à la société argentine Soyez. Cet investissement imancera le construction d'une usine de traitement des graines de soja à Zarate, au nord de Buenos-Aires. — Une série de changements au sein de la direction de le S.F.I. est intervenue récemment : M. Rurt B. Eckrich (Etats-Unis) a été nommé directeur du département des investissements Amérique latine et Caralbes 1; M. Marshall Burkes eucrède à M. Eckrich à la lête du département des finances et de la gestion; M. Burkes (Etats-Unis) dévient conseiller financier auprès du département des finances et de le gestion; M. Douglas Gustajson (Stats-Unis) à été nommé directeur du département des investissements Europe et Moyen-Orient; M. José M. Ruisanchez (Cuba) a été nommé directeur du département des investissements des investissements Amérique letine et Caralbes II; M. Torstein Stephansen (Norvège) a été nommé directeur du département des investissements Arie; M. Azam K. Alizai (Pakistan) a été nommé directeur du département des investissements Arie; M. Azam K. Alizai (Pakistan) a été nommé directeur du département investissements Arie; M. Azam K. Alizai (Pakistan) a été nommé directeur adjoiat du département investissements Arie; M. Azam S. TENS. — Deuz colles étements des moutent total de 50 milliarde de pers

EMISSIONS D'OBLIGATIONS EN YENS. — Deux ofres d'un montant total de 50 milliards de pens de titres de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ont été annoncées le 10 août à Tokya et à Londres. Une émission d'une septième série d'abligations à quinze ans et

Maroc

de Pitsilia :

Prêts à Chypre, à l'Egypte et au

à 7 % s'élevant à 30 milliards de vens (113 m0lians de dollars des Élats-Unis) a été afferte sur le marché intérieur feponais. L'autre émission, de 20 milliards de vens (75 millians de dollars des Elats-Unis) à sept ans et à 6 1/4 %, a été offerte sur le marché international des Elats-Unis. L'abligations à sept ans et à 6 1/4 %, a été offerte sur le marché international des capiteux.

Les obligations à quinze ans et à 7 % affertes au Japon sont proposées à 99.75 % du pair, avec un intérêt payable semestriellement pour un rendement de 7,03 %. Ces abligations ont été prises ferme par an syndicar de sociétés japonaises spécialisées dans les valeurs mobilières, agant à sa téte Daima Securities Company Limited, associés à un groupe de sociétés de courtage dirigé par la Industrial Bank af Japan Limited.

Les abligations à quinze ans ne peuvent être amorties par anticipation avant le 19 août 1982. La Banque mondiale liquidera su pair, ou par des achats sur le marché, un montant en principal de 1800 m0lians de yens au cours de chacune des années 1983 à 1991. Un dernier versement de 13 800 millions de yens aux cours de chacune des années et trois mois. A partir du 19 août 1992, ou qui porte la durée moyenne de l'émission à douze années et trois mois. A partir du 19 août 1993, ou de n'importe quelle autre date de paiement d'intérêtie, la Banque mondiale dispose, à son option, de la possibilité de rembourser l'émission à quinze ans par anticipation, en totalité ou partiellement, et à des prix déclinant à partir de 1983.

Les obligations à sept ans et 6 1/4 % aijertes sur le marché international des capitaux sont proposées au pair avec un intérêt payable aunuellement correspondant à un rendement de 6,16 % sur uns base d'équivaleux essentielle. Les chels de file pour cette émission sur le marché sont Daiwa Securities Company Limited et S.G. Warburg and Company, Limited.

Company, Limited.

EMPRUNTS EN SUISSE ET EN REPUBLIQUE PEDERALE D'ALLEMAGNE. — La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a annoncé le 1st août qu'elle venait de lancer un emprunt de 200 millions de jrance suisses ouprès d'un groupe des principales banques suisses ouprès d'un groupe des principales banques suisses.

D'autre part, la Banque mondiale a souscrit le 11 août un emprunt à long terme de 200 millions de deutschemarks euprès de le D.G. Bank-Deutsche Genossenschaftsbank. Le produit de cet emprunt sera utilisé par le Banque pour les opérations générales.

genérales.

PROJET D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN EQOATEUR. — Dix études de préinvestissement pour des
projets d'équipement viannt à moderniser l'économie, dévelapper les ressources naturelles, améliores
les niveau de vie des populations urbaines déshéritées et à crèer des emplois en Equateur seront
effectuées dans le cadre d'un projet d'assistance
technique au financement à uquel le Banque mondiale apporte son concours sous le forme d'un prêt
d'un montant de 11 millians de dollars.

### Banque asiatique de développement

Prêts à Sri-Lanka, à la République de Corée et à l'Indonésie L A Banque asiatique de développement a accordé des prêts en juillet aux pays sui-

L'accordé des prêts en juillet aux pays suivants:

— Sri-Lanka (26 juillet): 17,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans au taux de 1 %) pour financer on projet hydro-électrique;

— République de Corée (29 juillet): 45 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-sept ans et à 8,30 %) destinés à financer un programme de contrôle des eaux ainsi que l'irrigation de la région située en amont du fleuve Nakdong;

— Indocésie (29 juillet): 20,5 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-sept ans et à 8,30 %) pour le financement d'un projet d'irrigation à l'est de l'île de Java dont bénéficieront cinquante-sept mille fermiers de la région. Ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique qui contribuera également à la réalisation du même projet.

DIMINUTION DU TAUX D'INTERET, — Le 29 juillet, le conseil d'administration de la Banque asiatique a décidé de réduire le taux d'intérêt des prêts accordés à l'aide des ressources ordinaires de la Banque qui, de 8,70 %, passe à 8,30 % l'an. Ce nouveou taux s'applique aux prête approuvés depuis le 1st juillet 1977.

#### Banque de développement des Caraïbes

La quarante et unième réunion du conseil des gouverneurs approuve de nouveoux prêts

A U cours de sa quarante et unième réunion, tenue à Wildey (Barbade), le conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caraïbes a approuvé des prêts en faveur de gouvernements ou d'organismes nationaux des

des Carabes à approuve des preis en raveur des gouvernements ou d'organismes nationaux des pays sulvants:

— Belize : 45 000 dollars pour financer les travaux des experts chargès des études sur la construction d'un hôtel à Belmopan, et 60 000 dollars pour participer au financement d'une étude pour l'amélioration et le développement du réseau électrique de Belize-City ainsi que des communes rurales de San-Narcisco, Louis-ville, Concepcion, Santa-Clara et San-Roman;

— Guyana : 85 000 dollars pour le palement des experts engagés pour compléter une étude de rentabilité économique concernant un projet de construction d'une cimeoterie;

— Dominique : 133 567 dollars à la Banque nationale pour le commerce et le développement, filiale de l'A.I.D. Ce prêt, qui jouit de la garantie du gouvernement des crédits que cette institution accorde aux petites industries; un prêt de 120 148 dollars à également été accordé à ce pays pour financer un projet d'allocation de ressources;

— Sainte-Lucie : 397 037 dollars à la Banque

a ce pays pour imancer un projet d'anocasion de ressources;
— Sainte-Lucie : 397 037 dollars à la Banque pour l'agriculture et l'industrie. Accordé avec la garantie du gouvernement, ce prêt est destiné au financement d'un programme d'aide aux petits exploitants agricoles.

#### Banque centraméricaine d'intégration économique

Prêts au Nicaragua et au Hon-

### L A Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.I.E.) a approuvé le 22 juil-let un prêt de 4500 000 dollars en faveur de

Téléphone: 033-05-97

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

A KONTCHOU KOUOMEGNI

LE SYSTÈME DIPLOMATIQUE AFRICAIN

Un ouvrage de 282 pages ..... 90 F H.T.

l'Instituto de Fomento Nacional du Nicaragua. Ces ressources permettront de financer la construction de systèmes individuels d'irrigation dans de différentes zones agricoles du territoire.

Deux autres prêts ont été annoncés le 29 juil-let en faveur du Honduras :

— 5 750 000 dollars pour financer l'échangeur régional de Tegucigalpa rélant la route de l' a Oriente s' à celle du Sud, du Nord et de l'Olancho; -- 1400000 dollars destinés au financement de travaux de construction d'un pont sur l'Aguan an nord de la ville de Saba, dans le département de Colon.

#### Banque européenne d'investissement

Prêts à l'Italie, au Danemark et à des sociétés du groupe français Elf Aquitaine

LA Banque européenne d'investissement (BEL) a accordé le 28 juillet les prêts

suivants:

— Deux prêts d'une contre-valeur de 32 milliards de lires (31,86 millions d'u.c.) à l'Italie pour la mise en valeur de trois gisements de gaz naturel situés dans le secteur nord de l'Adriatique et le financement de plusieurs ouvrages qui amélioreront le réseau autorootier antour de Naples. Dix-huit milliards de lires (pour douze ans au taux de 10,1 %) ont été consentis à l'AGIP (du Groupe ENI-Ente Nazionale Idrocarburi): 14 milliards de lires (pour quinze ans au taux de 8,75 %) ont été attribués à l'Istitoto per la Ricostruzione Industriale qui rétrocédera les fonds à l'Autostrade Concessioni e Costruzioni Autostrade:

— Un prêt global d'une contre-valeur de

Concessioni e Costruzioni Autostrade;

— Un prêt global d'une contre-valeur de 8 millions de couronnes danoises au Finansierings-Instituttet for Industri og Handvaerk (institut de crédit danois) pour le financement d'initiatives industrieles de petite et moyenne dimension dans ce pays. Ce prêt, d'une durée de dix ans, porte intérêt au taux de 9.9 %;

de dix ans, porte intérêt au taux de 9.9 %;

— Deux prêts d'un montant de 50 millions de dollars des Etats-Unis (44,1 millions d'u.c.) pour la mise en exploitation du gisement de gaz de Frigg en mer du Nord. Le premier prêt de 40 millions de dollars (d'une durée de dix ans au taux de 8 7/8 %) a été attribué à Elf Oil Exploration and Production et à Aquitaine Oil; le second prêt de 10 millions de dollars (pour six ans au taux de 8 1/4 %) a été attribué à Elf Aquitaine Norge. Ces trois sociétés font partie du groupe français Société nationale Elf Aquitaine.

#### Banque interaméricaine de développement

Onze opérations

O NZE prêts de la Banque interaméricaine de développement ont été accordés ces dernières semaines :

— Deux prêts d'un montant de 3 millions de dollars (21 juillet) à la Barbade. Ils financeront le développement des entreprises industrielles de petite et moyenne importance et le tourisme de la région; 1,5 million de dollars provienneot des ressources ordinaires de la Baoque (pour vingt ans et à 3 %) et 1,5 million de dollars du fonds d'opérations spéciales (pour trente ans et à 2 %):

Le même jour, un prêt de 11,3 millions de dollars a été attribué à l'Equateur (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % ensuite) pour le financement d'un programme d'irrigation et pour le développement agricole dans les provinces andires; — 25 millions de dollars le 13 août à la Jamaique (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente-cinq ans et à 2 %) pour l'électrification de zones rurales;

- Trois prêts d'un mootant global de 93 millions de dollars le 13 août à Panama destinés à la réalisation d'un programme hydro-électrique; 40 millions de dollars proviennent des capitaux de la Banque (pour vingt-cinq ans et au taux de 8 %); 30 millions de dollars ont êté consentis à l'aide des fonds confiés à soo administration par le Venezuela (pour vingt-cinq ans et à 8 %) et 23 millions de dollars ont êté attribués au titre d'une ligne de crédit complementaire attribuée à l'aide des ressources de la BID (pour sent ans et à

ressources de la BID (pour sept ans et à 15/8%);

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie oa prestigo de ses manuments aaciens l'énergie sourieate d'une jeune cité qui, de as un élon sans relôche, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE



(Ph. ATZINGER.)

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-

BENEZET, DODULATES à L'AVETS le maade par la légeade et la chanson, ses aambreux édifices civils et religieux; LES THESORS DE SES MUSEES; OE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS

LA PROVENCE;
SON FOLKLINEB (denses et vieilles tradi-

SON FOLELDRE (denses et vieilles traditians);

UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 soût) Théâtre chrorégraphique, alaéma,
musique;

OES SALLES DE REUNION;

OES SALLES DE RECULIERS DE TRAINS
a autos-couchettes a siler et retour au départ
de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOOLOGNE LIEGE BRUXELLES, AMSTERDAM,
DUSSELDORP, HAMBOURG, KARLSRUHE;

SON IMPORTANT MARCHE QUOTTDIEN OE
FBUITS ET PRIMEURS;

DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et
des vins de grands crus (Châteaunsuf-duPape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son
équipement pour toutes les madientations et
congrès, ses grades et luxueuses salles de
conférences, de restaurad, son immense
parking.

parking.

• Visitez AVIGNON « La Songeuse de jote!... » Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès

Vienne pour l'examen du dossier des « facilités

Witteveen ».

RESTRICTIONS DE CHANGE. — Selon le vingthuitième rapport annuel sur les restrictions de change publié début août par le Fonde monétaire internationel (F.M.I.), les pags industriels ainsi que les pags primeires plus développés recouvent darrantage aux restrictions à l'importation imposées à des flus protectionnistes qu'avant la récession de 1374, blen qu'on ait constaté ane augmentation en volume de 11 % des échanges internationaux après un recul de 4,5 % en 1975.

D'après ce document qui porte sur l'année 1970 ainsi que sur les premiers mois de 1977, la production aux prix constants dans les pags industrialisés a augmenté de près de 5 % et le taux d'inflation a été inférieur le celui des deux années précédentes; toutefois le taux de chômage est resté élecé. Si une certaine amétioration des résultais économiques a été enregistrée dans les pags de production primaire plus déreloppés et dans les pags en vois de déce-loppement qui n'exporteut pas de pétrole, l'activité économique dans les pags exportaieurs de pétrole, béen qu'elle est été importante, semble s'être un peu ralentie. Dans tous les principaux groupes de page

Nice, ville de congrès vous attend.

structure d'accueil pour vous prouver que tourisme et congres ne sont pas incompatibles : un séroport de classe internationale met Nice à 1 h 15 de Paris... Une capacité hotelière encore accrue... 90 salles de conférences... Un Palais des Exposition de



Nice-Congrès : Palzis des Expositions, 06300 Nice, Tél. (93) 55,02.02 et 55.18.55. Telex :

Control of the second of the s

ÉDITIONS A. PEDONE Y. CH. AMEGAVIE

— Deux prêts d'un montant de 55 millions de dollars le 18 août au Brésil pour la construction et la remise en état du réseau routier; 35 millions de dollars ont été consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans et à 8 %) et 20 millions de dollars à l'aide de son fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans et à 3 % l'an);

— Prêt de 10,7 millions de dollars le 19 août

au Costa-Rica (à l'aice du fonds d'opérations spéciales et au taux de 2 %) pour le finance-ment d'un programme d'enseignement technique principalement dans les zones rurales; — Prêt de 41,5 millions de dollars le 18 août

au Mexique (à l'aide des capitaux de la Banque pour vingt ans et au taux de 8 %) pour la construction d'un système d'irrigation dans l'Etat de Guerrero.

# 

### Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Aggravation de l'endettement des pays en voie de développement

pays en voie de développement

T. A. Conférence des Nations unies sur le
commerce et le développement (CNUCED)
a publié le mois dernier un rapport attirant
l'attention sur l'endettement des pays en voie
de développement, en vue de la dix-septième
session du Consell du commerce et du développement qui devait se tenir à Genève du
23 août au 2 septembre.
Selon ce document, le déficit extérieur de
ces pays passerait de 28,4 milliards de dollars
à la fin 1976 à 36,3 milliards à la fin de 1977
(+ 23 %) et à 39 milliards au terme de 1978.
Le dette totale des Etats du tiers-monde non
producteurs de pétrole atteindrait 253 milliards
de dollars à la fin de 1977, contre 180 milliards
de dollars à la fin de 1976 (+ 40 %).
Quant aux pays producteurs de pétrole, on
prévoit une baisse de leurs escédents financiers
qui passeraient de 44 milliards de dollars en
1976 à 41 milliards cette année et à 37,5 milliards en 1978. Selon la CNUCED, les pays
membres de l'O.C.D.E. verraient aussi leur
déficit progresser, pour atteindre 5,5 milliards
de dollars en 1977 contre 3,7 milliards en 1976;
toutefois ils devraient enregistrer un excédent
de 12,5 milliards de dollars en 1978.
On trouvers un résumé des travaux du
Conseil dans le prochain numéro du Monde
diplomatique.

PREFERENCES. — Le comité spécial des prété-

apportatique.

PREFERENCES. — Le comité spécial des prélérences de la CNUGED, qui a tenu sa huitième
session d Genéve du 27 juin au 1se juillet, est
convenu qu'il élait souhaitable de repoir les procédures de consultations sur les divers sehémas
des pays donneurs de prélérences afin d'améliorer
le fonctionnement du système généralisé de prélérences il a chargé le secrétaire général de la
CNUGED de soumettre des propositions d cette fin. ARTICLES MANUFACTURES. — La commission des articles manufactures a étudié, au cours de sa huitième session d Genève du 4 au 8 fuillet, les moyens d'améliorer l'accès aux marchés ainsi que les arrangements en matière de coopération dans le domaine du développement industriel et du

PROGRAMME INTEGRE POUR LES PROOUTS
DE BASE. — Le comité intergouvernemental spécial
du Programme intégré pour les produits de base
s'est réuni du 11 au 15 juillet, pour les traoaux
de sa troisième session. Devont l'insufficance des
progrès accomplis au coure des dix-sept réunions
préparatoires sur divers produits de base qui ont
eu lieu depuis la mise en place du Programme, le
comité a prié les gouvernements d'intensifier les
préparatis La conférence chargée d'envisager les
préparatis La conférence chargée d'envisager les
préparatis d'un sonds commun devroit en ésset

### O.C.D.E.

Un ropport sur lo science et la technologie en Chine

L'ORGANISATION de coopération et de deve-loppement économiques (O.C.D.E.) a publié le mois dernier une étude sur la Science et la technologie en République populaire de Chine, fondée sur les travaux d'un séminaire organisé

fondée sur les travaux d'un séminaire organisé en janvier 1976.

D'éminents sinologues et des responsables occidentaux ayant eu des contacts récents avec des institutions de recherche et des responsables politiques en Chine y ont apporté leur contribution. Le rapport comprend cinq parties :

1) le développement économique : 2) science et politique de la science : 31 main-d'œuvre et éducation : 4) technologie et développement économique : 5 le contexte idéologique.

AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE. — Tout comme l'Agence internationale de l'énergle atomique, l'Apence de l'O.C.D.E. pour l'énergle nucléaire fuit état, dans son rapport annuel d'activité pour 1976, des rélicences qui se manifestent en certaine pays devant le risque de prollégation nucléaire et d'une résistance grandissante du public aux proprammes d'énergie nucléaire l'ondée sur des graments de sécurité, d'environnement ou sur des problèmes de recyclage des déchets.

L'Agence n'en estime pas moins qu' e il o'existe pas d'autres options notables pour rouvrir les besoins en énergie des pays de l'O.C.D.E. > au cours des quinzes prochaines années. Il e'est d'ailleurs confirmé en 1976 que, de toutes les formes d'énergie. c'était l'énergie nuelédrie qui était promise d'i'expansion lo plus forte durant cette période.

TRANSPORTS MARITIMES. — Le 22 juillet, le conseil de l'O.C.D.E. o invité les vingt-quatre paye membres à prendre toutes les merures possibles pour fuire Jace aux problèmes que posent les navires qui no répondent pas oux normes requises dans les domaines de la sécurité et de lo pollution. Lu recommandation a élé adoptée sur proposition du comité des iransports maritimes.

RECENTES PURLICATIONS

• Japon et Etats-Unis, juillet 1977 : dans la serie « Etudes économiques ».

• Politique de l'environnement un Japon, 106 pages, 20 F.

• Les transports maritimes, 1975 : rapport annuel, 150 pages, 32 P.

• Politique du tourisme et tourisme international dans les pays membres de l'O.C.D.E., 1977 : rapport annuel du comité du tourisme.

#### Association latino-américaine de libre commerce

De nouveaux projets de coopération monétaire

tion monétaire

T. A dix-neuvième session de la commission
L. d'experts des problèmes monétaires qui a'est
tenne dans la capitale uriguayenne du 25 juillet
au 2 août avait un ordre du jour chargé. Après
son examen traditionnel du fonctionnement des
mécanismes de financement du commerce
régional, la commission a eu en effet à considérer l'éventualité d'une adhèsion des pays
membres de la Communauté des Caralbes au
aystème des paiements et des crédits réciproques,
l'apport de ressources d'origine étrangère à
l'Accord de Saint-Domingue, ainsi que l'offre
de renouvellement de la ligne de crédit ouverte
par le gonvernement du Venexuela et les difficultes rencontrées dans l'introduction à la
hourse de New-York des acceptations bancaires
latino-américaines-ALALC, La commission s'est
aussi préoccupée du financement des exportations de matières premières et de produits
semi-finis, ainsi que des programmes nationaux
de financement des exportations non traditionnelles.

Deux propositions lui ont été soumises : elles portent sur la creation d'une banque latino-américaine du commerce extérieur, qui fonctionaméricaine de commerce extérieur, qui fonction-neralt à Panama, et d'une banque arabo-latino-américaine. Cette dernière, dont le capital serait, à concurrence de 60 %, d'origine arabe, limiterait ses opérations dans un premier temps au financement à court terme de transactions commerciales, mais elle pourrait aussi se charger ensuite du financement à long terme de projets de développement dans les pays du sous-continent. continent.

ORIGINE DES MARCHANDISES. — La commission d'experts des problèmes relatifs à l'origine des marchandises a tenu sa septième réunion d Montevideo, du 5 juillet au 4 avril. Ses trasaux ont élé consacrès d'examen des résolutions établisment le praime transitoire en pineux demis. blissant le régime transitoire en vigueur depuis 1963 et qui s'inspire de 10 nécessité d'assurer des conditions équitables de coneurrence ainsi que d'encourager l'utilization de matières premières, produits intermédiaires et pièces d'origine réplonale dans la fobrication de marchandies. Les participants ont jait connaître les propositions de leure page respectifs afin d'adapter le régime transitoire sus réalités économiques et commerciales de lo région, dans la perspective de l'élablissement, dans un déloi rapproché, d'un régime permenent.

#### Communauté de l'Afrique orientale

Retroit du Kenva

L'écroit du Renya

L'écroit du Renya

L'éc la Communauté de l'Afrique orientale (C.A.O.) en raison de l'incapacité des trois

Etats membres (Kenya, Ouganda et Tanzanle) 
à se mettre d'accord sur le financement des services généraux de la Communanté à dater 
du 1° juillet : une réunion commune des trois 
ministres des finances n'avait pu établir les 
nouvelles prévisions budgétaires. Le Kenya a 
alors pris la décision de rappeler tous ses 
nationaux employés dans les services adminis
tratifs de la C.A.O.

Aussitét arrèe l'auronce du ratrait du Kenya

Aussitôt après l'annonce du retrait du Kenya. l'Ouganda et la Tanzanie avaient manifesté l'intention de poursuivre la coopération au sein

#### Conseil international de l'étain

Le cinquième occord est entré définitivement en vigueur

E Consell international de l'étain a tenu à Londres, du 13 au 15 juillet, sa sixème session en vertu du cinquième accord inter-national sur l'étain. national sur l'étain.

Après avoir pris note de l'entrée en vigueur définitive de ce cinquième accord à la date du 14 juin 1977, le Conseil a procédé à une nouvelle répartition des votes entre les pays producteurs d'une part et, d'autre part, les pays consommateurs. Il a également révisé les prix plancher et plafond de l'étain, avec effet immédiat.

prix plancher et plaionu de l'esse, avec immédiat.
Au cours de la session, les gonvernements du Royaume-Uni, des États-Unis et du Canada ont fait part de leur intention d'augmenter leurs contributions au stock régulateur. On s'attend que ce stock régulateur sera finalement plus important que sous les précèdents accords, ce qui permettra d'atténuer les mesures de contrôle des exportations.

e COMMUNAUTE DES CARADES. — Le comité permanent des ministres de l'agriculture des pays membres de la Communauté des Caralbes s'est réusi d'Georgatoum (Guyana) les 26 et 2: juillet pour les travaux de sa quatrième session. Il a examiné notamment un rapport sur l'avancement des projets établis dans le cadre du programme régional de développement du bétail ainsi que l'état de trois projets de développement des pécherles. D'autre part le somité a adopté le rapport de jonctionnement de l'institut pour la recherche et le développement de l'agriculture des Caralbes et opprouvé son budget pour la nouvelle unnée jiscale. Entin le comité a adopté un texte de projet

concernant l'établissement d'une école vétérinaire à Trinsté-et-Tobago

● GATT. — Le groupe agriculture du GATT (Accord général sur les tartis douaniers et le com-merce) a adopté le 27 fuillet à Genève un pro-gramme de traveil pour les négociations commer-siales multilatérales (Tokyo round) sur les produits

Les participants ont accepté de soumettre des listes de demandes en matière terfaire et non terfaire pour les produits agricoles evant le 1º nopembre 1977. Ils sont convenus de faire un effort maximum pour présenter leurs offres avant le 15 fanoier 1978. Un traitement spécial est réservé aux pays en voie de développement dont les demandes seront écaminées en priorité.

Ce programme correspond pratiquement à celui qui avait été proposé par les États-Unis.

qui avait été proposé par les États-Unis.

• MARCHE COMMAUN CENTRAMERICAIN. — Les sedrétaires d'Etat à l'économic des cinq pays du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) es sont réunis d'San-José (Costa-Rica) du 10 au 12 août afin de poursuivre leurs trapaux sur l'application des dispositions du traité général en matière de commerce régional. Les secrétaires d'État ont examiné une proposition visant d'orier un mécanisme de coordination et de consultation sur la viande boune. Ils ont aussi discuté de la position centraméricaine dans les négociations sur les produite tropicaux poursuives dans le cadre du GATT et de l'évolution des négociations sur le sucre et le coton.

• ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS

le coton.

e ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS
DE PETROLE. — Les activités du Fonds spécial de
l'Organisation des pays exportateurs de pétrole
(OPRP) ont fait l'objet d'une réunion du conseil
des gouverneurs d Vienne les 2 et 3 août. Le Fonds
spécial dispose de 1,6 milliard de dollars pour aider
les pays en vois de développement ayant des difficultés de balance des paiements : sur cette somme,
143 millions de dollars ont été attribués le mois
dernier en faveur de quarants-deux projets sous
la forme de crédits à long terme et sans intérêt.
Les ministres des finances de l'Organisation, réunis
d leur tour les 3 et 4 août, ont entériné cotte
disposition.

### COMMUNATURA DE ELECTRANAS

#### Marché commun

Lo controverse France-C.E.E. dans les négociations de l'occord multifibre

LA France et la Commission européenne ont pris des positions diamétralement opposées pour expliquer l'échec des négociations de Genève sur le renouvellement de l'accord

La France estime que le négociateur de la Commission européenne à Genève s'est écarté du mandat défini en commun par les Neuf à Bruxelles, interprétation qui est vivement contestée par M. Wilhelm Haferkamp, commissaire européen responsable des affaires exté-rieures.

An cours d'une conférence le 25 juillet à Bruxelles, M. Haferkamp a couvert entièrement son négociateur de Genère et a ajouté : « Nous avons obtenu un résultat optimal grâce au consensus réunissant des paus représentant 55 % du commerce mondial du textile. » Dans ce groupe de pays, M. Haferkamp a inclus la C.E.E., les Etats-Unis et le Japon. Or, selon la France, la Commission européenne, avant d'accepter le projet de texte qui a fait l'objet du consensus, aurait du revenir devant le conseil des ministres de la C.E.E. pour le faire entériner.

M. André Rossi, ministre français du commerce extérieur, a précisé que les importations de chemises pour hommes seralent limitées à 3 millions d'unités pour le second trimestre 1977 alors qu'elles s'étaient élevées à 12,7 millions pour le premier semestre 1977. Pour obtenir ce résultat, les importations de chemises d'homme en provenance du Maroc et de la Tunisie seront limitées à respectivement 250 000 et 200 000 pièces pour les six derniers mois de 1977.

La Commission de la C.E.E. avait prèvu des limites beaucoup plus faibles (542 000 pour le Marce et 384 000 pour la Tunisie). La Commission européenne s'est en outre engagée à mener des « négociations extrêmement dures » avec Macao et Singapour, deux des principaux pays fournisseurs, pour réduire sensiblement leurs livraisons durant le second semestre 1877.

M. André Rossi a annoncé que, dès que les mesures prises par la Commission européenne pour les filés de coton, les tee-shirts et les chemislers de femmes entreraient en vigueur. Paris supprimerait les mesures unilatérales de sauvegarde prises le 23 juin dernier.

La Commission européenne a pris le 12 août des mesures supplémentaires de sauvegarde pour d'autres produits textiles comme les pantalons, les robes et japes, les costumes et les tissus de coton.

A plus long terme, la France et les autres pays de la C.E.E. esperent que les négociations bilatérales menées entre la C.E.E. et les pays exportateurs de produits textiles permettront de plafonner pratiquement les importations en provenance de pays tiers au niveau de 1976. Les taux de croissance dans les années qui viennent

devront être faibles et ne pas dépasser 1 à 2 %, estime-t-on dans les milieux communautaires.

Suspension du droit antidumping pour les roulements à billes japanais, mais renforcement des restrictions sur les textiles

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la C.E.E. a décidé le 26 juillet de suspendre le droit anti-dumping de 15 % sur les roulements à billes japonais contre l'engagement des producteurs japonais de majorer de 20 % leurs prix sur les marchés des neuf pays de la C.E.E.

Cette décision a été prise à la majorité de huit contre un, la France s'opposant à la suspension du droit anti-dumping.

En revanche, ce même conseil des ministres a décidé de rendre plus efficaces les mesures de restriction aux importations texilles (filés de coton, chemises pour honnes, tee-shirts, chemisiers pour dames) en provenance des pays iters qui avalent été prises le 14 juillet dernier par la Commission curopéenne.

Les Neuf et l'Afrique du Sud

Le C.E.R. n'envisage plus de sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud. Les experts communantaires ont constate qu'il était toujours très difficile d'interrompre les courants traditionnels d'échanges entre l'Afrique du Sud et la Grande-Bretagne, l'Allemagne occidentale et le France notamment.

Les experts limitent donc leurs études à la mise sur pied d'un code de bonne conduite pour les sociétés européennes opérant en Afrique dn Sud, comme îl a été envisagé à la conférence de Lagos sur l'apartheid. Toutefois, même cette dée proposée par M. David Owen, ministre britannique des affaires étrangères, ne serait pas simple à mettre en pratique car elle se heurte à la législation sud-africaine que certaines sociétés européennes établies dans ce pays ne pourraient ni ne voudraient enfreindre.

pays ne pourtaient in ne voiairaent entremare.

PAS OE DECISION SUR LE SITE DU « JET ».—

Les ministres des affaires étrangères des Neuf n'ont

pas réussi, una fois de plus, à se mettre d'accord

le 28 juillet sur le site du « Jet », machine péante

capable de réaliser la fusion thermonucléaire

contrôlée. Ils ont renvoyé un 20 ceptembre prochain

une décision « définitios »

Les deux sites en présence sont Culhaim, en

Grande-Brelagne, et Garching, en Allemagne de

Pouest. En attendant, les « Neuf » ont prolongé les

contraits des chercheure communautaires jusqu'au contrats des chercheure communautaires j 30 acptembre prochain afin d'éviter les dépa d'autres centres de recherche.

LA BALANUE COMMERCIALE OES NEUF accuse, en 1976, un déficit global de 15,9 milliards d'unités de compte européannes (1 UCE = 1,12 dollar), contre 3,2 milliards d'UCE en 1975, a annoncé l'Office des statistiques de la C.E.B.

• « OEMOCRATIBER LA COMMUNAUTE EURO-PERNNE? ». — Une erreur d'impression ayant aitéré la signature de l'urtiele paru aous ce titre dans le précédent auméro (août 1977, page 281, précisons que l'estécur en est M. Jean Vergès, projes-seur d'université de Paris-I

### BIBLIOGRAPHIE

UATRE antsurs s'interrogent sur le capitalisme américain. On plutôt sur le capitalisme en tant qu'il est américain. On
encore sur les Etais-Unis en tant qu'ils out donné,
donnent (donnerout?) sa torme particullère au
capitalisme du vingtième siècla. Un débat se
devine derrière ees différences de tormulation.
Après tout, les firmes multinationales, têtes
chercheuses du capital, eemblent bien parfois
ètre en quête d'un nouvean point d'ancrage.
Ce problème n'a pas vraiment été traité jusqu'à
présedt, et ne l'est pas davantago par ces quatre
ouvrages. Mais pent-être failait-il, pour podvoir ouvrages. Mais pent-être failait-il, pour poctoir le poser clairement, approfondir en difet les caractéristiques internes de l'expérience capitaliste aux Etats-Unis.

Ce faisant, la recberche marxiste lèva immédiatement un llèvre de taille : aux Etats-Unis. de maulère plus nette qu'ailleurs, la population ouvrière suricto sensu, celle qui est attachée eux machines, occupe nuc part sans cesse dé-crolssanta de la population ective salariée. Noyée dans la société tertiaire, est-ce pour cela qu'elle est si peu révointionnaire ?

Travail et capitalisme monopoliste, de Harry Braverman (1), est paru en français quelques mois après la mort de son nuteur aux Etats-Onla, est certainement un onvrage de base à cet égard. C'est le fruit d'une expérience per-sonneile (l'adteur a été suvriet pendant quatorze ans) et de la réflexion de tonte una vic. On y suit pas à pas l'évolution des formes du trevail et de son organisation aux Etats-Unis depuis Taylor et Beury Ford, à travers leurs meni-

### CAPITALISME ET CLASSE OUVRIÈRE AUX ÉTATS-UNIS -

testations coucrètes et en liaisou uvec la logique du système qui leur donne leur nécessité. À la questiou posée ci-dessus, Harry Bravennan répond en intégrant dana la classe ouvière certains secteurs de l'emploi (emplois de bureau, des services, du commerce de détail) donnant lieu, abuşiremeut selou lui, à la dénomination de « classes moyeunes ». « Courtairemeut à co qui se passait au temps de Marx », concluait l'auteur, main-d'œuvre productive et improductive out aujourd'hul « :out eu commun » : le capital produit une telle plus-value à notre époque qu'il a eu besoin de faire passer sous sou emprise un nombre élevé de travailleurs sou emprise un nombre élevé de travalleurs improductifs pour la répartir, ce qui n'était pas le cas ed dix-nenvième siècle.

Le dernier onvrage de Paul Sweezy (2) tire les conclusions politiques de cette analyse. Traduit en français sous un titre amblicux, U s'agit d'une collection d'articles on de textes de conterences écrits de 1936 à 1971, et publiée aux Etats-Unis des 1972. La première partie est consacrée à des critiques de théories économiques (notamment la théoria keynésienne), critiques davantaga polémiques que théoriques; la se-conda expose et évaine « la contribution da Marx à notre compréhension du capitalisme » moderna Pour Paul Sweezy, e la croyance que le prolétariat industriel est l'uniqua agent révolutionuaire possible du capitalisme est née revolutionalité possible du capitalisme est ave parce que l'on a trop enclusivement centré l'attention aur les pers capitalistes avancés » ip. 163). En fait, la classe ouvrière traverse des phases révolutionnaires et non révolutionnaires. Elle fut non révolutionnaire à l'époque des

manulactures, révolotionnaire au cours de la période de la grande industrie. Aujourd'hui, ja contradiction principale est e celle qui oppose les métropoles dominées par les Etata-Unis aux mouvements rérolutionnaires de libération nationnaic du tiers-monde ».

P OUR Michel Aguetta, professeur à la faculté de seleuces économiques d'Amieus, is spé-cificité u'est pus tant celle de la classe ouvrière américaine en tant que telle, avec ses divisions persistantes, qua celle d'un mode d'organisation du travail et de la consommation, le fordisme, nè et développé aux Stats-Unis. Au terme d'une analyse très dense, visant à touder une théorie originale de la régulation du capitalisme à partir de l'expérience américaine (3). l'auteur estime que la crise aux Etals-Unis est avant tout celle du tordisme, repérable à partir du milleu des années 60.

La condition d'one issue capitaliste à la crise sux Etats-Unis consisterait alors dans une restructuration proloada du mode da consommation, qui se centrerait sur les moyens collectifs da la consommation, le coût de tes derniers s'abaiss massivement par nue Isruption des rapports marchands dans ce domaine.

Una issua capitaliste à la crise n'est guère à l'ordre du jour pour Manuel Castells (4), qui roit piniôt à l'horizon « le crépuscule de l'Empire » et « le révell de l'Amérique », esseutienement parce que, e en Europe occidentale. plèce-clef du capital américain à l'heure actuelle, l'hégémonie politique bourgeoise chancella

Hors d'une poussée victorieuse da la ganche en Europa, point de saiut car, e en 1978, u apparait évident que l'hégémonie du grand capital est totale sur la scèna politique américaine et que le mouvement ouvrier est sutiérement sous contrôls e. Malheureusement ces affirmations ue sout guère assortles de démonstrations. Les senies onze pages que l'auteur consacre à « l'internationalisation du capital et le rôle de l'hégémonie moudiale dans l'expansium du capitalisme américain », pièce centrale, semble-t-ti e l'internationalissation de l'expansion du capi-l'hégémonie moudiale dans l'expansion du capi-talisme américain », pièce centrale, semble-t-il, de l'analyse, brillent par leur imprécision. L'impression générale de désourre qui se dégage de ce livre est probablement due d'aineurs à la juxtisposition trop fréquente de larges empruns à des travaux universitaires américains non encore publiés, sans que pour entant ce a digest » des recherches actuelles outre-Atlantiqua puisse prétendre à l'exhaustivité (on y relavira par exemple l'absence des travaux de Kirpatrick Sele sur le e power shift »)

### FREDERIC LANGER.

(1) Harry Braverman: Travell et capitalisme monopoliste: la dégradation du travail au ving-tième siècle, édition Maspero, coll. « Boonomie et socialisme », Paris, 1976, 360 pages, 60 F.

(2) Paul Sweay: le Capitalisme moderne, éditions du Sauli, Paris, 1976, 184 pages, 29 F.

(3) Michel Agiletta: Pérpulation et crises du capitalisme, l'expérience des États-Units, éditions Calmann-Lévy, coll. « Perspectives de l'écomomique », Paris, 1976, 299 pages, 55 F.

(4) Manuel F Castells: la Crise économique et in société américaine, Presses Universitaires da France, coll « Politiques », Paris, 1976, 292 pages, 55 P.

COTE D'AZUT CANNES - MOUGH THE REAL PROPERTY OF THE PARTY 

. "

The same of the sa

1007

i ki 🚡 - DEL -- ( 44) ( 교 전 4

The second secon

44.05 4.00 6.00 10.00

4.95

A 744

1 .0 . • ..

只人在基金工程<del>是一位智慧的</del>

AS A SECURIOR OF THE PARTY OF T

The state of the s

CONVENTION DE LOME. — Le conseil des mi-nistres de la C.E.E. a décidé la 27 juillet de prolonger l'appartezance de le République de Djibouti ou groups des pays et territoires d'outre-mer (PTOM), en attendant que la République de Djibouti puisse adhérer d la convention de Lomé.

PROPOSITIONS POUR LA STRATEGIE NU-CLEARE DE LA C.E.E. — La Commission de la C.E.E. a publié le 28 juillet de nouvelles propositions de stratégie nucléaire dans lesquelles elle estima essentielle pour l'indépendance énergétique de Frurope : a pourtuite du déceloppement des sur-générateurs rapides destinés à produire de ténergie nucléaire. On sait que le problème jait l'objet d'une controuerse avec les Etats-Unis, au sujet des risques encourus.

controverse avec les Etats-Unis, au sujet des risques encourus.

MEMORANDUM FRANCAIS SUB UN NOUVEL ELABGISSEMENT DE LA O.E.R. — La France a déposé officialement le 25 fuillet à Brussiles un mémorandum demandant une réjorme aomplète des rèplements communautoires concernant les produits agricoles méditerranéens avant toute nouvelle adhésion de pays méditerranéens à la C.E.E. (Grèce, Fortugal et Espagne). Le ministre français des aijaires étrangères, qui a présenté ce document au conseil des ministres des «Neuf», a souligné que e la mise en concurrence, sans précautions, d'éco-uomies à niveaux de développement irrès différents pauvait ètre à l'origine de désordres graves ». Le mémorandum français demande des modifications du sysème actual dans les secteurs du vin, des fruits et légumes frais, fruits et légumes transformés, tabac et horticulture.

DEMANDE D'ADEESION DE L'ESPAGNE.

L'Espagne a déposé la 28 juillet sa demande d'adhésion officielle de la C.E.E. Elle est ciusi la troisième pays du bassin méditerranéen, après la Grèce en juin 1975 et le Portugal en mars 1977, à poser sa candidaire au Marché commun.

A la suite de cette demande, la Commission des Communautés européennes « se félicite du souhait exprimé par l'Espagne. La Commission participera pleinement et solivement aux travaux consécutifs à une talle demande, selon tes procédures appropriées », déclare-t-elle dans un communiqué afficiel.

#### CECA

PEENNES

Surveillance des importations de Charbon provenant des pays tiers

L' mois d'août a connu, comme d'habitude, une certaine léthargie des institutions commes vacances des organismes européens. Néanmoins, avant de se séparer, les Neuf et les commissaires européens ont décidé de mettre en piace um dispositif da surveillance des importations de charbon en provenance des pays tiers.

Les dirigeants des mines de la CECA avaient, en effet, exprimé leur crainte de voir les houillères européennes supporter seules les conséquences de la mauvaise conjoncture actuelle. Elen que la production de juin att légèrement dépassé celle de l'année dernière (20,2 millions de tonnes contre 19,9), pour l'ensemble du semestre l'extraction de la Communanté est en recul de 2,6 % (123 millions au lieu de 126,2). Cette balsse de la production a été causée par la suppression de postes d'heures supplémentaires et par une diminution non uégligeable du nombre d'ouvriers inscrits. Ces mesures ont été prises pour faire face aux difficultés toujours persistantes d'écoulement du charbon à coke et du coke de four, et pour limiter l'accroissement des stocks aux mines et dans les cokerles minières.

Ces stocks, malgré la baisse de l'extraction, continuent en effet à progresser : 32 millions de tonnes à la mine, contre 30,4 un an plus tôt (+ 5,2 %). Ils sout pour la plus grande partie en R.F.A. (15,4 millions), en Grande-Bretagne (10,5), en France (4,7) et en Belgique (1,3). Leur gonflement, resulte essentiellement de l'augmentation des importations en provenance des pays tiers. C'est pourquol les responsables de la CECA, alertés par les milieux professionnels, ont décidé de voir la chose de plus près. Il ne s'agit pas, pour l'instant, d'instanter un dispositif de fixation de prix on de contingents, comme pour l'acier. Mais simplement de surveiller l'évolution des échanges. Les Neuf se sont engagés à faire connaître à Bruxelles, chaque trimestre :

— Les tonnages, par pays d'origine, des importations de houille destinées aux centrales thermiques (classiques ou mixtes vapeur-fettricté) charbon provenant des pays tiers

thermiques électricité)

— Les prix trimestriels moyens de ces importations, calculés sur la base des prix caf (assurance, fret) franco frontière. (assurance, fret) franco frontière.
Grâce à cette surveillance, la Commission espère créer les conditions d'un ralentissement des importations, qui permettrait aux stocks de coke de diminuer (ils ont progressé de 26,8 % en un an), donc à la production de coke de four de reprendre (elle a baissé de 7,4 % en un an). Les effectifs da mineurs de fond ont diminué de 7 300 en un an dans la Communauté (326 400 contre 333 700); ils se répartissent ainsi: 171 300 dans les mines britanniques, 102 900 dans les mines allemandes, 35 000 en France, 16 600 en Belgique, 200 en Italie et 400 en Iriande.

L'aide au charbon à coke Sans attendre les effets de cette formule, la Commission a prorogé jusqu'à la fin de 1981 le système d'aide au charbon à coke communantaire. En lui apportant cependant quelques modifications :

modifications:

• La dégressivité des taux d'aide à l'écoulement du charbon à coke est supprimée :

• Les nouveaux plafonds d'aide aux livraisons destinées à une zone éloignée du hassin de production (ou faites dans le cadre des échanges intracommunautaires) sont de 3,165 unités de compte européennes par tonne en cas de livraison à une usine disposant de possibilités d'approvisionnement direct par voie maritime et de 1,688 u.c.e. par tonne dans les autres cas :

• Le Fonds communautaire d'aide sers de

et de 1,688 u.c.e. par tonne dans les autres cas;

Le Fonds communautaire d'aide sera de 6,33 millions d'unités de compte (0,422 par tonne) en 1977, 1978 et 1979, au lieu de 6 millions (0,40 par tonne) en 1975;

Les Etats auront à fournir une contribution globale de 7,8 millions d'unités de compte (0,52 par tonne), au lieu de 7,5 millions (0,423 en 1875);

Les sidérurgies paleront de leur côte 15,52 millions d'unités de compte au prorata de leur consommation (1,168 par tonne), au lieu de 16,6 millions (1,707 par tonne) en 1975.

LES EMPRUNTS ST CREDITS DE LA CECA pour aider les investissements des houillères et des acidries des Neul ont atteint 1,2 milliard de dollars en 1976, valume comparable à l'effort de la Banques européenne d'investissement. Les fonds prêtés à la sidérurgie ont représenté le quart du total des emprunts de cette industrie. Dans le secteur charbonnier, les crédits CECA ont représenté environ 20 % des investissements. S'y sont choutés des crédits de reconversion industrielle d'un montant de 63 millions d'unités de compte.

DELAI DE PATEMENT DU PRELEVEMENT EURO-PEEN. — Etant donnés la situation difficile que traversent actuellement les industries du charbon at de Pacier dans la Communauté, la Commission européanne a décidé de porter d'un à deux mois le délai taissé d ces entreprises pour le versement de leurs cotisations ou titre du prélèvement de la CECA.

CONTRE LE DUMPING BRESILIEN. - La Communauté a engagé une procédure antidumping à l'encontre des importations de fontes hématites en procenance du Brésil. Ces livraisons accient continué à augmenter au cours des années 1975-1976, contre una diminution d'environ 13 % de le production communautaire. Depuis lors, les augmentations des importations da fontes en provenance du Brésil ont augmenté de 500 % en République fédérale d'Allemagne. de 200 % au Royaume-Uni at de 150 % en France. Les prix appliqués par les exportateurs sont de 20 % inférieurs à ceux des producteurs de la Communauté. Ils sont inférieurs de 26 % aux prix inférieurs au Brésil.

LE NOUVEAU REGIME POUR LES EXPORTA-TIONS DE PERRAILLE pers les pays tiers sera itéé ta fin de septembre. Les Neuf n'ayant pu se metire d'accord sur le compromis préparé, que contiaue d rejuser l'Italie.

d refuser l'Italie.

CONCENTRATION. — Bruxtles a autorisé l'acquistion par Hosseh d'une participation de 75 % dans le capital de la Walter Barcog, entreprise de négoce de l'acter (chilfre d'alfaires de l'ordre de 320 millions de DM en 1975) qui commercialise annuellement enviroa 310 000 tonnes de produits sidé-urgiques divers, dont ta quast-lotalité en R.F.A. La Commission européenne estime en affet impossible que Hoesch-Berzog, avec une part enmulée de 7.7 % du marché allemand, puisse porter atteinte à le concurrence, compte tenu de la farla coacurrence sur le marché Iles importations s'élevaient d environ 35 % en 1976)

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX. — La Commission a accordé des prêts à 1 % d'intérêt pour le construction de cent trente-huit logements destinés aux mineurs et aux métallurgistes de la Communauté.

AIDE AUX RECHERCHES SUR LA SECURITE. —
Bruxelles a approuvé la financement de quinze
projets de recherche dans le cadre du programme
de sécurité minière, pour un montant de 2,23 millions d'unités de compte européennes; quatre
projets portent sur les incendies et jeux des mines,
trois sur les explosions, un sur le sauvetage, deux
sur le surveillance, la télémétrie et le commande,
deux sur les méthodes d'exploitation, un sur l'électricité et deux sur le métalturgle.

CREDITS DE READAPTATION. — La Commissian a ouvert des crédits de réadaptation pour des mineurs et des « métallos » allemands et français : 1,237 milion d'unilés de compte pour les quelque deux mille travailleurs touchés par la fermeture de hauts fourneaux aux usines Usinor de Trith et de Denain (dans le Valenciennois) et 1,384 million d'unités de compte pour les mineurs touchés par la fermeture définitive de le mine de Westfeld appartenant à Preussag.

AIDE AUX INVESTISSEMENTS SIDERURGIQUES ITALIENS — Deux prêts ont été accordés par Bruxelles à l'industrie sidérurgique italienna: ua italistica de lires) en Japeur du complete sidérurgique de Tarente, l'autre (7 miliards de lires) d'CALEOTTO pour ses usines de Calecta et Arientoo (où sera jait uu ejfart particulier d'épuration des caux et des jumées).

#### Association des Nations du Sud-Est asiatique

Au « sommet » de Kuala-Lumpur : les relations avec l'Indochine et avec le Japon

avec le Japon

Coincidant avec le dixième anniversaire de l'Association des uations de l'Asie du Sudstat (ASEAN), un « sommet » des chefs d'Etat des cinq pays membres (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaliande) a cu lleu à Kuala-Lumpur les 4 et 5 août, suivi de rencontres avec les premiers ministres de l'Australle, du Japou et de la Nouvelle-Zélande.

Dans leur communiqué final, les cinq chefs d'Etat se disent déterminés à vivre en paix avec les pays communistes d'Indochine et à développer avec eux des relations pacifiques et mutuellement bénéfiques, ignorant ainsi les violentes attaques lancées contre le Vietnam par le premier ministre thaliandais dans son discours inaugural. Au plan économique, une série de décisions de portée réduite ont été prises pour resserrer les liens entre les cinq pays;

série de décisions de portée réduite ont été prises pour resserrer les liens entre les cinq pays;
— Conclusion d'un accord swap de 100 millions de dollars entre les cinq banques centrales, pour alder à lutter contre les problèmes temporaires de liquidités;
— Accords sur les fournitures de riz et de pétrole en vertu desquels les Etats membres doivent donner la préférence dans leurs ventes aux partenaires de l'ASEAN;
— Un programme de réduction des droits de douane intéressant soixante et onze produits échangés au sein de l'Association (la Malaisle et l'Indonésie out refrusé d'étendre les concessions à mille sept cents articles, comme le demandaient leurs partenaires).

Les entretiens avec les premiers ministres du Japon, d'Australie et de Nouvelle-Zélande portèrent essentiellement sur le développement des échanges avec l'ASEAN et l'aide financière. Un communiqué commun publié à l'issue de la rencontre avec le Premier Japonais fait état de l'accord donné par Tolyo pour financer cinq projets d'industries régionales (588 millions de dollars), à condition toutefois que les études de fishulité en cours solent suffissamment avancées. Les projets prévoient entre autres la construction d'usines d'engrais et de moteurs diesel. Le Japon se serait également montré disposé à améliorer son système de préférences généralisées en faveur de l'ASEAN, Au sujet de la création d'un fonds commun de stabilisation des revenus d'exportations, identique pour l'essentiel au STABEX de la C.E.E., le Japon ne s'est pas engage outre mesure. ne s'est pas engage outre mesure. L'Australie et la Nouvelle-Zelande se sont

aussi mollement montrées disposées à ouvrir davantage leurs marchés aux produits de l'ASEAN, L'Australie a promis, en outre, de doubler son effort d'aide financière, qui passerait de 100 millions de dollars annuellement à

• CONSEIL DE L'EUROPE, — Dans une résalution adoptée le mois dernier, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a recommandé à ses dix-neul Etats membres une série de mesures visunt à diminer les inégalités entre hommes el jemmes dans le monde du travail. — La quinzième exposition d'art du Conseil de l'Europe, consacrée aux « Tendances des années 20 », s'est auverte le 14 août à Berlin. Elle doit durer jusqu'eu 16 octabre.

jusqu'au 18 octabre.

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ESA) a fait savoir le 16 août que le lancement de son premier zatellits de communications. O.T.S., initialement prévu pour le 16 juin, curait lieu-dans la reconde semaine de septembre à Cap Canaveral (Floride). L'expérience voait été retardée à la suite de dommages causés au premier étage du lanceur américain per la chute de l'un de ses moteurs auxiliaires lors des opérations d'intégration.

de l'un de ses moteurs auxiliaires lors des opérations d'intégration.

TRAITE DE L'ANZUS, — La session ministérielle annuelle de l'Organisation du traité de délense
de l'ANZUS (qui lie les Etats-Unis, l'Australie et
la Nouvelle-Zélande) a eu lieu les 27 et 28 juille!
A Wellington, Au terme des Iravaux, les participants ont publis un communiqué demandant la
conclusion d'un traité d'ensemble sur l'interdiction
des armes nucléaires et invitant tous les pays d
signer le traité de non-prolifération.

THANSPOET AERIEN. — A l'issue d'une nourelle
conférence de trajic organisée par l'Association du
transport aérien international (IATA) à Genère,
du 10 au 12 août, des ajustements ont été apportés
aux tarifs de ta saison d'hiver (15 ceptembre31 mars 1978) sur l'Atlantique nord entre Londres
et Nou-York. Six compagnies ant en effet décidé
d'affrit des larids promotionnels, selon les farmules
e billet économique v ou e billet lisle d'attente »,
en répique aux bas taris appliqués par certains
transporteurs non membres de l'IATA. Au départ
de Londres, le trajet aller-retour coûlera 149 livres
sterling [1 260 F]; au départ de New-York: 256 dallars (1 250 F).

### AUTHER ORCHWENTENCES POLITICATE VARIOURI SE ANTONIO

### Organisation de l'unité africaine

Echec de la tentative de médiation dans le conflit somalo-éthiopien

TROIS jours avant que se réunisse, comme prévu, la commission de médiation de l'Organisation de l'unité africaine entre l'Ethiopie et la Somalie, Addis-Abeha s'est adressée le 7 août à l'O.U.A. pour lui demander de faire cesser d'urgence 1' « invusion » de son pays par la Somalie.

par la Somalie.

La commission, réunie à Libreville le 5 août, a du ajourner ses travaux après le départ du délégué somalien. Celui-ci entendit ainsi protester contre le refus d'admettre la présence, aux travaux de la commission, du représentant du Front de libération de la Somalie occidentale.

Le représentant de l'Ethiopie avait demandé le retrait immédiat d'Ogaden des « troupes régulières » somaliennes.

### Organisation des Etats américains

Vers un développement de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques «L'AMERIQUE latine accroîtra ses efforts pacifiques » : c'est par cette déclaration de principe qu'a pris fin la dixième sessiou de la Commission interamericaine de l'énergie uu-cléaire (CLIEN.), dont les travaux se sont déroulés à Lima du 11 au 18 juillet. Cette réunion, consacrée en grande partie à l'examen du rapport sur les programmes civils d'énergie uucléaire entrepris par les pays membres, a permis d'arrêter une série de mesures en vue de développer la coopération régionale. On prévoit notamment de former des effectifs spécialisés dans les techniques de prospection, de production et de traitement de l'uranium et dans la mise au point de programmes de développement de l'énergie nucléaire destinée à la production d'électricité pour assurer la relève du pétrole.

ARTISANAT REGIONAL. — Rénnie à Washington le 28 juillet, la commission chargée des problèmes de l'artismat a décidé d'orgoniser, dans le cadre des dispositions de la convention de San-Salvador sur la sauvegarde et la protection du patrimoine archéologique, historique et artistique des pays du continent, une première exposition consacrée à l'artisanat de tous les pays membres de l'Organisation L'O.E.A. entend ainsi poursuiure ses elforts d la fois pour mettre un terme au commerce illeite des ouvrages de l'artisanat régional et pour contribuer d la promotion et d l'expansion commerciale otion et d l'expansion commerciale de cette activité.

BIBLIOTHEQUE INTERAMERICAINE. - Le 27 juillet, la secrétaire général de l'O.E.A. a remis au représentant du gouvernement de Panama la première contribution de l'Organisation des Etats américains, d'un montant de 50 000 dollars, deslinée d l'achat d'ouvrages pour la biblioinèque inter-américaine Simon-Balivar, créée en avril 1976.

COTE D'AZUR

HYERES-LES-PALMIERS

Au cour de la ville, face aux jardins du Casino Municipal, petit immeuble résidentiel de 22 logaments + loga-ment da gardien. Insonorisation très poussée. T1 & 74 (au 5° spparte-ment en triplox de 103 m² + terrassa de 72 m² Vue exceptionnelle.). Prix fermes et définities. Prix moyen 5,000 F le m². Livraison été 78.

S.C.L. IX MEPTUNE

2, rue Pierre-Brosspiette 82400 HYBRES, Tel. Pell 62.14.16

COTE D'AZUR ORABBE - 11 kms de la mer - secteur sidal calme et résidentiel pancusmique - belle propriété agrénour 12000 m2 - francism - custrages mas sontientique rectuuré - living - cuisine avec columps - 5 chambre salle de balus - dépendances - grande terrasse - PEM 650 000 F Agunco COUNTIL, 23, jeu de Ballon, 06130 GRASSE (95) 36.24.57)

CANNES - MOUGINS

Des spécialistes à votre disposition Un choix de villas et de très belles propriétés HELLAND IMMOBILIER - Place du Vieux-Village 06250 Mougins - Tél. (93) 90:14.25

MARINE DE CIAPILLI Pour les amateurs de altes privilégiés déalrant se joindre à la copropriété cosmopolite déjà séduite par ce luxueux lotissement boisé situé en bord de mer face à la Sardaigne et l'archipel des Bouches de Bonifacio, à 6 km de Bonifacio et du port de plaisance,à 25 km du nouvel aeroport de Figeri.

QUELQUES LOTS BE 2000 A 4000 m2 ENCORE DISPONBILES S'adresser à : SCI CIAPILLI - 156, boulevard Haus 75008 PARIS - Tél. 622.47.93

on sur place: CIAPILII - Centre Navique de Bonifacio 20169 BONIFACIO - Tél. (15.95.75.91.11) 111

d'actut possible pour fout étranger résident ou non en Suisse

St-Cergue (VD) - PRÈS Genève Station suisse été-hiver au cœur du Jura à 35 minutes de l'aéroport intercontinental de Genève

(altitude 1150 m - 1680 m) **APPARTEMENTS** 

de 1 à 5 chambres plus cuisine équipée, grande terrasse et parking compris da Fr. s. 80.000 -- a Fr. s. 280.000 -- anviron Visitez nos 3 appartements témoins

de qualité suisse traditionnelle

Mobilier - Tapis Rideaux PRISTER S.A. GENEVE

Cadre excaptionnal de calme, d'ansolaillement et da verdure LIVRAISON: des ETÉ 1977 Hypothèque premier rang: 60% par la Crédit Foncier ou la Benqua Cantonale Vaudoise Intérets: 51/40/o - Amortissements: 20/o l'au

Renseignements et vente : Etude du notaire A.-L. Burnier Rue César-Soullé 3, CH-1260 Nýon, tél. (022) 51 14 51

741
•

PROPRIETE DE CARACTERE À 110 KM DE PARIS Meison de maitre de 11 pièces avec surperbe réception. Meison d'invités, garages, numbravées dépendences. Patir parc avec bossin au bord d'un cours d'esu.

11, ruo des Poissonniers 80190 NESLE - Tél. (22) 87,91.11 - le 129 à Nesle Vendue per propriétaire Resignation prestigience Chamanhies solar is HONFLEUR

Appartements du studio au triplex - Investissement de tout 1º ordre SCI-LA BÉNOVATION DU VIEIL HONFLEDA, GREEN LAY S.A.

Tél: (31) 89.07.37 24, piece Hamelin, 14600 HONFLEUR

VENDS très urgent CAUSE DEPART Libre de saine, état encaptionnel, propriété limite Landes - Pays Basque, proche Rossegor. Villa tout confort, piscine, incressés, vue utilque Pyrénèus et Maison Landaine 2 appartements tout confort. Boss pare planté, 6 hectures divisibles. DELACOUR. 70, boulevard Excimans. 75016 Paris Tél. 651-00-45 (à partir du 8-9-77)

PERIGORD - LOT - GERS Choix de maisons anciennes de caractère, propriétés

Documentation et photos couleur sur demande PRECISEZ: Région - Superficie et Prix southaités. PROPINTER S.A. Maissus fil Périguri. B.P. 33, 24103 BERGERAG Tél. (69) 57.53.75

#### DEVENEZ INVESTISSEUR deputs 30 000 F comptant (PEL POSSIBLE)

SOYEZ RASSURE TOUS RISQUES

Placer son argent ett un acte sérieux Sélection de Programmes d'investissement — Haute Rentabilité immédiate — Accroissement rapide du capital

GROUPE VRIDAID - 261.52.25 +. 15, rue de la Paix - PARIS

Pour tout renseignement sur cette rubrique, sadresser à MULTIMEDIA: 271 32 55

TATS-UNIS

CHINE

du redressement

L'impératif

économique

Par JEAN DAUBIER

VEC l'appul de Chiang Ching, Weng Se-ho anrôle de meuvais éléments de tout ecabit dens ses détachements de combat armés afin de réprimer les messes. Des cedres et dea ouvriers turent mis eu cachot et passés à tabac. La nuit, des bandits casqués et armés entralent dans les maisons, barre de ter é le main. . On ilt ces lignes dana le numéro da juillet de la très officielle revue chinoise de langue française, la Chine an construction. Chiang Ching, Wang Hong-wen,

Yeo Wen-yuen et Chang Chun-chiao, diri-

geants déchue que tous les Chinoïs appellent

le . bande des quatre . (sejenban), se volent

antribuer le responsabilité des excès et des

épisodes troubles de la révolution culturalte.

Un pau partout, en Chine, des récits de ce type circulent. Des conférences sont organigées dens les universités et les usines : des orateurs y racontent le répression subie ces dernières ennées. Le propre gendra du maréchal Yeh Chien-ying, numéro deux du régime, e récamment conté ses déboires : arrêté en 1968 il a'est vu plusieura ennées durant, pressé d'avouer un complot imaginaire destiné à compromattre son beau-péra et feu le premier ministre Chou En-lai, Des bouches s'ouvrent et les récits de violences et de tortures

HONGKONG, le bruif court qu'un rapport A de plus de queranta mille caractères du président Hue circulerait dans le parti. Une ravue locala l'a publié : il énumèra un certain nombra d'exactions qui ont merqué le décennie écoulée. Quelques commentateurs parient d'une sorte de repport Khrouchtchev. Mals cela est un raccourci hétif, et parier de - démaoïsation - ne correspond guera aux Impressions qui a'imposent au viaiteur de la Chine en cet été de 1977. Ainet, tout le pays étudie le tome 5 des œuvres du président disparu tandia que e'achève la construction de son mausolée aur la placa Tien-An-Men. Dans toutes les rues des grandes villes, des expositions photographiques le montrent ; son portrait figura en bonne piece partout, quolque plua rien na se compere au culte démesuré d'il y a dix ens. sont constantes dans tous les discours et dans tous les entretiens. Les mots d'ordre de la lutte des classes sous le socialisma et du ranforcement de la dictature du prolétariet sont toujours vigoureusement effirmés.

Pourtant, quelque chose e change : certains thèmes radicaux s'estompent, tels qua la lutte contre le droit bourgeois. Le prestiga de M. Teng Hsiao-ping, remis en lonction par la troisième session du comité central, paraît très réel. Qu'il la dolve, pour une part, à sa qualifé de victime de la révolution culturelle illustre l'évolution des mentalités et le jugement souvent critique que l'on porte sur le passé. Nul ne conteste cependant la légitimité et la nécessité de cette révolution, officiellement du moins, et les erreura et les abus sont généreusement mie eur le comple de - sabotages de l'ennemi de classe -, Lin-Piao et les . quatre . étant à cet égerd amalgamés dans une identique réprobation, sans

Cette révolution culturelle, les quatre dirigeants éliminés avaient cherché à la protonger en invitant à la contestation des cadres du parti. Leurs intentions n'étalent sans doute pas eussi simplistes qu'on le dit, mais elles eurent des effets dommageables au plus haut point pour le développement du pays. Les salaires n'ayant pas augmenté depuis dix ana, beaucoup de Chinois aspiraient à une nouvella politique économique. Certains prix evalent monté, tel celui des bicyclettes.

E CHAUDES par les troubles et les vio-lences de la période limpiaciste, lls désirelent un relâchement des tensions. Lorsque les - quatre - appeleient à lutter contre - le bourgeoisie dans le parti . ils l'entendaient en termes de pouvoir politique, mais le population resta ecuvent sourde è leur rhétorique. Par contre, dans les entreprises, on ea sentit encouragé é réclemer de légitimes augmentations. On contesta la discipline et les règlements. Les luttes politiques ne soulevalent qu'un intérêt réduit mais l'absentéisme monts en flèche, Telle est, en tout cas, la version des événements passés que l'on entrevoit eu travers des exposés et des discoura souvent stéréotypes qui eccuellient l'étranger en visite.

En parcourant des usines, nous evons constaté que les séquelles de cette période sont très perceptibles : équipes da production très moyennement actives, ateliers où règne une indiscutable... - décontraction -. Nous evons même cru comprendra que cerperalysées. Le rapport présenté le 4 mai 1977 par te ministre de l'industrie Yu Chiu-il à le - conférence nationale pour a'inspirer de Taking - évoquait déjà la gravité du désorde

Généralement avares da tels chiffres, nos Interlocuteura chinola nous ont volontlers fourni des statistiques locales de balsse de production ; deux mille motoculteurs de moina dans le ville de Canton et eucun progrès du volume global dea marchandises en 1976 par rapport à 1975; é Louoyang, la production de l'usine de tracteurs, la plus grande d'Asie, auralt atteint, à un moment, le niveau

E retour de M. Teng Hslao-ping a bien des raisons, dont l'appui du général Hsu Chi-yu à Carrion, meis la plus importante est sans doute sa réputation de stratège de l'économie, seul capable de redresser une situedon inquiétante. A en juger par la multiplicité des conférences da caractère économique dans le pays et la fréquence des réunions de hauts cedres concernés, la Chine semble entrer dans une sorte d'ére des menagers, Gerdons-nous pourtant d'affirmer que les idéologues cèdent le paa aux techniciens. Ce qui se dit et ce qui s'écrit en Chine reste très doctrinal et seules les mesures prises en epplication des décisions du congrès du parti permettront de luger

quella part de continuité et quelle part d'ouvertura marquent l'orientation da la nouvelle

Si t'on constate que les antreprises organisent l'émulation parmi les ouvriers, les primes n'ont pas été rétablies. L'accent mis sur le productivité est évident maia le principe du primat de la politique n'est nullement contesté, tout au plus assorti de nuances. On peut cependant se demander et la spécialisation et le diversification catégorielle et salariale na sont pas irrésistiblement eppelées à croître dans l'atmosphère de . gestion rationnelle - et de - croissance - qui s'installe. Là encore, la question est de savoir jusqu'à quel point. La société chinoise, si démunie, peut-elle, par exemple, se permettre d'entretenir une couche grandissante d'administra-teurs et de techniciene ? Une nouvelle classe dirigeante n'apperaîtrait-elle pas sur cette

Beaucoup de Chinois nous ont paru sensibles é ce problème. Contrairement à ce que nous eupposions. Il suscite des discussions, et l'université de Pékin a connu une floraison de placards sur ce suist. Les - quatre - donnsient à entendra que la houmeoiste existait « an tent que classe e dans les rangs du parti communiste. Ce point de vue est rejeté aujourd'hui : tes courants révisionnistes proviennent de - raprésentante da la bourgeoisie - infiltrés. Les implications de ces thèses opposées sont claires : dans un cas, te parti est fondamentalement vicié, dans t'autre, il est fondementalement sain majoré des déviations. Ce dernier point de vue s'est exprime en mara dans un article du Quotidien du peuple signé Halang Kun et intitulé : - Inversion du rapport entre l'ennemi et nous. » Des étudiants l'ont contesté. d'autres t'ont epprouvé dans un long dazibao

ES auteurs de ce placard, très hostile eux - quatre -, ne contestent pas l'existence de privilèges, ils citent mêma en détail dea cas d'abus da pouvoir et d'illégalités commia par des cedres ; par exempte, livrer des égulpements et des mattères premières é une municipalité moyennant des faveurs pour leurs enfants, tel l'envoi à l'Université. Des blens collectifs sont ainsi utilisés pour des buts privés.

L'alfiche mentionne aussi des cas courants de spéculation : un ticket de céréales valant 3 maos (78 centimes) à Pékin pouvant être vendu 7 meos (1,82 F) au Setchouan. C'est là un procédé d'échange clandestin de merchandises. Pourtant, la conclusion de ce journal, dont on ne peut donner lei qu'un aperçu, est que ces actes Illégaux demeurent merginaux et qu'ils ne peuvent fonder l'existence d'une classe privilégiée. La Chine, seion les auteurs, n'e pes une accumulation suffisente pour allmenter les extorsions de toute une classe. Ce demier concept implique, en outre. que le position sociale détermine le mode d'appropriation, ce qui ne correspond pas é la situation dans la République populeire. NI l'Idéologis ni le goût des discussions idéologiques n'ont dispart de la vie politique

### Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3:

UN GRAND DESSEIN CONSERVATEUR POUR L'AMERIOUE : La politique · trilatérale · de M. Brzezinski, par Jean-Pierre Cot, deputé socialiste

PAGE 4:

Progrès et limites de la réforme linguistique su Canada, par Keith Spicer,

PAGES 5 à 8 :

L'AMERIQUE LATINE FACE A LA POLITIQUE DE

M. CARTER: Les régimes militaires tentés par des ravalements de façades, par Jean-Claude Buhrez. —

(Publicité)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique, vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnalle (langue économique et commerciale, contemporaine...), et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrengères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les apprents de l'université de Cambres de l'université de Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de

Quel que solt le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie professionnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales è distance evec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour œux qui le désirent, des sessions orales à Levallois (92). Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement privé.)

Documentation gratuite (n° 1667) à LANGUES & AFFAIRES. 35. rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

Quatre ans de dictature en Uruguay : Un test pour la campagne en faveur des droits de l'homme; Un petit pays dans le « marché commun de la mort », par Eduardo Galeano. — Suite de l'article de Xabier Gorostiaga: Panama n'est pas seulement un canal

Rivalités territoriales entre le Chili, le Pérou et la Bolivie dans la zone d'Arica, par Thierry Maliniak.

PAGES 9 à 13:

LA CONDITION DES TRAVAILLEURS IMMIGRES: PROGRES ET OBSTACLES: Intérêts et devoirs du pays d'accueil, par Paul Dijoud. - Formation professionnelle ou encadrement tous azimuts? par André Jeanson. — Quel avenir pour les jeunes immigres? par Gilles Verbunt. — Logique du capitalisme et promotion humaine, par André Legouy. — Pour guérir les migrants, soigner la migration, par le Dr Robert de Montvellon. — Les objectifs de l'Office de promo-tion culturelle, par Stephane Hessel. — Insécurité et recisme de crise, par Albert Levy.

**PAGE 14:** 

POLITIOUE ET LITTERATURE : Paysans dn tiers-monde dans les villes blanches, par Micheline Paunet.

PAGES 15 à 18:

ENJEUX ECONOMIOUES ET LUTTES DE LIBERA-TION EN AFRIQUE AUSTRALE : De la Rhodésie au Zimbabwe : le rôle des multinationales, par Martin Bailey. - Suite de l'article de Claude Meillassoux : Dictature ou révolution? - Les colons de l'apartheid en Amerique du Sud, par Armand et Michèle Mattelart. — Derrière le voile de la propagande : un an eprès Soweto, l'Afrique du Sud en sursis, par Howard Schissel.

UNE NOUVELLE DE SEYDOU BADIAN : LA CAM-PAGNE DU GENERAL.

Les pays en voie de développement peuvent-ils produire leurs blens d'équipement? par Pierre

**PAGE 20:** 

Le . Staline . de Boris Souvarine, par Gérard Elections législatives et nouveaux gonvernements. -

**PAGE 21:** 

CINEMA POLITIQUE : SUPERPRODUCTIONS, par Ignacio Ramonet et Noëlle de Chambrun.

**PAGE 22:** 

L'internationale des sectes, par Michel de Certeau. Correspondance. — Dans les revues...

**PAGE 23:** 

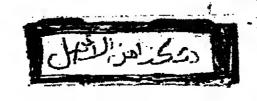
Les livres du mois.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.
Recherches universitaires : l'Egypte et l'UNESCO,
par Charles Zorghibe. — Bibliographie : Capitalisme
et classe ouvrière aux Etats-Unis, par Frédéric Langer.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'août 1977 n été tiré à 105 000 exemplaires. Comme toutes les publications du « Monda », « le Monde diplomotique » est interdit au Maroc depuis lo fin du mois de jonvier 1977,

Septembre 1977



Des quiches nation

TANDA HARM

· Committee as guillantes fully

and a series of the second

A 100

· · · · ·

....

1 to 1 to 1 to 1

. ...

<del>, 1</del>,50 € 1

....

of commendation of the profession of

---

All the contract of